

# Régularisation relative à la protection des captages d'eau Potable
# Dossier de DUP et d'autorisation relatif à la protection des captages d'eau potable

## Champs captant des Mont d'Or et Prise d'eau dans le Canal EDF

## Pièce 1 : Dossier Technique

**Décembre 2024**

**ETEN Environnement – Agence Occitanie**
60, rue des fossés
82 800 NEGREPELISSE
Tél : 05 63 02 10 47 – Fax 05 63 67 71 56
Mail : environnement@eten-midi-pyrenees.com

PROVISOIRE

PROVISOIRE

Références du dossier

| | |
|---|---|
| Etude | Mise en place des périmètres de protection des captages d'eau potable - Dossier de Déclaration d'Utilité Publique – Forages du champ captant des Monts d'Or et Captage d'eau superficielle dans le canal EDF. |
| Maître d'ouvrage | Régie des Eaux DLVAgglo<br>Place de l'Hôtel de Ville<br>04100 Manosque<br><br>Contact : M. Jean-Pierre CARETTE, Directeur de la Régie des Eaux DLVAgglo<br><br>Tél. : 04 92 78 41 33 / 06 40 14 24 65<br>Fax : 04 92 78 52 91<br>Mail : jpcarette@dlva.fr |
| Prestataire | ETEN Environnement – Agence Occitanie<br>60 rue des fossés<br>82800 Nègrepelisse<br><br>Tél : 05 63 02 10 47<br>Fax : 05 63 67 71 56<br>environnement@eten-midi-pyrenees.com |
| Code interne | OC2020_EB002_D04 |
| Date de remise | 15 mai 2024 |

| Auteurs de l'étude | Fonction dans la structure | Formation initiale | Rôle dans l'étude |
|---|---|---|---|
| Marion Rigaud | Coordinatrice de projet - Responsable d'Agence Hydrogéologue | IUP géosciences-Génie de l'environnement | Coordinatrice de projet<br>Relecture validation |
| Fanny Monvoisin | Chargée d'études Eau-sol-Nappe Hydrogéologie | | Rédactrice du dossier |

PROJET

# Table des matières

*Préambule* ---- *9*

*PIECE A – résumé non technique* ---- *14*

**I. Coordonnées du responsable du projet** ---- **15**

**II. Situation et objet de l'opération** ---- **16**

**III. Emplacement du projet** ---- **19**

**IV. Procédure administrative mise en œuvre** ---- **22**

IV. 1. Les projets et la nomenclature Loi sur l'eau ---- 23

IV. 2. Rubrique de l'évaluation environnementale ---- 23

**V. Justification du projet et utilité publique de la démarche** ---- **26**

**VI. Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus** ---- **27**

*PIECE B – Note technique relative au dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine* ---- *28*

**I. Contexte de la demande** ---- **29**

I. 1. Contexte de l'étude ---- 29

I. 2. Localisation des ouvrages ---- 33

I. 3. Justification du projet et utilité publique de la démarche ---- 35

**II. Situation administrative et juridique** ---- **36**

II. 1. Contexte réglementaire ---- 36

II. 2. Situation réglementaire des ouvrages ---- 38

II. 3. Enquête parcellaire ---- 39

**III. Présentation générale de la collectivité et des besoins en eau** ---- **40**

III. 1. Présentation de la collectivité concernée ---- 40

III. 2. Besoins en consommation et en production ---- 40

III. 3. Descriptif du système de production d'eau potable existant et prévu ---- 41

III. 4. Caractéristiques techniques de l'usine de traitement des eaux brutes ---- 55

III. 5. Les améliorations de la station de traitement ---- 62

III. 6. Descriptif du système de distribution existant et prévu ---- 63

III. 7. Synthèse des données ---- 71

**IV. Etat initial de l'environnement** ---- **72**

IV. 1. Contexte géologique et pédologique ---- 72

IV. 2. Contexte hydrologique et hydrogéologique ---- 74

IV. 3. Contexte hydrologique ---- 78

IV. 4. Périmètres de gestion intégrée et zonages réglementaires liés au SDAGE Rhône-Méditerranée : Champ captant du Mont d'Or-Durance ---- 88

IV. 5. Des milieux naturels présentant peu d'enjeux au droit des ouvrages ---- 89

**V. Informations relatives à la qualité de l'eau de la ressource** ---- **93**

V. 1. Qualité des eaux : le contexte réglementaire ---- 93

V. 2. Qualité des eaux brutes du champ captant ---- 94

V. 3. Qualité des eaux brutes du canal EDF ---- 101

V. 4. Etude du potentiel de dissolution du plomb de l'eau et des autres métaux ---- 108

V. 5. Agressivité des eaux distribuées ---- 109

V. 6. Qualité des eaux station de traitement-production ---- 110

V. 7. Justification des traitements mis en œuvre ---- 111

V. 8. Liste des procédés et familles de produits de traitement ---- 112

V. 9. Mesures permettant de respecter les dispositions de l'article R. 1321-44 ---- 112

**VI. Evaluation des risques susceptibles d'altérer la qualité de l'eau captée** ---- **113**

PROVISOIRE

VI. 1. Appréciation de la vulnérabilité de l'aquifère sur les périmètres de protection du champ captant 113
VI. 2. Occupation du territoire et risque de contamination des captages ---- 113
VI. 3. Risques vis-à-vis du champ captant Mont d'Or – Durance ---- 115
VI. 4. Risques vis-à-vis du canal EDF ---- 125
VI. 5. Synthèse des risques ---- 133

***PIECE C – Etude technico-économique ---- 134***

**I. L'avis de l'hydrogéologue agréé et ses modalités d'application ---- 135**
I. 1. Champ captant Mont d'Or Durance ---- 135
I. 2. Prise d'eau du canal EDF ---- 141
I. 3. Liste des communes concernées par chaque périmètre de protection ---- 144

**II. Faisabilité technico-économique de la protection des captages ---- 148**
II. 1. Modalités de financement possibles ---- 148
II. 2. Estimation du coût des servitudes sur le PPI du champ captant Mont d'Or ---- 150
II. 3. Estimation du coût des servitudes sur le PPI de la prise d'eau du canal EDF ---- 150
II. 4. Estimation du coût des servitudes sur le PPR du champ captant Mont d'Or ---- 151
II. 5. Estimation du coût des servitudes sur le PPR et le PPE de la prise d'eau du canal EDF ---- 152
II. 6. Impact sur le prix de l'eau ---- 153

***PIECE D – Compatibilité avec les documents de référence ---- 154***
I. 1. Comptabilité avec le document d'urbanisme ---- 155
I. 2. Compatibilité avec le SAGE et contrat de milieu ---- 155
I. 3. Comptabilité avec le SDAGE Rhône Méditerranée ---- 157
I. 4. Compatibilité avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et le SRADDET ---- 159

***F-ANNEXES ---- 161***

**I. Annexe 1 : Glossaire ---- 162**

**II. Annexe 2 : Documents relatifs à la compétence eau de DLVA ---- 163**

**III. Annexe 3 : AP de DUP du 06/04/1950 ---- 164**

**IV. Annexe 4 : AP de DUP du 17/03/1989 ---- 165**

**V. Annexe 5 : AP d'abandon et autorisation de prélèvement du 01/06/2008 ---- 166**

**VI. Annexe 6 : AP d'autorisation de prélèvement du 03/11/2015 ---- 167**

**VII. Annexe 7 : Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 ---- 168**

**VIII. Annexe 8 : Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ---- 169**

**IX. Annexe 9 : Convention pour le prélèvement d'eau dans le canal EDF ---- 170**

**X. Annexe 10 : Détail des coûts pour la prise d'eau du canal EDF et le champ captant Mont d'Or - Durance ---- 171**

PROVISOIRE

# Tables des figures

Figure 1 : Localisation du territoire ..... 16
Figure 2 : Synoptique du réseau d'eau potable de la commune de Manosque (modifié par ETEN à partir du synoptique de la SAUR) ..... 18
Figure 3 : Poste de livraison SCP (© SCP) ..... 55
Figure 4 : Schéma de principe de la filière de traitement (© SCP) ..... 56
Figure 5 : Synoptique de la filière de traitement en fonctionnement "normal" (©SCP) ..... 57
Figure 6 : Synoptique de la filière de traitement "en secours" (© SCP) ..... 58
Figure 7 : Filière de traitement de la station du champ captant ..... 62
Figure 8 : Synoptique du réseau d'eau potable de la commune de Manosque (modifié par ETEN à partir du synoptique de la SAUR) ..... 64
Figure 9 : Synoptique altimétrique du réseau d'eau potable Manosque/Pierrevert ne prenant en compte que le canal EDF et l'exhaure Mont d'Or © SAUR ..... 65
Figure 10 : Répartition de la production annuelle entre 2019 et 2022 ..... 67
Figure 11 : Volume d'eau potable mis en distribution sur Manosque ..... 67
Figure 12 : Schéma de la répartition des volumes pour l'année 2022 sur Manosque ..... 69
Figure 13 : Schéma de la répartition des volumes pour l'année 2022 sur Pierrevert ..... 69
Figure 14 : Evolution du volume vendu et des abonnés et habitants à Manosque et Pierrevert confondus 69
Figure 15 : Esquisse piézométrique de février 2007 (source : rapport essais de pompage ; Sud Aménagement Agronomie 02/2007) ..... 76
Figure 16 : Pompage de longue durée sur P10 (Source : Antea - 05/2008) ..... 77
Figure 17 : Evolution du débit de la Durance à Oraison ..... 80
Figure 18 : Détermination de la zone d'appel et des isochrones ..... 82
Figure 19 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre bactériologique ..... 103

# Tables des cartes

Carte 1 : Situation cadastrale du champ captant Mont d'Or – Durance et accès ..... 20
Carte 2 : Situation cadastrale du captage du canal EDF et accès ..... 21
Carte 3 : Situation géographique générale ..... 30
Carte 4 : Localisation générale des ouvrages de captage pour l'alimentation en eau potable de Manosque ..... 34
Carte 5 : Aperçu des ouvrages référencés dans la BSS et rectification de leur emplacement ..... 45
Carte 6 : Situation géographique du champ captant Mont d'Or-Durance sur scan IGN ..... 46
Carte 7 : Situation géographique du champ captant Mont d'Or-Durance sur photographie aérienne ..... 47
Carte 8 : Situation cadastrale du champ captant Mont d'Or – Durance et accès ..... 49
Carte 9 : Situation géographique du captage dans le canal EDF sur scan IGN ..... 51
Carte 10 : Situation géographique du captage dans le canal EDF sur photographie aérienne ..... 52
Carte 11 : Situation cadastrale du captage du canal EDF et accès ..... 54
Carte 12 : Contexte géologique de Manosque ..... 73
Carte 13 : Zonage des masses d'eau souterraine libre au droit du secteur d'étude ..... 75
Carte 14 : Masses d'eau des rivières recoupant la commune de Manosque ..... 79
Carte 15 : Zone sensible en amont du captage dans le canal EDF (1) – © Etude Préalable ETEN Environnement ..... 86
Carte 16 : Zone sensible en amont du captage EDF (2) © Etude Préalable ETEN Environnement ..... 87
Carte 17 : Zones d'inventaires ZNIEFF ..... 91
Carte 18 : Réseau écologique Natura 2000 ..... 92
Carte 19 : Occupation des parcelles agricoles en fonction du type de culture - RPG 2022 ..... 117
Carte 20 : Voies de circulation sur le PPR du champ captant ..... 120
Carte 21 : Inventaire des points de pollution potentielle ..... 123
Carte 22 : Cartographie des zones inondables ..... 124
Carte 23 : Voies de circulation sur le PPR de la prise d'eau du canal EDF (1) ..... 127

PROVISOIRE

Carte 24 : Voies de circulation sur le PPR de la prise d'eau du canal EDF (2) ..... 128
Carte 25 : Inventaire des points de pollution potentielle identifiés à proximité du périmètre de protection rapprochée..... 131
Carte 26 : Cartographie des zones inondables ..... 132
Carte 27 : Définition du Périmètre de Protection Immédiate du champ captant du Mont d'Or ..... 136
Carte 28 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée sensible et moins sensible du champ captant du Mont d'Or ..... 140
Carte 29 : Définition du Périmètre de Protection Immédiate de la prise d'eau du canal EDF..... 142
Carte 30 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée Sensible de la prise d'eau du canal EDF partie Aval..... 145
Carte 31 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée Sensible de la prise d'eau du canal EDF partie Amont ..... 146
Carte 32 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée Moins Sensible de la prise d'eau du canal EDF ..... 147
Carte 33 : Zonage d'urbanisme au droit des zones de captage ..... 156

# Tables des tableaux

Tableau 2 : Coordonnées géographiques des ouvrages ..... 33
Tableau 3 : Localisation des puits du champ captant de Mont d'Or ..... 42
Tableau 4 : Coupe lithologique du puits n°9 ..... 43
Tableau 5 : Equipement du puits n°9 ..... 43
Tableau 6 : Remplissage entre la paroi du forage et le tube Inox du puits n°9 ..... 43
Tableau 7 : Coupe lithologique du puits n°10 ..... 44
Tableau 8 : Equipement du puits n°10 ..... 44
Tableau 9 : Remplissage entre la paroi du forage et le tube Inox du puits n°10 ..... 44
Tableau 10 : Localisation de la prise d'eau du Canal EDF ..... 50
Tableau 11 : Mesures effectuées à chaque étape de traitement de la filière..... 59
Tableau 12 : Caractéristiques du patrimoine de Manosque et Pierrevert..... 63
Tableau 13 : Chiffres clés des volumes produits et distribués sur le Syndicat ..... 66
Tableau 14 : Volumes produits par la station de Mont d'Or - Durance ..... 68
Tableau 15 : Volumes produits par la station de Précombaux ..... 68
Tableau 16 : Consommation par abonné sur les communes de Manoque et Pierrevert ..... 70
Tableau 17 : Chiffres clefs de la desserte sur la commune de Manosque ..... 70
Tableau 18 : Classification des indices de consommation et des indices linéaires de pertes ..... 70
Tableau 19 : Calcul des isochrones 50 jours avec la valeur de transmissivité minimale..... 83
Tableau 20 : Calcul des isochrones 50 jours avec la valeur de transmissivité maximale ..... 84
Tableau 21 : Vitesses d'écoulement et distance parcourue en 2 heures dans le canal EDF..... 85
Tableau 22 : Tableau de synthèse des enjeux liés aux périmètres de gestion du SDAGE ..... 88
Tableau 23 : Zonages des milieux naturels aux alentours du champ captant de Mont d'Or-Durance ..... 89
Tableau 24 : Zonages des milieux naturels aux alentours du canal EDF ..... 90
Tableau 25 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres température, pH et conductivité ..... 95
Tableau 26 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour le paramètre turbidité..... 95
Tableau 27 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres microbiologiques..... 96
Tableau 28 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres Azote et Phosphore..... 96
Tableau 29 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour le paramètre COT..... 97
Tableau 30 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour le paramètre pesticide..... 98
Tableau 31 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres Fer et Manganèse ..... 99

PROVISOIRE

Tableau 32 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les métaux mesurés ..... 100
Tableau 33 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres température, pH et conductivité ..... 101
Tableau 34 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre turbidité ..... 102
Tableau 35 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres microbiologiques ..... 103
Tableau 36 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres Azote et Phosphore ..... 104
Tableau 37 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre COT ..... 104
Tableau 38 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre pesticide ..... 105
Tableau 39 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres Fer et Manganèse ..... 106
Tableau 40 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les métaux analysés ..... 106
Tableau 41 : Valeurs des dépassements de seuil de détection pour les HAP dans les analyses de la prise d'eau du canal EDF ..... 107
Tableau 42 : Caractérisation du potentiel de dissolution du plomb en fonction du pH ..... 108
Tableau 43 : Dépassements de la référence de qualité au point de mise en distribution ..... 111
Tableau 44 : Recensement des risques liés aux ICPE vis-à-vis du canal EDF ..... 125
Tableau 45 : Synthèse du recensement de la population des villes concernées par le PPR (INSEE 2013) 129
Tableau 46 : Caractéristiques des STEP présentes en amont de Manosque (source : SIERM et ministère de l'Environnement) ..... 129
Tableau 47 : Synthèse des contraintes sur les sites de captages ..... 133
Tableau 48 : Parcelles concernées par le PPI du champ captant du Mont d'Or ..... 135
Tableau 49 : Périmètres de protection du champ captant du Mont d'Or ..... 139
Tableau 50 : Parcelles concernées par le PPI du canal EDF ..... 141
Tableau 51 : Communes concernées par les périmètres de protection du canal EDF ..... 144
Tableau 52 : Compatibilité du projet avec le SDAGE « Rhône Méditerranée » ..... 158

PROVISOIRE

# Préambule

La commune de Manosque est une commune des Alpes-de-Haute-Provence comptabilisant 24 000 habitants. La commune s'étend sur 56,7 km$^2$. Entourée par les communes de Valensole et Gréoux-les-Bains à l'Est, Sainte-Tulle, Pierrevert et Montfuron au Sud-Ouest, Villemus et Saint-Martin-les-Eaux au Nord-Ouest et Volx et Dauphin au Nord, Manosque fait partie de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon Agglomération (DLVA) qui regroupe 25 communes.

La communauté de commune DLVA a créé au 1er janvier 2024 la "Régie des Eaux DLVAggo" à autonomie financière et personnalité morale pour l'exercice de la compétence eau potable sur l'ensemble de son territoire. L'eau distribuée à Manosque, Montfuron et Pierrevert provient de deux ressources permanentes et une ressource de secours :

- Le champ captant de Mont d'Or – Durance
- L'eau du Verdon via Société Canal de Provence
- Le canal EDF à Manosque (secours)

Le champ captant a fait l'objet de plusieurs arrêtés de DUP au fil de la création des différents puits (AP DUP du 06/04/1950 et AP n°89-543 du 17/03/1989), qui sont revus à la suite de la création des puits n°9 et n°10 et de l'étude préalable réalisée par ETEN Environnement en 2016

- AP DUP du 06/04/1950 (**Annexe 3** : AP de DUP du 06/04/1950),
- AP n°89-543 du 17/03/1989 (DUP pour les puits n°3, 4, 5, 6, 7 et 8) (**Annexe 4** : AP de DUP du 17/03/1989),

La prise d'eau du canal EDF n'a jamais fait l'objet d'un arrêté de DUP avec mise en place de périmètres de protection.

Concernant la prise d'eau brute du Verdon, le décret du 23/07/1977 déclare d'utilité publique la constitution de périmètres de protection autour des réservoirs de Gréoux, Quinson, Sainte-Croix sur le Verdon et du réservoir de Bimont sur l'Infernet, alimentant le canal de Provence.

Tous les prélèvements ne sont pas autorisés à ce jour. Afin de régulariser les prélèvements, une procédure est démarrée en parallèle afin de faire une demande d'autorisation de prélèvement, pour l'ensemble des puits du champ captant et pour la prise d'eau dans le canal EDF.
C'est dans cette optique qu'un examen au cas-par-cas a été déposé au titre de la catégorie 17 c) *Dispositifs de captage des eaux souterraines en nappe d'accompagnement lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle* de l'annexe à l'article R122-2, pour ce qui concerne le prélèvements au niveau du champ captant.
Cet examen précisera si le prélèvement est soumis ou non à étude environnementale.

Annexe : réponse de la demande de cas par cas

Le présent dossier fait suite à l'avis de l'hydrogéologue agréé et sera soumis à enquête publique au titre du code de la santé publique. Il permettra de porter la déclaration d'utilité publique pour la mise en place des périmètres de protection des captages AEP de Manosque (champ captant du Mont d'Or et prise d'eau du canal EDF).

PROVISOIRE

Le dossier de DUP est composé de plusieurs pièces :

- Pièce 1 : Dossier Technique

  Volet A : Résumé non technique
  Volet B : Dossier technique
  - Contexte de la demande
  - Présentation générale de la collectivité et des besoins en eau
  - Etat initial de l'environnement
  - Qualité d'eau et évaluation des risques

  Volet C : Etude technico-économique
  Volet D : Compatibilité avec les documents de référence
  Volet E : Annexes

- Pièce 2 : Avis de l'hydrogéologue agréé

- Pièce 3 : Etat parcellaire

L'ensemble des sigles ou des termes techniques sont définis dans le glossaire.

***Annexe 1 : Glossaire***

PROVISOIRE

# Fiche signalétique Dossier

Intitulé de l'étude : Mise en place des périmètres de protection du captage d'eau potable - Dossier de Déclaration d'Utilité Publique et demande d'autorisation environnementale (art l181-1 et l214-3 du code de l'environnement) Forages du champ captant des Monts d'Or et Captage d'eau superficielle dans le canal EDF

Maître d'ouvrage :

| | |
|---|---|
| ***Nom :*** | Régie des Eaux DLVAgglo<br>SIRET 982 800 963 00018 |
| ***Adresse :***<br>04180 Villeneuve | 1 rue du château – BP 20 |
| ***Personne à contacter :***<br><br>TEL : 04 92 78 41 33 / 06 40 14 24 65<br>jpcarette@dlva.fr | M. Jean-Pierre CARETTE, Directeur de la Régie<br>Place de l'Hôtel de Ville, 04100 Manosque |

Montage du dossier effectué par :

| | |
|---|---|
| Nom :<br>Adresse : | Bureau d'études ETEN Environnement<br>60 rue des Fossés<br>82 800 NEGREPELISSE |
| Personne à contacter :<br><br>Tél. : 05 63 02 10 47 | Fanny MONVOISIN, Chargée d'études Hydrogéologie<br>Marion RIGAUD, Chef d'agence Hydrogéologue<br><br>Fax : 05 63 67 71 56<br>Mail : environnement@eten-midi-pyrenees.com |

PROVISOIRE

# Fiche signalétique ouvrage

**1 – Demandeur (Maitre d'ouvrage)**

***Nom :*** Régie des Eaux DLVAgglo
SIRET 982 800 963 00018

***Adresse :*** 1 rue du château – BP 20
04180 Villeneuve

***Personne à contacter :*** M. Jean-Pierre CARETTE, Directeur de la Régie
Place de l'Hôtel de Ville, 04100 Manosque
TEL : 04 92 78 41 33 / 06 40 14 24 65
jpcarette@dlva.fr

**2 – Situation du projet/ouvrages**

***Département :*** Alpes-de-Haute-Provence (04)

***Localisation :*** Commune de Manosque

| Captages | Références cadastrales | Coordonnées géographiques (Lambert 93) | Code BSS | Code SISE |
|---|---|---|---|---|
| Puits n°3 | CA 116 | X = 926 975 m<br>Y = 6 304 620 m<br>Z = 291,74 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0251/P | / |
| Puits n°5 | CA 116 | X = 927 025 m<br>Y = 6 304 611 m<br>Z = 291,82 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0141/P5 | 004000600 |
| Puits n°4 | CA 114 | X = 926 967 m<br>Y = 6 304 671 m<br>Z = 290,79 m NGF | / | / |
| Puits n°6 | CA 117 | X = 926 995 m<br>Y = 6 304 533 m<br>Z = 291,79 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0249/P | / |
| Puits n°7 | Domaine fluvial | X = 927 087 m<br>Y = 6 304 557 m<br>Z = 291,37 m NGF (dalle d'ouvrage) | / | / |
| Puits n°9 | CA 116 | X = 927 038 m<br>Y = 6 304 621 m<br>Z = 292,69 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0222/F9 | / |
| Puits n°10 | CA 118 | X = 926 937 m<br>Y = 6 304 608 m<br>Z = 291,42 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0221/F10 | / |
| Prise d'eau Canal EDF | Dérivation des eaux sur CD 19<br>Arrivée d'eau sur CD 20 | X = 925 028 m<br>Y = 6 305 849 m<br>Z = 310 m | / | 004000599 |

**Le projet disposera d'une capacité nominale de 108 m³/h pour chaque forage en fonctionnement (Puits n°4, n°6, n°7, n°9 et n°10) et une capacité nominale de 120 l/s concernant le canal EDF. Le canal EDF correspond à la ressource de secours sur l'usine de Précombaux.**

PROVISOIRE

Les arrêtés de DUP et autorisations existants ou ayant existés sont les suivants :

<table>
<tr><th>Captages</th><th>Références cadastrales</th><th>DUP instaurant des périmètres de protection au titre du CSP</th><th>DUP des travaux de prélèvement et dérivation des eaux au titre du CE</th><th>Autorisation de prélèvement d'eau au titre du CE</th></tr>
<tr><td>Puits n°3</td><td>CA 116</td><td rowspan="5">Puits n°3, 4, 5, 6, 7 et 8 : déclaration d'utilité publique et définition des périmètres de protection (Arrêté Préfectoral n°89-543 du 17/03/1989</td><td rowspan="5">Sont déclarés d'utilité publique les travaux en vue de l'alimentation en eau potable AP DUP du 06/04/1950</td><td rowspan="5">L'arrêté préfectoral du 06/04/1950 fait état d'une autorisation de dériver de l'eau depuis la parcelle E770 (ancienne numérotation), correspondant au champ captant du Mont d'Or-Durance, à un débit maximum de « 691.444/seconde », la lisibilité du texte en limite la compréhension.</td></tr>
<tr><td>Puits n°5</td><td>CA 116</td></tr>
<tr><td>Puits n°4</td><td>CA 114</td></tr>
<tr><td>Puits n°6</td><td>CA 117</td></tr>
<tr><td>Puits n°7</td><td>Domaine fluvial</td></tr>
<tr><td>Puits n°9</td><td>CA 116</td><td colspan="2" rowspan="2">Les périmètres de protection devront être réactualisés depuis l'abandon définitif du puits n°8 et la création des puits n°9 et n°10 (arrêté n°2008-1592 du 01/06/2008)</td><td rowspan="2">- Prélèvement à partir des puits n°9 et n°10 autorisé par arrêté n°2008-1592 du 01/06/2008 pour une durée de 3 ans.<br>- Arrêté Préfectoral n°2011-2237 du 22/11/2011 autorisant l'exploitation des puits n°9 et n°10 jusqu'au 31 décembre 2015<br>- Arrêté Préfectoral n°2015-307-00 du 03/11/2015 autorisant l'exploitation des puits n°9 et n°10 jusqu'au 31 décembre 2019</td></tr>
<tr><td>Puits n°10</td><td>CA 118</td></tr>
<tr><td>Prise d'eau Canal EDF</td><td>Dérivation des eaux sur CD 19<br>Arrivée d'eau sur CD 20</td><td>-</td><td>-</td><td>AP n°94-1871 : prélèvement autorisé pour un débit maximum instantané de 120 L/s.</td></tr>
</table>

La demande d'autorisation de produire et distribuer au titre du code de la santé publique des captages de la commune de Manosque est en cours de réalisation par la Société du Canal de Provence (maîtrise d'œuvre intégrée du groupement en charge de la construction de la nouvelle usine).

PROVISOIRE

# PIECE A – résumé non technique

PROVISOIRE

# I. Coordonnées du responsable du projet

La demande de DUP au titre du Code de la Santé publique et du Code de l'environnement est faite par la Régie des Eaux DLVAgglo.

La signature de la demande d'autorisation est effectuée par M. **Jean-Pierre CARETTE**, le Directeur de la Régie des Eaux DLVAgglo.

Régie des Eaux Durance Lubéron Verdon Agglomération (DLVAgglo)
1 rue du château – BP 20
04180 Villeneuve
Jean-Pierre CARETTE
Directeur de la Régie des Eaux DLVAgglo
Tél. : 04 92 78 41 33
Fax : 04 92 78 52 91

PROVISOIRE

# II. Situation et objet de l'opération

Manosque est une ville des Alpes de Hautes Provences présentant une population de près de 24 000 habitants. Le territoire communal s'étend sur 56,7 km$^2$. Cette dernière fait partie de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon Agglomération (DLVA) qui regroupe 25 communes.

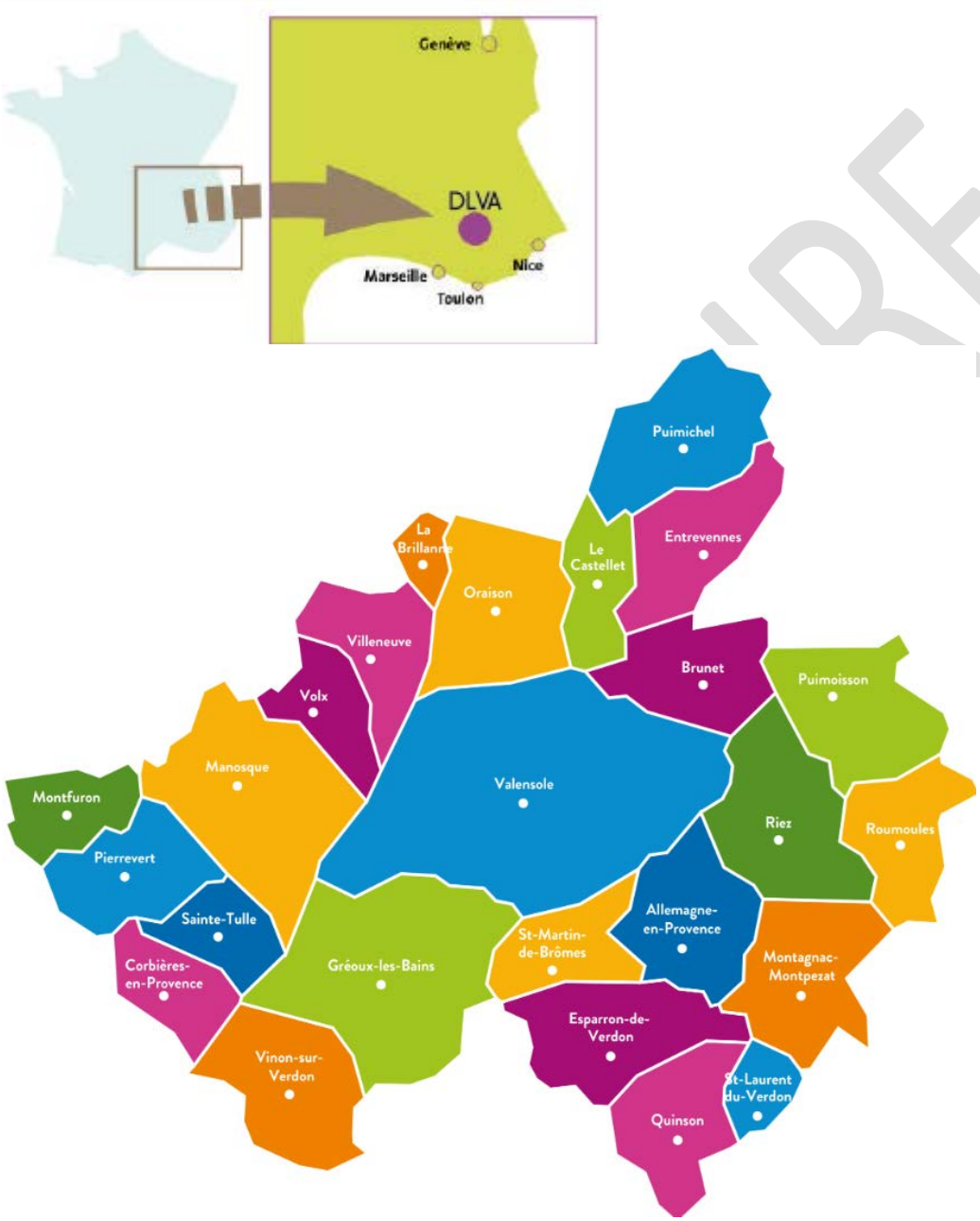



***Figure 1 : Localisation du territoire***

La Régie des Eaux DLVAgglo, titulaire de la compétence eau potable, souhaite sécuriser les ressources en eaux situées sur la commune de Manosque en réalisant les études nécessaires à la mise en place des périmètres de protection.

Jusqu'en 2020, l'eau produite par DLVA sur la commune de Manosque pour alimenter ses adhérents provenait du champ captant du Mont d'Or d'une part, captant l'aquifère situé dans les alluvions de la Durance, et d'une prise d'eau sur le canal EDF d'autre part.

Depuis 2020, l'usine de Précombaux est raccordée à l'eau du Verdon. Cette ressource est devenue la ressource principale en lieu et place de la ressource du Canal EDF. Les eaux issues du champ captant sont traitées à la station de traitement de Mont d'Or-Durance et celles issues du Verdon sont traitées à l'usine de potabilisation Précombaux. Cette dernière va être totalement rénovée pour permettre de traiter les eaux du Verdon, nouvelle ressource principale de la communauté de commune, et ponctuellement les eaux du canal EDF en secours. Cette vaste opération de restructuration de son réseau de captage et de distribution engagée par DLVA puis par la Régie des Eaux DLVAgglo a pour but de faire face aux nouveaux enjeux de l'alimentation en eau potable des communes du Val de Durance, en sécurisant l'approvisionnement en eau potable et la qualité de la ressource.

Ces ressources en eau permettent l'alimentation de la commune de Manosque mais également des communes de Pierrevert et Montfuron. La commune alimente un total de 14 000 abonnés (données de 2022), soit 28 000 habitants (population permanente) et 890 habitants saisonnier. Les ressources desservent des établissements accueillant des personnes sensibles dont des établissements de santé et des établissements pour personnes âgées (Centre Hospitalier Manosque, Cliniques J. Giono et Toutes Aures, Centre Hémodialyse, Les Cèdres, Maison de retraite St-André, L'Etoile de Haute Provence et Maison des Oliviers), ainsi que 23 écoles (maternelle et primaire) et plusieurs crèches.
La gestion de la production de l'eau potable est assurée par la Régie des Eaux DLVAgglo depuis le 1er janvier 2024.

Les eaux du canal EDF sont issues principalement de la Durance. Une partie de la rivière est dérivée au niveau du barrage de l'Escale pour alimenter le canal (environ 37 km en amont du captage). Il en est de même pour la rivière de la Bléone au niveau du barrage de Malijai (environ 35 km en amont du captage). Le canal EDF est séparé en deux tronçons à l'Est de Villeneuve. Un de ces tronçons part en direction de Manosque et le second traverse la centrale hydroélectrique. Les deux canaux se rejoignent au Nord-Est de la commune de Manosque.
Les eaux captées dans le canal EDF, à Manosque, pour l'alimentation en eau potable servent de ressource de secours.

Le présent dossier fait suite à l'avis de l'hydrogéologue agréé et sera soumis à enquête publique au titre du code de la santé publique. Il permettra de porter la déclaration d'utilité publique pour la mise en place des périmètres de protection des captages AEP de Manosque.

La demande d'autorisation de produire et distribuer au titre du code de la santé publique des captages de la commune de Manosque est en cours de réalisation par la Société du Canal de Provence (maîtrise d'œuvre intégrée du groupement en charge de la construction de la nouvelle usine).

PROVISOIRE

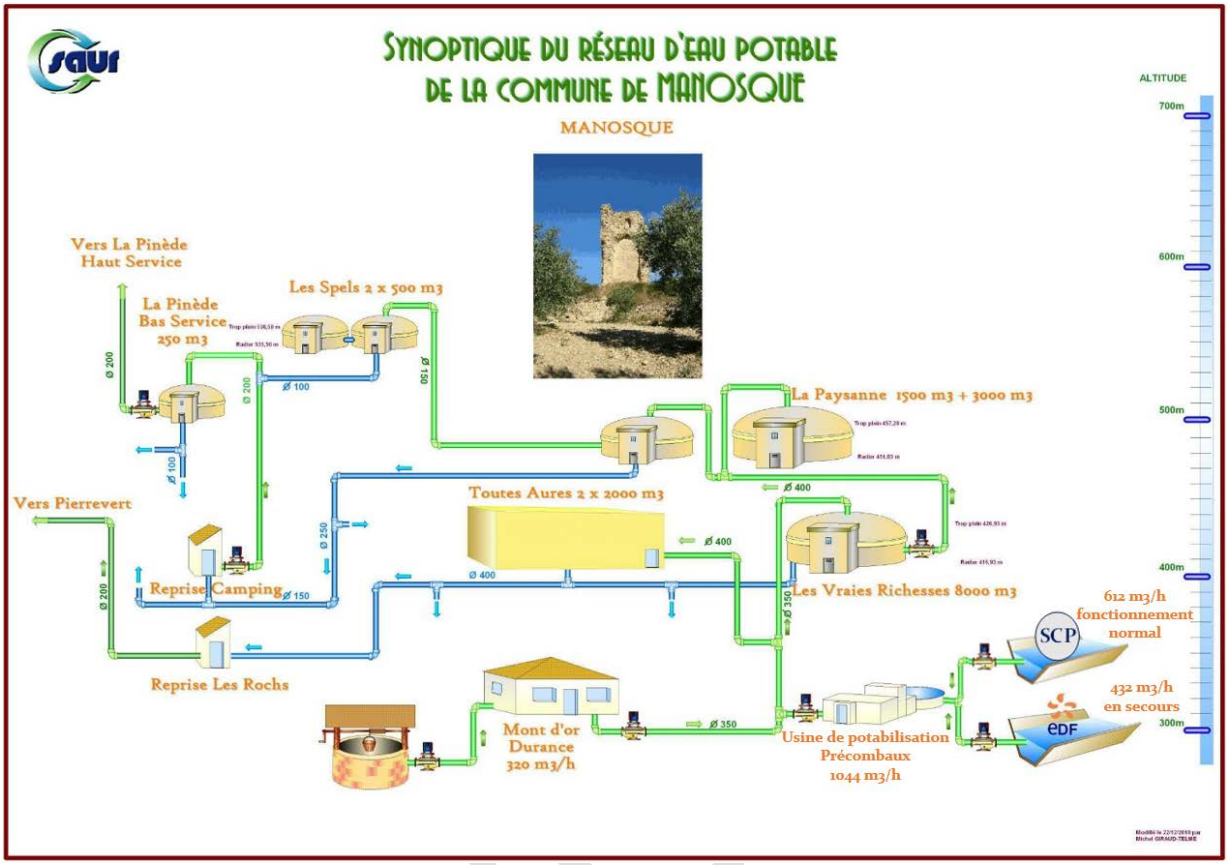



***Figure 2 : Synoptique du réseau d'eau potable de la commune de Manosque (modifié par ETEN à partir du synoptique de la SAUR)***

PROVI

# III. Emplacement du projet

Le champ captant du Mont d'Or-Durance occupe actuellement les parcelles de la section CA n°114, 116, 117 et 118.

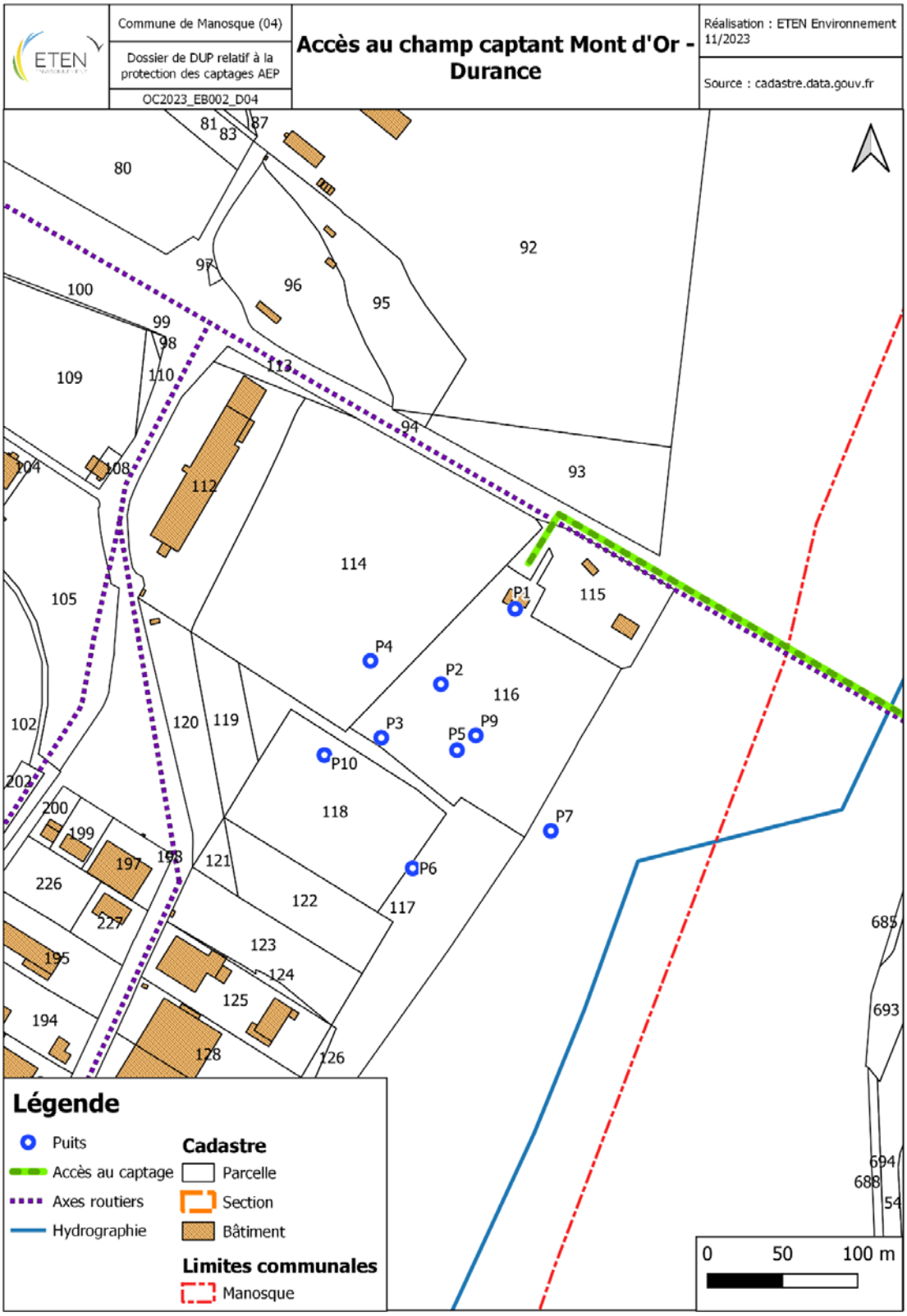
| Captages | Références cadastrales | Coordonnées géographiques (Lambert 93) | Code BSS | Code SISE |
|---|---|---|---|---|
| Puits n°3 | CA 116 | X = 926 975 m<br>Y = 6 304 620 m<br>Z = 291,74 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0251/P | / |
| Puits n°5 | CA 116 | X = 927 025 m<br>Y = 6 304 611 m<br>Z = 291,82 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0141/P5 | 004000600 |
| Puits n°4 | CA 114 | X = 926 967 m<br>Y = 6 304 671 m<br>Z = 290,79 m NGF | / | / |
| Puits n°6 | CA 117 | X = 926 995 m<br>Y = 6 304 533 m<br>Z = 291,79 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0249/P | / |
| Puits n°7 | Domaine communal | X = 927 087 m<br>Y = 6 304 557 m<br>Z = 291,37 m NGF (dalle d'ouvrage) | / | / |
| Puits n°9 | CA 116 | X = 927 038 m<br>Y = 6 304 621 m<br>Z = 292,69 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0222/F9 | / |
| Puits n°10 | CA 118 | X = 926 937 m<br>Y = 6 304 608 m<br>Z = 291,42 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0221/F10 | / |

Les eaux sont prélevées sur le canal EDF à Manosque au droit de la parcelle CD20, sur la parcelle CD19, depuis le mois de janvier 1977. Les prélèvements étaient effectués sur le canal de la Brillanne lorsque la vidange du canal EDF était effectuée. Un jeu de vanne permettait cette connexion. Ce canal de la Brillanne n'est à ce jour plus à considérer, le canal EDF étant gardé seulement en secours sur l'usine de Précombaux.

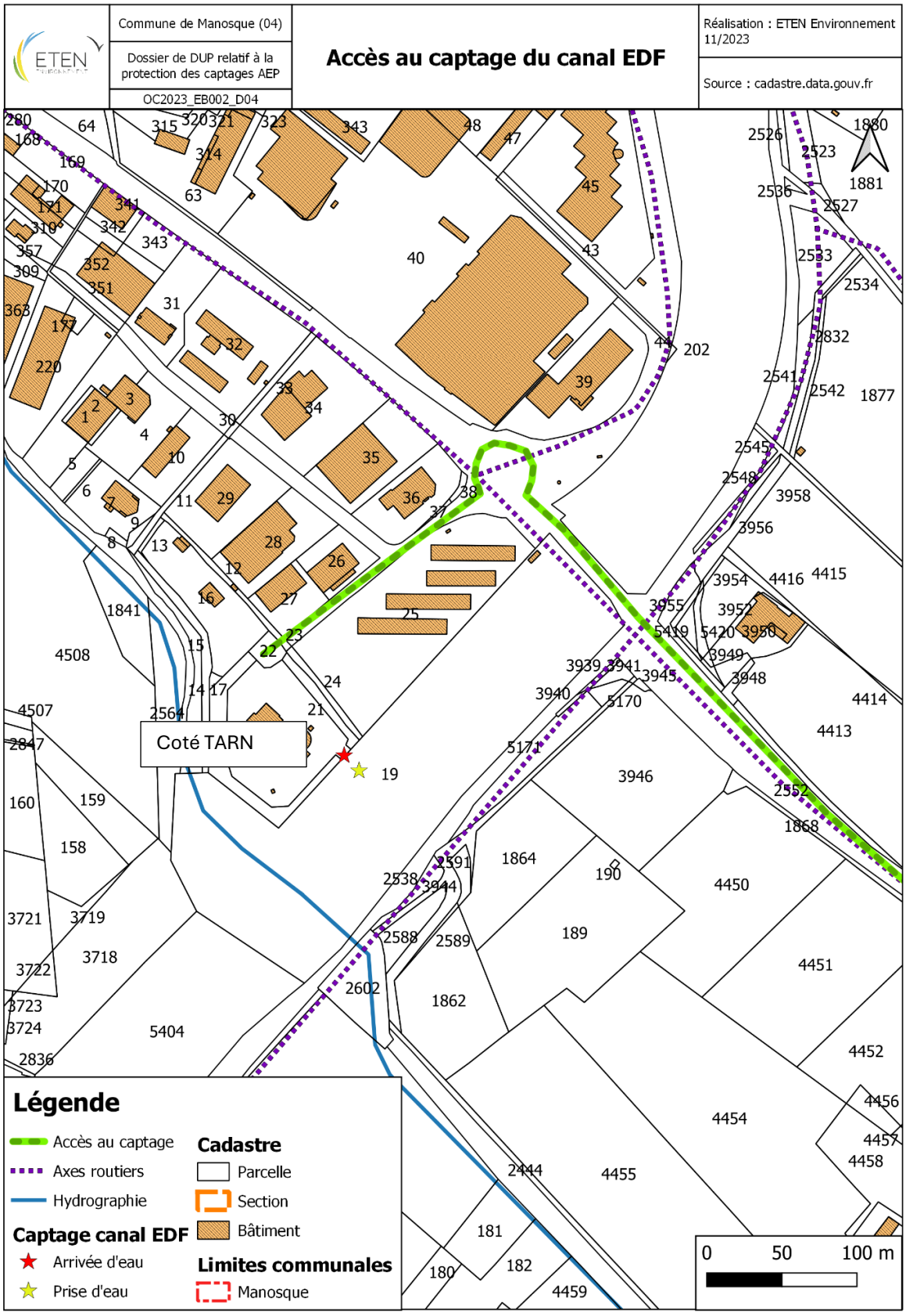
| Captages | Références cadastrales | Coordonnées géographiques (Lambert 93) | Code BSS | Code SISE |
|---|---|---|---|---|
| Prise d'eau Canal EDF | Dérivation des eaux sur CD 19<br>Arrivée d'eau sur CD 20 | X = 925 028 m<br>Y = 6 305 849 m<br>Z = 310 m | / | 004000599 |



PROVISOIRE




***Carte 1 : Situation cadastrale du champ captant Mont d'Or – Durance et accès***




***Carte 2 : Situation cadastrale du captage du canal EDF et accès***

# IV. Procédure administrative mise en œuvre

L'article 10 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique prévoit l'acquisition en pleine propriété de terrains et l'établissement d'un périmètre de protection contre les pollutions. Toutefois, le caractère obligatoire de l'instauration des périmètres de protection des captages par déclaration d'utilité publique (DUP) est introduit par la première loi sur l'eau du 16 décembre 1964 dont l'application se limite aux nouveaux captages. La deuxième loi sur l'eau du 3 janvier 1992 renforce cette obligation en étendant la mise en place des périmètres dans un délai de 5 ans à l'ensemble des ouvrages, notamment aux captages antérieurs à 1964 qui ne bénéficient pas d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer une bonne qualité des eaux.
La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 est venue rappeler l'obligation de la mise en place des périmètres de protection des captages non protégés naturellement et utilisés par les collectivités pour l'alimentation en eau.

La réglementation impose la mise en place de périmètres de protection autour des captages d'eau publics pour assurer la sécurité générale du réseau et la préservation de la qualité des eaux souterraines ou superficielles captées. La déclaration d'utilité publique (DUP) d'un captage public d'eau potable est un arrêté préfectoral qui encadre la protection de ce dernier.
La mise en place des périmètres de protection des captages est un dispositif codifié par l'article L-1321-2 du code de la santé publique.
Les périmètres de protection délimitent un espace réservé réglementairement autour d'un captage utilisé pour l'alimentation en eau potable, après avis d'un hydrogéologue agréé.
Ces périmètres sont au nombre de 3 :

- **Le périmètre de protection immédiate (PPI)** : site de captage clôturé (sauf dérogation) dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage.
- **Le périmètre de protection rapprochée (PPR)** : secteur plus vaste (en général quelques hectares) pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets ...). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage.
- **Le périmètre de protection éloignée (PPE)** : facultatif, ce périmètre est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes. Il recouvre en général l'ensemble du Bassin d'Alimentation du Captage ou Aire d'Alimentation du Captage.

PROVISOIRE

# IV. 1. Les projets et la nomenclature Loi sur l'eau

| | Captage | Situation | Régime |
|---|---|---|---|
| **1.2.2.0.** A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m3 / h : (A) | Champ captant du Mont d'Or-Durance | Le débit de la Durance en période d'étiage est pour plus de la moitié réalimenté par la retenue de Serre-Ponçon | Autorisation |
| | Canal EDF | | Autorisation |

# IV. 2. Rubrique de l'évaluation environnementale

L'article R122-2 du Code de l'environnement relatif aux projets soumis à évaluation environnementale et à l'examen des projets soumis au cas par cas fait état des critères suivants à prendre en compte.
Dans le cas présent, les catégories susceptibles d'être concernées sont :

| Catégorie de projet | Projet soumis à évaluation environnementale | Projets soumis à examen au cas par cas | Classement |
|---|---|---|---|
| **17.** Dispositifs de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines (telles que définies à l'article 2.2 de la directive 2000/60/ CE). | | c) Dispositifs de captage des eaux souterraines en nappe d'accompagnement lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle | => Cas-par-cas |

PROVISOIRE

# IV. 2. 1. La réglementation des périmètres de protection

La réglementation concernée par le projet concerne **:**

- Le Code de la santé publique
  - Article L.1321-2 (déclaration d'utilité publique des périmètres de protection)
  - Article R. 1321-6 à -12 (autorisation préfectorale de produire et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine)
  - Arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.

- Le Code de l'environnement :
  - Article L 215-13 déclaration d'utilité publique : « La dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, par une association syndicale ou par tout autre établissement public, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux. »
  - Articles L. 214-2 à L. 214-6 qui concerne tous ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

- Le Code de l'expropriation : le périmètre de protection immédiate devant appartenir à la collectivité, il peut faire l'objet d'une expropriation.

Le *dossier* de DUP comporte les éléments listés dans les articles R112-4 à R112-7 du Code de l'expropriation. Les Articles L 121-1 à 5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique peuvent intervenir dans l'acquisition du périmètre de protection immédiate. Ils définissent les conditions d'utilité publique, les indemnisations éventuelles et la procédure des enquêtes publique et parcellaire.

La procédure d'enquête parcellaire est obligatoire seulement en cas d'expropriation dans le PPI. Les parcelles appartenant toutes à la collectivité ou devant faire l'objet d'une convention, aucune expropriation ne sera réalisée pour le périmètre de protection immédiate.

**L'enquête publique a pour objet de :**

- ⇨ **Présenter à toute personne intéressée par le projet, les conditions de réalisation et les effets attendus sur l'environnement naturel et humain ;**
- ⇨ **Associer les citoyens qui le souhaitent à la décision administrative ;**
- ⇨ **Permettre ainsi à la commission d'enquête de rendre un avis motivé sur le projet en prenant en compte l'ensemble des éléments à sa disposition.**

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Dans le cas de ce projet, le préfet des Alpes-de-Haute-Provence, coordonnateur de la procédure, précisera par arrêté, les modalités de l'enquête publique : communes concernées, dates et durée, publicité préalable (Journaux, site internet, affichages en mairies et porteur du projet), permanences du commissaire-enquêteur (lieux et dates), modes d'expression du public.
L'enquête publique doit faire l'objet de publicité (affichage, presse écrite, ...).



PROVISOIRE

## IV. 2. 2. Concernant l'autorisation de distribution d'eau pour la consommation humaine

La demande d'autorisation de produire et distribuer au titre du code de la santé publique des captages de la commune de Manosque est en cours de réalisation par la Société du Canal de Provence (maîtrise d'œuvre intégrée du groupement en charge de la construction de la nouvelle usine).

PROVISOIRE

# V. Justification du projet et utilité publique de la démarche

La déclaration d'utilité publique de la mise en place des périmètres de protection autour de points de prélèvements des eaux destinés à l'alimentation humaine est une obligation réglementaire fixée par le Code de la Santé Publique (article L.1321-2 du code de la santé publique).

L'article L 215 13 du code de l'environnement dispose que :
« La dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, par une association syndicale ou par tout autre établissement public, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux. »

Le dossier de DUP doit permettre de mettre en conformité les captages de Manosque, ainsi que les périmètres de protection avec les réglementations en vigueur. Ce dossier est établi à partir de différentes études existantes.

Le projet vise à sécuriser l'approvisionnement en eau potable des populations de la commune.
Il présente donc un caractère d'intérêt public.

La demande de DUP consiste en une régularisation de la situation existante puisque les captages sont existants et en services.

PROVISOIRE

# VI. Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus

Les modalités de suivi de la qualité des eaux et de surveillance des ouvrages est particulièrement complet dans la mesure où la finalité est la production d'eau potable.
Un ensemble de mesures en continues de la qualité des eaux est présent sur les sites. Le contrôle sanitaire de l'eau du canal EDF doit être repris, après un arrêt en 2020 suite à l'approvisionnement de la station de Précombaux avec l'eau du Verdon.
L'ensemble fait l'objet d'une surveillance par télégestion et autosurveillance.

L'exploitant note chaque mois les index des compteurs au niveau des réservoirs. Ce suivi régulier doit contribuer à atteindre un bon rendement des réseaux.

PROVISOIRE

# PIECE B – Note technique relative au dossier de DUP et d'autorisation des captages d'eau destinée à la consommation humaine

PROVISOIRE

# I. Contexte de la demande

## I. 1. Contexte de l'étude

### I. 1. 1. Objet de la demande et de l'enquête publique

Manosque est une ville des Alpes de Hautes Provences présentant une population de 24 000 habitants. Le territoire communal s'étend sur 56,7 km$^2$. Cette dernière fait partie de la communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon Agglomération (DLVA) qui regroupe 25 communes.

La Régie des Eaux DLVAgglo, qui exerce la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2024, souhaite sécuriser les ressources en eaux situées sur la commune de Manosque en réalisant les études nécessaires à la mise en place des périmètres de protection.

Jusqu'en 2020, l'eau produite par DLVA sur la commune de Manosque pour alimenter ses adhérents provenait du champ captant du Mont d'Or d'une part, captant l'aquifère situé dans les alluvions de la Durance, et d'une prise d'eau sur le canal EDF d'autre part. Depuis 2020, l'usine de Précombaux est raccordée à l'eau du Verdon. Cette ressource est devenue la ressource principale en lieu et place de la ressource du Canal EDF. Les eaux issues du champ captant sont traitées à la station de traitement de Mont d'Or-Durance et celles issues du Verdon sont traitées à l'usine de potabilisation Précombaux. Cette dernière va être totalement rénovée pour permettre de traiter les eaux du Verdon, nouvelle ressource principale de la communauté de commune, et ponctuellement les eaux du canal EDF en secours. Cette vaste opération de restructuration de son réseau de captage et de distribution engagée par DLVA et poursuivie par la Régie des Eaux DLVAgglo a pour but de faire face aux nouveaux enjeux de l'alimentation en eau potable des communes du Val de Durance, en sécurisant l'approvisionnement en eau potable et la qualité de la ressource.

Ces ressources en eau permettent l'alimentation de la commune de Manosque mais également des communes de Pierrevert et Montfuron. La commune alimente un total de 14 000 abonnés (données de 2022), soit 28 000 habitants (population permanente) et 890 habitants saisonnier. Les ressources desservent des établissements accueillant des personnes sensibles dont des établissements de santé et des établissements pour personnes âgées (Centre Hospitalier Manosque, Cliniques J. Giono et Toutes Aures, Centre Hémodialyse, Les Cèdres, Maison de retraite St-André, L'Etoile de Haute Provence et Maison des Oliviers), ainsi que 23 écoles (maternelle et primaire) et plusieurs crèches.
La gestion de la production de l'eau potable est assurée par la Régie des Eaux DLVAgglo depuis le 1er janvier 2024.

Les eaux du canal EDF sont issues principalement de la Durance. Une partie de la rivière est dérivée au niveau du barrage de l'Escale pour alimenter le canal (environ 37 km en amont du captage). Il en est de même pour la rivière de la Bléone au niveau du barrage de Malijai (environ 35 km en amont du captage). Le canal EDF est séparé en deux tronçons à l'Est de Villeneuve. Un de ces tronçons part en direction de Manosque et le second traverse la centrale hydroélectrique. Les deux canaux se rejoignent au Nord-Est de la commune de Manosque.
Les eaux captées dans le canal EDF, à Manosque, pour l'alimentation en eau potable servent de ressource de secours.

Le présent dossier fait suite à l'avis de l'hydrogéologue agréé et sera soumis à enquête publique au titre du code de la santé publique. Il permettra de porter la déclaration d'utilité publique pour la mise en place des périmètres de protection des captages AEP de Manosque.
La demande d'autorisation de produire et distribuer au titre du code de la santé publique des captages de la commune de Manosque est en cours de réalisation par la Société du Canal de Provence (maîtrise d'œuvre intégrée du groupement en charge de la construction de la nouvelle usine).



PROVISOIRE

## I. 1. 2. Dénomination du demandeur

La demande de DUP au titre du Code de la Santé publique et du Code de l'environnement est faite par la Régie des Eaux DLVAgglo.

La signature de la demande d'autorisation est effectuée par M. **Jean-Pierre CARETTE**, le Directeur de la Régie des Eaux DLVAgglo.

Régie de Eaux DLVAgglo
1 rue du château – BP 20
04180 Villeneuve
Jean-Pierre CARETTE
Président de DLVA
Tél. : 04 92 78 41 33
Fax : 04 92 78 52 91

***Carte 3 : Situation géographique générale***

## I. 1. 3. Document attestant que le pétitionnaire dispose du droit de porter la procédure

DLVA a été créée au 1er janvier 2013 par arrêté inter préfectoral présenté en annexe, elle exerçait la compétence eau.
Au 1er janvier 2024, DLVA a confié l'exercice de la compétence Eau à la Régie des Eaux DLVAgglo, créée par délibérations annexées au dossier.

***Annexe 2 : Documents relatifs à la compétence eau de DLVA***

PROVISOIRE

# I. 1. 4. Délibération

Accusé de réception en préfecture
004-200034700-20141007-CC-1-09-14-DE
Date de télétransmission : 07/10/2014
Date de réception préfecture : 07/10/2014

Durance Luberon Verdon AGGLOMERATION

| Date AR Préfecture : | Date d'affichage : 02/10/14 |
|---|---|
| | |

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

N°CC-1-09-14

*Le 30 septembre 2014 à 18h30, le Conseil de la Communauté d'Agglomération « Durance Luberon Verdon Agglomération », dûment convoqué par lettres individuelles, en date du 24 septembre 2014, s'est réuni en session Ordinaire sous la présidence de Monsieur Bernard JEANMET-PERALTA, dans la salle des Fêtes - ROUMOULES, dont les portes étaient restées ouvertes au public.*

*Présents :*
*Madame Dominique ALUNNO, Monsieur Pascal ANTIQ, Monsieur Paul AUDAN , Monsieur Gérard AURRIC , Madame Michèle BARRIERES, Madame Michèle BEGNIS, Monsieur Francis BERARD , Monsieur Christophe BIANCHI, Monsieur Daniel BLANC, Monsieur Jean-Albert BONDIL , Monsieur Pierre BONNAFOUX, Monsieur Jacques BRES, Monsieur Jean-Claude CASTEL, Madame Sylviane CHAUMONT, Monsieur Claude CHEILAN , Monsieur Christian CHENEZ, Monsieur Jérôme CICILE, Madame Michèle COTTRET, Monsieur Jean-Denis DAUMAS, Madame Delphine DELFINO, Monsieur Bernard DIGUET, Monsieur Jérôme DUBOIS, Monsieur Jacques ECHALON , Monsieur Jacques ESPITALIER, Madame Béatrice GARCIA, Monsieur François GRECO, Madame Pierrette GREGOIRE, Madame Simone JAYNE BROCHERY, Monsieur Bernard JEANMET-PERALTA, Monsieur Armel LE HEN, Madame Liliane LECONTE, Madame Agnès LHUGUET, Monsieur Gérard MANTEAU, Monsieur Bruno MARTIN, Monsieur Gilles MEGIS, Monsieur André MILLE, Madame Valérie PEISSON, Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY , Madame Emmanuelle PRADALIER, Monsieur Jean-Luc QUEIRAS, Madame Chrystel TOUSSAINT, Monsieur Guy VEYS, Monsieur Michel VITTENET, Monsieur Jean-Luc ZERBONE,*

*Absents représentés :*
*Madame Mireille BOR donne pouvoir à Madame Sylviane CHAUMONT, Monsieur Michel D'ANGELO donne pouvoir à Monsieur Jérôme DUBOIS, Madame Guylaine LEFEBVRE donne pouvoir à Monsieur Jacques ECHALON , Madame Marie-Christine MOSCONI donne pouvoir à Madame Michèle BEGNIS, Monsieur Ludovic PARISOT donne pouvoir à Monsieur Bruno MARTIN, Madame Brigitte WEISS donne pouvoir à Madame Valérie PEISSONMonsieur Michel BINOIS suppléant de Monsieur Jean-Charles BORGHINI, Madame Martine GINESTE suppléant de Monsieur Pierre FISCHER , Monsieur Benoît GOUIN suppléant de Monsieur Henri GARCIA*

*Absents excusés :*
*Madame Ghislaine AUBERT, Madame Stéphanie BROCHUS, Madame Martine CARRIOL, Monsieur Maurice CHASPOUL, Monsieur Dominique JOUBERT, Madame Christiane PHILIBERT-BREZUN, Monsieur Eric PINZELLI, Monsieur Mathias QUILES*

*Secrétaire de séance : Madame Delphine DELFINO*

**CC-1-09-14 – PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE POUR LE PRELEVEMENT DE L'EAU ET L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CHAMP CAPTANT "MONT D'OR - DURANCE " A MANOSQUE**

**VU** le Code de la Santé publique,

**VU** le Code de l'Environnement,

Le rapporteur rappelle l'obligation réglementaire de mettre en conformité les captages d'eau potable au titre des codes de la santé publique et de l'environnement avec notamment la définition des périmètres de protection.

Suite à l'abandon du puit n° 8 et à la création des puits n° 9 et 10, il est nécessaire de remettre à jour les périmètres de protection qui avaient été établis. Cette démarche nécessite la mise en œuvre d'une procédure administrative et doit être engagée pour le champ captant « Mont d'Or-Durance » sur la commune de Manosque.

**Le conseil communautaire :**

- **Décide** de lancer une procédure de déclaration d'utilité publique pour le prélèvement de l'eau et l'instauration des périmètres de protection définis par l'article L-1321-2 du code de la santé publique pour ce (s) captage (s),

- **S'engage** à mener à son terme cette procédure,

- **Sollicite** les aides financières auprès du Conseil Général et de l'Agence de l'Eau pour cette opération et autorise le Département à percevoir pour le compte de notre collectivité, maître d'ouvrage, la subvention attribuée par l'Agence de l'Eau et à nous la reverser,

- **Sollicite** auprès des différents financeurs, l'autorisation d'engager cette opération avant l'octroi des subventions,

- **Autorise** Monsieur le Président à signer toutes les pièces relatives à cette opération.

CETTE DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES

Le Président, Bernard JEANMET-PERALTA

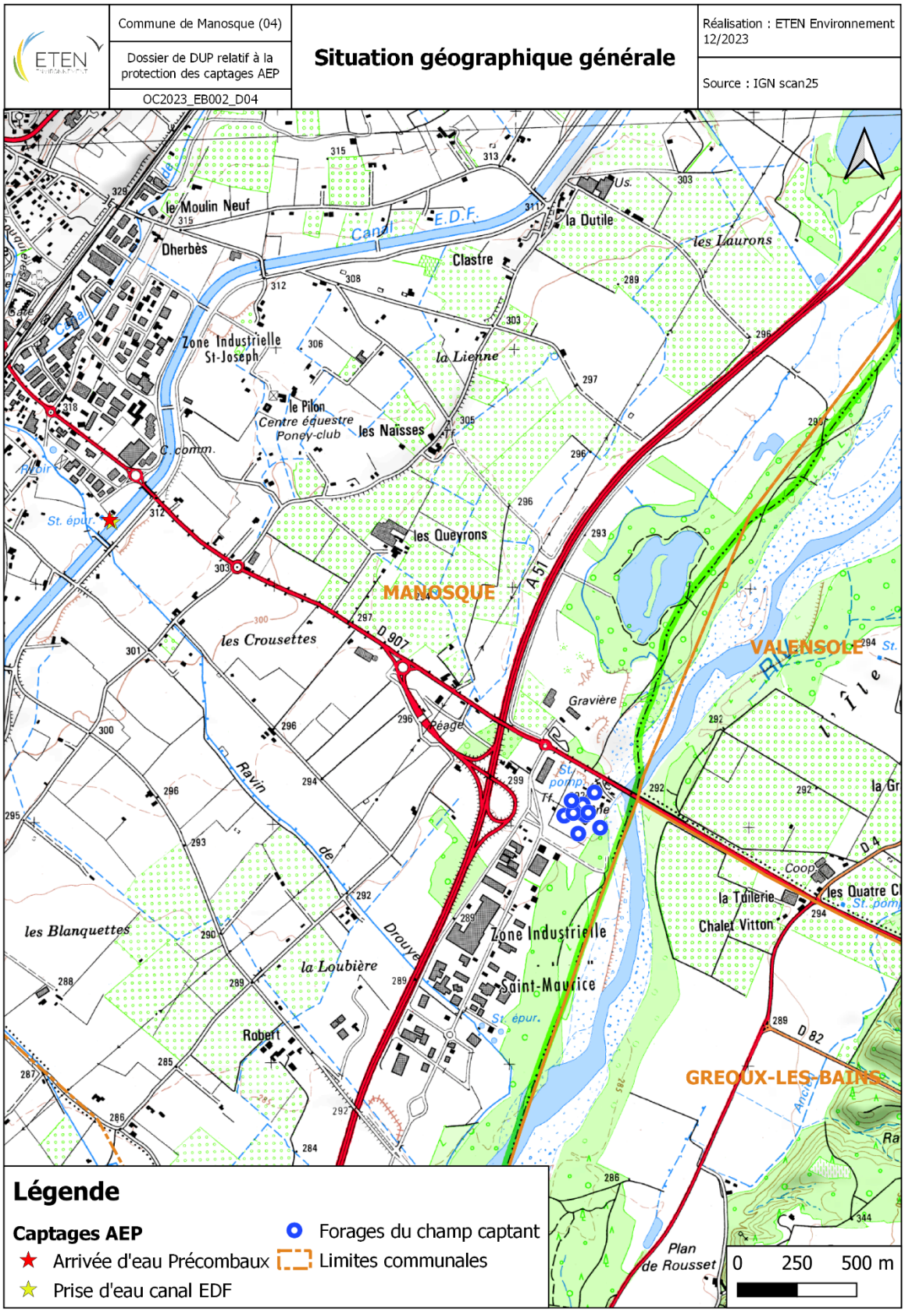
# I. 2. Localisation des ouvrages

Situés sur la commune de Manosque, les ouvrages sont localisés selon les coordonnées suivantes :

***Tableau 1 : Coordonnées géographiques des ouvrages***

| Captages | Références cadastrales | Coordonnées géographiques (Lambert 93) |
|---|---|---|
| Puits n°3 | CA 116 | X = 926 975 m<br>Y = 6 304 620 m<br>Z = 291,74 m NGF (dalle d'ouvrage) |
| Puits n°5 | CA 116 | X = 927 025 m<br>Y = 6 304 611 m<br>Z = 291,82 m NGF (dalle d'ouvrage) |
| Puits n°4 | CA 114 | X = 926 967 m<br>Y = 6 304 671 m<br>Z = 290,79 m NGF |
| Puits n°6 | CA 117 | X = 926 995 m<br>Y = 6 304 533 m<br>Z = 291,79 m NGF (dalle d'ouvrage) |
| Puits n°7 | Domaine communal | X = 927 087 m<br>Y = 6 304 557 m<br>Z = 291,37 m NGF (dalle d'ouvrage) |
| Puits n°9 | CA 116 | X = 927 038 m<br>Y = 6 304 621 m<br>Z = 292,69 m NGF (dalle d'ouvrage) |
| Puits n°10 | CA 118 | X = 926 937 m<br>Y = 6 304 608 m<br>Z = 291,42 m NGF (dalle d'ouvrage) |
| Prise d'eau Canal EDF | Dérivation des eaux sur CD 19<br>Arrivée d'eau sur CD 20 | X = 925 028 m<br>Y = 6 305 849 m<br>Z = 310 m |

PROVISOIRE




***Carte 4 : Localisation générale des ouvrages de captage pour l'alimentation en eau potable de Manosque***

# I. 3. Justification du projet et utilité publique de la démarche

La déclaration d'utilité publique de la mise en place des périmètres de protection autour de points de prélèvements des eaux destinés à l'alimentation humaine est une obligation réglementaire fixée par le Code de la Santé Publique (article L.1321-2 du code de la santé publique).

L'article L 215 13 du code de l'environnement dispose que :
« La dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, par une association syndicale ou par tout autre établissement public, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux. »

Le dossier de DUP doit permettre de mettre en conformité les captages de Manosque, ainsi que les périmètres de protection avec les réglementations en vigueur. Ce dossier est établi à partir de différentes études existantes.

Le projet vise à sécuriser l'approvisionnement en eau potable des populations de la commune.
Il présente donc un caractère d'intérêt public.

La demande de DUP consiste en une régularisation de la situation existante puisque les captages sont existants et en services.

PROVISOIRE

# II. Situation administrative et juridique

## II. 1. Contexte réglementaire

La réglementation impose la mise en place de périmètres de protection autour des captages d'eau publics pour assurer la sécurité générale du réseau et la préservation de la qualité des eaux souterraines ou superficielles captées. La déclaration d'utilité publique (DUP) d'un captage public d'eau potable est un arrêté préfectoral qui encadre la protection de ce dernier.
La mise en place des périmètres de protection des captages est un dispositif codifié par l'article L-1321-2 du code de la santé publique.
Les périmètres de protection délimitent un espace réservé réglementairement autour d'un captage utilisé pour l'alimentation en eau potable, après avis d'un hydrogéologue agréé.
Ces périmètres sont au nombre de 3 :

- **Le périmètre de protection immédiate (**PPI) : site de captage clôturé (sauf dérogation) dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage.
- **Le périmètre de protection rapprochée (PPR)** : secteur plus vaste (en général quelques hectares) pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière (construction, dépôts, rejets ...). Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage.
- **Le périmètre de protection éloignée (PPE)** : facultatif, ce périmètre est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes. Il recouvre en général l'ensemble du Bassin d'Alimentation du Captage ou Aire d'Alimentation du Captage.

Ils sont rendus officiels par Déclaration d'Utilité Publique. Celle-ci s'articule autour de plusieurs textes législatifs et réglementaires du code de l'environnement, du code de la santé publique et du code de l'expropriation.

La réglementation concernée par le projet concerne **:**

- Le Code de la santé publique :
  - *Article L.1321-2 (*déclaration d'utilité publique des périmètres de protection)
  - *Article R. 1321-6 à -12 (*autorisation préfectorale de produire et de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine*)*

***Arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.***

- Le Code de l'environnement :
  - Article L 215-13 déclaration d'utilité publique : « La dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique ou son concessionnaire, par une association syndicale ou par tout autre établissement public, est autorisée par un acte déclarant d'utilité publique les travaux. »
  - Articles L. 214-2 à L. 214-6 qui concerne tous ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.



PROVISOIRE

- Le Code de l'expropriation : le périmètre de protection immédiate devant appartenir à la collectivité, il peut faire l'objet d'une expropriation.

Le *dossier* de DUP comporte les éléments listés dans les articles R112-4 à R112-7 du Code de l'expropriation. Les Articles L 121-1 à 5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique peuvent intervenir dans l'acquisition du périmètre de protection immédiate. Ils définissent les conditions d'utilité publique, les indemnisations éventuelles et la procédure des enquêtes publique et parcellaire.

La procédure d'enquête parcellaire est obligatoire seulement en cas d'expropriation dans le PPI. Les parcelles appartenant toutes à la collectivité ou devant faire l'objet d'une convention, aucune expropriation ne sera réalisée pour le périmètre de protection immédiate.

**L'enquête publique a pour objet de :**

- ⇨ **Présenter à toute personne intéressée par le projet, les conditions de réalisation et les effets attendus sur l'environnement naturel et humain ;**
- ⇨ **Associer les citoyens qui le souhaitent à la décision administrative ;**
- ⇨ **Permettre ainsi à la commission d'enquête de rendre un avis motivé sur le projet en prenant en compte l'ensemble des éléments à sa disposition.**

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Dans le cas de ce projet, le préfet des Alpes-de-Haute-Provence, coordonnateur de la procédure, précisera par arrêté, les modalités de l'enquête publique : communes concernées, dates et durée, publicité préalable (Journaux, site internet, affichages en mairies et porteur du projet), permanences du commissaire-enquêteur (lieux et dates), modes d'expression du public.
L'enquête publique doit faire l'objet de publicité (affichage, presse écrite, ...).

Les pièces composant le dossier soumis à enquête sont déterminées par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

PROVISOIRE

# II. 2. Situation réglementaire des ouvrages

## II. 2. 1. Cadre juridique du dossier Code de l'environnement en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 (au titre de la Loi sur l'eau)

La Loi sur l'eau, aujourd'hui intégrée dans le Code de l'Environnement, a fixé un certain nombre de dispositions pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. En particulier, elle prévoit de soumettre à déclaration ou autorisation des installations, ouvrages, travaux ou activités, définis dans une nomenclature des « **installations, ouvrages, travaux et aménagements** » dits « **IOTA** », suivant les dangers qu'ils présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques. Ces « IOTA » sont définis dans l'article R214-1, Livre II du Code l'environnement - Partie Réglementaire, pris en application des articles L214-1 à L214-6 relatifs à la procédure de classement.
L'article L.214-1 stipule en effet que sont soumises aux régimes de déclaration ou d'autorisation au titre des IOTA, conformément aux dispositions des articles L 214-2 à L 214-6 « les installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées ».
Les rubriques de la nomenclature concernées par cette demande sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Prélèvements :

| | Captage | Situation | Régime |
|---|---|---|---|
| **1.2.2.0.** A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m3 / h : (A) | Champ captant du Mont d'Or-Durance | Le débit de la Durance en période d'étiage est pour plus de la moitié réalimenté par la retenue de Serre-Ponçon | Autorisation |
| | Canal EDF | | Autorisation |

Ainsi ce dossier sera soumis à **Autorisation** au titre de l'article R214-1 du Code de l'environnement.

A ce jour, les puits n°9 et n°10 du champ captant ont fait l'objet d'une autorisation de prélèvement provisoire valable jusqu'au 31 décembre 2019 (AP n°2015-307-00 du 03/11/2015). L'arrêté préfectoral du 06/04/1950 fait état d'une autorisation de dériver de l'eau depuis la parcelle E770 (ancienne numérotation), correspondant au champ captant du Mont d'Or-Durance, à un débit maximum de « 691.444/seconde », la lisibilité du texte en limite la compréhension.
Le prélèvement d'eau dans le canal EDF a fait l'objet d'un arrêté préfectoral portant sur le prélèvement d'eau à usage domestique : AP n°94-1871. Le débit maximum instantané était alors de 120 L/s.

Afin de régulariser les prélèvements, une procédure est démarrée en parallèle afin de faire une demande d'autorisation de prélèvement, pour l'ensemble des puits du champ captant et pour la prise d'eau dans le canal EDF. C'est dans cette optique qu'un examen au cas-par-cas sera déposé au titre de la catégorie 17 c) *Dispositifs de captage des eaux souterraines en nappe d'accompagnement lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle* de l'annexe à l'article R122-2. Cet examen précisera si le prélèvement est soumis ou non à étude environnementale.

## II. 2. 2. Cadre juridique du dossier de DUP au titre du code de la santé publique

Le champ captant a fait l'objet de plusieurs arrêtés de DUP au fil de la création des différents puits (AP DUP du 06/04/1950 et AP n°89-543 du 17/03/1989), qui sont revus à la suite de la création des puits n°9 et n°10 et de l'étude préalable réalisée par ETEN Environnement en 2016

- AP DUP du 06/04/1950 (**Annexe 3** : AP de DUP du 06/04/1950),
- AP n°89-543 du 17/03/1989 (DUP pour les puits n°3, 4, 5, 6, 7 et 8) (**Annexe 4** : AP de DUP du 17/03/1989),

La prise d'eau du canal EDF n'a jamais fait l'objet d'un arrêté de DUP avec mise en place de périmètres de protection.

Le contenu du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eaux destinées à la consommation humaine est fixé par trois textes :

- L'article R. 1321-6 du code de la santé publique dispose : « La demande d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, prévue au I de l'article L. 1321-7, est adressées au préfet du ou des départements dans lesquels sont situées les installations. .../... »
- L'arrêté du 20 juin 2007 relatif à a constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.
- La circulaire NDGS/EA4 n° 2007-259 du 26 juin 2007 concernant l'application de l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.

Les captages ont fait l'objet d'un avis d'un hydrogéologue agréé. Ils sont utilisés pour produire de l'eau potable à destination des habitants de plusieurs communes. Le dossier est donc soumis au code de la Santé Publique.

La demande d'autorisation de produire et distribuer au titre du code de la santé publique des captages de la commune de Manosque est en cours de réalisation par la Société du Canal de Provence (maîtrise d'œuvre intégrée du groupement en charge de la construction de la nouvelle usine).

# II. 3. Enquête parcellaire

⇨ La procédure ne comporte pas d'expropriation, l'enquête parcellaire n'est alors pas nécessaire.
Les captages ainsi que leurs périmètres de protection immédiate défini dans les avis sanitaire de M. Valles, sont inclus dans des parcelles appartenant à la commune de Manosque, hormis deux parcelles qui doivent faire l'objet d'une convention d'usage.

Un état parcellaire permettant d'identifier les propriétaires concernés par le périmètre de protection rapproché est disponible en pièce 3 de ce dossier.

PROVISOIRE

# III. Présentation générale de la collectivité et des besoins en eau

## III. 1. Présentation de la collectivité concernée

Les communes de Manosque, Montfuron et Pierrevert sont desservies par deux sites de production : l'usine de production d'eau potable de Précombaux et le champ captant du Mont d'Or.

Différents engagements de service existent. Une convention de vente d'eau de la commune de Manosque vers la commune de Montfuron via le réseau de Pierrevert a été établie le 5 mars 2001.
Trois conventions d'achat d'eau ont également été établies :
13/03/1975 : convention d'achat d'eau à EDF sur le canal usinier Sainte-Tulle 2,
16/04/2014 : convention d'achat d'eau à société Canal de Provence, alimentation en eau brute quartier pontoise de la Commune de Gréoux les bains
03/ 2018 : convention d'achat d'eau à société Canal de Provence, alimentation en eau brute à l'usine de Précombaux de Manosque

Afin de faire face aux nouveaux enjeux de l'alimentation en eau potable des communes du Val de Durance, la communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération (DLVA) puis la Régie des Eaux DLVAgglo ont entrepris une vaste opération de restructuration de son réseau de captage et de distribution.

Ainsi, pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable et la qualité de la ressource, il a été décidé de reléguer la prise d'eau du canal EDF à la position de ressource de secours.

La convention d'achat d'eau à Société Canal de Provence permet maintenant d'alimenter l'usine de Précombaux de Manosque avec les eaux brutes du canal SCP provenant du Verdon, comme ressource principale de cette usine de production d'eau potable.

## III. 2. Besoins en consommation et en production

Entre 1968 et 2011, DLVA a vu son nombre d'habitants augmenter de presque 26 000, soit quasiment +75% d'augmentation. À l'échelle communale, on remarque : Les communes limitrophes à Sud Lubéron et au Pays d'Aix ont vu leur population augmenter sensiblement (+148% à Montfuron et +130% à Vinon). En revanche Manosque et Riez ont gagné « seulement » 16% de population par rapport à 1968.

D'après le SCoT de la communauté d'agglomération, la densité de population de DLVA est parquée par les deux lignes d'urbanisation que sont l'axe de la Durance et l'axe du Verdon (Vinon-Riez). Malgré un ralentissement de l'évolution démographique entre 2008 et 2011, l'INSEE prévoit une réaccélération du développement démographique.

Actuellement, les besoins en eau à l'année sont de l'ordre de 3 800 000 $m^3$/an sur l'ensemble du territoire de la collectivité, et 3 000 000 $m^3$/an pour les stations de Mont d'Or – Durance et de Précombaux.
La Régie des Eaux DLVAgglo souhaite obtenir une autorisation de prélever un débit de 120 L/s dans le Canal EDF en secours et compte maintenir les volumes de prélèvements sur le champ captant Mont d'Or-Durance.
Le canal EDF restera un secours, puisqu'une interconnexion avec les eaux du Verdon a été mise en place en 2020 afin d'alimenter l'usine de Précombaux, qui est en cours de rénovation pour permettre de répondre à la demande de la commune. Les eaux du Verdon et de la prise d'eau de secours seront traitées à l'usine de Précombaux.

PROVISOIRE

Les débits d'exploitations souhaités pour chaque ouvrage sur le champ captant sont les suivant :

- P4 : Débit moyen de 90 $m^3$/h
- P6 : Débit moyen de 120 $m^3$/h pendant 18h/j.
- P7 : Débit moyen de 98 $m^3$/h
- P9 : Débit moyen de 90 $m^3$/h pendant 18h/j,
- P10 : Débit moyen de 105 $m^3$/h pendant 18h/j,

Tous les ouvrages ne fonctionneront pas forcément en même temps. Le DOE réalisé par ANTEA en 2008 préconise l'exploitation des puits 6, 9 et 10 pour un débit horaire total de 315 $m^3$/h pendant 18h ; soit 5 670 $m^3$/j.

# III. 3. Descriptif du système de production d'eau potable existant et prévu

## III. 3. 1. Les ouvrages de captage

### III. 3. 1. 1. Champ captant du Mont d'Or - Durance

Caractéristiques générales et techniques

Les eaux issues du champ captant, en rive droite de la Durance, sont prélevées à l'aide de 5 forages dans les alluvions (puits n°4, n°6 et n°7 mis en service en janvier 1950 et les puits n°9 et n°10 mis en service en mai 2008). Deux autres puits sont voués à être abandonnés mais sont toujours équipés (puits n°3 et n°5).
Le fonctionnement des ouvrages est automatisé et séquentiel, il dépend directement des besoins en eaux de la commune et du fonctionnement des pompes de reprise.
Les eaux subissent ensuite une désinfection par chloration gazeuse asservie au débit de l'eau à traiter. Les eaux sont ensuite stockées dans les réservoirs de Toutes Aures (2x2000 $m^3$) et Les Vrais Richesses (8000 $m^3$).

Le champ captant du Mont d'Or-Durance occupe actuellement les parcelles de la section CA n°114, 116, 117 et 118. Le propriétaire est la commune de Manosque.

Les forages présents sur le champ captant de Mont d'Or-Durance ont fait déjà l'objet d'arrêtés préfectoraux :

- AP DUP du 06/04/1950 (**Annexe 3** : AP de DUP du 06/04/1950),
- AP n°89-543 du 17/03/1989 (DUP pour les puits n°3, 4, 5, 6, 7 et 8) (**Annexe 4** : AP de DUP du 17/03/1989),
- AP n°2008-1592 du 01/06/08 portant sur l'abandon de la ressource « puits n°8 » et l'autorisation de prélever dans les nouveaux puits n°9 et 10 (**Annexe 5** : AP d'abandon et autorisation de prélèvement du 01/06/2008).
- AP n°2015-307-00 du 03/11/2015 portant sur l'autorisation de prélever dans les puits n°9 et 10 (**Annexe 6** : AP d'autorisation de prélèvement du 03/11/2015)

La création des puits 9 et 10 après l'AP n°89-543 du 17/03/1989 nécessite de procéder à une révision de la DUP au titre du Code de la Santé Publique, ainsi qu'à une nouvelle demande d'autorisation de prélèvement au titre du Code de l'Environnement.

En 2022, les volumes d'eau issus de la station de traitement du Mont d'Or étaient de 1 763 395 $m^3$, soit un volume moyen journalier de 4831 $m^3$.
Le rapport annuel du délégataire 2022 (RAD) affiche un débit autorisé de 108 $m^3$/h par ouvrage (P4, P6, P7, P9 et P10), et une capacité nominale de 240 $m^3$/h pour l'exhaure du champ captant.

- P4 : Débit moyen de 90 $m^3$/h
- P6 : Débit moyen de 120 $m^3$/h pendant 18h/j.
- P7 : Débit moyen de 98 $m^3$/h



PROVISOIRE

- P9 : Débit moyen de 90 $m^3$/h pendant 18h/j,
- P10 : Débit moyen de 105 $m^3$/h pendant 18h/j,

Les débits d'exploitations souhaités par ouvrage sont les suivant :
Tous les ouvrages ne fonctionneront pas forcément en même temps. Le DOE réalisé par ANTEA en 2008 préconise l'exploitation des puits 6, 9 et 10 pour un débit horaire total de 315 $m^3$/h pendant 18h ; soit 5 670 $m^3$/j.
Le fonctionnement des ouvrages est automatisé et séquentiel, il dépend directement des besoins en eaux de la commune et du fonctionnement des pompes de reprise.

***Tableau 2 : Localisation des puits du champ captant de Mont d'Or***

| Captages | Références cadastrales | Coordonnées géographiques (Lambert 93) | Code BSS | Code SISE |
|---|---|---|---|---|
| Puits n°3 | CA 116 | X = 926 975 m<br>Y = 6 304 620 m<br>Z = 291,74 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0251/P | / |
| Puits n°5 | CA 116 | X = 927 025 m<br>Y = 6 304 611 m<br>Z = 291,82 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0141/P5 | 004000600 |
| Puits n°4 | CA 114 | X = 926 967 m<br>Y = 6 304 671 m<br>Z = 290,79 m NGF | / | / |
| Puits n°6 | CA 117 | X = 926 995 m<br>Y = 6 304 533 m<br>Z = 291,79 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0249/P | / |
| Puits n°7 | Domaine fluvial | X = 927 087 m<br>Y = 6 304 557 m<br>Z = 291,37 m NGF (dalle d'ouvrage) | / | / |
| Puits n°9 | CA 116 | X = 927 038 m<br>Y = 6 304 621 m<br>Z = 292,69 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0222/F9 | / |
| Puits n°10 | CA 118 | X = 926 937 m<br>Y = 6 304 608 m<br>Z = 291,42 m NGF (dalle d'ouvrage) | 09695X0221/F10 | / |

Puits n°3
Ce puits est équipé mais est voué à être abandonné. Aucune autre information n'est disponible.

Puits n°5
Ce puits est équipé mais est voué à être abandonné. Cet ouvrage semble avoir deux numéro BSS (*source - Infoterre*) :

- 09695X0248/P enregistré avec le nom « puits en Durance – Puits n°5 ». Cependant, aucune autre information n'est disponible. Le point BSS est légèrement décalé par rapport à sa position réelle sur orthophotoplan.
- 09695X0141/P5 disposant de diverse information :
  - Profondeur : 9 m
  - Réalisé en 1960
  - Est un point de mesure de qualité
  - Possède un code SISE, …

PROVISOIRE

Ce dernier code BSS semble correspondre au puits n°5 du champ captant. Cependant, celui-ci est très mal positionné sur l'orthophotoplan d'Infoterre.

Puits n°4

Ce puits est équipé et exploité. Cependant, aucune information n'est disponible sur cet ouvrage et aucun numéro BSS ne semble lui avoir été attribué.

Puits n°6

Cet ouvrage, actuellement en exploitation, porte le numéro 09695X0249/P dans la base de données de la BSS. Aucune information n'est disponible concernant ce puits. L'ouvrage est mal positionné sur Infoterre.

Puits n°7

Ce puits est équipé et exploité. Cependant, aucune information n'est disponible sur cet ouvrage et aucun numéro BSS ne semble lui avoir été attribué.

Puits n°9

Ce puits, actuellement exploité, possède deux numéros BSS :

- 09695X0247/P : il ne possède aucune information mais est appelé « Puits n°9 ».
- 09695X0222/F9 : de nombreuses informations sont disponible à ce code (voir ci-dessous).

Le deuxième numéro semble correspondre au puits n°9 même s'il est mal positionné sur Infoterre.

Cet ouvrage a été créé le 01/04/2008 avec une foreuse type Benoto (Ø 600 mm) et est profond de 11,40 m/sol. Ses caractéristiques sont répertoriées dans les tableaux suivants :

***Tableau 3 : Coupe lithologique du puits n°9***

| De | A | Libellé |
|---|---|---|
| **0,00** | 0,70 | Remblai |
| **0,70** | 1,70 | Limons |
| **1,70** | 5,00 | Graviers, galets pluricentimétriques et sables fins |
| **5,00** | 7,50 | Galets pluricentimétriques et sables fins |
| **7,50** | 10,00 | Graviers et galets partiellement cimentés par un ciment gris |
| **10,00** | 10,40 | Graviers cimentés (ciment blanc) |
| **10,40** | 11,40 | Graviers cimentés et argile jaunâtre |

***Tableau 4 : Equipement du puits n°9***

| De | A | Ø mm / pouce | Nature matériau | Type | Slot | Vide % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **0,00** | 7,00 | 457,00 / 18" | INOX-AISI-304 | Tube plein | 2,00 | 40 |
| **6,00** | 10,00 | 457,00 / 18" | INOX-AISI-304 | Fil enroulé | 2,00 | 40 |
| **10,00** | 11,00 | 457,00 / 18" | INOX-AISI-304 | Tube plein | 2,00 | 40 |

***Tableau 5 : Remplissage entre la paroi du forage et le tube Inox du puits n°9***

| De | A | Matériau | Nature | Texture | Granulométrie (mm) | Volume ($m^3$) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **0,00** | 4,40 | Ciment | CPA 55 | | | 0,75 |
| **4,40** | 4,60 | Argile | | | | 0,03 |
| **4,60** | 11,40 | Gravier | Graviers du Vercors | Roulé | 4,00-8,00 | 1,00 |

Puits n°10

Ce puits, actuellement exploité, possède deux numéros BSS :

- 09695X0250/P : il ne possède aucune information mais est appelé « Puits n°10 ».
- 09695X0221/F10 : de nombreuses informations sont disponible à ce code.

Le deuxième numéro semble correspondre au puits n°10 même s'il est mal positionné sur Infoterre.



PROVISOIRE

Cet ouvrage a été créé le 01/04/2008 avec une foreuse type Benoto (Ø 600 mm) et est profond de 10,60 m/sol. Ses caractéristiques sont répertoriées dans les tableaux suivants :

***Tableau 6 : Coupe lithologique du puits n°10***

| De | A | Libellé |
|---|---|---|
| **0,00** | 0,60 | Remblai |
| **0,60** | 2,00 | Gravier sablo limoneux |
| **2,00** | 5,00 | Graviers, galets et sables fins |
| **5,00** | 6,00 | Graviers, galets et sables fins : quelques traces de cimentation |
| **6,00** | 7,50 | Graviers légèrement cimentés |
| **7,50** | 9,50 | Graviers sableux et gros galets fortement cimentés |
| **9,50** | 10,30 | Graviers cimentés et argile jaunâtre |

***Tableau 7 : Equipement du puits n°10***

| De | A | Ø mm / pouce | Nature matériau | Type | Slot | Vide % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **0,00** | 6,00 | 457,00 / 18" | INOX-AISI-304 | Tube plein | 2,00 | 40 |
| **6,00** | 9,00 | 457,00 / 18" | INOX-AISI-304 | Fil enroulé | 2,00 | 40 |
| **9,00** | 10,00 | 457,00 / 18" | INOX-AISI-304 | Tube plein | 2,00 | 40 |

***Tableau 8 : Remplissage entre la paroi du forage et le tube Inox du puits n°10***

| De | A | Matériau | Nature | Texture | Granulométrie (mm) | Volume ($m^3$) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **0,00** | 3,50 | Ciment | CPA 55 | | | 0,75 |
| **3,50** | 3,70 | Argile | | | | 0,03 |
| **3,70** | 10,60 | Gravier | Graviers du Vercors | Roulé | 4,00-8,00 | 1,00 |

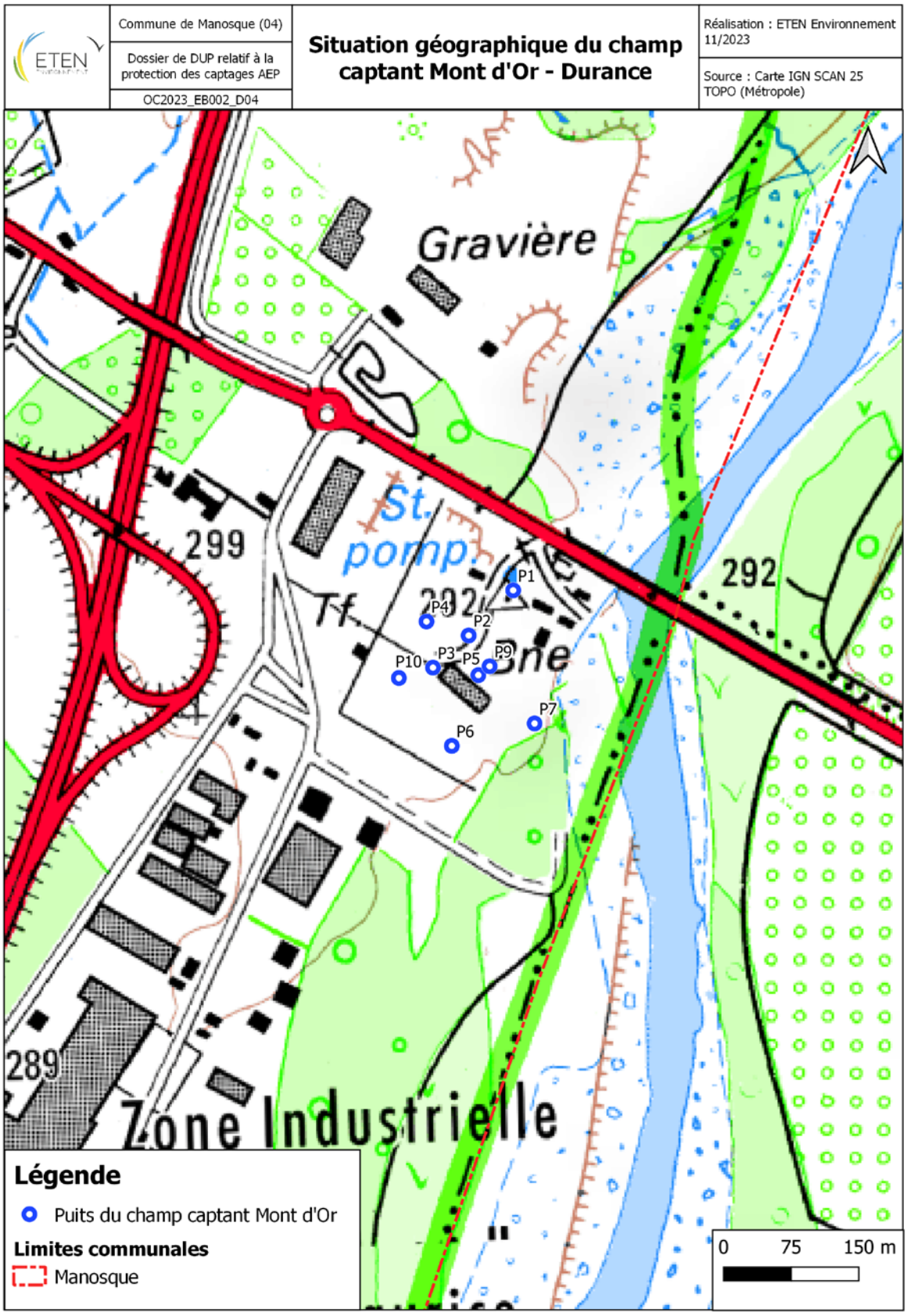
### Accès au captage

L'accès aux ouvrages de captage se réalise par la route de la Durance (D907). Après avoir traversé le pont qui passe au-dessus de la Durance en direction du centre de Manosque, continuer sur 100 m et emprunter le chemin sur la gauche. L'enceinte du champ captant est clôturée avec des panneaux grillagés et un portail fermant à clef.

PROVISOIRE




***Carte 5 : Aperçu des ouvrages référencés dans la BSS et rectification de leur emplacement***




*Carte 6 : Situation géographique du champ captant Mont d'Or-Durance sur scan IGN*




***Carte 7 : Situation géographique du champ captant Mont d'Or-Durance sur photographie aérienne***


P2


P3


P4

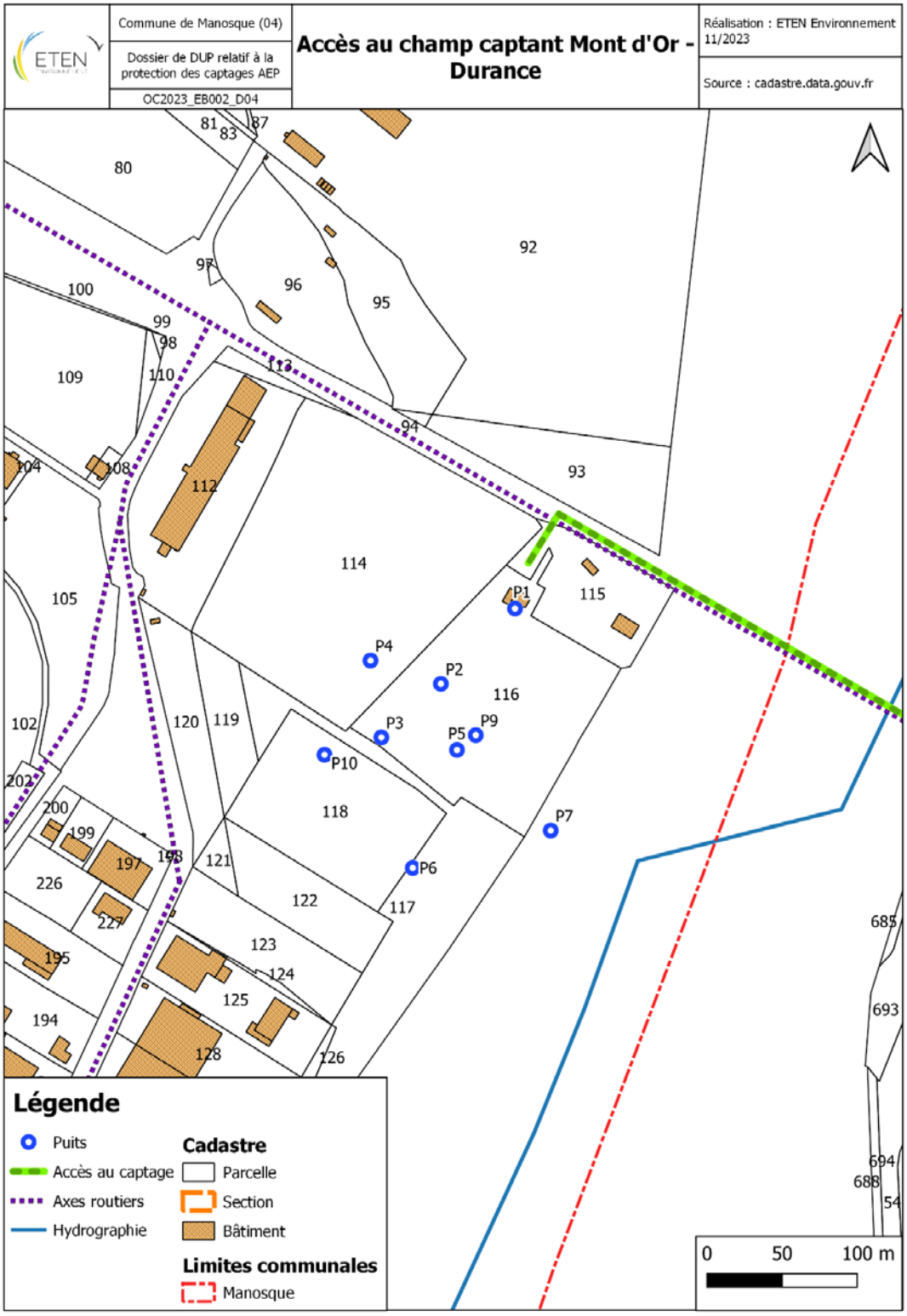

P5


P6


P7


P9


P10




*Carte 8 : Situation cadastrale du champ captant Mont d'Or – Durance et accès*

### III. 3. 1. 2. Canal EDF

#### Caractéristiques générales et techniques

Les eaux sont prélevées sur le canal EDF à Manosque au droit de la parcelle CD20, sur la parcelle CD19, depuis le mois de janvier 1977. Les prélèvements étaient effectués sur le canal de la Brillanne lorsque la vidange du canal EDF était effectuée. Un jeu de vanne permettait cette connexion. Ce canal de la Brillanne n'est à ce jour plus à considérer, le canal EDF étant gardé seulement en secours sur l'usine de Précombaux.

Les eaux prélevées sur le canal sont acheminées à la station de potabilisation de Précombaux et subissent un traitement physico-chimique et une désinfection. Cette usine de traitement est en cours de reconstruction complète, les spécificités de la future station de Précombaux sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation de production d'eau potable au titre du code de la santé publique rédigé par la Société Canal de Provence.

Suite au traitement, les eaux sont ensuite stockées dans les réservoirs de « Toutes Aures » (2x2000 $m^3$) et « Les Vrais Richesses » (8000 $m^3$).

La station de Précombaux occupe actuellement les parcelles de la section CD n° 18, 20 et 21. Le propriétaire est la commune de Manosque.

***Tableau 9 : Localisation de la prise d'eau du Canal EDF***

| Captages | Références cadastrales | Coordonnées géographiques (Lambert 93) | Code BSS | Code SISE |
|---|---|---|---|---|
| Prise d'eau Canal EDF | Dérivation des eaux sur CD 19 Arrivée d'eau sur CD 20 | X = 925 028 m<br>Y = 6 305 849 m<br>Z = 310 m | / | 004000599 |

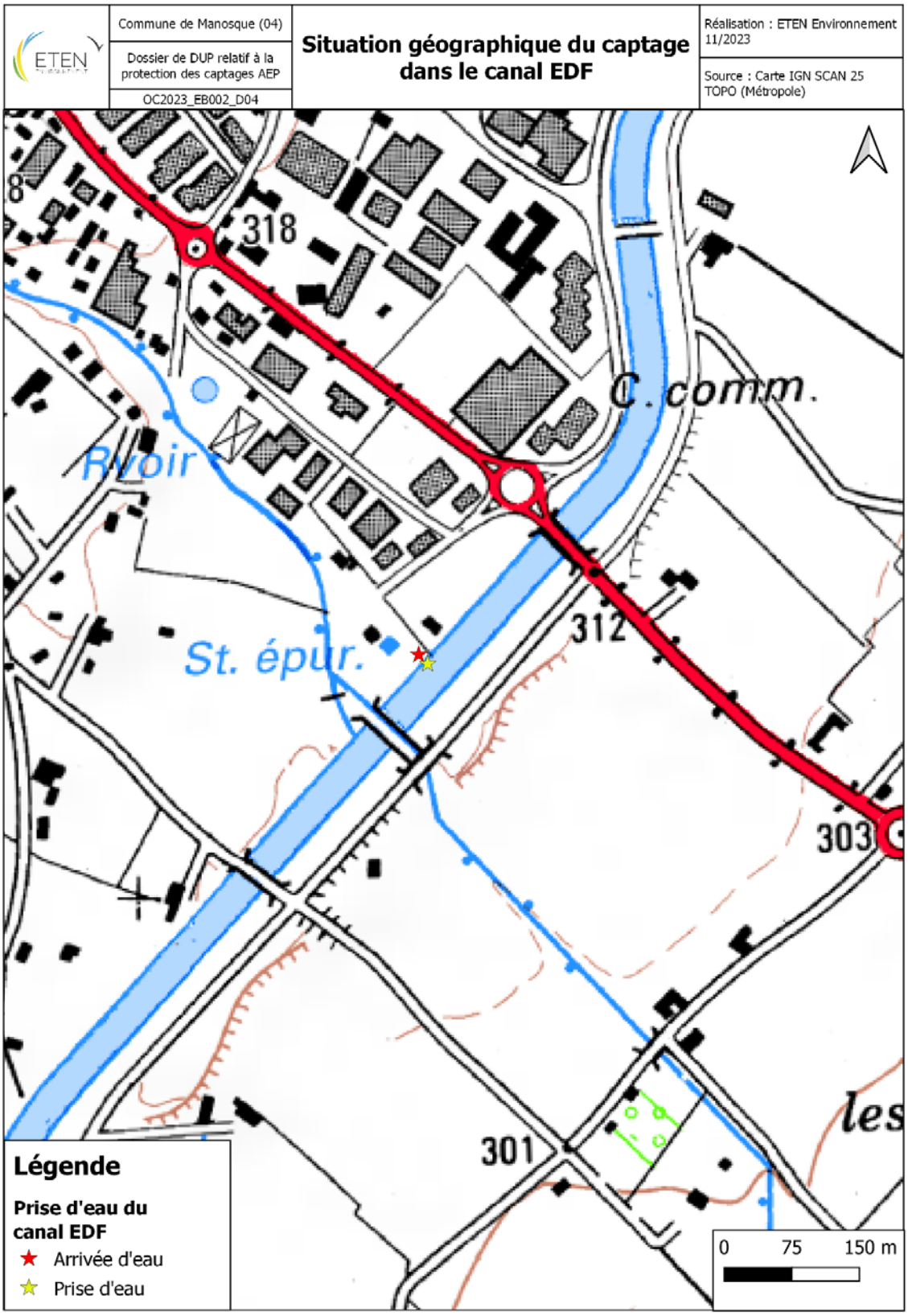
Le prélèvement d'eau dans le canal EDF a fait l'objet d'un arrêté préfectoral portant sur le prélèvement d'eau à usage domestique : AP n°94-1871. Le débit maximum instantané était alors de 120 L/s.

En 2014, les volumes d'eau issus de la station de traitement de Précombaux étaient de 1 270 091 $m^3$, soit un volume moyen journalier de 3 480 $m^3$.
Le rapport annuel du délégataire 2022 (RAD) affiche une capacité nominale de 260 $m^3$/h.

#### Accès au captage

L'accès à la station de traitement de Précombaux se fait par la route de la Durance (D907). Après avoir traversé le pont qui passe au-dessus du canal EDF, en direction du centre de Manosque, prendre à gauche au rond-point, traverser le rond-point suivant et aller au bout de l'impasse de la Bégude.
L'accès au captage se réalise en passant par la station.

PROVISOIRE




***Carte 9 : Situation géographique du captage dans le canal EDF sur scan IGN***

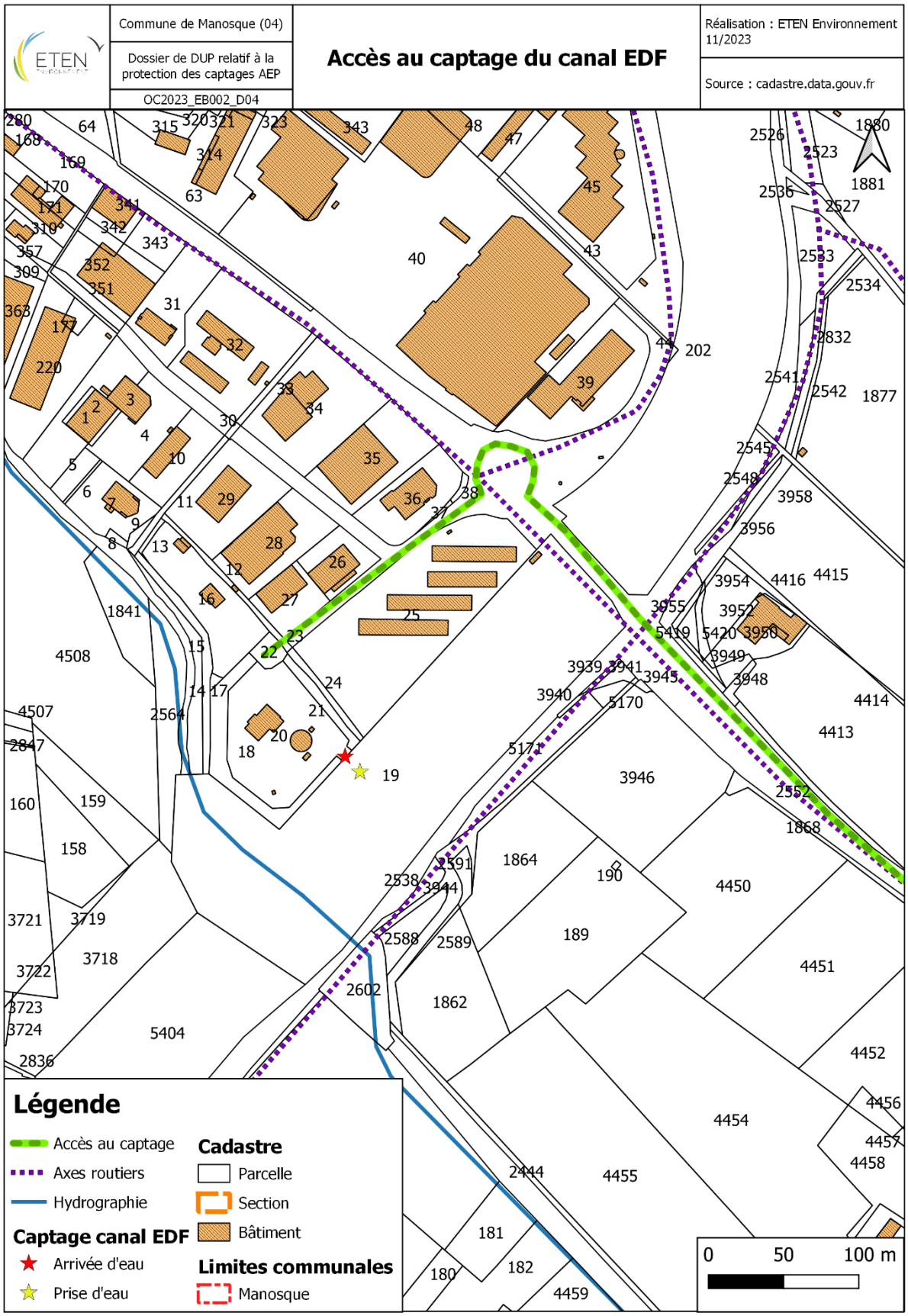



***Carte 10 : Situation géographique du captage dans le canal EDF sur photographie aérienne***


Canal EDF


Arrivée d'eau brute au niveau de la station


Arrivée d'eau brute au niveau de la station




***Carte 11 : Situation cadastrale du captage du canal EDF et accès***

# III. 4. Caractéristiques techniques de l'usine de traitement des eaux brutes

## III. 4. 1. Station de traitement Précombaux

Source : Dossier de demande d'autorisation au titre du code de la santé publique (SCP)

### III. 4. 1. 1. L'adduction

L'eau traitée à l'unité de production d'eau potable de Précombaux provient principalement du Verdon depuis 2020, et en secours du canal EDF, qui était historiquement la ressource principale alimentant cette station de traitement.

- ❖ Ressource principale – eau brute du Verdon

L'eau brute du canal de Provence a pour origine le Verdon à la prise d'Esparron (Lac d'Esparon). Elle transite ensuite par la galerie des Maurras et par le canal mixte EDF/SCP jusqu'au partiteur de Boutre. Depuis le partiteur de Boutre, l'eau transite dans le canal de Boutre, le canal EDF puis la galerie de Vinon pour arriver à l'usine hydro-électrique de Vinon. L'eau est pompée par la Station de pompage de Vinon qui alimente les réseaux sous pression à l'aval. Le fonctionnement de la prise de Vinon et la régulation par l'aval est effectué en dynamique à l'aide d'un réservoir de stockage (réservoir de compensation).

La SCP a réalisé des travaux d'aménagement d'un poste de livraison au niveau de la parcelle cadastrale de l'usine actuelle.



***Figure 3 : Poste de livraison SCP (© SCP)***

L'eau brute du canal de Provence est acheminée sur le site de Précombaux via un canal en DN 600 en Acier (amont poste de livraison). Un regard de livraison de 4m*8m réceptionne les eaux (voir photo ci-dessus). A ce niveau, deux réseaux parallèles sont présents (regard de sectionnement) pour réguler la pression en entrée de station dont l'un avec un régulateur de pression.

- ❖ Ressource de secours – canal EDF

L'eau brute du canal EDF a pour origine la Durance et la Bléone, à partir des prises de Malijai et de l'Escale. Ce canal fait fonctionner la centrale hydroélectrique EDF de Manosque. La prise d'eau dans le canal est effectuée au droit de l'usine de traitement de Précombaux.

### III. 4. 1. 2. La filière de traitement

La filière de traitement se compose de :

- trois réacteurs à charbon OPACARB FL ®

- quatre préfiltres
- cinq skids d'ultrafiltration
- une bâche de désinfection

Afin de traiter l'eau du Canal EDF, plus contraignante, une étape complémentaire et préliminaire est réalisée par coagulation, floculation, décantation au moyen d'un ACTIFLO®.
Le schéma de principe simplifié est présenté ci-après.

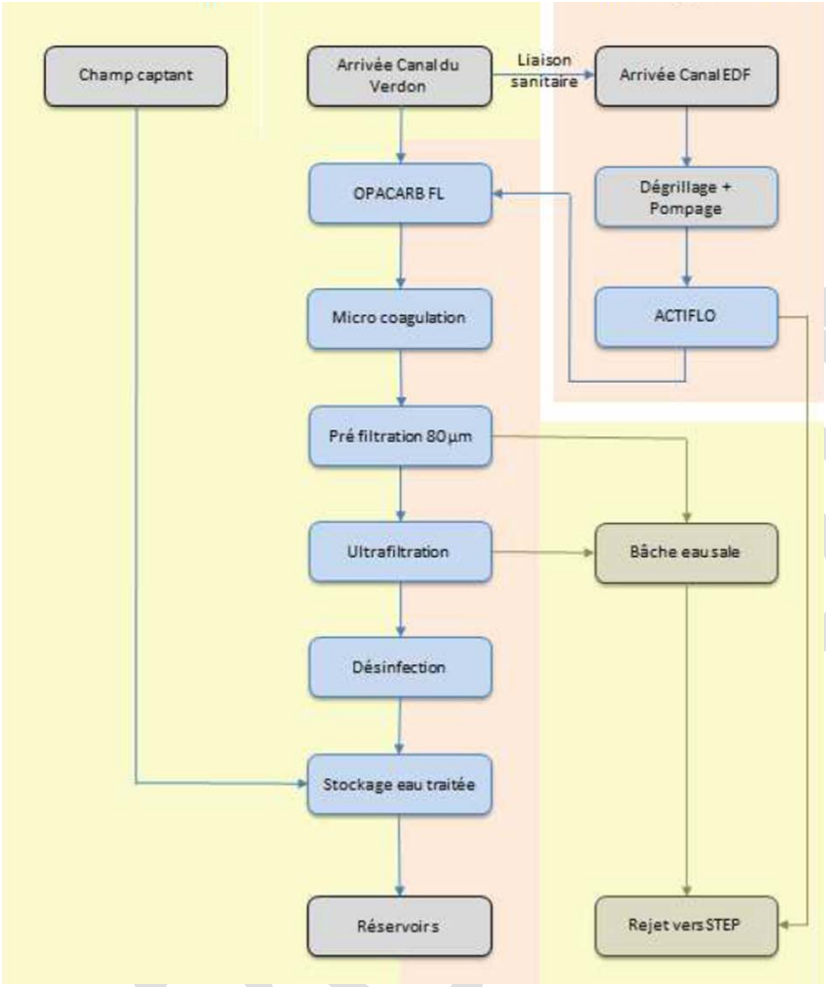



***Figure 4 : Schéma de principe de la filière de traitement (© SCP)***

La filière de traitement est conçue de manière évolutive afin de répondre aux caractéristiques des deux ressources en eau et en particulier de la ressource Canal EDF, utilisée en secours ou pour les besoins de pointe, qui sont les plus contraignantes.

Cette filière :

- est adaptée aux caractéristiques de l'eau brute ressource Verdon
- est adaptée aux pics de turbidité de la ressource Canal EDF et permet un démarrage et une montée en régime rapide de la filière de secours
- est adaptée à la présence de pesticides dans la ressource de secours
- optimise l'emprise au sol
- optimise les pertes en eau via un recyclage de certaines eaux de rétrolavage

Les schémas ci-après présentent la filière de traitement retenue dans le cadre de l'utilisation des ressources provenant du Canal de Provence (1er schéma, fonctionnement normal) et du Canal EDF (2nd schéma, fonctionnement secours). Les traitements dépendants de la qualité de l'eau, ils sont adaptés sur chaque ressource.

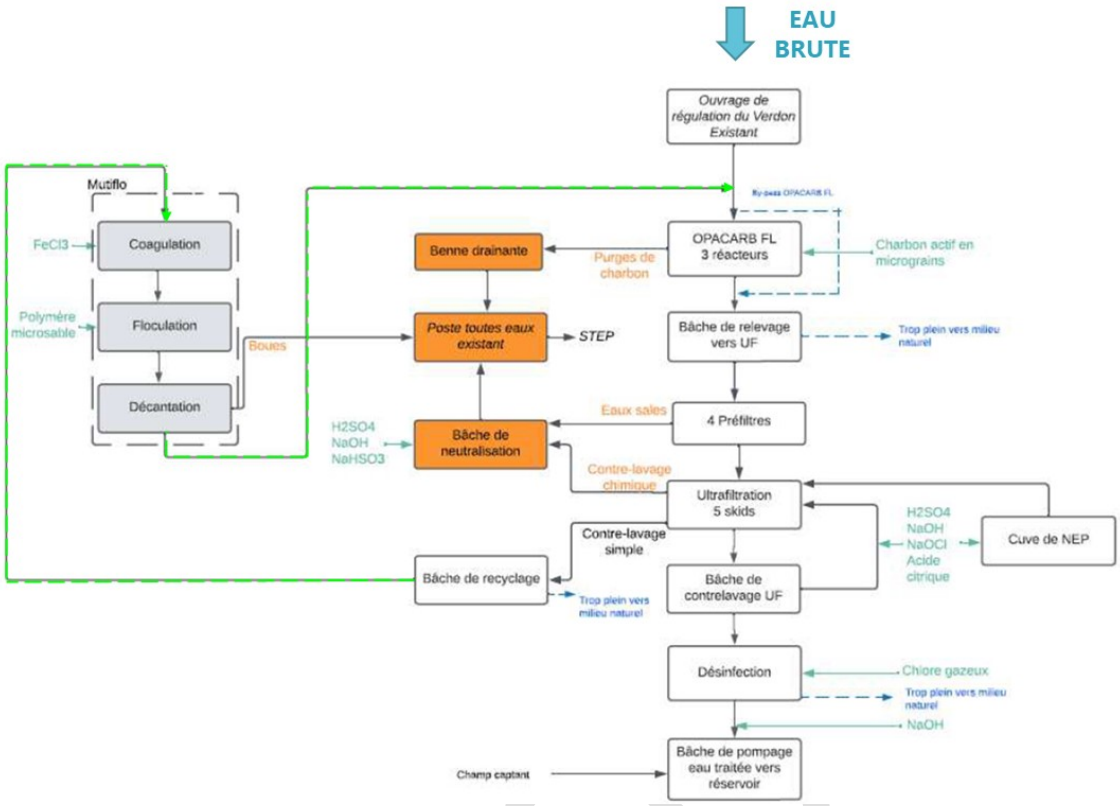



***Figure 5 : Synoptique de la filière de traitement en fonctionnement "normal" (©SCP)***

En fonctionnement « normal » les eaux issues du contre lavage des skids d'ultrafiltration sont recyclés en tête de filière après un traitement de coagulation, floculation et décantation (Multiflo®). La décantation est effectuée sur l'ouvrage Actiflo® (nécessaire au traitement de la ressource Canal EDF) sans utilisation de la recirculation de microsables pour le lestage des flocs. Ce fonctionnement permet de renouveler l'eau dans l'ouvrage et maintenir un débit sanitaire en dehors des phases de fonctionnement en eau du Canal EDF.
Seules les eaux issues du contre-lavage simple de la ressource Verdon, feront l'objet d'un recyclage en tête de filière. Le volume global d'eau recyclée n'excèdera pas 10% de la capacité de traitement de la station.

Les eaux sales des différentes étapes de traitements sont traitées comme suit :
les purges des réacteurs OPACARB sont envoyées sur une benne drainante et de là, les colatures rejoignent gravitairement le poste toutes eaux existant qui refoule vers le réseau d'assainissement,
les eaux sales de lavage des préfiltres sont envoyées vers la bâche de neutralisation,
les eaux de contre lavage chimique des skids d'ultrafiltration sont envoyées ver la bâche de neutralisation pour y être neutralisés avant rejet vers le poste toutes eaux,
les eaux de contre lavage simple sont envoyés vers la bâche des eaux sales (bâche de recyclage) puis vers le Multiflo®.
les boues décantées sont dirigées vers le poste toutes eaux.

Le schéma ci-après présente le fonctionnement avec la ressource Canal EDF en complément de la ressource Verdon. Dans ce cas de figure, aucun recyclage n'est réalisé :
Les eaux de retro lavage simples sont dirigées vers la bâche des eaux sales
Les surverses de l'hydrocyclone sont envoyées vers la bâche des eaux sales puis refoulées avec les eaux de contre lavage vers le poste toutes eaux.

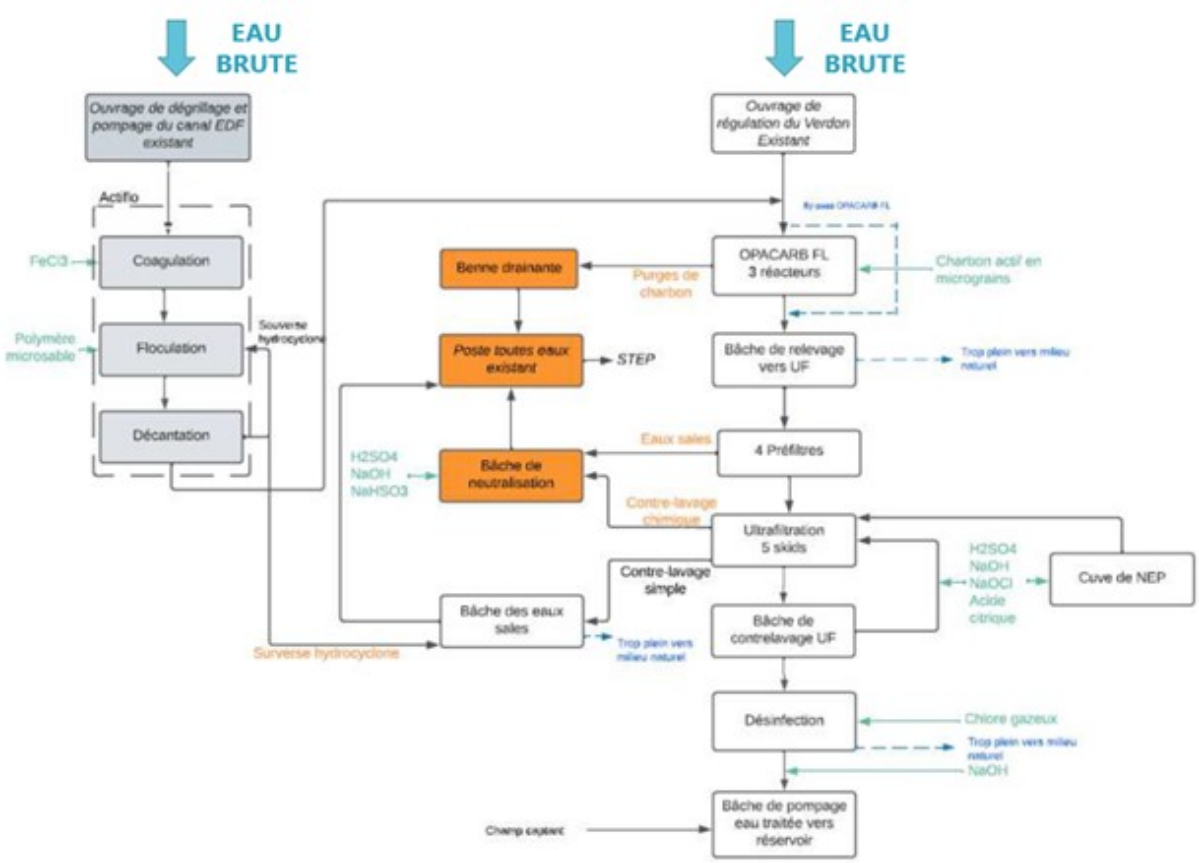



***Figure 6 : Synoptique de la filière de traitement "en secours" (© SCP)***

Les procédés mis en place dans la filière de traitement sont détaillés dans le dossier de demande d'autorisation au titre du code de la santé publique rédigé par la Société Canal de Provence.

### III. 4. 1. 3. Les produits utilisés pour le traitement des eaux

Les points d'injections des réactifs, les modes de régulation de l'injection, les volumes stockés seront présentés par réactif ci-après :

Microsable :

Le microsable est injecté en floculation au niveau de l'Actiflo©. Ce microsable est recyclé une fois les flocs formés grâce à un hydrocyclone. Le stockage est fait en big-bag (1,5 tonnes). Un appoint de microsable est régulièrement réalisé dans l'Actiflo© afin de compenser les pertes. Cet appoint est déclenché en supervision suite à une mesure du taux de sable dans l'Actiflo© réalisée par l'opérateur.
Le site dispose d'une autonomie de 34 jours.

Charbon actif :

Le charbon actif est injecté entre 5 et 50 g/m3 via une trémie au niveau des Opacarb. Quatre big-bag de 450 kg soient 1800 kg sont stockés sur site assurant une autonomie minimale de 7 jours (fonctionnement Canal EDF) à 100 jours (Fonctionnement Verdon). Le dosage de charbon est ajusté en fonction de la mesure d'absorbance sur l'eau brute (corrélation avec le COT).

<u>Soude</u> :

L'injection de soude (30,5%) s'effectue :

- Au niveau du collecteur d'eau traitée des skids membranaires lors des Nettoyages de Maintenance basiques. La régulation est effectuée grâce au capteur de pH situé en sortie de cuve NEP.

- Au niveau de la boucle de neutralisation de la bâche des eaux sales pour les concentrats des nettoyages de maintenance (si nécessaire). La régulation s'effectue grâce à la mesure de pH sur la bâche des eaux sales.

La soude est stockée sur site avec 2 cubitainers d'1 m3 chacun ce qui permet une autonomie moyenne de 134 jours.

Javel :

Pendant les phases de lavage chimique des Nettoyages de Maintenance, l'injection d'eau de javel s'effectue en amont du collecteur d'eau de lavage des skids membranaires. La régulation de l'injection de javel est effectuée sur une demande de l'ultrafiltration lors du contre lavage. Une consigne de débit est donnée à la pompe et elle fonctionne sur un temps défini.
La javel (48°) est stockée dans un cubitainer de 1 m3 et permet une autonomie de stockage moyenne de 200 jours.

Chlore gazeux :

La désinfection finale est réalisée par chloration en entrée de la bâche de contact. L'injection au taux de 0.75 g/m3 est régulé en fonction du débit de production et contrôlé par la mesure de chlore prévue à la sortie des bâches de désinfection.
Six bouteilles de chlore seront stockées en bouteille de 49 kg et permet une autonomie d'environ 20 jours.

Bisulfite de sodium :

L'injection d'eau de bisulfite de sodium 39% s'effectue au niveau de la boucle de neutralisation de la bâche des eaux sales pour les concentrats des nettoyages de maintenance (si nécessaire) et permet de neutraliser les lavages chlorés. La régulation est effectuée grâce au capteur de Redox situé en sortie de cuve NEP.
Un cubitainer de 1m3 sera stocké sur site. Cela permet une autonomie de stockage de 390 jours.

Acide citrique :

L'acide citrique 50% est utilisé pour certaines phases de lavage des membranes. L'injection d'acide citrique s'effectue au niveau du collecteur d'eau traitée des skids membranaires lors des nettoyages en place acides. La régulation est effectuée grâce au capteur de pH situé en sortie de cuve NEP.
Le stockage sur site sera d'un cubitainer de 1m3 et permettra une autonomie moyenne de 695 jours.

Acide sulfurique :

L'acide sulfurique 96% est utilisé pour certaines phases de lavage des membranes. L'injection d'acide sulfurique s'effectue :

- Au niveau du collecteur d'eau traitée des skids membranaires lors des Nettoyages de Maintenance acides,
- Au niveau de la boucle de neutralisation de la bâche des eaux sales pour les concentrats des nettoyages de maintenance (si nécessaire).

Le dosage est effectué grâce au capteur de pH situé en sortie de cuve NEP.
Le stockage sur site est d'un cubitainer de 800L permet une autonomie de 283 jours.

### III. 4. 1. 4. Appareils de mesure et d'autosurveillance

La qualité de l'eau produite sur la station est mesurée en continu sur les paramètres pH, température et turbidité dans la bâche de désinfection. Une panoplie de mesure est alimentée par une pompe. Une mesure de chlore est également réalisée dans cette même bâche afin d'asservir le dosage de chlore gazeux.

Des capteurs sont positionnés tout au long du processus de traitement de l'eau dans l'usine pour vérifier l'efficacité de l'étape de traitement.
Le tableau ci-après synthétise les mesures effectuées sur l'eau à chaque étape de traitement :

***Tableau 10 : Mesures effectuées à chaque étape de traitement de la filière***



PROVISOIRE

| Etape -Traitement | Capteurs installés | Remarque |
|---|---|---|
| EAU BRUTE ressource Verdon | pH, température, turbidité, UV (estimation COT) | Panoplie de mesure. |
| EAU BRUTE ressource canal EDF | pH et HAP dans bâche d'arrivée *(existants)*<br>UV (estimation COT) et turbidité (*nouveaux)* | pH et HAP immergé dans la bâche<br>UV et turbidité en chambre de passage |
| ACTIFLO® / MULTIFLO®<br>Coagulation, floculation, décantation | Thermomètre, pH Mètre , Turbidimètre, UV (estimation COT) | Contrôle de l'efficacité du prétraitement sur la ressource Canal EDF, ou du traitement des eaux recyclées des rétrolavages simples de l'UF. |
| Opacarb®<br>Réacteur à charbon actif | Chaque réacteur est équipée de Turbidimètre<br>Mesure de voile de charbon<br>Collecteur commun :<br>mesure UV (estimation COT) | |
| Ultrafiltration | Turbidimètre sur le collecteur entrée UF en aval des préfiltres<br>Débitmètre sur l'alimentation de chaque skid d'UF<br>Capteurs de pression<br>Mesure de turbidité, pH et température sur le collecteur commun eau ultrafiltre (amont bâche eau traitée) | Les capteurs de pression amont /aval membrane permettent de suivre la pression transmembranaire et d'éviter tout risque de colmatage de la membrane pour assurer une durabilité et une continuité de production |
| EAU TRAITEE | Au niveau du local chlore :<br>Mesure du Chlore gazeux<br>Au niveau de la bâche de désinfection :<br>pH , Température, Turbidité, Taux de Chlore résiduel | Alarme sonore installée en cas de fuite de chlore<br><br>Mesure du taux de chlore résiduel dans la bâche d'eau traitée |
| BACHE DE NEUTRALISATION | Sur la boucle de neutralisation :<br>pH , température, redox<br><br>Sur le rejet poste EU<br>pH, température, turbidité | |

L'eau du Verdon fourni par SCP fait l'objet de mesures régulières sur la qualité des eaux brutes sur la turbidité, les paramètres biologiques, de température, de pH, de conductivité et oxygène dissous au niveau de plusieurs points du réseau. La surveillance de la qualité des eaux brutes qui alimente la station de Précombaux est effectuée sur la prise de Boutre, où est mise en place la mesure en continu de : oxygène dissous, turbidité, température, conductivité, pH.

Au cours de l'année, un programme d'auto-surveillance est effectué sur l'amont et l'aval du partiteur de Boutre à raison d'un prélèvement mensuel et analysés en laboratoire COFRAC interne à la SCP.
Des prélèvements physico-chimiques (appelés PC1) sont effectués tous les mois. Le prélèvement PC1 correspond à des mesures complètes de l'ensemble des paramètres physiques. Le programme B2 qui analyse la présence de Salmonelles, Escherichia Coli, entérocoques intestinaux et bactéries coliformes est également effectué mensuellement.
Des mesures poussées sont effectuées trimestriellement avec notamment l'analyse des indices de pollutions (IP : nitrates, nitrites, ammonium, indices phénol et ortophosphates) et des micros polluants organiques.



PROVISOIRE

L'eau du canal EDF faisait l'objet d'un contrôle sanitaire par l'ARS jusqu'en 2020, ce suivi sera à reprendre dans le cadre de l'utilisation du canal comme ressource de secours.

### III. 4. 1. 5. Les rejets de l'usine et la file boues

L'ensemble des rejets (y compris les rejets de boues floculées au niveau de l'Actiflo) sont envoyés vers la bâche des eaux sales.

Les effluents de vidange et de rinçage issus des nettoyages chimiques NEP (Nettoyage en place) se neutraliseront partiellement dans la bâche de neutralisation recevant également les eaux des Nettoyages de Maintenance. Le pH sera vérifié et une neutralisation complémentaire sera effectuée si nécessaire avant envoi vers le réseau d'assainissement.

PROVISOIRE

## III. 4. 2. Station de traitement Mont d'Or

### III. 4. 2. 1. L'adduction

Les eaux captées dans les différents puits du champ captant sont acheminées à la station de traitement du Mont d'Or – Durance, où elles sont traitées puis envoyées dans le réseau pour être stockées dans les réservoirs de Toutes Aures et Les Vraies Richesse.

### III. 4. 2. 2. La filière de traitement

L'unité de production actuelle du Mont d'Or-Durance traite ses eaux par chloration gazeuse asservie au débit de l'eau à traiter.




***Figure 7 : Filière de traitement de la station du champ captant***

Actuellement, le mélange de ces eaux traitées avec les eaux traitées de la station de Précombaux a lieu au niveau du réseau d'adduction.

### III. 4. 2. 3. Les produits utilisés pour le traitement des eaux

Le produit utilisé pour le traitement des eaux est le chlore gazeux. La désinfection est réalisée par chloration, dont l'injection est régulée en fonction du débit de production.

### III. 4. 2. 4. Appareils de mesure et d'autosurveillance

La qualité des eaux brutes du champ captant est suivie dans le cadre d'un contrôle sanitaire effectué par l'ARS au niveau du refoulement du champ captant régulièrement, et au niveau de chaque puits en exploitation de manière ponctuelle.

# III. 5. Les améliorations de la station de traitement

Le traitement n'a pas vocation à être modifié. La nouvelle station de Précombaux permettra d'introduire les eaux du champ captant dans la bâche de reprise des eaux traitées au sein de la station de Précombaux, avant d'être envoyée vers les réservoirs.

# III. 6. Descriptif du système de distribution existant et prévu

## III. 6. 1. La desserte en eau potable

(Source : Rapport annuel du délégataire – DLVA – SAUR et RPQS – Exercice 2020 à 2022)

Le contrat de Délégation de service public qui cadrait la délégation du service eau potable de DLVA à la SAUR est arrivé à échéance le 31 décembre 2023. Depuis le 5 janvier 2024, la Régie des Eaux DLVA est chargée de la production et de la distribution de l'eau potable pour l'ensemble de ses communes, ainsi que de la collecte et du traitement des eaux usées pour toutes les communes sauf Vinon-sur-Verdon.

Le dernier rapport annuel du délégataire disponible date de 2023, à propos de l'année 2022.

Le service est organisé en trois secteurs différenciés :

- Gréoux
- Manosque
- Pierrevert

Les synoptiques suivants permettent de visualiser l'organisation de la desserte en eau potable à Manosque et Pierrevert, dont le patrimoine est important. Les réservoirs sont nombreux et assurent une autonomie suffisante pour pallier un éventuel problème d'alimentation :

***Tableau 11 : Caractéristiques du patrimoine de Manosque et Pierrevert***

| SYNTHÈSE du PATRIMOINE | Manosque/Pierrevert |
|---|---|
| **Ouvrage(s) de stockage** | **12** |
| **Volume de stockage ($m^3$)** | **19 945** |
| **Linéaire de Conduites (km)** | **281,5** |
| **Volume moyen mis en distribution ($m^3$) (3 dernières années)** | **2 677 422** |
| **Volume mis en distribution moyen/jour ($m^3$) (3 dernières années)** | **7 335** |
| **Capacité d'autonomie (en jour moyen)** | **2,71** |

PROVISOIRE

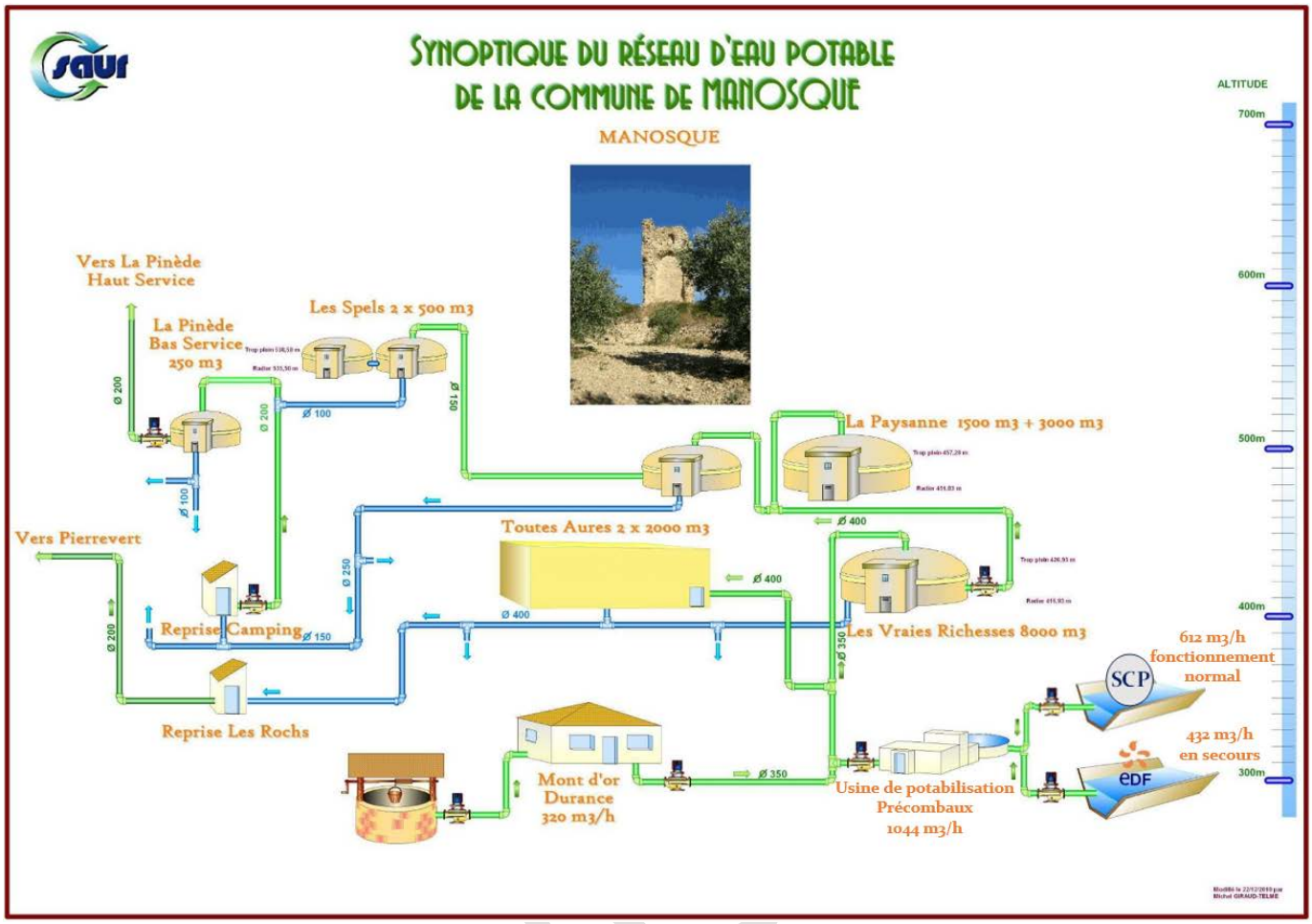



***Figure 8 : Synoptique du réseau d'eau potable de la commune de Manosque (modifié par ETEN à partir du synoptique de la SAUR)***

PROVISOIRE

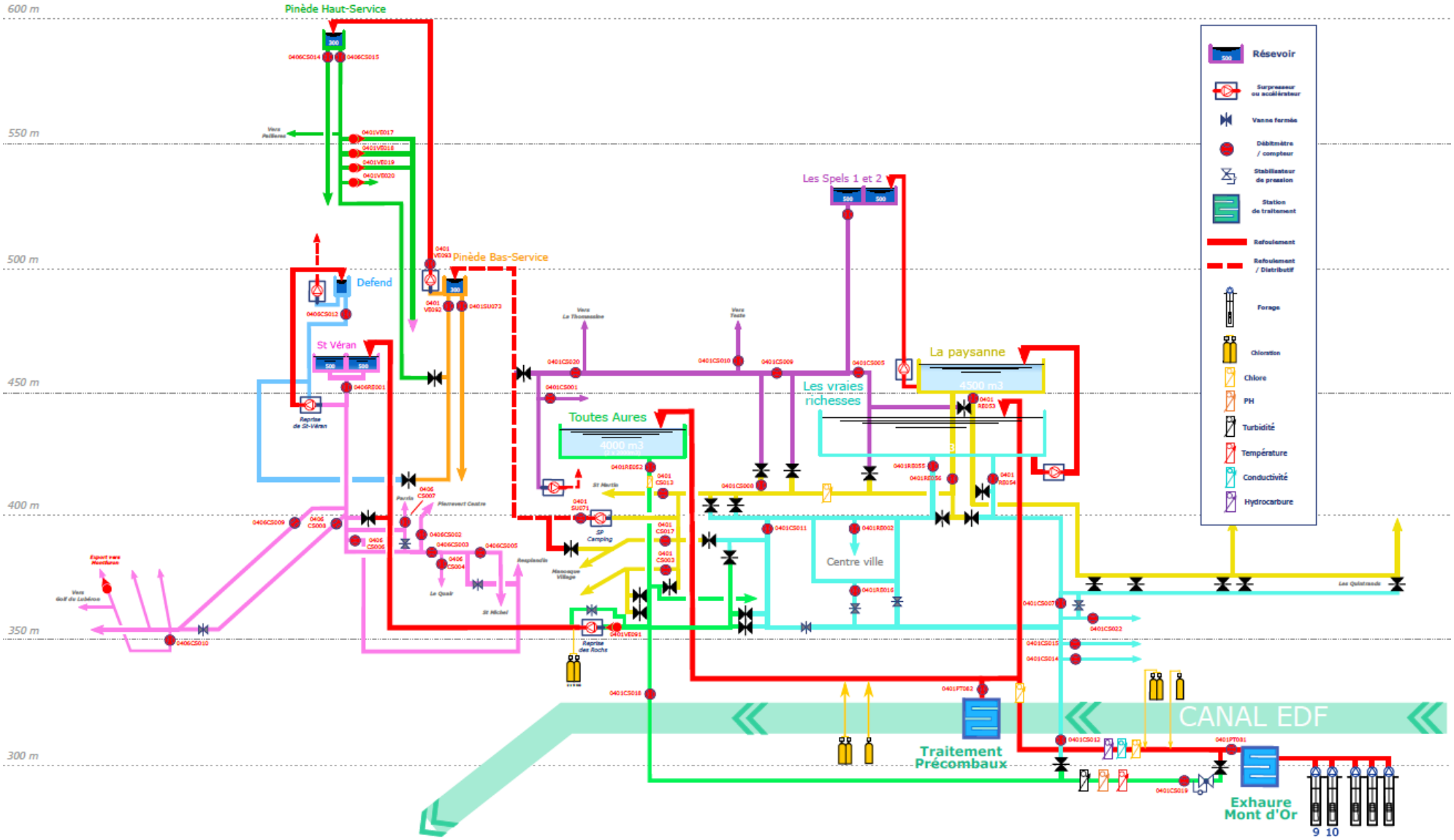



***Figure 9 : Synoptique altimétrique du réseau d'eau potable Manosque/Pierrevert ne prenant en compte que le canal EDF et l'exhaure Mont d'Or © SAUR***

# III. 6. 2. Les chiffres clés de la desserte en eau potable

## III. 6. 2. 1. Production et répartition de l'eau produite

Source : RAD 2019 à 2022, données de compteurs Manosque et Pierrevert

Le volume produit correspond au volume sortant des 2 stations de traitement (volume traité) injecté dans le réseau. Celui-ci correspond au volume prélevé brut si on ne considère aucune fuite entre le lieu de prélèvement et la station de traitement. Depuis 2019, les forages de Gréoux-les-Bains apparaissent dans le Rapport Annuel de Délégataire, augmentant considérablement les volumes produits totaux. Les données du RAD seront donc utilisées à partir de 2019.

Concernant Manosque, l'eau importée permet d'alimenter les quartiers la Pinède et les Hauts de Manosque. Cette eau a été produite par la commune de Manosque mais a transité par la commune de Pierrevert. Le volume exporté correspond à l'eau destinée à la commune de Pierrevert et à la commune de Sainte-Tulle et Corbières.

Concernant Pierrevert, l'eau importée provient exclusivement de Manosque. L'eau exportée est d'une part destinée à la commune de Montfuron et d'autre part revient à Manosque pour les quartiers la Pinède et les Hauts de Manosque.

Enfin, les eaux mises en distribution correspondent à l'addition des volumes produits et importés auxquels on soustrait les volumes exportés.

Les graphiques et tableaux ci-dessous permettent de comparer ces différents volumes sur les années 2019, 2020, 2021 et 2022.

***Tableau 12 : Chiffres clés des volumes produits et distribués sur le Syndicat***

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|
| Volume produit | 3 446 891 | 3 304 405 | 3 467 428 | 3 787 081 |
| Mont d'Or - Durance | 1 687 238 | 1 708 162 | 1 741 963 | 1 763 395 |
| Précombaux | 987 439 | 999 409 | 1 072 215 | 1 270 091 |
| Greoux | 772 214 | 596 834 | 653 250 | 753 595 |
| *Evolution* | *24%* | *-4,1%* | *4,9%* | *9,2%* |
| Volume importé | 13 980 | 20 382 | 8 328 | 7 452 |
| *Evolution* | *15,7%* | *45,8%* | *-59,1%* | *-10,5%* |
| Volume exporté | 24 701 | 22 458 | 196 533 | 177 769 |
| *Evolution* | *-93,2%* | *-9,1%* | *775,1%* | *-9,5%* |
| Volume mis en distribution | 3 436 170 | 3 302 329 | 3 279 223 | 3 616 764 |
| *Evolution* | *41,5%* | *-3,9%* | *-0,7%* | *10,3%* |

On observe globalement une légère augmentation des volumes produits par les stations de Mont d'Or – Durance et de Précombaux et des volumes mis en distribution.

Les volumes exportés connaissent des variations importantes tant en diminuant (2019) qu'en augmentant (2021), et les volumes importés diminuent globalement.



PROVISOIRE

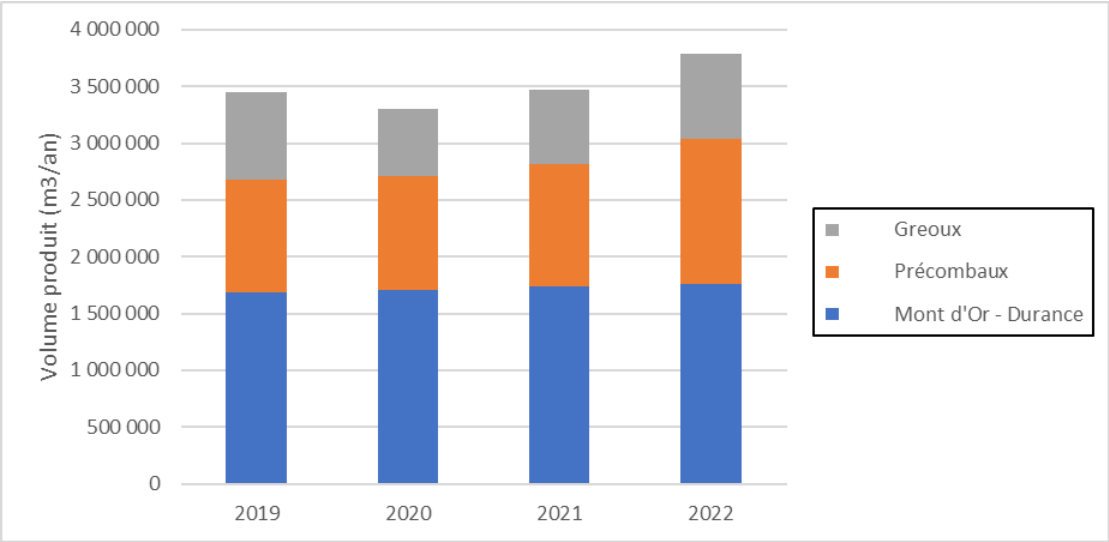



***Figure 10 : Répartition de la production annuelle entre 2019 et 2022***

La station de Mont d'Or-Durance produit aux alentours de 50 % de l'eau produite par le syndicat, contre environ 30 % pour la station de Précombaux et 20 % pour la station de Gréoux.

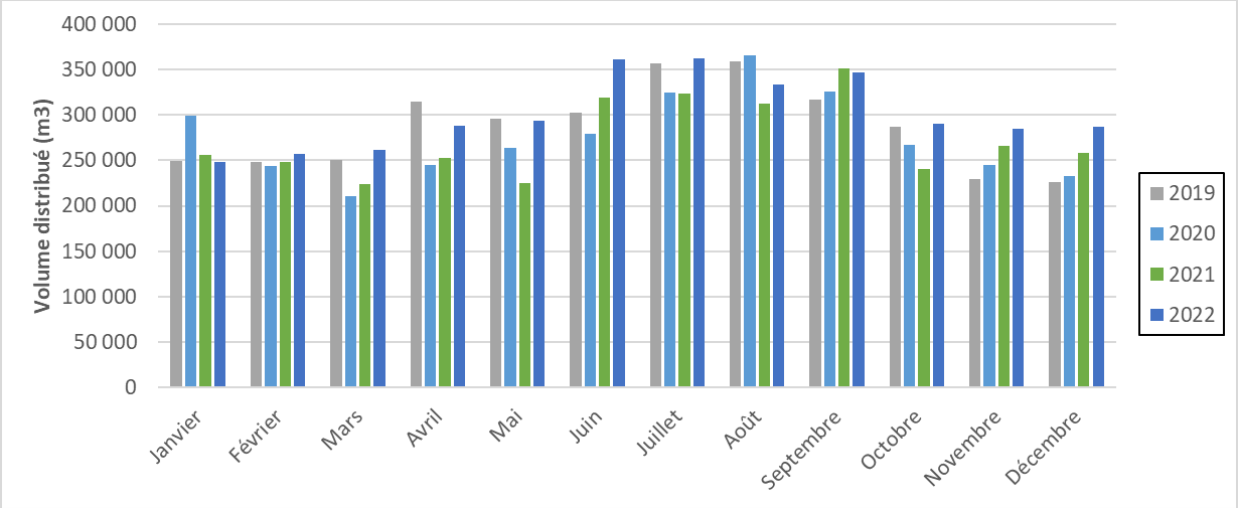



***Figure 11 : Volume d'eau potable mis en distribution sur Manosque***

Il existe une différence entre les volumes distribués mensuels hivernaux et estivaux. Les mois de juin, juillet et août ont une distribution importante comprise entre 300 000 et 350 000 $m^3$ de 2019 à 2022 (à l'exception de juin 2020) soit environ 10% du volume distribué annuel, volumes qui ne sont pas atteints le reste de l'année, à l'exception d'avril 2019.

Cette tendance se traduit au niveau des volumes produits par la station Mont d'Or – Durance, pour laquelle la période de plus grande productivité est estivale à l'exception de l'année 2020 qui connait un pic de production en avril (voir le tableau ci-dessous). Les variations saisonnières restent cependant faibles, les volumes produits ne variant pas énormément, les volumes moyens mensuels correspondent souvent à 8 ou 9 % du volume produit moyen annuel, hormis un mois de septembre à 10% et un mois de février à 7%.

*Tableau 13 : Volumes produits par la station de Mont d'Or - Durance*

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|
| Janvier | 145 218 | 171 212 | 133 723 | 147 380 |
| Février | 136 454 | 140 678 | 133 888 | 138 098 |
| Mars | 130 838 | 110 477 | 105 210 | 131 734 |
| Avril | 175 745 | 138 281 | 131 829 | 147 861 |
| Mai | 134 990 | 139 777 | 118 668 | 150 971 |
| Juin | 140 769 | 142 900 | 160 562 | 161 907 |
| Juillet | 159 948 | 162 325 | 163 953 | 152 406 |
| Août | 163 255 | 173 534 | 135 299 | 125 278 |
| Septembre | 145 186 | 157 095 | 210 952 | 165 762 |
| Octobre | 124 433 | 127 726 | 137 821 | 135 916 |
| Novembre | 105 379 | 123 527 | 161 572 | 158 062 |
| Décembre | 125 023 | 120 630 | 148 486 | 148 020 |
| **Total** | **1 687 238** | **1 708 162** | **1 741 963** | **1 763 395** |

La variation saisonnière est un peu plus marquée au niveau de la station de Précombaux, pour laquelle les mois d'été représentent chacun environ 10 % de la production annuelle moyenne, et les autres mois de l'année ne dépassent pas 8 % de la production annuelle moyenne.

*Tableau 14 : Volumes produits par la station de Précombaux*

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|---|---|---|---|
| Janvier | 73 319 | 86 898 | 85 975 | 87 101 |
| Février | 73 630 | 80 130 | 83 065 | 99 478 |
| Mars | 72 889 | 59 771 | 89 814 | 86 843 |
| Avril | 77 218 | 78 193 | 83 267 | 93 741 |
| Mai | 82 228 | 76 609 | 75 846 | 100 162 |
| Juin | 93 851 | 85 047 | 81 840 | 120 459 |
| Juillet | 98 348 | 92 893 | 95 389 | 131 835 |
| Août | 95 265 | 98 090 | 116 998 | 134 988 |
| Septembre | 96 117 | 95 213 | 106 158 | 121 207 |
| Octobre | 84 770 | 83 839 | 80 295 | 105 176 |
| Novembre | 69 834 | 84 191 | 82 416 | 80 836 |
| Décembre | 69 970 | 78 535 | 91 152 | 108 265 |
| **Total** | **987 439** | **999 409** | **1 072 215** | **1 270 091** |

### III. 6. 2. 2. La distribution

La qualité du réseau d'eau potable sera analysée sur les réseaux de Manosque et Pierrevert de manière indépendante à partir des données de RAD de 2019 à 2022. Le linéaire de réseau n'est pas séparé par commune pour les RAD de 2020 à 2022, ainsi les indicateurs sont ceux fournis par les RAD directement.

La commune de Montfuron achète toute son eau à la commune de Pierrevert et ne fait pas l'objet de Rapports Annuels du Délégataire. Les données du RPQS ont été reportée dans le tableau de synthèse des données au chapitre **III. 7.** .

PROVISOIRE

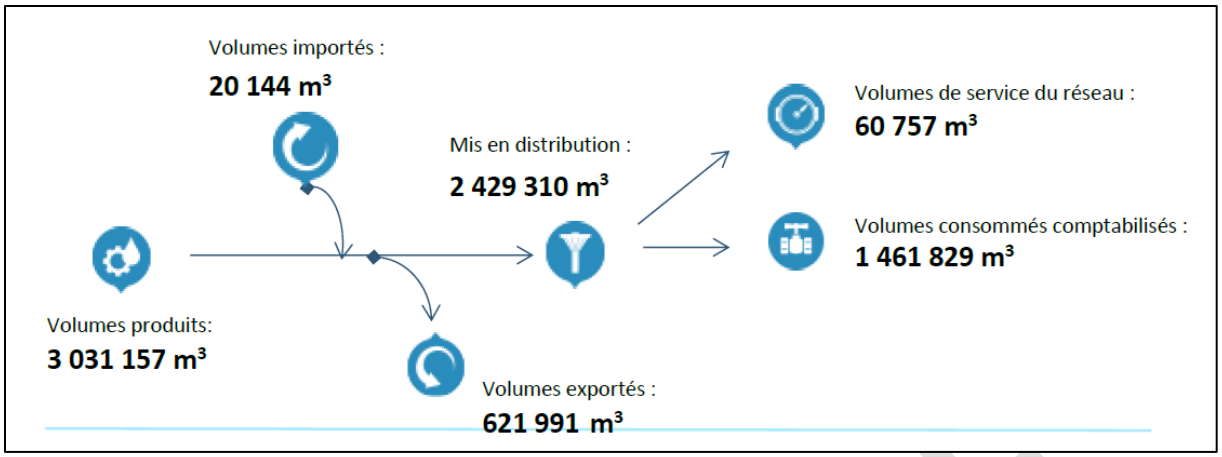



***Figure 12 : Schéma de la répartition des volumes pour l'année 2022 sur Manosque***

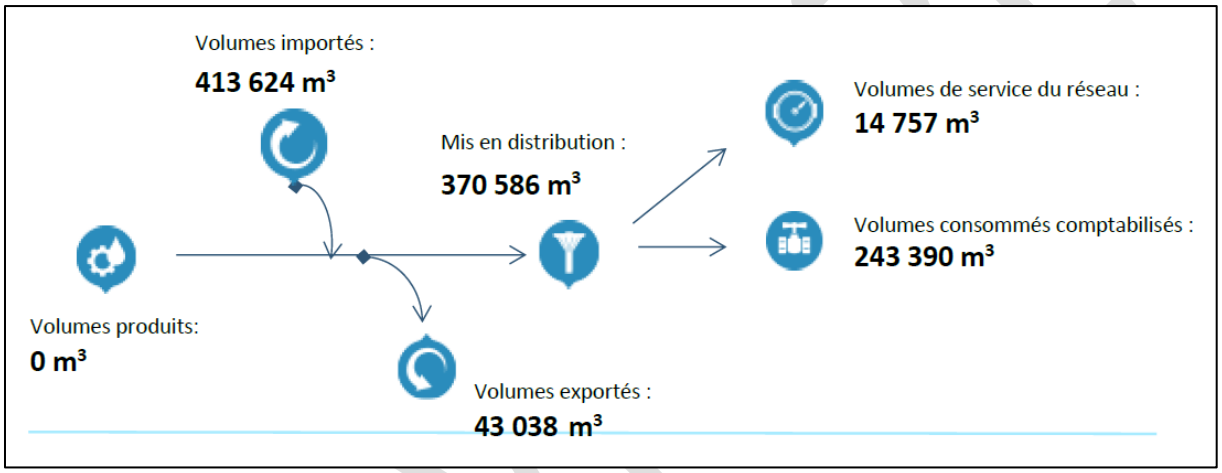



***Figure 13 : Schéma de la répartition des volumes pour l'année 2022 sur Pierrevert***

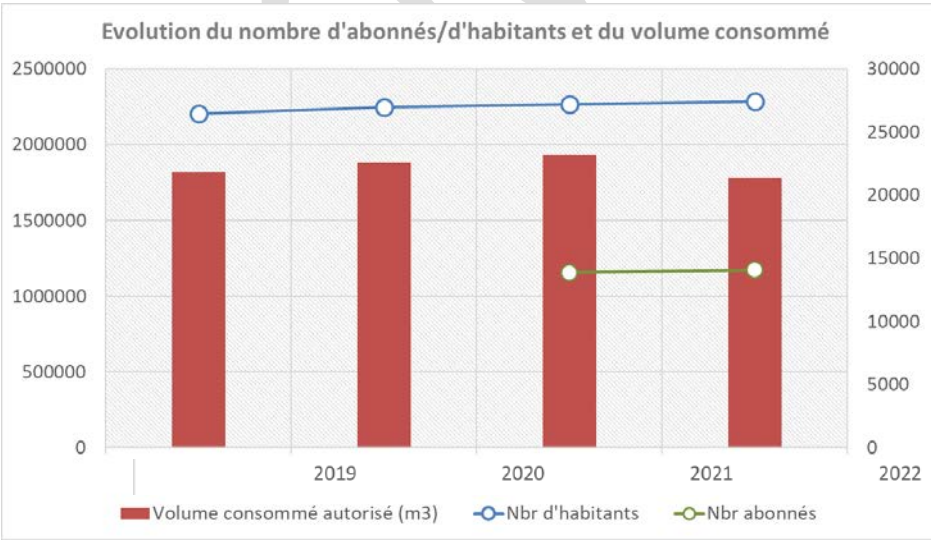



***Figure 14 : Evolution du volume vendu et des abonnés et habitants à Manosque et Pierrevert confondus***

La consommation moyenne par abonné sur les communes de Manosque et Pierrevert est passée de 134 à 121 m³/an en moyenne entre 2021 et 2022. Elle n'est pas calculée pour les années 2019 et 2020 par manque de données concernant le nombre d'abonnés à Manosque et à Pierrevert.

***Tableau 15 : Consommation par abonné sur les communes de Manoque et Pierrevert***

| | 2021 | 2022 |
|---|---|---|
| Consommation par abonné m³/an | 134 | 121 |

La qualité d'un réseau d'eau potable peut être caractérisée par des indicateurs qui sont au nombre de 6 dont 3 sont en lien avec les pertes du réseau :

- Rendement du réseau de distribution
- Indice linéaire des volumes non comptés
- Indice linéaire de pertes en réseau

***Tableau 16 : Chiffres clefs de la desserte sur la commune de Manosque***

| | **Manosque** | | | | **Pierrevert** | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| **Volume produits** | 2 742 521 | 2 662 932 | 2 697 464 | 3 031 157 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **ILC** | 26,23 | 27,20 | 28,62 | 28,74 | 10,04 | 10,37 | 11,48 | 10,70 |
| **Rendement** | 71,03% | 75,60% | 78,96% | 70,28% | 75,78 % | 72,69 % | 78,80 % | 72,82 % |
| **ILP** | 10,70 | 8,78 | 7,63 | 12,15 | 3,21 | 3,90 | 3,09 | 4,00 |
| **Objectif %** | 70,25% | 70,44% | 70,72% | 70,75% | 67,01 % | 67,07 % | 67,30 % | 67,14 % |

- L'Indice linéaire de consommation ILC : c'est le rapport entre le volume journalier consommé et la longueur totale des réseaux. Ceci permet d'approcher la notion « d'utilisation de réseau ». On définit les trois catégories suivantes : réseau rural, intermédiaire et urbain.
- Indice linéaire de pertes ILP : c'est le rapport entre le volume perdu et la longueur totale du réseau. Cet indicateur permet donc d'estimer les performances du réseau au regard de sa densité. Il est d'autant plus élevé que le réseau est dense, en raison de la multiplication des branchements ou des perturbations liées au trafic.

***Tableau 17 : Classification des indices de consommation et des indices linéaires de pertes***

| **Catégorie de réseau** | **Rural ILC < 10 m³/j/km** | **Intermédiaire 10 < ILC < 30 m³/j/km** | **Urbain ILC > 30 m³/j/km** |
|---|---|---|---|
| **ILP Bon** | ILP < 1,5 | ILP < 3 | ILP < 7 |
| **ILP Acceptable** | 1,5 < ILP < 2,5 | 3 < ILP < 5 | 7 < ILP < 10 |
| **ILP Médiocre** | 2,5 < ILP < 4 | 5 < ILP < 8 | 10 < ILP < 16 |
| **ILP Mauvais** | ILP > 4 | ILP > 8 | ILP > 16 |

Sur la base de leur indice linéaire de consommation, Manosque et Pierrevert peuvent être considérés comme des réseaux de type intermédiaire, le réseau de Pierrevert étant néanmoins plus proche des caractéristiques de réseau rural et Manosque de celles de réseau urbain.

Pour des réseaux intermédiaires, le réseau de Pierrevert présente un indice linéaire de perte considéré comme acceptable, tandis que celui de Manosque présente un indice linéaire de perte considéré comme mauvais.

En 2022, le rendement du réseau est légèrement inférieur à l'objectif de rendement selon le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Celui de Pierrevert est cependant supérieur à l'objectif et est donc bon.



PROVISOIRE

# III. 7. Synthèse des données

| Durance Luberon Verdon Agglomération | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| Agglomération | Nombre de communes | 25 communes | | |
| | Compétences : | La production, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transfert, stockage et la distribution sur ces 25 communes | | |
| | Nombre d'abonnés : | 36 148 abonnés | | |
| | Population estimée | 74 821 (2022) | | |
| | Affermage | 47 % des habitants en régie communautaire à autonomie financière, 53 % en délégation avec la SAUR jusqu'au 31/12/2023 | | |
| | | Manosque (RAD) | Pierrevert (RAD) | Montfuron (RPQS) |
| Contrat | Nombre d'abonnés | 11 956 abonnés | 2 103 abonnés | 113 abonnés |
| | Population estimée | 22 992 (2022) | 3 938 (2022) | 280 (2022) |
| | Affermage | DLVA : Contrat de DSP avec la SAUR du 01/01/2019 au 31/12/2023, en régie communautaire à autonomie financière depuis le 05/01/2024 | | Régie |
| Ressources | Eaux brutes | Champ captant Mont d'Or – Durance et canal SCP (+ canal EDF en secours) | | |
| Volumes (Données 2022) | Longueur distribution | 204,4 km | 77,1 km | 7,7 km |
| | Composition | 54,5% fonte, 32,1% PVC, 9,5% PE, 3,3% acier, 0,5% inconnu et 0,1% autre | | - |
| | Nbre réservoirs | 9 pour 18 670 $m^3$ | 3 pour 1 275 $m^3$ | - |
| | Rendement réseaux | 70,28 % | 72,81 % | 71,2% |
| | Indice linéaire de perte | 12,15 $m^3$/km/jour | 4,00 $m^3$/km/jour | 2,3 $m^3$/km/jour |
| | Indice linéaire de volume non compté | 12,97 | 4,52 | 2,4 |
| | Indice linéaire de consommation | 28,75 | 10,70 | 5,7 |
| | Branchement plomb | Présence de nombreux branchements en plomb | | - |
| | Volume prélevé au ($m^3$/an) | 3 031 157 | 0 | 0 |
| | Volume importé ($m^3$/an) | 20 144 | 413 624 | 22 503 |
| | Volume exporté ($m^3$/an) | 621 991 | 43 008 | 0 |
| | Volume mis en distribution ($m^3$/an) | 2 429 310 | 370 616 | 22 503 |
| | Volume consommé autorisé[1] ($m^3$/an) | 1 522 586 | 258 147 | |

[1] **Volume consommé autorisé =** Consommation comptabilisée + Consommation sans comptage estimée+ volumes de services

**EDCH :** Eaux destinées à la consommation humaine

# IV. Etat initial de l'environnement

## IV. 1. Contexte géologique et pédologique

(Source : BRGM, Info Terre)

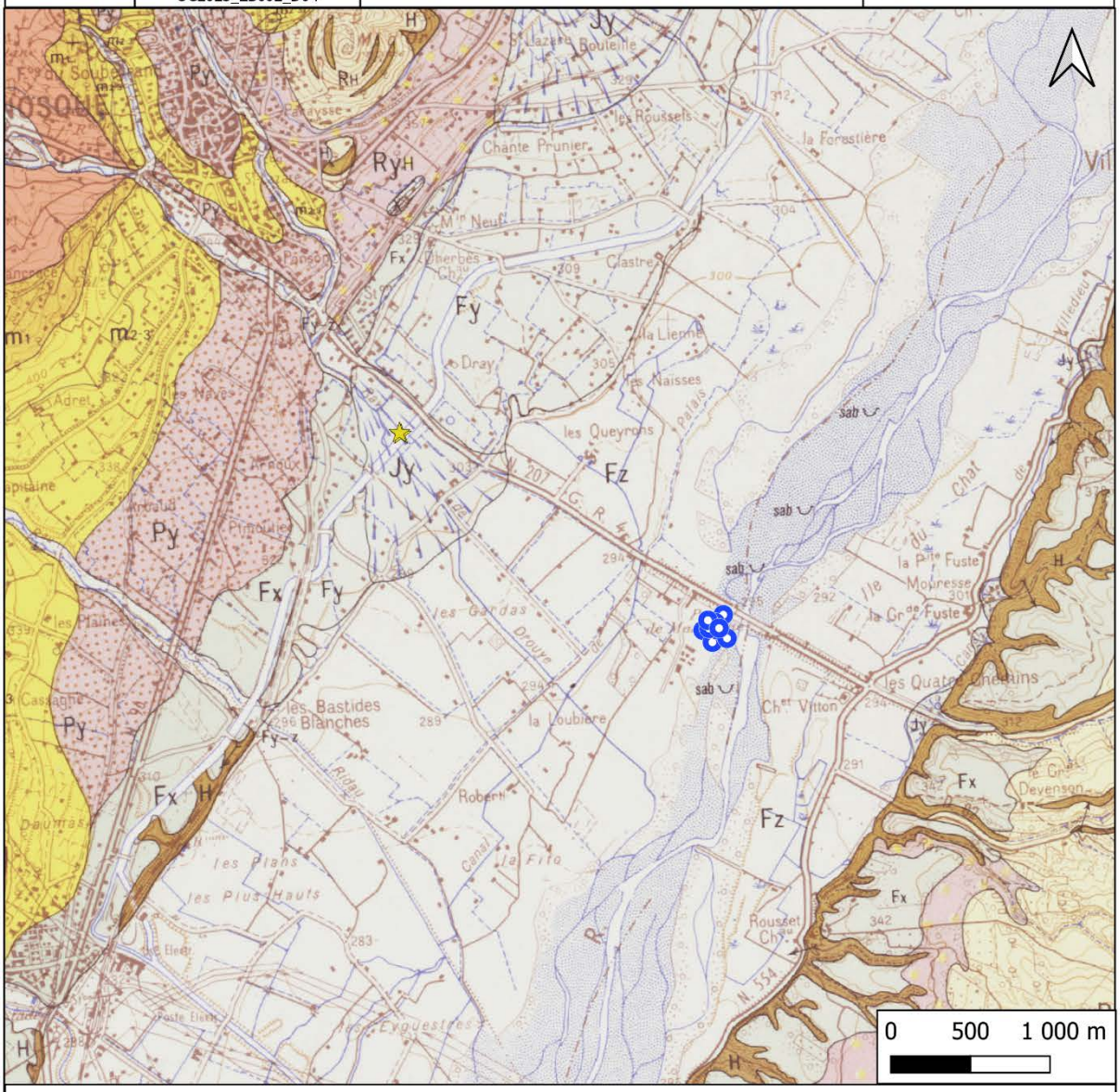
Durant l'ère tertiaire, le démantèlement par les phénomènes d'érosion des Alpes et du Massif Central a entraîné le comblement de la vallée du Rhône.
Manosque se situe au Sud-Ouest de la vallée de Valensole et est bordée par la Durance.
En rive droite de la Durance, la ville de Manosque repose sur des formations de type calcaires et principalement marneuses. En direction de la Durance, au pied du relief, sont présents des épandages locaux de colluvions de provenances diverses, puis des cônes de déjection (cailloutis) reposent sur les alluvions anciennes de la Durance. Puis, sur environ 3 km de large, la plaine alluviale de la Durance (alluvions récentes) composée de limons, sables, cailloutis et galets à éléments cristallin ou sédimentaires. Celles-ci remplissent le fond des grandes vallées à écoulement permanent : Durance, Verdon, Asse.

Le captage du canal EDF se situe au niveau d'un cône de déjection (Quaternaire) et le champ captant Mont d'Or-Durance est implanté sur les alluvions récentes de la Durance.
Les forages du champ captant ont montré une épaisseur d'alluvions grossières non cimentées (graviers et galets) comprise entre 6 et 10 m de profondeur puis au-delà, la présence d'alluvions grossières cimentées (graviers, galets et sables).

L'ensemble des captages (Canal EDF et champ captant) se situe en rive droite de la Durance.

PROVISOIRE

| | | | |
|---|---|---|---|
| ETEN | Commune de Manosque (04)<br>Dossier de DUP relatif à la protection des captages AEP<br>OC2023_EB002_D04 | **Contexte géologique** | Réalisation : ETEN Environnement 11/2023<br>Source : Carte géologique imprimée 1/50000 BRGM |




## Légende

- Prise d'eau du canal EDF
- Champ captant du Mont d'Or

**Extrait de la carte géologique du BRGM N°969 de Manosque numérisée au 1/50 000**

g3 : Oligocène supérieur : Marnes de Viens

m1 : Burdigalien : Calcirudite bioclastique

m2-3 : Vindobonien marin : Argiles calcaires bleues, marnes sableuse grises et sable gloconieux (à la base). marnes sableuse grises avec intercallations de calcarénites roussâtres fossilifères (au sommet).

H : Formation de Valensole : la formation affleurante : matériaux graveleux grossiers

RH : Formation de Valensole : Couverture de galets éluviaux

Fx : Alluvions anciennes (Riss) - Moyenne terrasse

Jy : Cônes de déjection

Py : Epandage locaux - Colluvions (Würm) : limons sableux - cailloutis

RyH : Epandage locaux : graveleux

Fy : Alluvions anciennes (Würm) - Basse terrasse

Fz : Alluvions récentes

***Carte 12 : Contexte géologique de Manosque***

# IV. 2. Contexte hydrologique et hydrogéologique

## IV. 2. 1. Contexte hydrogéologique

### IV. 2. 1. 1. Généralités

La nappe des alluvions de la Durance constitue l'unique ressource importante existant dans les limites de la carte géologique « Manosque : Plateau de la Valensole » ; celle des alluvions de l'Asse, moins conséquente, est encore peu utilisée, mais ce n'est qu'à partir de cette vallée que peuvent être envisagées des prélèvements pour le plateau de Valensole (alimentation en eau et irrigation). Les poudingues de Riez et de Valensole, assez argileux dans l'ensemble, ne renferment en effet que des nappes d'importance réduite alimentant des puits très dispersés et des sources de faible ou très faible débit, localisées sur les rebords du plateau ou au flanc des thalwegs qui l'entaillent (source de la Bouscole captée pour Gréoux). Les rares sondages qui ont reconnu ces formations n'ont rencontré que des nappes faiblement alimentées et non en charge.

En rive droite de la Durance, les intercalations calcaires du Sannoisien et du Stampien n'alimentent que des sources de faible débit.

La source thermale sulfureuse de Gréoux (température 35° débit 25 l/s) est située dans les marno-calcaires néocomiens entaillés par la vallée du Verdon et vraisemblablement sur un accident en liaison avec les chevauchements injectés de Trias et d'axe E-W situés 1 km plus au Sud.

### IV. 2. 1. 2. Entité hydrogéologique

L'entité hydrogéologique concernée par les captages situés dans le champ est codifiée sous le numéro **716CA01**, et sous l'appellation « **Alluvions récentes de la Moyenne Durance** », dans le référentiel hydrogéologique BD LISA. Il s'agit d'un système aquifère alluvial continu à nappe libre, non subordonné principalement à des cours d'eau de surface, assimilable à une monocouche (type 1).

### IV. 2. 1. 3. Masse d'eau souterraine et qualité des eaux souterraines

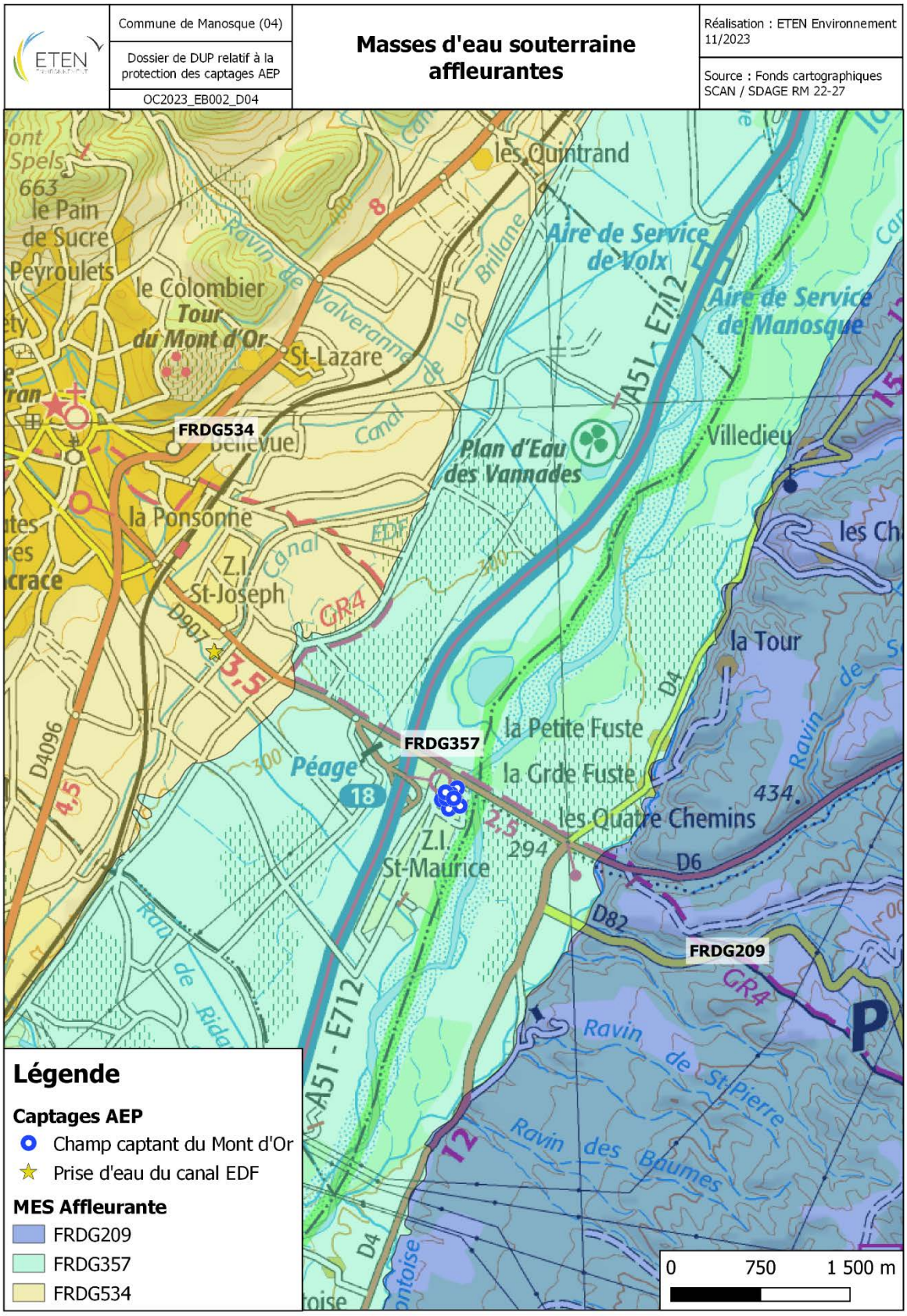
Le secteur d'étude est concerné par la masse d'eau souterraine de niveau 1, **FRDG357 – Alluvions de la moyenne Durance**. Le SDAGE 2022-2027 a évalué cette masse d'eau comme étant en bon état chimique et quantitatif en 2015.
De part et d'autre de cette masse d'eau, deux autres masses d'eau superficielles (niveau 1) sont présentes :

- FRDG209 – Conglomérats du plateau de Valensole,
- FRDG534 – Formations gréseuses et marno-calcaires tertiaires dans BV Basse Durance.

La prise d'eau dans le champ captant est concernée par la masse d'eau souterraine FRDG357 – « Alluvions de la moyenne Durance » qui a été classée en zone de sauvegarde délimitée pour les besoins en alimentation en eau potable dans le SDAGE 2022-2027.

D'après le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027, cette masse d'eau FRDG357 « Alluvions de la moyenne Durance » est dans un bon état chimique et quantitatif depuis 2015.

PROVISOIRE




***Carte 13 : Zonage des masses d'eau souterraine libre au droit du secteur d'étude***

## IV. 2. 2. Carte piézométrique

En février 2007, des essais de pompage ont été réalisés sur le champ captant Mont d'Or-Durance. Une carte piézométrique a été réalisée à la suite de cette opération (Figure 15).
A cette date, la piézométrie a un sens d'écoulement quasiment Est-Ouest, soit une alimentation de la nappe par la rivière avec un gradient hydraulique d'environ 2,5%. La piézométrie peut varier selon les périodes hydrologiques de la Durance. En effet, en période d'étiage, il est possible que le sens d'écoulement soit inversé et que ce soit la nappe alluviale qui alimente le cours d'eau.

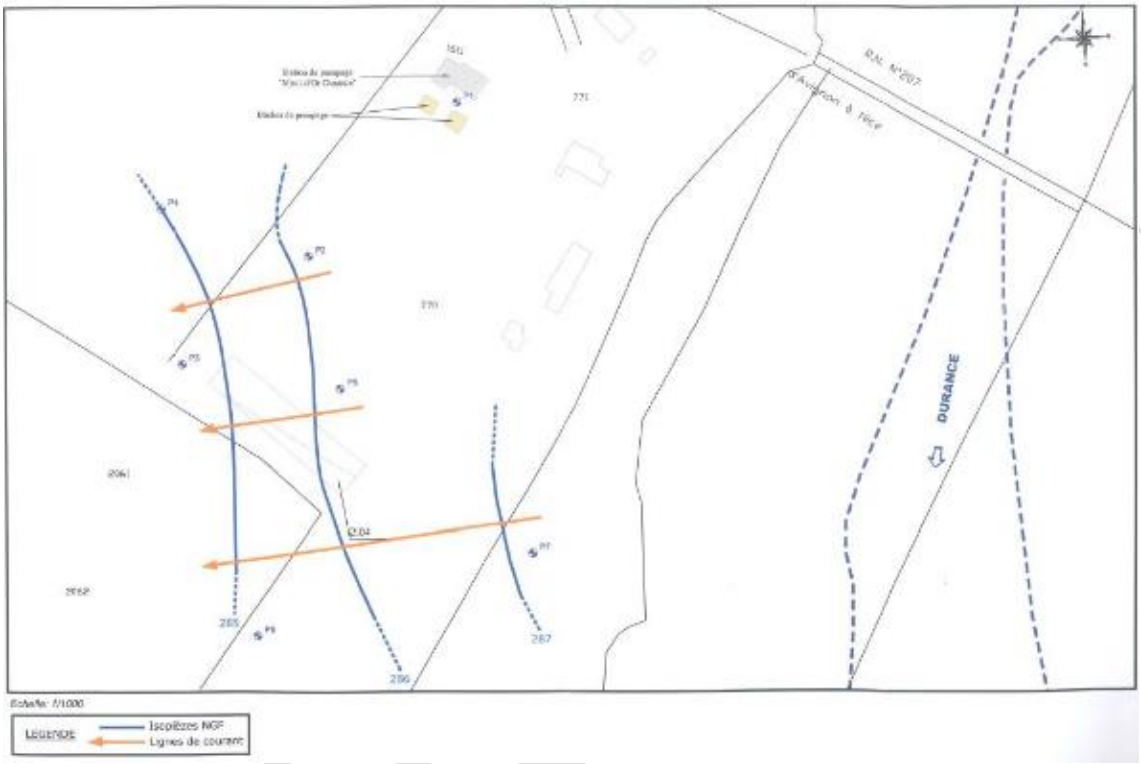



***Figure 15 : Esquisse piézométrique de février 2007 (source : rapport essais de pompage ; Sud Aménagement Agronomie 02/2007)***

## IV. 2. 3. Paramètres hydrodynamiques

Sources : Rapport essais de pompage - Sud-Aménagement-Agronomie – 02/2007
Rapport : Dossier d'ouvrages exécutés – ANTEA – 05/2008

Le rapport datant du 02/2007 annonce une **transmissivité T** oscillant entre **$1x10^{-2}$ à $5x10^{-3}$ $m^2/s$** pour l'ensemble des ouvrages (P3, P4, P5, P6, P7).
Le **coefficient d'emmagasinement S** a été calculé au niveau de P2 et est égal à **$6,4x10^{-2}$**, soit une porosité efficace de 6,4%. En pratique, pour une nappe libre, le coefficient d'emmagasinement est égal à la porosité efficace.

Concernant le deuxième rapport d'étude sur la création des forages P9 et P10, des essais par paliers ont été réalisés sur ces deux ouvrages et un essai de pompage de longue durée sur P10.
Le pompage d'essai de longue durée a été réalisé du 31/03/08 au 01/04/08 sur une période de 24 h. Le débit de pompage a été maintenu constant à 110 $m^3/h$. Le niveau statique mesuré juste avant le début de l'essai était égal à 4,45 m/bride. Le pompage sur P10 a été arrêté vers 15 h pendant 30 min pour des raisons techniques.
Les principales observations qui ont été faites pendant l'essai sont (Figure 16) :

- Rabattement de 1,35 m sur P10 en 2 h 30 induit par un débit total de 320 $m^3/h$ prélevé sur le champ captant (P10 inclus) ;
- Stabilisation du niveau piézométrique entre 13 h et 19 h en raison de l'arrêt du pompage sur le champ captant, à l'exception de P10 ;
- Rabattement de 1,1 m en 11 h sur P10 pour un « débit moyen » sur l'ensemble du champ captant de 300 $m^3/h$ (P10 inclus) ;
- L'enregistrement de la phase de remontée du niveau d'eau sur P10 a montré un retour rapide mais non stabilisé sur la période d'observation (1 heure).

Les deux stabilisations observées du niveau d'eau dans P10 se produisent dès l'arrêt du pompage sur un ou plusieurs forages sur le champ captant. On peut donc suggérer que la limite d'alimentation que forme la Durance n'a pas été atteinte par le cône de rabattement provoqué par le champ captant, sans pour autant pouvoir évaluer l'extension du cône de rabattement.

L'interprétation du pompage de longue durée a été effectuée à l'aide du logiciel WinIsape, en utilisant le modèle numérique de Theis. Cette interprétation permet de fournir les paramètres hydrodynamiques de l'aquifère en intégrant les pertes de charges calculées à partir du pompage par paliers.
Le calage fourni à partir de l'équation de Theis a été réalisé sur une portion de la courbe non-influencé par les autres pompages du champ captant. On obtient ainsi les résultats suivants :

- Transmissivité : 6 à $8x10^{-2}$ $m^2/s$,
- Coefficient d'emmagasinement : 4 à 6 %,
- Pas de limite détectée au cours de l'essai.

Les valeurs de transmissivité et coefficient d'emmagasinement sont cohérentes avec les données de la littérature. On remarquera cependant que les valeurs de transmissivité estimées par SAA en février 2007 sont légèrement plus faible, comprises entre $10^{-2}$ $m^2/s$ et $5x10^{-3}$ $m^2/s$.

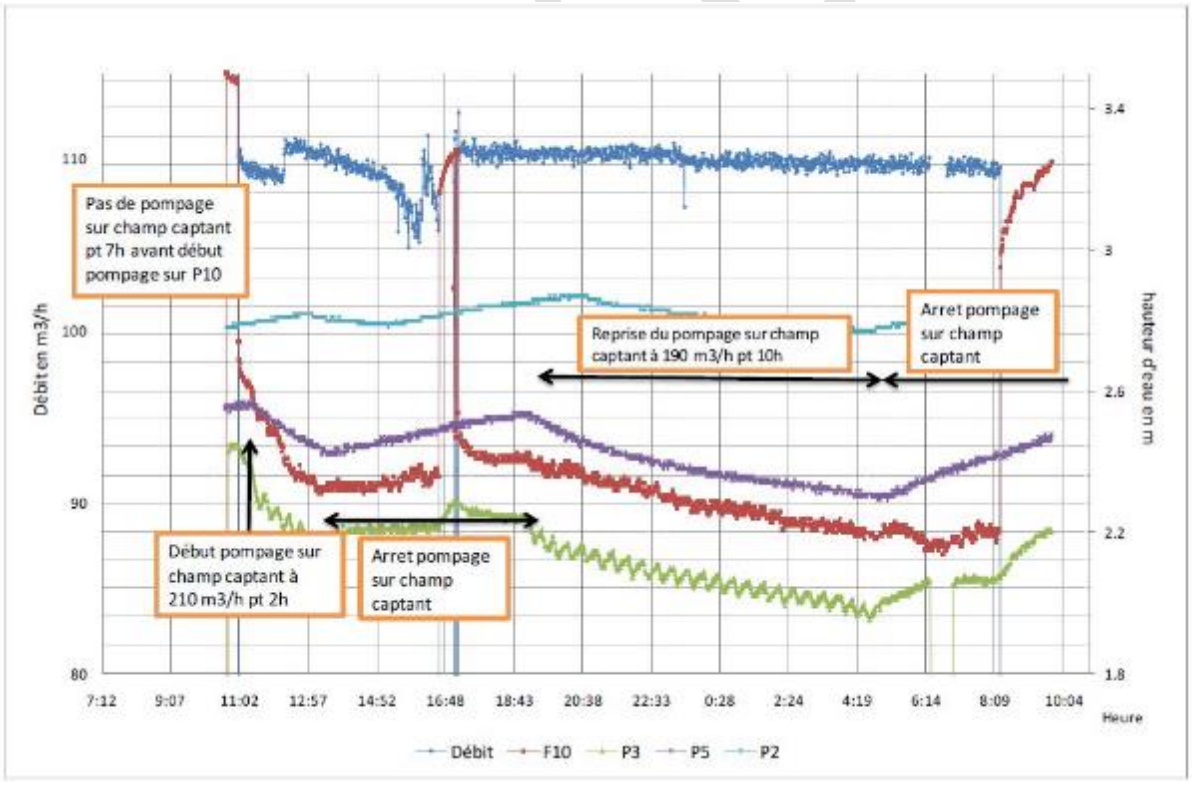



***Figure 16 : Pompage de longue durée sur P10 (Source : Antea - 05/2008)***

# IV. 3. Contexte hydrologique

Le département des Alpes de Haute Provence comporte deux cours d'eau principaux dont la Durance et le Verdon. Le Verdon se jette dans la Durance au Sud-Ouest du département.

## IV. 3. 1. Bassin versant de la Durance

La Durance est une rivière qui prend sa source dans les Alpes. Il coule sur 324 km et draine un bassin versant de 14 225 km$^2$. Elle traverse plusieurs villes dont les principales sont Briançon, Embrun, Sisteron, Manosque, Cavaillon et Avignon. C'est un affluent du Rhône avec lequel elle conflue à Avignon.

La commune de Manosque est concernée par le sous bassin versant **« Moyenne Durance aval »** codifié, dans le SDAGE 2022-2027, par le numéro **DU_13_13.**

## IV. 3. 2. Masse d'eau superficielle et qualité des eaux superficielles

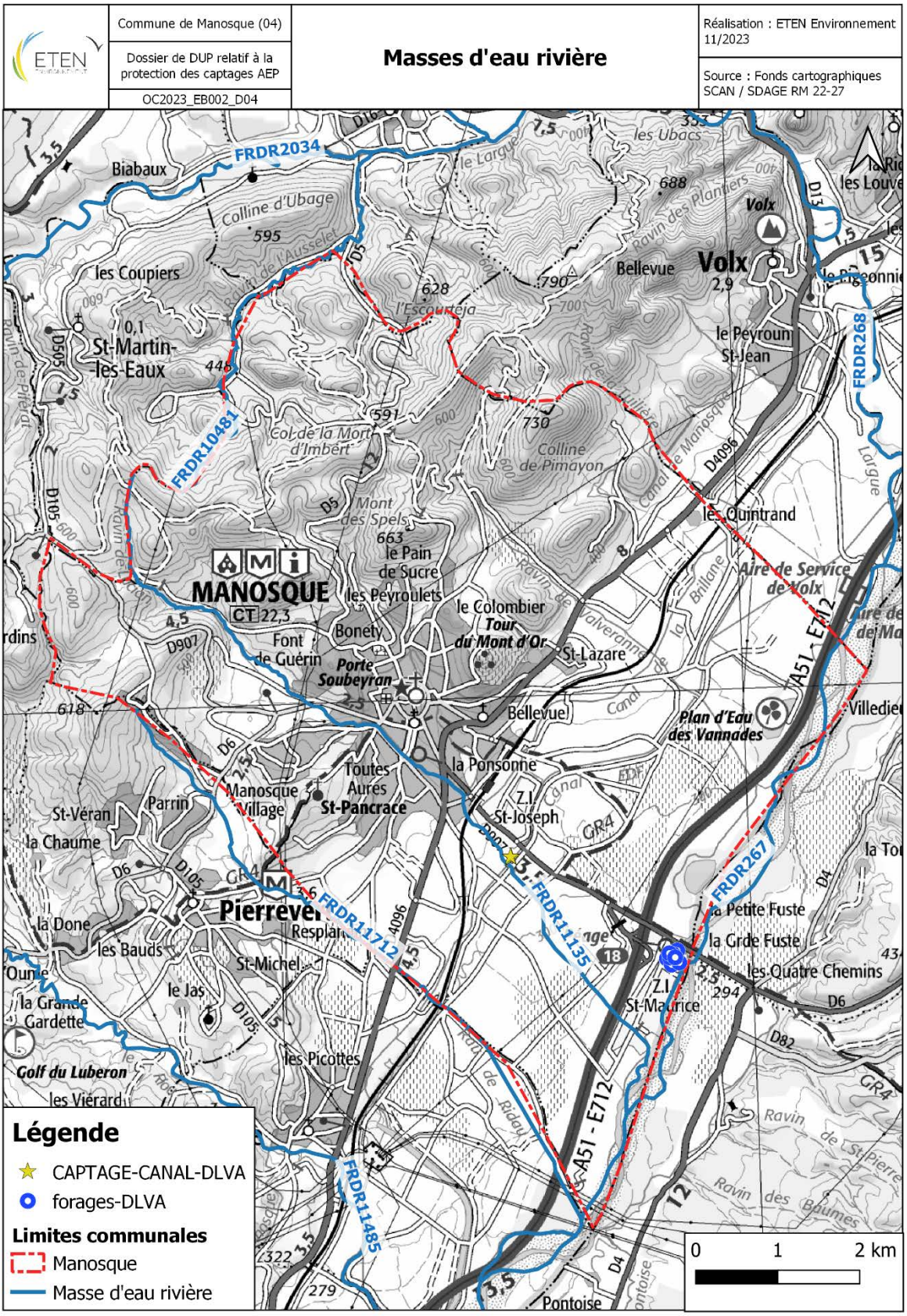
La commune de Manosque est traversée par quatre cours d'eau dont le principal est la Durance :

- En amont et au droit du champ captant :
  - « FRDR10481 – Ravin de l'Ausselet » qui est un affluent de « FRDR268 – Le Largue de la Laye à la confluence avec la Durance », ce dernier se situant en amont de la commune de Manosque ;
  - « FRDR267 – La Durance de l'Asse au Verdon »
- En aval du champ captant :
  - « FRDR11135 – Ravin de Drouye »
  - « FRDR11712 – Ruisseau de Ridau »

Le Canal EDF n'est pas une masse d'eau superficielle en tant que tel, il est alimenté par l'eau de la Durance.

D'après le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027, la masse d'eau **FRDR267** « **La Durance de l'Asse au Verdon** » est dans un état écologique moyen et un état chimique mauvais. Les objectifs pour cette masse d'eau sont d'atteindre un bon état chimique et écologique en 2027. Les pressions à l'origine de non atteinte du bon état en 2027 sont l'altération de la morphologie et du régime hydraulique, ainsi que la pression liée aux prélèvements d'eau.

PROVISOIRE




***Carte 14 : Masses d'eau des rivières recoupant la commune de Manosque***

## IV. 3. 3. Hydrologie et vitesse de transfert

**Source : Hydro Portail Eaufrance**

A Manosque, il n'existe aucune station de mesure qui nous permet de définir les paramètres quantitatifs de la Durance. Par conséquent, nous prendrons la station située en amont du captage à savoir celle d'Oraison :

| Code de la station | Libellé de la station | Département | Données disponibles |
|---|---|---|---|
| X113 0001 01 | La Durance à Oraison [Escale] | Alpes de Haute Provence (04) | 1973-2015 et 2017 |

Au niveau de cette station, le bassin versant de la rivière est de 6760 km$^2$. La Durance y présente des fluctuations saisonnières de débit bien marquées, avec des crues à la fin du printemps (mai-juin : fonte des neiges), portant le débit mensuel moyen entre 207 et 214 m$^3$/s.
L'étiage de la Durance a lieu aux mois d'août et septembre avec des débits de l'ordre de 67 m$^3$/s.
Le reste de l'année, les débits sont relativement stables, fluctuant entre 89 et 129 m$^3$/s.

Ces variations de débits correspondent à un cours d'eau dépendant de la fonte des neiges.

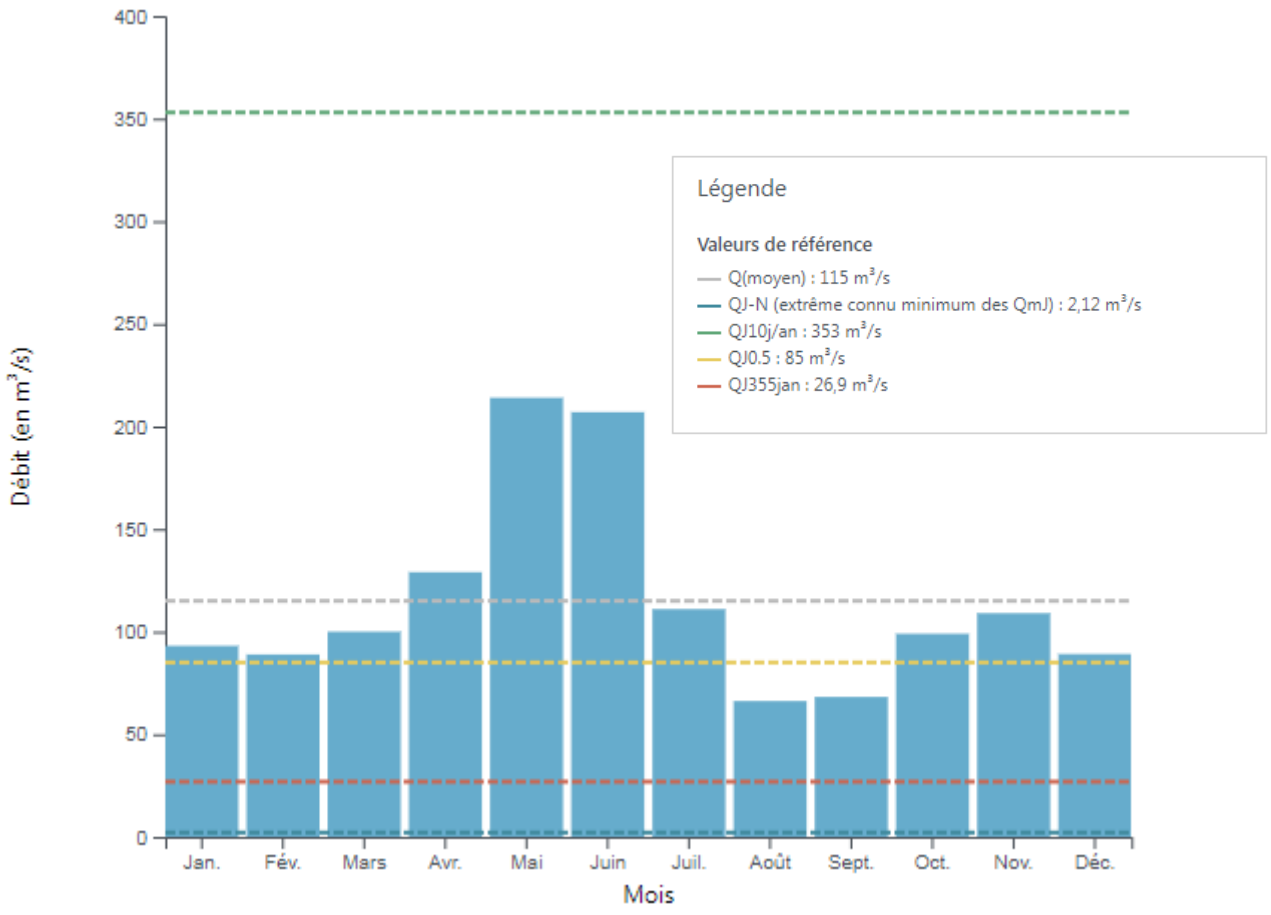



***Figure 17 : Evolution du débit de la Durance à Oraison***

Le débit moyen interannuel ou module[2] de la rivière à Oraison est de 115 $m^3/s$. A l'étiage, le VCN3[3] peut chuter jusqu'à 19,5 $m^3/s$, en cas de période quinquennale sèche. Rappelons que le VCN3 est la quantité minimale écoulée ou débit minimal sur trois jours consécutifs. Le QMNA5 est en moyenne (sur 44 ans) de 22,7 $m^3/s$.

Quant aux crues, elles peuvent être importantes. Les QJ 2[4] et QJ 5 valent respectivement 610 et 928 $m^3/s$. Le débit calculé de crue décennale est de 1100 $m^3/s$ avec un débit journalier maximal de 2100 $m^3/s$ lors de la crue du 7 janvier 1994. L'étude des débits du cours d'eau nous renseigne sur la vulnérabilité de la ressource aux pollutions (capacité d'auto-épuration, de dilution d'une pollution).

La Durance présente de fortes variations de débit principalement pendant la période de fonte des neiges, entrainant ainsi une variabilité plus importante de la qualité de ses eaux.

# IV. 3. 4. Calcul des isochrones 50 du champ captant et estimation de la propagation d'une onde polluante sur le canal EDF

## IV. 3. 4. 1. Calcul des isochrones 50 jours du champ captant Mont d'Or-Durance

Les isochrones représentent le lieu des points dont les particules (éventuellement polluants) parviendront au captage après un parcours de durée t.
L'isochrone 50 jours, symbolise la limite du temps de transfert de 50 jours soit le temps minimal nécessaire à l'élimination d'une pollution bactériologique.

Les données hydrogéologiques dont nous disposons sont :
- Une carte piézométrique réalisée en février 2007 (Figure 10) ;
- Des données de transmissivité et de coefficient d'emmagasinement suite aux essais de pompages réalisés en février 2007 et lors de la création de P9 et P10 en 2008 (T compris entre 0,5 et $1x10^{-2}$ $m^2/s$ et S = $6,4x10^{-2}$).
- Les coupes géologiques des ouvrages P9 et P10.

Ces données ont permis d'estimer les dimensions des isochrones 50 jours pour chaque captage exploité. Ces calculs sont basés sur la méthode de Wyssling qui suppose que le milieu est homogène.

PROVISOIRE

[2] Moyenne sur plusieurs années du débit moyen annuel

[3] Minimum dans l'année du débit moyen sur 3 jours consécutifs

[4] Débit journalier maximal sur 2 ans (QJ 2) et 5 ans (QJ 5)

## Calcul des isochrones avec la méthode de Wyssling

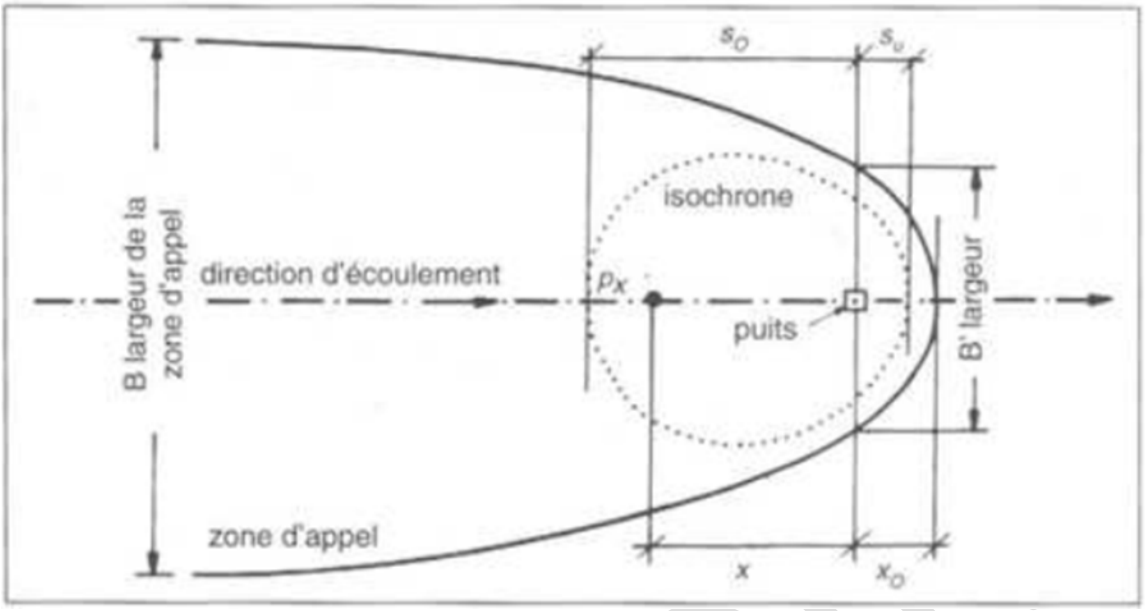



***Figure 18 : Détermination de la zone d'appel et des isochrones***

Les données utilisées sont les suivantes :

- Q : débit du puits (m/s) ;
- i : gradient hydraulique (issu de la carte piézométrique) ;
- T : transmissivité ($m^2/s$) ;
- S : coefficient d'emmagasinement ;
- K : perméabilité hydraulique (m/s) ;
- b : épaisseur mouillée de l'aquifère ;
- ω : porosité efficace ;
- U : vitesse effective de l'eau de la nappe ;
- B : Largeur du front d'appel du captage ;
- xo : Rayon d'appel du captage ;
- B' : Largeur du front d'appel à hauteur du captage ;
- So : Distance en amont du captage depuis le forage jusqu'à la distance correspondant au t souhaité ;
- Su : Distance en aval du captage, sur l'axe d'écoulement, depuis le forage jusqu'à la distance correspondant au t souhaité ;

Dans un premier temps on détermine la zone d'appel par le calcul. Dans une nappe libre, si B est la largeur du front d'appel, on a :

$$\mathrm{Q} = KBbi \quad soit \quad B = \frac{Q}{Kbi} = \frac{Q}{Ti} \quad car \quad (T = Kb)$$

Le rayon d'appel :

$$xo = \frac{Q}{2\pi Ti}$$

La largeur du front d'appel à hauteur du captage :

$$\mathrm{B}' = \frac{B}{2} = \frac{Q}{2Ti}$$

D'autre part, la vitesse effective U est égale à :

$$\mathrm{U} = \frac{Ki}{\omega} = \frac{Ti}{bS}$$

La porosité efficace ω dans une nappe libre est égale au coefficient d'emmagasinement S.

PROVISOIRE

Une fois déterminée la zone d'appel, on cherche sur la direction d'écoulement la distance correspondant à un temps de transfert souhaité, par exemple 50 jours, c'est-à-dire l'isochrone 50 jours. Cette distance est calculée par les formules suivantes :

$$\text{So ou Su} = \frac{\pm \text{L} + \sqrt{L * (L + 8xo)}}{2}$$

Avec :

$$\text{L} = \text{U} * \text{t}$$

Cette formule donne une valeur approchée de So et Su.

Les calculs ont été effectués avec les valeurs minimales et maximales de T obtenues lors de l'essai de pompage du mois de février 2007.

***Tableau 18 : Calcul des isochrones 50 jours avec la valeur de transmissivité minimale***

| | | | | | | Dimension de la zone d'appel des captages | | | Dimension isochrone 50 j | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nom du captage** | Q ($m^3/h$) | i (%) | **T min** ($m^2/s$) | S | 1.1.1.1.1. (m/s) | B (m) | xo (m) | B' (m) | So (m) | Su (m) |
| **P4** | 90 | 3,2 | 0,005 | 0,064 | 0,0005 | 156,25 | 24,87 | 78,13 | 2208,64 | 48,64 |
| **P6** | 120 | 2,2 | 0,005 | 0,064 | 0,0003 | 303,03 | 48,23 | 151,52 | 2252,50 | 92,50 |
| **P7** | 98 | 2,2 | 0,005 | 0,064 | 0,0003 | 247,47 | 39,39 | 123,74 | 2236,09 | 76,09 |
| **P9** | 90 | 3,2 | 0,005 | 0,064 | 0,0005 | 156,25 | 24,87 | 78,13 | 2208,64 | 48,64 |
| **P10** | 105 | 3,2 | 0,005 | 0,064 | 0,0005 | 182,29 | 29,01 | 91,15 | 2216,54 | 56,54 |

PROVISOIRE

*Tableau 19 : Calcul des isochrones 50 jours avec la valeur de transmissivité maximale*

| | | | | | | Dimension de la zone d'appel des captages | | | Dimension isochrone 50 j | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nom du captage** | Q ($m^3/h$) | i (%) | **T max** ($m^2/s$) | S | 1.1.1.1.2. (m/s) | B (m) | xo (m) | B' (m) | So (m) | Su (m) |
| **P4** | 90 | 3,2 | 0,01 | 0,064 | 0,001 | 78,13 | 12,43 | 39,06 | 4344,73 | 24,73 |
| **P6** | 120 | 2,2 | 0,01 | 0,064 | 0,001 | 151,52 | 24,11 | 75,76 | 4367,70 | 47,70 |
| **P7** | 98 | 2,2 | 0,01 | 0,064 | 0,001 | 123,74 | 19,69 | 61,87 | 4359,03 | 39,03 |
| **P9** | 90 | 3,2 | 0,01 | 0,064 | 0,001 | 78,13 | 12,43 | 39,06 | 4344,73 | 24,73 |
| **P10** | 105 | 3,2 | 0,01 | 0,064 | 0,001 | 91,15 | 14,51 | 45,57 | 4348,82 | 28,82 |

### Critique des résultats

Les dimensions des isochrones 50 jours sont importantes du fait que nous sommes dans un aquifère libre possédant une bonne perméabilité et une vitesse de circulation des eaux rapide.
Les ouvrages du champ captant exploitent la nappe alluviale en bordure de la Durance et nous n'avons que très peu de données piézométriques concernant la zone d'étude. Au mois de février 2007, l'esquisse piézométrique montre un écoulement quasi Est-Ouest de la nappe, soit une alimentation par la Durance.
Cependant, comme de nombreuse nappe alluviale, le sens d'écoulement de celle-ci peut varier en fonction des saisons :

- En période de hautes eaux : alimentation de la nappe par la rivière ;
- En période de basses eaux (étiage) : alimentation de la rivière par la nappe d'accompagnement.

La nappe alluviale au droit du champ captant évolue certainement de la même manière. A l'heure actuelle et avec les données disponibles, il n'est pas possible de positionner les isochrones, de façon précises, sur une carte.

PROVISOIRE

### IV. 3. 4. 1. Estimation de la propagation d'une onde polluante sur le canal EDF

Actuellement, aucune étude n'a été réalisée concernant la propagation d'une onde polluante sur le canal EDF.

A la suite d'une pollution potentielle, il est nécessaire de disposer de deux heures pour couper le prélèvement de l'eau dans le canal EDF en vue de l'alimentation en eau potable.
Une estimation de la vitesse d'écoulement de l'eau dans le canal permet de calculer la distance « sensible » parcourue en 2 heures.

***Tableau 20 : Vitesses d'écoulement et distance parcourue en 2 heures dans le canal EDF***

| | Vitesse d'écoulement (en m/s) | Distance sensible parcourue en 2h (en m) | Distance sensible parcourue en 2h (en km) |
|---|---|---|---|
| **Minimum** | 2 | 14 400 | 14,4 |
| **Moyenne** | 2,5 | 18 000 | 18,0 |
| **Maximum** | 3 | 21 600 | 21,6 |

Au minimum, la distance parcourue par les eaux du canal en 2h est de 14,4 km et au maximum de 21,6 km.

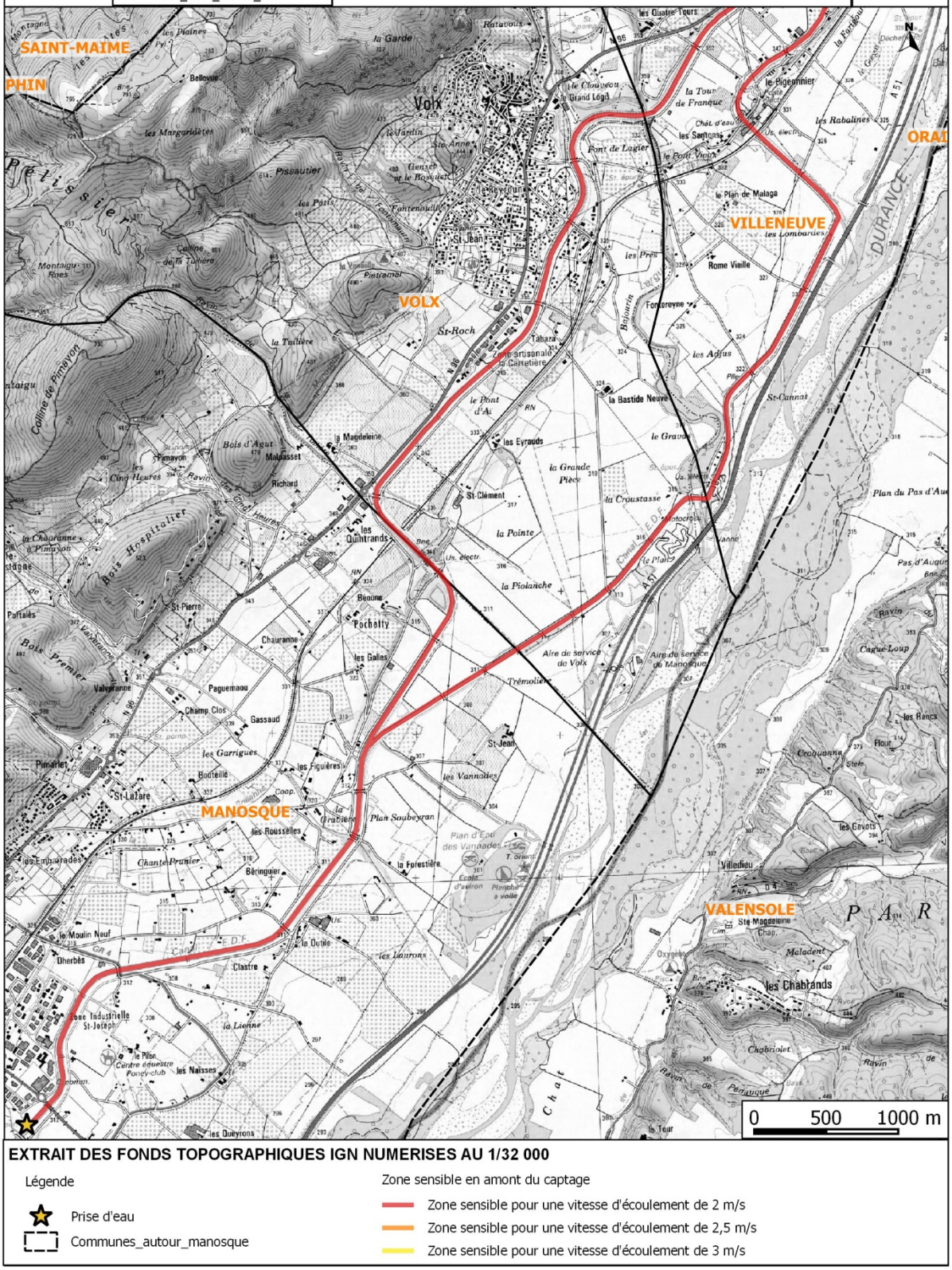
Pour une vitesse de 2 m/s, la distance sensible parcourue en 2h se situe environ 500 m après que le canal ait traversé l'autoroute A51. Pour la vitesse maximale de 3 m/s, la distance sensible atteint le lieu-dit Les Trabucs, soit 4 km au Nord d'Oraison.

Les cartes ci-dessous représentent la distance sensible parcourue en 2h pour les différentes vitesses d'écoulement.

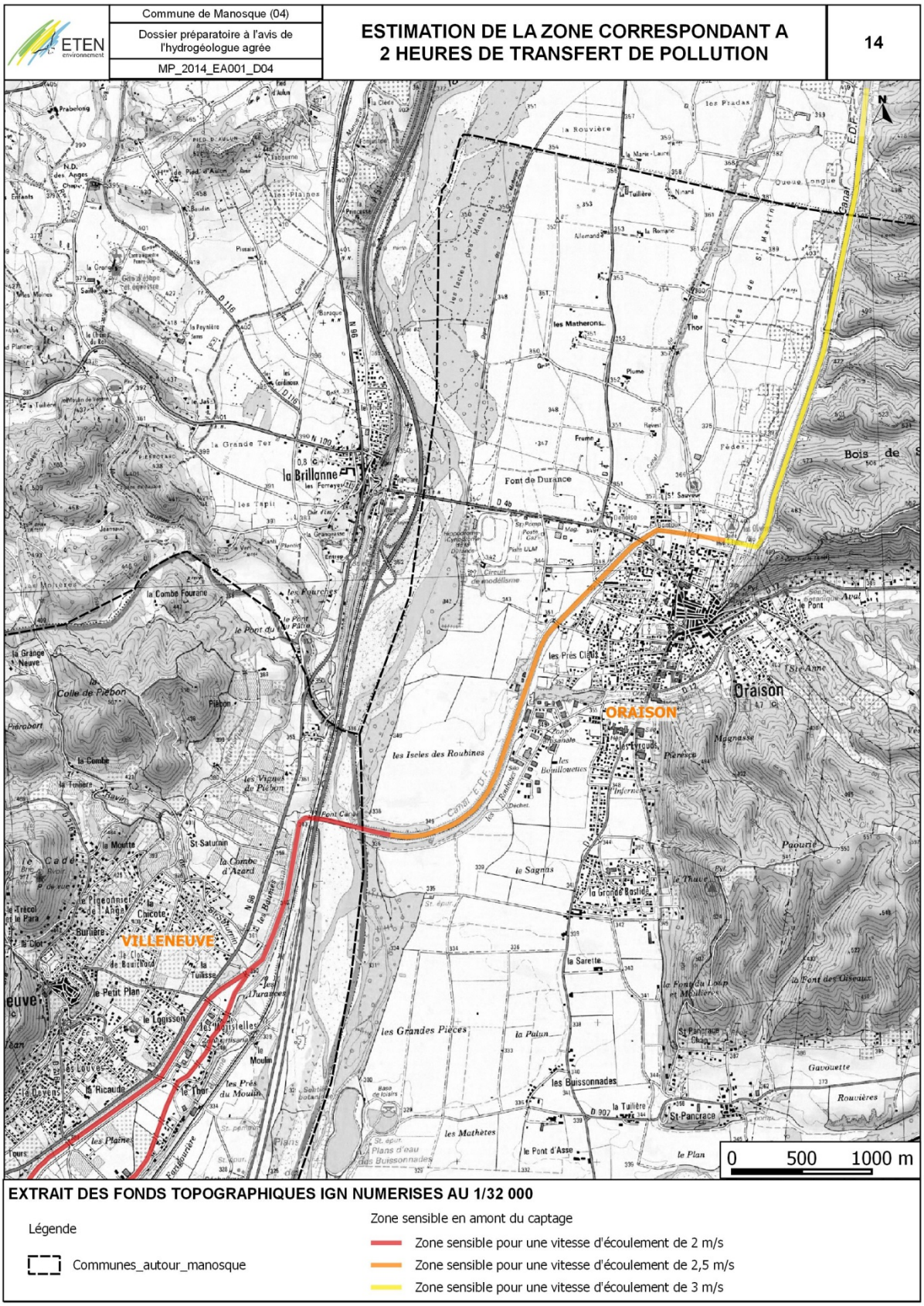
PROVISOIRE

## ESTIMATION DE LA ZONE CORRESPONDANT A 2 HEURES DE TRANSFERT DE POLLUTION






***Carte 15 : Zone sensible en amont du captage dans le canal EDF (1) – © Etude Préalable ETEN Environnement***




***Carte 16 : Zone sensible en amont du captage EDF (2) © Etude Préalable ETEN Environnement***

# IV. 4. Périmètres de gestion intégrée et zonages réglementaires liés au SDAGE Rhône-Méditerranée : Champ captant du Mont d'Or-Durance

Le site d'implantation des captages du champ captant Mont d'Or-Durance est soumis à différents documents réglementaires et/ou de gestion concernant la ressource en eau.

***Tableau 21 : Tableau de synthèse des enjeux liés aux périmètres de gestion du SDAGE***

| Type | | Libellé | Enjeux/Conséquences |
|---|---|---|---|
| SDAGE 2022-2027 | Masse d'eau souterraine stratégique pour l'alimentation en eau potable | Oui : FRDG357 : Alluvions de la moyenne Durance | Objectif de préserver la qualité et les équilibres quantitatifs.<br>Ce dossier permettra de mettre en place les périmètres de protections afin de préserver la qualité de l'eau et d'avoir une exploitation correctement gérée afin de pérenniser la ressource. |
| | Sous-bassin versant | Sans Objet | |
| | Zone de sauvegarde | Manosque Mont d'or | Ce dossier permet de préserver et assurer la production de l'eau potable actuelle et future. |
| Périmètres de gestion intégrée | Contrat de milieu | Val de Durance | Enjeux concernés par la ressource :<br>- Protéger la ressource en eau de la nappe alluviale (gérer les flux d'eau dans le système agricole)<br>- Lutte contre la pollution des eaux superficielles et souterraines<br>Le présent dossier permettra de protéger la ressource en eau (aspect qualitatif) et mieux la gérer (aspect quantitatif). |
| | SAGE | Sans objet | |
| Zonages règlementaires | Aire d'Alimentation de Captage (AAC) | Sans objet | Le captage n'est pas dans une aire d'alimentation d'un autre captage, aucun enjeu. |
| | Zone de répartition des eaux (ZRE) | Sans Objet | Le site n'est pas compris dans une ZRE. Sans enjeu. |
| | Zone vulnérable (nitrate) | Sans objet | Une zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole borde le champ captant à l'est, aucune conséquence n'est à prévoir, le périmètre de protection ne croisant que très peu les parcelles agricoles concernées. |

PROVISOIRE

# IV. 5. Des milieux naturels présentant peu d'enjeux au droit des ouvrages

Source : DREAL PACA, INPN

## IV. 5. 1. Au droit du champ captant Mont d'Or-Durance

***Tableau 22 : Zonages des milieux naturels aux alentours du champ captant de Mont d'Or-Durance***

| | Captage | Usine | Enjeux/Conséquences |
|---|---|---|---|
| **Site inscrit** | NON | NON | Aucune incidence. Le premier site inscrit dans le secteur, se situe dans la vieille ville de Manosque à plus de 3 km du champ captant. |
| **Site classé** | NON | NON | Aucune incidence. Pas de site dans un rayon de 10 km. |
| **ZNIEFF de type I** | NON | NON | La ZNIEFF de type 1 « La moyenne Durance, de l'aval de la retenue de l'Escale à la confluence avec le Verdon » est située à 6,3 km en aval du champ captant le long de la Durance. |
| **ZNIEFF de type II** | NON | NON | La ZNIEFF de type II « La moyenne Durance, de Sisteron à la confluence avec le Verdon » est à proximité immédiate du champ captant. |
| **Site NATURA 2000** | Directive Oiseaux : ZPS n°FR9312003 - La Durance | | Le champ captant intersecte la ZPS, son fonctionnement ne doit pas avoir d'impact sur les fonctionnalités de cette zone. Le site est déjà en fonctionnement depuis un grand nombre d'année et une clôture délimitant le PPI est déjà en place.<br>Le champ captant fait tout de même l'objet d'un formulaire simplifié des incidences sur le site Natura 2000 (**Annexe 7** : Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000. |
| **Réserve Naturelle de France** | FR9500090 : Périmètre de protection de la réserve naturelle géologique de Lubéron<br><br>FR8000003 : Lubéron | | Le champ captant n'aura pas d'impact notable sur cette zone étant donné que toute la ville de Manosque est comprise dans ce périmètre et a certainement un impact plus important. |
| **APPB** | NON | NON | Sans objet |

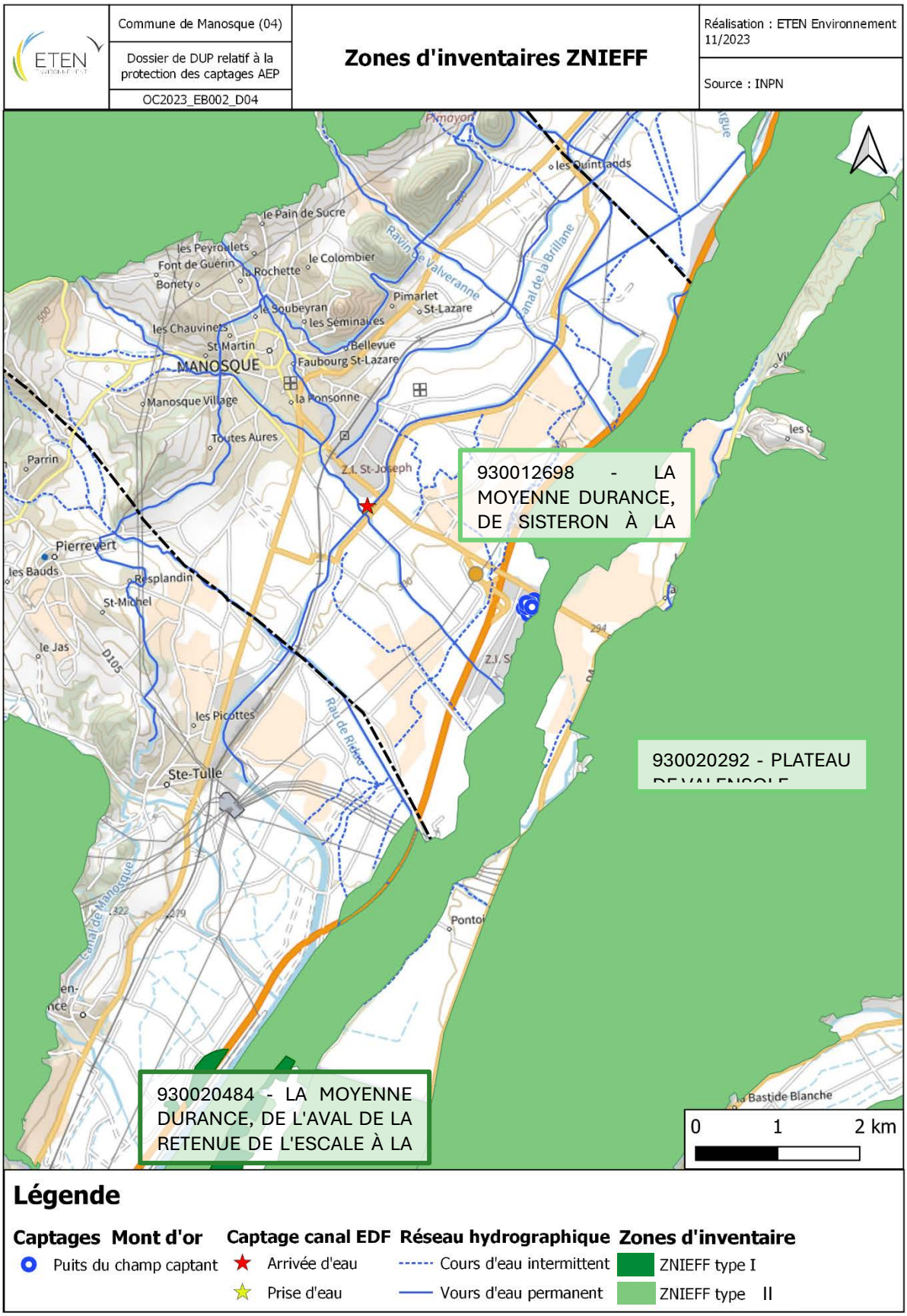
PROVISOIRE

## IV. 5. 2. Au droit du Canal EDF

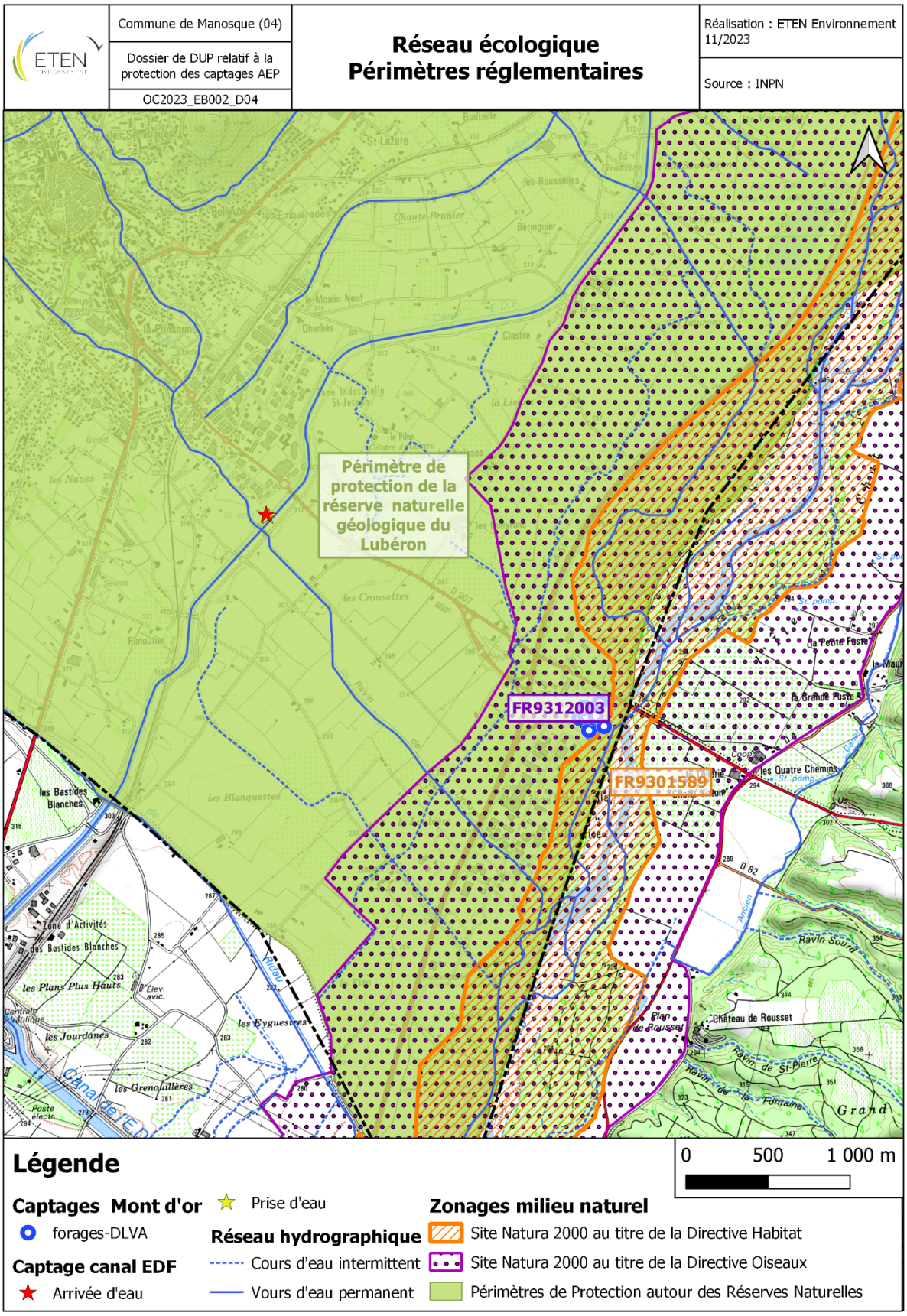
*Tableau 23 : Zonages des milieux naturels aux alentours du canal EDF*

| | Captage | Usine | Enjeux/Conséquences |
|---|---|---|---|
| **Site inscrit** | NON | NON | Aucune incidence. Le premier site inscrit dans le secteur, se situe dans la vieille ville de Manosque à plus de 2 km du lieu de captage. |
| **Site classé** | NON | NON | Aucune incidence. Pas de site dans un rayon de 10 km. |
| **ZNIEFF de type I** | NON | NON | La ZNIEFF de type 1 « Collines et côteaux de la grande Gardete, la Rovère, Sainte-Marguerite, Piganaud et Châteauneuf » est située à 6 km à l'ouest de la prise d'eau du canal EDF. |
| **ZNIEFF de type II** | NON | NON | La ZNIEFF de type II « La moyenne Durance, de Sisteron à la confluence avec le Verdon » est à 1,8 km à l'Est du point de prélèvement. |
| **Site NATURA 2000** | NON | NON | Le point de prélèvement est à 1,2 km à l'Ouest de la ZPS n°FR9312003. |
| **Réserve Naturelle de France** | FR9500090 : Périmètre de protection de la réserve naturelle géologique de Lubéron<br><br>FR8000003 : Lubéron | | Le prélèvement n'aura pas d'impact notable sur cette zone étant donné que toute la ville de Manosque est comprise dans ce périmètre et a certainement un impact plus important. |
| **APPB** | NON | NON | Sans objet |

PROVISOIRE




***Carte 17 : Zones d'inventaires ZNIEFF***




***Carte 18 : Réseau écologique Natura 2000***

# V. Informations relatives à la qualité de l'eau de la ressource

## V. 1. Qualité des eaux : le contexte réglementaire

La carte d'identité de l'eau est représentée par son profil physico-chimique. L'étude de ses paramètres doit aussi aider à définir la filière de traitement adaptée.

Les normes relatives à la qualité de l'eau distribuée sont désormais définies par l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (articles R.1321-2, 1321-3, 1321-7 et 1321-38 du code de la santé publique).

***Annexe 7 : Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000***

***Annexe 8 : Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique***

L'article R.1321-15 du Code de la Santé Publique modifié par le Décret n°2022-1720 du 29 décembre 2022 - art. 1 précise que la vérification de la qualité de l'eau est effectuée selon un programme d'analyse de la qualité de l'eau.

Le contenu du programme d'analyses, ses modalités d'adaptation et les fréquences de prélèvements et d'analyses sont précisés, selon les caractéristiques des installations, par l'Arrêté du 11 Janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution.
Les eaux sont analysées sur différents points :

1- Au niveau de la ressource : Analyse RP ou RS en fonction d'une ressource « Profonde » ou de « Surface »
2- Au point de mise en distribution / au robinet de l'abonné : Analyses de type P1, P2, D1, D2.

La fréquence des analyses augmente avec le débit journalier moyen de la ressource et la population desservie.

PROVISOIRE

**Ce qu'il faut savoir pour comprendre :**

D'après l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine :

- La qualité des eaux distribuées doit respecter les limites et références de qualité suivantes

1. Limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine :
Paramètres microbiologiques
Paramètres chimiques
2. Références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine :
Paramètres microbiologiques
Paramètres chimiques et organoleptiques
Indicateurs de radioactivité
3. Valeurs indicatives dans les eaux destinées à la consommation humaine
4. Valeurs de vigilance dans les eaux destinées à la consommation humaine

- La qualité des eaux brutes doit respecter des limites de qualité

# V. 2. Qualité des eaux brutes du champ captant

Nous disposons des analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire exercé par l'ARS sur la commune de Manosque, au niveau du refoulement des puits du champ captant, de février 2013 à avril 2023. Les analyses complètes réalisée le 25/09/2023 et le 04/04/2023 sont conformes aux limites de qualité fixées par le CSP, elles sont jointes à ce dossier en **Annexe 11**.

## V. 2. 1. Température, pH et conductivité

La température des eaux des rivières évolue en fonction des conditions climatiques extérieures.
Le potentiel hydrogène (pH) de l'eau est en fait le calcul de son acidité ou de son alcalinité. Il correspond, pour une solution diluée, à la concentration d'ions hydrogènes. Le pH d'une eau dépend de son origine et de la nature des terrains traversés.

La conductivité mesure la capacité de l'eau à conduire le courant entre deux électrodes. La plupart des matières dissoutes dans l'eau se trouvent sous forme d'ions chargés électriquement. La conductivité est proportionnelle au degré de minéralisation (teneur globale en espèces minérales généralement ionisées) d'une eau et permet donc d'apprécier la quantité de sels dissous dans l'eau. Les eaux superficielles ont des conductivités faibles, car elles sont issues des eaux de pluies (ou neige) qui ruissellent et restent peu en contact avec les roches.

La conductivité est également fonction de la température de l'eau : elle est plus importante lorsque la température augmente. Les résultats de mesure doivent donc être présentés en termes de conductivité équivalente à 20 ou 25°C. Les appareils de mesure utilisés sur le terrain effectuent en général automatiquement cette conversion. Comme la température, des contrastes de conductivité permettent de mettre en évidence des pollutions, des zones de mélanges ou d'infiltration…

*Tableau 24 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres température, pH et conductivité*

| Nom du paramètre | Unité | Nombre d'analyses de 2010 à 2023 | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Référence de qualité (eau de distribution) | Nombre de dépassement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Conductivité σ à 25°C** | µS/cm | 45 | 494 | 791 | 616,1 | 200 ≤ σ ≤ 1 100 | 0 |
| **pH** | | 45 | 7,2 | 7,7 | 7,5 | 6,5 ≤ pH ≤ 9 | 0 |
| **Température** | °C | 50 | 11 | 19 | 13,8 | 25 | 0 |

Ces valeurs sont caractéristiques d'eaux légèrement basiques et moyennement minéralisées.

Les références de qualité correspondent ici aux normes des eaux mises en distribution, par conséquent les valeurs ne sont mentionnées qu'à titre indicatif.

Les eaux prélevées au champ captant Mont-d'Or sont conformes aux valeurs limites et valeurs guides de l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

## V. 2. 2. Turbidité

La turbidité caractérisant le trouble de l'eau diminue ainsi le rayonnement lumineux indispensable pour une bonne croissance des végétaux au fond des cours d'eau. En effet, les matières en suspension augmentent la turbidité qui est préjudiciable à la photosynthèse, à la respiration des poissons et colmatent les milieux aquatiques. Les particules peuvent ainsi transporter différentes formes de pollution (organique, métallique,). **A noter cependant que la réglementation ne prévoit aucune valeur guide, ni limite de concentration pour les eaux brutes.**

*Tableau 25 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour le paramètre turbidité*

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure (s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau de distribution) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Turbidité néphélométrie NFU** | NFU | 21 | <0,1 | 0.69 | - | 1 |

Concernant la turbidité, la limite de qualité correspond aux normes des eaux mises en distribution, qui sont ici des valeurs données à titre indicatif.

Sur les résultats du suivi sanitaire de cette ressource, les eaux brutes ne présentent pas de dépassement de la turbidité pour les eaux de distribution.



PROVISOIRE

## V. 2. 3. Bactériologie

Les micro-organismes sont peu nombreux dans les eaux de nappe du fait des conditions généralement anaérobies et des faibles quantités de nutriments disponibles. Le transfert de matière organique dans la nappe favorise leur prolifération.

***Tableau 26 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres microbiologiques***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau brute) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Entérocoques** | n/100ml | 26 | < 1 | 6 | - | 10 000 |
| **E. Coli** | n/100ml | 26 | < 1 | 4 | - | 20 000 |

Les analyses des eaux brutes ont révélé la présence de bactéries Escherichia coli et d'Entérocoques à trois reprises (18/02/2013, 22/08/2014 et 30/10/2018), cependant les valeurs sont inférieures aux limites de qualité des eaux brutes.

## V. 2. 4. Azote et Phosphore

Nous considérons ici les paramètres azotés et phosphorés comme les témoins du rejet des activités humaines (pollution agricole, rejets d'eaux usées, ...) et donc les indices d'une pollution d'origine anthropique. La cause principale de la présence de nitrates et de nitrites dans la nature est l'utilisation intensive de fertilisant. Les processus de combustion peuvent aussi augmenter les concentrations de ces éléments en émettant des oxydes d'azote qui peuvent être transformés en nitrites dans l'environnement. On trouve également des nitrates et nitrites dans la production chimique et ils sont aussi utilisés comme agents de conservation alimentaire ce qui entraîne une augmentation de la concentration en azote dans les eaux souterraines et les eaux de surface.
Le phosphore est présent à l'état naturel dans les roches, le sol, les déchets d'origine animale, les matières végétales et même l'atmosphère. Outre ces sources naturelles, les activités humaines telles que l'agriculture, les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles ainsi que les eaux de ruissellement provenant des zones résidentielles et urbaines contribuent à sa prolifération. Comme le phosphore n'est pas directement toxique pour les humains, aucune recommandation n'a été établie quant à sa concentration dans l'eau potable.

***Tableau 27 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres Azote et Phosphore***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau brute) | Nombre de dépassement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nitrates** | mg/L | 16 | 1,6 | 6,7 | 3,4 | 100 (eaux brutes souterraines) | 0 |
| **Nitrites** | mg/L | 16 | <0,02 | <0,02 | - | 0,5 (eaux de distribution) | - |
| **Ammonium** | mg/L | 16 | <0,05 | <0,05 | - | 4 | 0 |
| **Phosphore total** | mg/L | 16 | < 0,023 | 0,046 | - | - | - |



PROVISOIRE

Concernant le phosphore, une seule des douze mesures effectuées est supérieure au seuil de détection du laboratoire d'analyses (0,046 mg/L), aucune valeur limite ou référence de qualité n'est précisé dans l'arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
Les concentrations en nitrites sont inférieures au seuil de détection et à la limite de potabilité de 0,5 mg/l.
Les concentrations en nitrates n'ont jamais dépassé la valeur de 7 mg/L dans les analyses de l'ARS entre 2013 et 2023.

Les concentrations mesurées dans les eaux brutes sont compatibles avec des eaux brutes destinées à la production d'eau potable. L'ensemble de ces paramètres présentent des concentrations mesurées faibles.

## V. 2. 5. Le carbone organique total

La mesure du carbone organique total donne une indication directe de la charge organique d'une eau.
Ce paramètre permet de suivre l'évolution d'une pollution organique et participe au contrôle qualité de l'eau. La présence de C.O.T dans l'eau peut engendrer une prolifération de micro-organismes. Il doit être mesuré pour les unités de distribution desservant au moins 5 000 habitants. Malgré un traitement poussé visant leur élimination à l'usine, le COT résiduel peut se combiner avec le chlore et engendrer des sous-produits à l'origine parfois d'un mauvais goût de l'eau. La référence de qualité est fixée à 2 mg/litre dans les eaux traitées, et la limite de qualité est fixée à 10 mg/litre dans les eaux brutes.

***Tableau 28 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour le paramètre COT***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau brute) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Carbone organique total** | mg/L | 16 | <0,2 | 0,4 | - | 10 |

La valeur de COT sur les eaux brutes est faible avec aucun dépassement de la limite de qualité.

PROJET

## V. 2. 6. Les produits phytosanitaires

La présence de pesticides dans l'eau potable résulte de la pollution des cours d'eau et des nappes souterraines. De fortes pluies provoquant le lessivage des sols peuvent momentanément augmenter la concentration de pesticides dans les eaux de surface.
Les pesticides sont majoritairement utilisés en agriculture et font également l'objet d'un usage non agricole par les gestionnaires d'équipements ou de réseaux de transport, les collectivités locales ou les particuliers.

Pour les eaux destinées à la consommation humaine, le Code de la Santé Publique fixe la limite de qualité à 0,1 µg/L par matière active, mise à part pour quatre substances (aldrine, dieldrine, heptachlore et heptachlorépoxyde) pour lesquelles la limite est fixée à 0,03 µg/L. Enfin, la concentration totale en pesticides ne doit pas excéder 0,5 µg/L.

Les eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine ne doivent pas, quant à elle, dépasser la limite de qualité de 2 µg/L par substance individuelle, et 5 µg/L pour l'ensemble des pesticides.

Le tableau suivant présente les produits phytosanitaires dont les analyses ont dépassé le seuil de détection du laboratoire au moins une fois.

***Tableau 29 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour le paramètre pesticide***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau de distribution) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Boscalid** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,024 | - | 0.1 |
| **Pyrimicarbe** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,008 | - | 0.1 |
| **Chloridazone** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,005 | - | 0.1 |
| **Fipronil** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,012 | - | 0.1 |
| **Métaldéhyde** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,066 | - | 0.1 |
| **Métamitrone** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,007 | - | 0.1 |
| **Total des pesticides analysés** | µg/L | 18 | < 0,005 | 0,076 | - | 0.5 |

Aucune substance mesurée ne dépasse la limite de qualité des eaux de distribution ni des eaux brutes, les eaux sont conformes à des eaux brutes destinées à la production d'eau potable. La détection de molécules de phytosanitaires atteste de la vulnérabilité de la ressource aux pollutions anthropiques.

## V. 2. 7. Autres paramètres (hydrocarbures, métaux, fer et manganèse…)

Le fer total peut provenir naturellement de la composition des sols et du lessivage de minerais (goethite, pyrite, etc.), et peut trouver une origine anthropique dans les rejets industriels (métallurgie, sidérurgie, industrie chimique) la corrosion des canalisations métalliques, ou encore l'utilisation de sels de fer comme coagulants.
Le manganèse est fréquemment associé au fer avec lequel il coprécipite. A l'instar du fer, il provient naturellement des sols et du lessivage de minerais (pyrolusite, psilomélane, etc.). Il peut être anthropique et provenir de rejets industriels (métallurgie, verre, céramique, etc.) ou des additifs organométalliques de carburants.

Les risques du fer et du manganèse sur la santé sont faibles, cependant il existe des risques associés à l'augmentation des concentrations de fer dues à la corrosion. **A noter qu'il n'existe pas de limite de qualité pour les eaux brutes dans l'arrêté du 30 décembre 2022.** Les concentrations seront donc comparées aux références de qualité pour les eaux de distribution.

Les résultats de l'historique des analyses effectuées par l'ARS (février 2013 à avril 2023) sont présentés dans le tableau suivant :

***Tableau 30 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les paramètres Fer et Manganèse***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Référence de qualité (eau distribuée) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fer dissous** | µg/L | 16 | <10 | <10 | <10 | 200 |
| **Manganèse total** | µg/L | 16 | <10 | <10 | <10 | 50 |

Concernant le fer et le manganèse, la référence de qualité correspond aux normes des eaux mises en distribution, qui sont ici des valeurs données à titre indicatif.

PROVISOIRE

Les autres produits sont souvent inférieurs aux limites de détection des laboratoires, et toujours inférieurs aux limites de qualité pour les eaux brutes :

***Tableau 31 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du champ captant Mont-d'Or pour les métaux mesurés***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Norme Limite - valeur maxi |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Chlorures** | mg/L | 39 | 11,8 | 28 | 19,7 | 200 |
| **Sodium** | mg/L | 16 | 9,2 | 19,6 | 13,6 | 200 |
| **Sulfates** | mg/L | 18 | 70 | 110 | 97 | 250 |
| **Arsenic** | µg/L | 16 | < 2 | < 2 | - | 100 |
| **Bore** | mg/L | 16 | 0,017 | 0,031 | 0,024 | 1,5 |
| **Cadmium** | µg/L | 16 | < 1 | < 1 | - | 5 |
| **Cyanures totaux** | µg/L | 1 | < 10 | < 10 | - | 50 |
| **Fluorures** | mg/L | 16 | 0,09 | 0,13 | 0,11 | 1,5 |
| **Nickel** | µg/L | 16 | < 5 | < 5 | - | 20 |
| **Plomb** | µg/L | 1 | < 2 | < 2 | - | 50 |
| **Sélénium** | µg/L | 16 | < 2 | < 2 | - | 20 |

| | |
|---|---|
| Hydrocarbures Polycycliques Aromatiques<br>Comp. Org. Volatils & semi-volatils<br>Composés organohalogenes volatils<br>Chlorobenzenes<br>PCB, dioxines, furanes | Pas de dépassements du seuil de détection pour le point de mesures |
| DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES | Uniquement 1 dépassement du seuil de détection le 01/02/2021 pour le paramètre Saccharine (0.098 µg/L) |

Les eaux ne contiennent ni composés organiques volatils et semi-volatils, ni composés organohalogénés volatils, ni hydrocarbures polycycliques aromatiques.

PROVISOIRE

# V. 3. Qualité des eaux brutes du canal EDF

Nous disposons des analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire exercé par l'ARS sur la commune de Manosque, au niveau de la prise du canal, d'avril 2013 à juin 2020. Les analyses de juin 2020 à juin 2023 ont été réalisées sur le canal Société Canal de Provence, où circule l'eau du Verdon alimentant la station de Précombaux. Pour utiliser la ressource du canal EDF en secours de la station de Précombaux, il est nécessaire de reprendre le contrôle sanitaire des eaux brutes en question.
Les analyses complètes réalisée le 02/10/2023 sont conformes aux limites de qualité fixées par le CSP, elles sont jointes à ce dossier en **Annexe 11**.

## V. 3. 1. Température, pH et conductivité

La température des eaux de rivière évolue en fonction des conditions climatiques extérieures.
Le potentiel hydrogène (pH) de l'eau est en fait le calcul de son acidité ou de son alcalinité. Il correspond, pour une solution diluée, à la concentration d'ions hydrogènes. Le pH d'une eau dépend de son origine et de la nature des terrains traversés.

La conductivité mesure la capacité de l'eau à conduire le courant entre deux électrodes. La plupart des matières dissoutes dans l'eau se trouvent sous forme d'ions chargés électriquement. La conductivité est proportionnelle au degré de minéralisation (teneur globale en espèces minérales généralement ionisées) d'une eau et permet donc d'apprécier la quantité de sels dissous dans l'eau. Les eaux superficielles ont des conductivités faibles, car elles sont issues des eaux de pluies (ou neige) qui ruissellent et restent peu en contact avec les roches.

La conductivité est également fonction de la température de l'eau : elle est plus importante lorsque la température augmente. Les résultats de mesure doivent donc être présentés en termes de conductivité équivalente à 20 ou 25°C. Les appareils de mesure utilisés sur le terrain effectuent en général automatiquement cette conversion. Comme la température, des contrastes de conductivité permettent de mettre en évidence des pollutions, des zones de mélanges ou d'infiltration…

***Tableau 32 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres température, pH et conductivité***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre d'analyses de 2010 à 2023 | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Référence de qualité (eau de distribution) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Conductivité σ à 25°C** | µS/cm | 22 | 363 | 566 | 471 | 200 ≤ σ ≤ 1 100 |
| **pH** | | 29 | 7,8 | 8,3 | 8,2 | 6,5 ≤ pH ≤ 9 |
| **Température** | °C | 29 | 5,5 | 17,9 | 11,4 | 25 |

Ces valeurs sont caractéristiques d'eaux basiques et moyennement minéralisées.

Les références de qualité correspondent ici aux normes des eaux mises en distribution, par conséquent les valeurs ne sont là qu'à titre indicatif.

Les eaux prélevées à la prise d'eau du canal EDF sont conformes aux valeurs limites et valeurs guides de l'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

## V. 3. 2. M.E.S. et Turbidité

La turbidité caractérisant le trouble de l'eau diminue ainsi le rayonnement lumineux indispensable pour une bonne croissance des végétaux au fond des cours d'eau. En effet, les matières en suspension augmentent la turbidité qui est préjudiciable à la photosynthèse, à la respiration des poissons et colmatent les milieux aquatiques. Les particules peuvent ainsi transporter différentes formes de pollution (organique, métallique,). **A noter cependant que la réglementation ne prévoit aucune valeur guide, ni limite de concentration pour les eaux brutes.**

***Tableau 33 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre turbidité***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau de distribution) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Turbidité néphélométrie NFU** | NFU | 19 | 1,8 | 1400 | 117,8 | 1 |

Concernant la turbidité, la limite de qualité correspond aux normes des eaux mises en distribution, qui sont ici des valeurs données à titre indicatif.

Conformément aux caractéristiques habituelles des eaux superficielles, des dépassement de limite pour les EDCH sont fréquents et importants dans les eaux brutes du canal pour le paramètre turbidité.

Sur les résultats du suivi sanitaire de cette ressource, les eaux brutes présentent constamment un dépassement de la turbidité pour les eaux de distribution d'avril 2013 à juin 2020.

## V. 3. 3. Bactériologie

La vulnérabilité des eaux captées induit un risque de pollution de nature bactériologique.

Les résultats de l'historique des analyses effectuées par l'ARS (avril 2013 à juin 2020) sont présentés dans la figure suivante :

PROVISOIRE

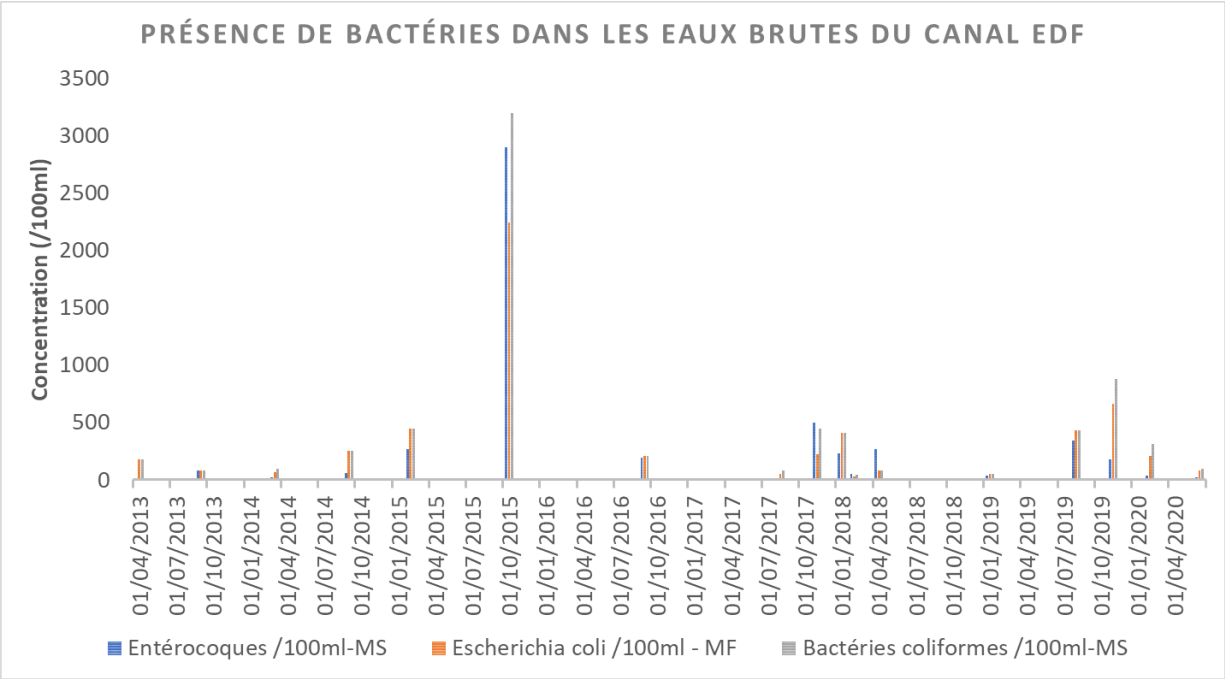



***Figure 19 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre bactériologique***

***Tableau 34 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres microbiologiques***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau brute) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Entérocoques** | n/100ml | 28 | 4 | 2900 | 275 | 10 000 |
| **E. Coli** | n/100ml | 28 | 5 | 2240 | 300 | 20 000 |

Les analyses des eaux brutes ont révélé la présence de bactéries Escherichia coli et d'Entérocoques dans toutes les analyses jusqu'en juin 2020. Cependant les valeurs sont inférieures aux limites de qualité des eaux brutes.

## V. 3. 4. Azote et Phosphore

Nous considérons ici les paramètres azotés et phosphorés comme les témoins du rejet des activités humaines (pollution agricole, rejets d'eaux usées, ...) et donc les indices d'une pollution d'origine anthropique. La cause principale de la présence de nitrates et de nitrites dans la nature est l'utilisation intensive de fertilisant. Les processus de combustion peuvent aussi augmenter les concentrations de ces éléments en émettant des oxydes d'azote qui peuvent être transformés en nitrites dans l'environnement. On trouve également des nitrates et nitrites dans la production chimique et ils sont aussi utilisés comme agents de conservation alimentaire ce qui entraîne une augmentation de la concentration en azote dans les eaux souterraines et les eaux de surface.
Le phosphore est présent à l'état naturel dans les roches, le sol, les déchets d'origine animale, les matières végétales et même l'atmosphère. Outre ces sources naturelles, les activités humaines telles que l'agriculture, les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles ainsi que les eaux de ruissellement provenant des zones résidentielles et urbaines contribuent à sa prolifération. Comme le phosphore n'est pas directement toxique pour les humains, aucune recommandation n'a été établie quant à sa concentration dans l'eau potable.

*Tableau 35 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres Azote et Phosphore*

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau brute) | Nombre de dépassement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nitrates** | mg/L | 19 | 1,1 | 2,7 | - | 100 (eaux brutes souterraines) | 0 |
| **Nitrites** | mg/L | 17 | <0,02 | 0,04 | - | 0,5 (eaux de distribution) | - |
| **Ammonium** | mg/L | 19 | <0,05 | 0,1 | - | 4 | 0 |
| **Phosphore total** | mg/L | 20 | <0,023 | 10,98 | - | - | - |

Concernant le phosphore, 11 des 20 mesures effectuées sont supérieures au seuil de détection du laboratoire d'analyses (entre 0,013 et 10,98 mg/L), aucune valeur limite ou référence de qualité n'est précisée dans l'arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
Les concentrations en nitrites sont inférieures à la limite de potabilité de 0,5 mg/l.
Les concentrations en nitrates n'ont jamais dépassé la valeur de 3 mg/L dans les analyses de l'ARS entre 2013 et 2020.

Les concentrations mesurées dans les eaux brutes sont compatibles avec des eaux brutes destinées à la production d'eau potable. L'ensemble de ces paramètres présentent des concentrations mesurées faibles.

## V. 3. 5. Le carbone organique total

La mesure du carbone organique total donne une indication directe de la charge organique d'une eau.
Ce paramètre permet de suivre l'évolution d'une pollution organique et participe au contrôle qualité de l'eau. La présence de C.O.T. dans l'eau peut engendrer une prolifération de micro-organismes. Il doit être mesuré pour les unités de distribution desservant au moins 5 000 habitants. Malgré un traitement poussé visant leur élimination à l'usine, le COT résiduel peut se combiner avec le chlore et engendrer des sous-produits à l'origine parfois d'un mauvais goût de l'eau. La référence de qualité est fixée à 2 mg/litre dans les eaux traitées, et la limite de qualité est fixée à 10 mg/litre dans les eaux brutes.

*Tableau 36 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre COT*

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Limite de qualité (eau brute) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Carbone organique total** | mg/L | 19 | 0,3 | 5 | 1,02 | 10 |

La valeur de COT sur les eaux brutes est faible avec aucun dépassement de la limite de qualité.



PROVISOIRE

## V. 3. 6. Les produits phytosanitaires

La présence de pesticides dans l'eau potable résulte de la pollution des cours d'eau et des nappes souterraines. De fortes pluies provoquant le lessivage des sols peuvent momentanément augmenter la concentration de pesticides dans les eaux de surface.
Les pesticides sont majoritairement utilisés en agriculture et font également l'objet d'un usage non agricole par les gestionnaires d'équipements ou de réseaux de transport, les collectivités locales ou les particuliers.

Pour les eaux destinées à la consommation humaine, le Code de la Santé Publique fixe la limite de qualité à 0,1 µg/L par matière active, mise à part pour quatre substances (aldrine, dieldrine, heptachlore et heptachlorépoxyde) pour lesquelles la limite est fixée à 0,03 µg/L. Enfin, la concentration totale en pesticides ne doit pas excéder 0,5 µg/L.

Les eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine ne doivent pas, quant à elle, dépasser la limite de qualité de 2 µg/L par substance individuelle y compris les métabolites pertinents, et 5 µg/L pour l'ensemble des pesticides et métabolites pertinents.

Le tableau suivant présente les produits phytosanitaires dont les analyses ont dépassé le seuil de détection du laboratoire au moins une fois.

***Tableau 37 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour le paramètre pesticide***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Nombre d'analyses supérieures au seuil de détection | Limite de qualité (eau de distribution) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **AMPA*** | µg/L | 19 | < 0,020 | 0,027 | 2 | 0,1 |
| **Total des pesticides analysés** | µg/L | 19 | < 0,500 | 0,027 | 3 | 0,5 |

* AMPA : métabolite dont la pertinence n'a pas été caractérisée.

Aucune substance mesurée ne dépasse la limite de qualité des eaux de distribution ni des eaux brutes, les eaux sont conformes à des eaux brutes destinées à la production d'eau potable. La détection de molécules de phytosanitaires atteste de la vulnérabilité de la ressource aux pollutions anthropiques.

## V. 3. 7. Autres paramètres (hydrocarbures, métaux, fer et manganèse…)

Le fer total peut provenir naturellement de la composition des sols et du lessivage de minerais (goethite, pyrite, etc.), et peut trouver une origine anthropique dans les rejets industriels (métallurgie, sidérurgie, industrie chimique) la corrosion des canalisations métalliques, ou encore l'utilisation de sels de fer comme coagulants.

Le manganèse est fréquemment associé au fer avec lequel il coprécipite. A l'instar du fer, il provient naturellement des sols et du lessivage de minerais (pyrolusite, psilomélane, etc.). Il peut être anthropique et provenir de rejets industriels (métallurgie, verre, céramique, etc.) ou des additifs organométalliques de carburants.

Les risques du fer et du manganèse sur la santé sont faibles, cependant il existe des risques associés à l'augmentation des concentrations de fer dues à la corrosion. **A noter qu'il n'existe pas de limite de**



PROVISOIRE

**qualité pour les eaux brutes dans l'arrêté du 30 décembre 2022.** Les concentrations seront donc comparées aux références de qualité pour les eaux de distribution.
Les résultats de l'historique des analyses effectuées par l'ARS (avril 2013 à juin 2020) sont présentés dans le tableau suivant :

***Tableau 38 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les paramètres Fer et Manganèse***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Référence de qualité (eau distribuée) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fer dissous** | µg/L | 19 | <10 | 34 | - | 200 |
| **Manganèse total** | µg/L | 19 | <10 | 460 | - | 50 |

Concernant le fer et le manganèse, la référence de qualité correspond aux normes des eaux mises en distribution, qui sont ici des valeurs données à titre indicatif. Sur les 19 analyses, une seule concentration de fer dissous est au-dessus du seuil de détection du laboratoire. Les concentrations en manganèse total dépassent à 3 reprises la référence de qualité des eaux de distribution (59, 150 et 460 µg/L), le dernier dépassement date de novembre 219.

Les autres produits sont souvent inférieurs aux limites de détection des laboratoires, et toujours inférieurs aux limites de qualité pour les eaux brutes :

***Tableau 39 : Synthèse des résultats des analyses des eaux brutes du canal EDF pour les métaux analysés***

| Nom du paramètre | Unité | Nombre de mesure(s) | Valeur mini mesurée | Valeur maxi mesurée | Valeur moyenne mesurée | Norme - Limite valeur maxi |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Chlorures** | mg/L | 19 | 6,6 | 17,2 | 10,0 | 200 |
| **Sodium** | mg/L | 19 | 5 | 14 | 8,0 | 200 |
| **Sulfates** | mg/L | 19 | 53 | 128 | 89,8 | 250 |
| **Arsenic** | µg/L | 19 | < 2 | < 2 | - | 100 |
| **Bore** | mg/L | 19 | < 0,01 | 0,033 | - | 1,5 |
| **Cadmium** | µg/L | 26 | < 1 | < 1 | - | 5 |
| **Cyanures totaux** | µg/L | 19 | < 10 | < 10 | - | 50 |
| **Fluorures** | mg/L | 19 | < 0,05 | 0,31 | - | 1,5 |
| **Nickel** | µg/L | 26 | < 5 | 9 | - | 20 |
| **Plomb** | µg/L | 26 | < 2 | 7 | - | 50 |
| **Sélénium** | µg/L | 19 | < 2 | < 2 | - | 20 |

PROJET

| | |
|---|---|
| Composés organohalogénés volatils<br>Chlorobenzènes<br>PCB, dioxines, furanes | Pas de dépassements du seuil de détection pour le point de mesures |
| Composés Organiques Volatils & semi-volatils | Uniquement 1 dépassement du seuil de détection le 24/09/2013 pour le paramètre Biphényle ramifié (0.017 µg/L) |
| DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES | Uniquement 1 dépassement du seuil de détection le 06/04/2018 pour le paramètre 4-nonylphenol ramifié (0.16 µg/L) |

Les analyses révèlent 7 dépassements du seuil de détection pour les hydrocarbures polycycliques aromatiques entre 2013 et 2020, sans pour autant dépasser la limite de qualité pour les eaux brutes fixée à 1 µg/L pour la somme des HAP. Aucun dépassement n'est mesuré entre septembre 2016 et juin 2020.

***Tableau 40 : Valeurs des dépassements de seuil de détection pour les HAP dans les analyses de la prise d'eau du canal EDF***

| Nom du paramètre | Unité | 06/10/2015 | 22/04/2016 | 23/09/2016 | Norme - Limite valeur maxi |
|---|---|---|---|---|---|
| **Fluoranthène** | µg/L | <0,010 | <0,010 | <0,005 | 1 |
| **Méthyl(2)naphtalène** | µg/L | 0,011 | <0,010 | 0,01 | 1 |
| **Naphtalène** | µg/L | 0,011 | 0,039 | <0,010 | 1 |
| **Phénantrène** | µg/L | 0,014 | <0,010 | 0,011 | 1 |
| **Pyrène** | µg/L | <0,010 | <0,010 | 0,007 | 1 |

Les eaux du canal ne contiennent ni composés organiques volatils et semi-volatils, ni composés organohalogénés volatils, ni hydrocarbures polycycliques aromatiques.

PROVISOIRE

# V. 4. Etude du potentiel de dissolution du plomb de l'eau et des autres métaux

L'arrêté du 04/11/02 détaille les modalités d'évaluation du potentiel de dissolution du plomb :

1. L'évaluation du potentiel de dissolution est basée sur des mesures de pH qui ont été faites sur 12 mois minimum. Les analyses réalisées les années antérieures peuvent être prises en compte tant que les conditions de production, de traitement et de distribution sont comparables à celles présentes à la date de l'étude.
2. Les mesures utilisées doivent avoir été réalisées in situ et aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution,
3. Le nombre minimum de mesures sur une année pris en compte pour l'appréciation du potentiel de dissolution du plomb dépend de la valeur du débit journalier mis en distribution.
4. La moitié des analyses doit être réalisée en saison chaude et l'autre moitié en saison froide
5. Une valeur de référence de pH est définie à partir de l'ensemble des analyses disponibles relevant du contrôle sanitaire et, le cas échéant, de la surveillance réalisée par la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau. Elle correspond au :

- pH minimal si le nombre total d'analyses est strictement inférieur à 10 ;
- 10e centile si le nombre total d'analyses est compris entre 10 et 19 ;
- 5e centile si le nombre total d'analyses est supérieur ou égal à 20.

6. La valeur de référence de pH permet d'évaluer le potentiel de dissolution du plomb dans l'eau aux points considérés comme représentatifs de la qualité de l'eau de l'unité de distribution. Cette valeur de référence de pH est à reporter dans une des classes de référence de pH telles que définies dans la grille d'interprétation ci-après :

***Tableau 41 : Caractérisation du potentiel de dissolution du plomb en fonction du pH***

| Classe de référence de pH | Caractérisation du potentiel de dissolution du plomb |
|---|---|
| $pH \leq 7$ | Potentiel très élevé |
| $7 < pH \leq 7,5$ | Potentiel élevé |
| $7,5 < pH \leq 8$ | Potentiel moyen |
| $8 < pH$ | Potentiel faible |

## V. 4. 1. Champ captant Mont d'Or-Durance

Le nombre total d'analyse est supérieur à 20 (45 analyses entre 2013 et 2023), la valeur référence de pH est donc le 5e centile de l'ensemble des analyses, soit 7,4 pour l'eau brute du champ captant Mont d'Or. Cela est caractéristique d'eaux avec un potentiel de dissolution du plomb élevé.

La détérioration des réseaux et la dissolution des éléments métalliques associés (notamment le Plomb) est possible (potentiel de dissolution élevé). Il est recommandé de remplacer tous les branchements en plomb.

## V. 4. 2. Canal EDF

A l'instar du champ captant Mont d'Or, la valeur de référence de pH est le 5e centile de l'ensemble des analyses (29 analyses entre 2013 et 2020). Les eaux brutes de la prise d'eau du canal EDF ont un pH de référence de 8,1, soit des eaux avec un potentiel de dissolution du plomb faible.



PROVISOIRE

La détérioration des réseaux et la dissolution des éléments métalliques associés (notamment le Plomb) est peu probable (potentiel de dissolution faible).

### V. 4. 3. Eau distribuée

117 mesures de pH ont été effectuées entre décembre 2021 et décembre 2023 sur l'eau distribuée à Manosque. La valeur de référence de pH est donc le 5e centile de l'ensemble des analyses, soit 7,6, donc des eaux avec un potentiel de dissolution du plomb moyen.

La détérioration des réseaux et la dissolution des éléments métalliques associés (notamment le Plomb) est possible (potentiel de dissolution moyen). Il est recommandé de remplacer les branchements en plomb.

## V. 5. Agressivité des eaux distribuées

Les références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (Arrêté du 30 décembre 2022) relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique) stipule que les eaux distribuées ne doivent pas être agressives ou corrosives. Il faut pour cela qu'elles soient à l'équilibre calco-carbonique.
Pour satisfaire ces conditions :

- Le Titre Hydrotimétrique (dureté) doit être entre 8 et 15°F, plus faible l'eau sera douce et agressive, plus fort elle sera dure et incrustante ;
- Le Titre Alcalimétrique Complet doit être de l'ordre de 7 à 10 °F, il permet de tamponner l'eau, c'est-à-dire d'éviter des variations trop fortes du pH ;
- Le pH doit être supérieur à 7,2 et au moins égal au pH dit de saturation (pHs), et ne pas contenir de gaz carbonique en excès (CO2 agressif) ;
- L'indice de saturation (pH - pHs) est idéalement compris entre 0 et 0,1, caractéristique de l'équilibre calcocarbonique ou légèrement incrustant.

Les classes caractérisant le paramètre relatif à l'équilibre calcocarbonique sont :

- ⇨ 0 - 1re classe : eau à l'équilibre calco-carbonique : - 0,2 ≤ pHeq - pH *in situ* ≤ 0,2
- ⇨ 1 - 2e classe : eau légèrement agressive : 0,2 < pHeq - pH *in situ* = 0,3
- ⇨ 2 - 3e classe : eau agressive : 0,3 < pHeq - pH *in situ*
- ⇨ 3 - 4e classe : eau légèrement incrustante : - 0,3 ≤ pHeq - pH *in situ* < - 0,2
- ⇨ 4 - 5e classe : eau incrustante : pHeq - pH *in situ* < - 0,3

### V. 5. 1. Champ captant Mont d'Or-Durance

Les analyses effectuées par l'ARS entre 2013 et 2023 donnent les résultats suivants :

- TH : 27,2 °F en moyenne ;
- TAC : 18,2°F en moyenne ;
- pH : 7,5 en moyenne ;
- Equilibre calcocarbonique : celui-ci varie très peu. Sur 16 analyses, l'équilibre calcocarbonique est majoritairement de classe 2, sauf une seule analyse à 4 (30/05/2022).

Ainsi les eaux des captages dans le champ captant sont qualifiées d'eaux moyennement dures et majoritairement agressives pouvant provoquer une corrosion.

### V. 5. 2. Canal EDF

Les analyses effectuées par l'ARS entre 2013 et 2020 donnent les résultats suivants :



PROVISOIRE

- TH : 22,1 °F en moyenne ;
- TAC : 13,7°F en moyenne ;
- pH : 8,2 en moyenne ;
- Equilibre calcocarbonique : celui-ci varie en fonction des périodes, sur 18 analyses, les résultats sont les suivant :
    - 0 : 78 %,
    - 1 : 11 %,
    - 2 : 11 %.

Ainsi les eaux du canal EDF sont qualifiées de moyennement dures et majoritairement à l'équilibre calco-carbonique, pouvant être légèrement agressives à agressives.

### V. 5. 3. Eau distribuée

Les analyses effectuées par l'ARS entre 2021 et 2023 donnent les résultats suivants :

- TH : 24,03 °F en moyenne ;
- TAC : 17,08 °F en moyenne ;
- pH : 7,7 en moyenne ;
- Equilibre calcocarbonique : celui-ci varie en fonction des périodes, sur 8 analyses, les résultats sont les suivant :
    - 0 : 62,5 %,
    - 3 : 37,5 %.

Ainsi les eaux distribuées à Manosque sont qualifiées de moyennement dures et majoritairement à l'équilibre calco-carbonique, pouvant être légèrement incrustantes. A noter que dans un souci de protection des réseaux, un caractère légèrement incrustant est recommandé pour qu'un léger dépôt de $CaCO_3$ tapisse les canalisations et limite les phénomènes de corrosion, ce qui est le cas ici.

## V. 6. Qualité des eaux station de traitement-production

**Dans les paragraphes suivants, nous aborderont uniquement les paramètres présentant des non-conformités.** Il s'agit ici de regarder les dépassements des exigences de qualité des paramètres mesurés sur l'eau des installations de l'unité de gestion et d'exploitation. Les données disponibles sont celles des contrôles sanitaires effectués par l'ARS entre 2013 et 2023 pour l'eau des puits traitée, entre 2013 et 2020 pour l'eau traitée du canal EDF, et entre décembre 2021 et décembre 2023 pour l'eau de distribution de Manosque.

En sortie du traitement des puits du champ captant :

Aucun dépassement des limites de qualité n'a été observé en sortie du traitement des eaux des puits les 10 dernières années (depuis 2013).

La turbidité présente deux dépassements de la référence de qualité fixée à 0,5 NFU le 25/10/2013 (0,54 NFU) et le 06/02/2014 (0,57 NFU), sans aucun dépassement depuis lors.

En sortie de la station de Précombaux :

Un dépassement des limites de qualité a été identifié le 18 décembre 2017, celui-ci correspond au paramètre turbidité, la limite de qualité est de 1 NFU et la valeur mesurée est de 12 NFU.

PROVISOIRE

La concentration en aluminium total dépasse une fois la référence de qualité fixée à 200 µg/L le 18 décembre 2017, avec une valeur de 312 µg/L.

Sur point de mise en distribution :

Un dépassement des limites de qualité a été identifié le 9 mai 2023, celui-ci correspond au paramètre turbidité, la limite de qualité est de 1 NFU et la valeur mesurée est de 1,1 NFU.

La température de l'eau et la turbidité ont engendré un non-respect des références de qualité, à 5 reprises pour la température et à 2 reprises pour la turbidité :

***Tableau 42 : Dépassements de la référence de qualité au point de mise en distribution***

| Date du contrôle sanitaire | Paramètre | Valeur | Référence de qualité |
|---|---|---|---|
| **13/09/2023** | Température de l'eau | 25,7 °C | 25 °C |
| **08/09/2023** | Température de l'eau | 25,8 °C | 25 °C |
| **14/08/2023** | Température de l'eau | 26,2 °C | 25 °C |
| **09/05/2023** | Turbidité néphélométrique NFU | 1,1 NFU | 0,5 NFU |
| **09/08/2022** | Température de l'eau | 26,5 °C | 25 °C |
| **21/06/2022** | Température de l'eau | 30,8 °C | 25 °C |
| **08/03/2022** | Turbidité néphélométrique NFU | 0,63 NFU | 0,5 NFU |

# V. 7. Justification des traitements mis en œuvre

Les eaux d'alimentation provenant des réservoirs de la commune de Manosque sont rarement non conformes aux limites de qualité en vigueur. Le paramètre présentant un dépassement de qualité et plusieurs dépassements de référence de qualité en sortie de station de traitement est la turbidité. Ce paramètre engendre également des dépassements de référence de qualité au niveau des points de distribution, à deux reprises sur les deux dernières années.

A noter les dépassements réguliers de la référence de qualité en température au niveau de la distribution, durant l'été en 2022 et 2023.
Les eaux distribuées présentent parfois un caractère légèrement incrustant, ce qui a tendance à favoriser le rétrécissement des canalisations et la diminution des débits fournis.

Le traitement de chloration effectué en station de traitement semble satisfaire 100% du temps la désinfection des eaux, puisqu'aucune non-conformité bactériologique n'est recensée.

PROVISOIRE

# V. 8. Liste des procédés et familles de produits de traitement

L'ensemble des produits utilisés et procédés mis en place sont décrits au chapitre III.2. de la pièce 2B du dossier, dans les caractéristiques techniques de l'usine de traitement.
Le traitement au chlore liquide est conforme aux dispositions spécifiques définies en application de l'article R. 1321-50 du code de la Santé Publique.

# V. 9. Mesures permettant de respecter les dispositions de l'article R. 1321-44

La personne responsable de la production ou de la distribution d'eau doit, afin de réduire ou d'éliminer le risque de non-respect après la fourniture des limites de qualité fixées par arrêté, prendre toute mesure technique appropriée pour modifier la nature ou la propriété des eaux avant qu'elles ne soient fournies.
A cet effet, une visite au minimum hebdomadaire des ouvrages est effectuée pour s'assurer de leur bon état de fonctionnement.
Etant donné la qualité physico-chimique des eaux distribuées, aucune mesure spécifique supplémentaire pour réduire l'agressivité et la corrosivité des eaux distribuées n'est nécessaire.

PROVISOIRE

# VI. Evaluation des risques susceptibles d'altérer la qualité de l'eau captée

## VI. 1. Appréciation de la vulnérabilité de l'aquifère sur les périmètres de protection du champ captant

### VI. 1. 1. L'indice de persistance et de développement des réseaux (IDPR)

L'indice de persistance et de développement des réseaux (IDPR) a été créé par le BRGM pour qualifier un territoire en termes de « chemins empruntés » par les eaux météoritiques. Cet indicateur spatial traduit l'aptitude des formations du sous-sol à laisser ruisseler ou s'infiltrer les eaux de surface.
Le lit mineur de la Durance et ses affluents, ainsi que les plans d'eau présents dans le PPR du champ captant en rive droite de la Durance (étang de la Forestière et plan d'eau des Vannades), sont caractérisés par un refus d'infiltration par la saturation en eau du milieu. Cependant, cela ne qualifie pas ici une nappe peu vulnérable, car ces endroits peuvent au contraire être des accès privilégiés pour les pollutions superficielles, du fait des relations entre les eaux superficielles et les eaux souterraines peu profondes (relation nappe-rivière, masse d'eau souterraine libre).
En dehors de ces eaux superficielles, on retrouve trois zones de ruissellement majoritaire (valeurs d'IDPR supérieures à 1801), peu vulnérables vis-à-vis des infiltrations : les parcelles agricoles au nord du PPR moins sensible, les abords de l'autoroute à l'ouest de l'étang compris dans le PPR sensible, et au niveau du PPI.
La vulnérabilité est plus importante sur la moitié ouest du PPR moins sensible, l'IDPR est proche de 1000 : des terrains moyennement perméables.
Une zone d'infiltration majoritaire avec un IDPR inférieur à 800 est observable en limite ouest du PPR sensible.

## VI. 2. Occupation du territoire et risque de contamination des captages

L'analyse de l'occupation du territoire est faite à l'échelle des périmètres de protection, zones dans lesquelles les sources de pollution doivent être répertoriées et hiérarchisés.

Le bassin versant de la Durance en amont du champ captant est essentiellement rural (cultures ou prairies). En bordure de la Durance, on retrouve principalement des cultures et zones urbanisées.
Les activités et installations à prendre en compte ont été regroupées dans 5 grandes catégories :

- Activités agricoles,
- Etablissements industriels et Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) non agricoles,
- Pollution anthropique : assainissement collectif, non collectif et rejets d'eaux usées, stockage d'hydrocarbures particuliers,...
- Moyen de transport : voie routière, voie SNCF, ...
- Autres risques

Concernant le canal EDF l'appréhension des risques est différente. En effet, étant déconnecté des écoulements souterrains et des ruissellements (surélevé), les principales sources de risque à prendre en compte sont les suivantes :



PROVISOIRE

- Etablissements industriels et Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)
- Pollution anthropique : rejets d'eaux usées ou de produits polluants directement dans le canal et risque routier lié aux installations de transport traversant le canal
- Activités de loisir sur le canal, écluses, passerelles traversant le canal

Les deux captages sont donc étudiés séparément selon leurs spécificités.

PROVISOIRE

# VI. 3. Risques vis-à-vis du champ captant Mont d'Or – Durance

## VI. 3. 1. Risques liés aux ICPE

Sur l'emprise du PPR du champ captant, 2 établissements sont classés ICPE sans statut SEVESO :

- CMSE (Carrière et Matériaux du Sud-Est)
- SA Colas Midi Méditerranée

Ces deux ICPE sont situé directement en amont du champ captant et sont comprises dans le PPR sensible.

Les rubriques enregistrées ou déclarées pour ces deux établissements sont les suivantes :

| ICPE | Code rubrique | Alinéa | Libellé rubrique | Régime autorisé | Volume |
|---|---|---|---|---|---|
| CMSE | 2515 | 1.a | Broyage, concassage, ... et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes | Enregistrement | 1051.000 kW |
| | 2517 | 1 | Produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (transit) | Enregistrement | 119164.000 m2 |
| SA Cola Midi Méditerranée | 2521 | 1 | Centrale d'enrobage à chaud | Enregistrement | 4320.000 |
| | 4801 | 2 | Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses | Déclaration | 160.000 t |

Ces deux activités partagent un même site, qui rassemble la plateforme de tri et de concassage et la plateforme enrobé.

L'entreprise Colas (Etablissements Lazare) trie des granulats naturels, en provenance de l'extérieur. Les produits sont tamisés et lavés. Un pompage dans la surverse du lac de pêche situé à proximité en amont permet de laver les granulats. L'eau avec les fines décantent dans des bassins décanteurs. L'eau s'infiltre, les fines sont récupérées épisodiquement et valorisées à l'extérieur du site après dessèchement suffisant pour les pelleter. Les activités de remplissage de carburant sont conduites sur dalle étanche avec récupérateur de flux, débourbeur, déshuileur. Le carburant n'est pas stocké sur place mais est apporté selon les besoins.

La plateforme d'enrobé se situe sur la partie ouest à nord-ouest du site. Les bitumes sont stockés dans une cuve étanche et maintenus à température par chauffage gaz. Les risques sont des dépôts involontaires de bitume chaud sur le sol lors de chargement-déchargement. Ce matériau est peu perméable, mais le lessivage de l'eau sur ces produits et leur infiltration pourrait contaminer les eaux avec des polluants organiques cycliques ou polycycliques.

Le passage répété de camions constitue un risque de contamination par les hydrocarbures.

Les principaux risques identifiés sont les suivants :

- Risque de déversement d'hydrocarbures.
- Risque de pollution par les produits de fabrication d'enrobé (bitume)
- Risque de mise en suspension de limons dans le sous-sol proche et colmatage des alluvions du champ captant.
-

Le délai de réaction en cas de pollution par ces établissements serait très court (1 à 2 jours environs, voire moins) avant que la pollution n'atteigne le champ captant.

## VI. 3. 2. Risques liés aux activités agricoles

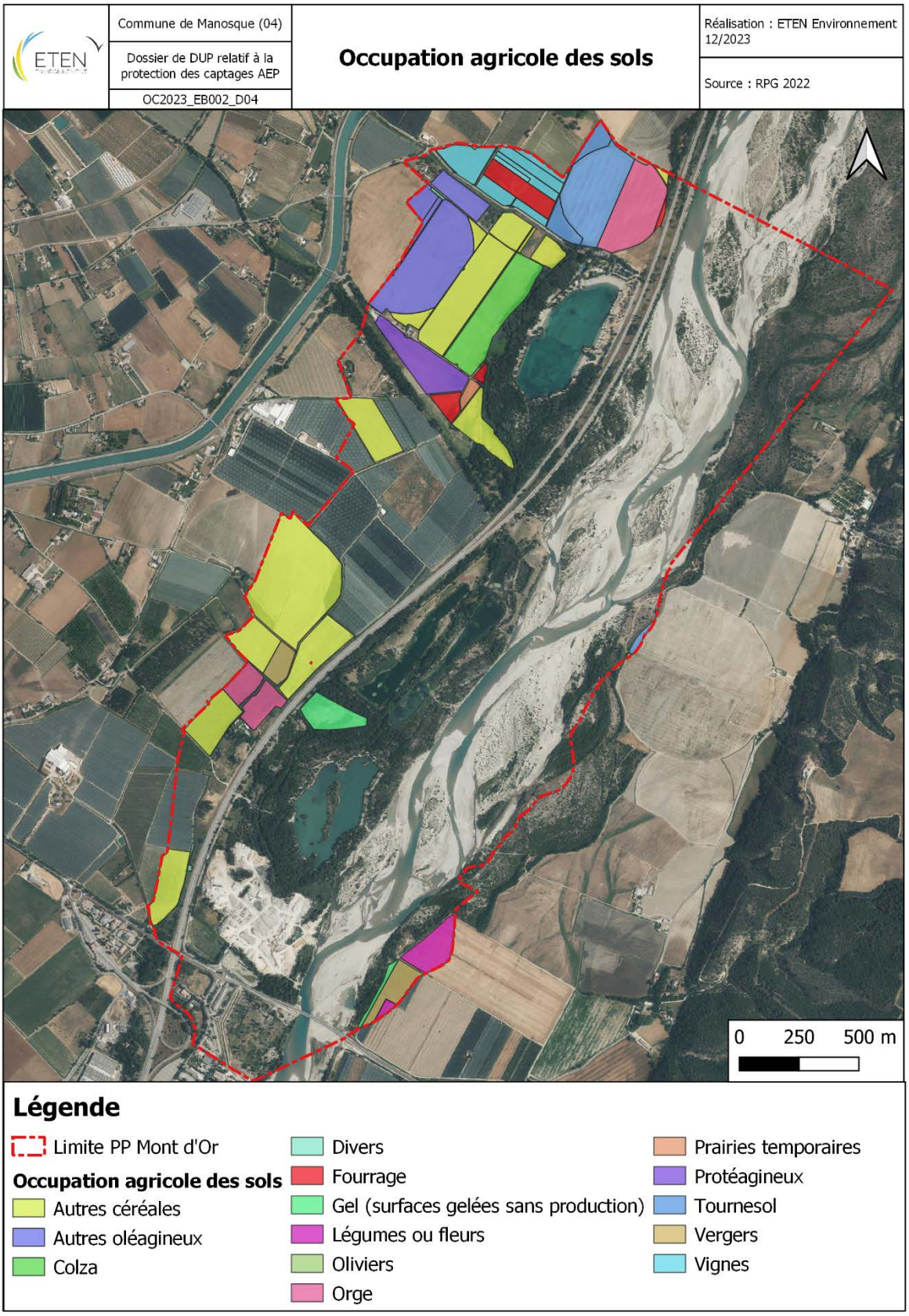
La présence de terrains agricoles représente un risque car elle implique potentiellement des amendements phytosanitaires, des dépôts de fumiers et/ou lisiers éventuels pouvant atteindre la ressource directement. L'activité agricole peut présenter des risques de pollution accidentelle des cours d'eau de deux natures principales :

- Stockage, transport et utilisation de produits phytosanitaires et engrais,
- Production et rejet de matière organique issue de l'élevage.

D'après le RPG de 2022, la plaine alluviale située de part et d'autre de la Durance au sein du périmètre de protection rapprochée du champ captant est essentiellement composée :
de parcelles en labours ou bien semées de céréales (maïs, blé, autres) (37%),
de parcelles de légumes/fleurs (15%),
de cultures d'oléagineux (13%),
de parcelles de tournesol (10%).

Ces zones de culture sont très présentes de chaque côté de la Durance. Par conséquent le risque de contamination de la Durance, et donc potentiellement de la nappe alluviale, par les pesticides et les nitrates peut être considéré comme élevé. Cependant, sur ces berges la ripisylve est présente et bien conservé ce qui permet d'assurer une filtration naturelle.

PROVISOIRE




***Carte 19 : Occupation des parcelles agricoles en fonction du type de culture - RPG 2022***

PROVISOIRE

## VI. 3. 3. Risques liés aux infrastructures de transport

Les axes routiers sont des lieux de haut risque de pollution accidentelle des eaux de surface du fait du transit potentiel de matières dangereuses (TMD). Rappelons qu'une matière dangereuse est une substance qui, par ses propriétés physiques et chimiques ou par les réactions qu'elle est susceptible de mettre en œuvre, peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement. Elle peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive. La probabilité d'accidents avec déversement de matières dangereuses est estimée de manière générale à un accident par an pour 100 km, sur les parcours de transfert de ces matières. Le risque maximum de pollution des eaux est lié à l'accident par temps de pluie ou créant un incendie.

Les autoroutes :

Le département est traversé par l'autoroute A51 qui relie Aix-en-Provence à Gap et qui longe la Durance de Gap jusqu'à Pertuis.

L'axe traverse le PPR (sensible et moins sensible) du champ captant de nord-est en sud-ouest. L'autoroute passe à environ 400m à l'ouest du champ captant.

Cette proximité entre l'autoroute et la Durance, ainsi que par rapport au champ captant, présente un risque de ruissellement gravitaire pouvant amener des pollutions jusqu'au lieu de prélèvement.

Le risque occasionné par les autoroutes est donc moyen à fort.

Routes départementales :

En rive gauche de la Durance, les routes départementales sont peu nombreuses.
En amont et à proximité du champ captant, la départementale D907 traverse la Durance.

Les risques occasionnés par les routes départementales peuvent être considérés comme moyen concernant le champ captant.

Routes départementales secondaires et voies communales :

Peu de routes sont présentes en amont proche du champ captant. Les risques d'apport de pollution est donc faible.

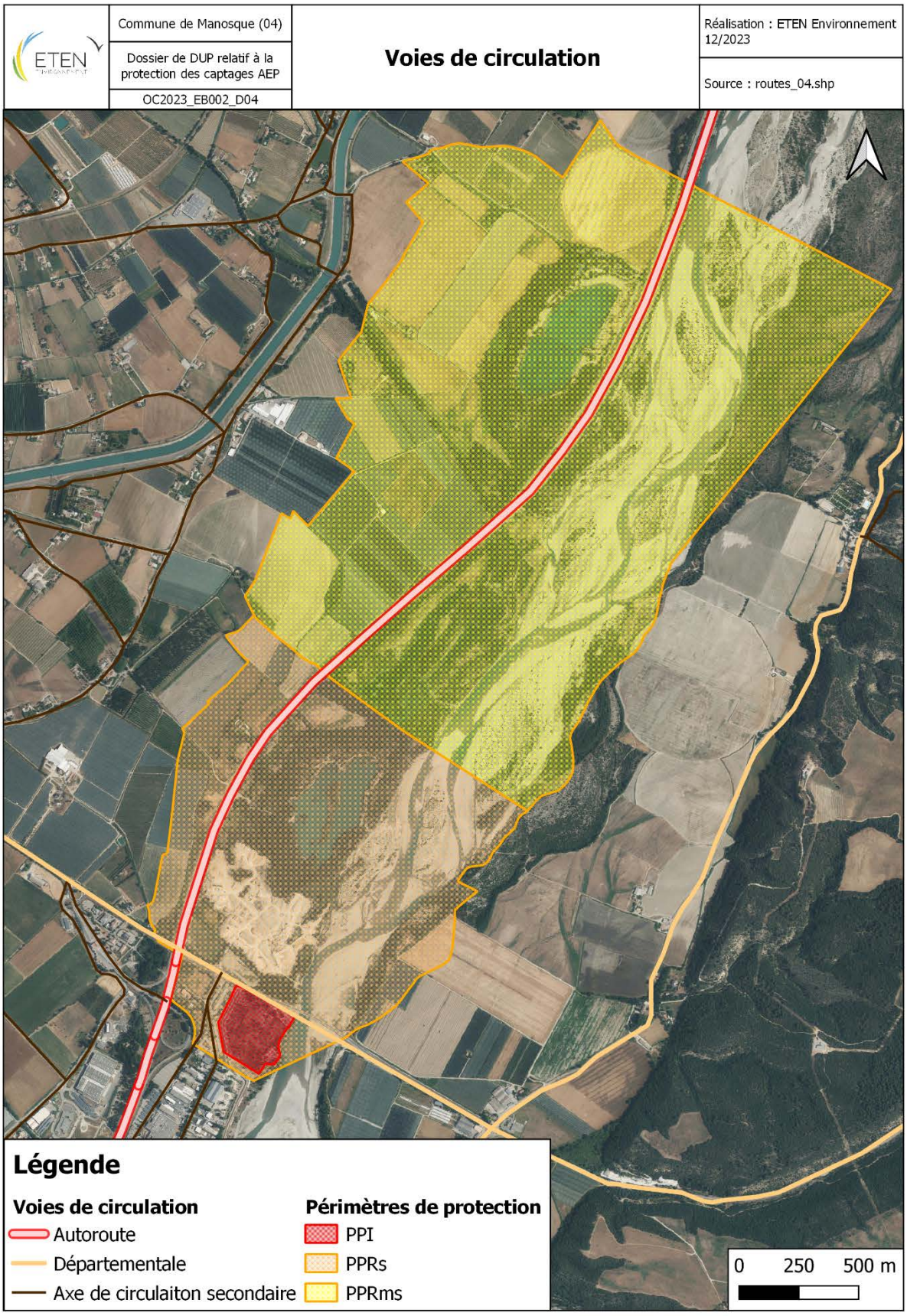
Les risques occasionnés par les routes départementales secondaires et voies communales peuvent être considérés comme relativement faible concernant le champ captant.

Les risques liés au transport ferroviaire :

La ville de Manosque se trouve sur la ligne ferroviaire Aix-Manosque-Briançon et compte environ 22 passages de TER par jour. Les points à risques sont caractérisés par les gares et les traversées de pont.
La voie ferrée est assez éloignée du champ captant (environ 3 km en direction du Nord-Ouest) et ne présente donc pas de risque pour cette ressource.

Le risque occasionné par le transport ferroviaire est donc nul pour le champ captant.

PROVISOIRE




***Carte 20 : Voies de circulation sur le PPR du champ captant***

## VI. 3. 4. Risques liés à l'urbanisme

Une zone urbaine, du fait de la concentration de la population et de l'aménagement du sol, engendre des risques d'épandage d'effluents nocifs. Il peut s'agir des eaux de lessivage des zones goudronnées (hydrocarbures, huiles...), les rejets d'eaux usées peu ou mal traités, mais également d'un traitement des déchets non adapté.
Le champ captant se situe au Nord et en amont hydraulique de la zone industrielle Saint Maurice et à environ 2,3 km de l'entrée de la zone urbanisée.

### VI. 3. 4. 1. Les populations

La population susceptible d'engendrer une pollution directe sur le PPR du champ captant appartient à la commune de Manosque, qui compte 22 412 habitants pour 395 habitants/km$^2$ (INSEE 2013). Les communes de Valensole et dans une moindre mesure Gréoux-les-Bains contiennent une partie des PPR sensible et moins sensible, mais qui ne croise pas de zone urbanisé, il s'agit du lit mineur de la Durance ou de bordures de parcelles agricoles.

### VI. 3. 4. 2. Rejets des stations d'épuration

(Source : SIERM, Ministère de l'environnement)

Le traitement des eaux usées a un impact sur la qualité physico-chimique du cours d'eau. En amont du champ captant, de nombreuses stations d'épuration sont recensées rejetant des effluents dans la Durance et ses affluents.

Le PPR du champ captant ne contient aucune station d'épuration. Pour les autres STEP recensées jusqu'à environ 30 km en amont de Manosque, les données issues du ministère de l'Environnement en 2014 montrent que l'ensemble des rejets des effluents étaient conformes aux normes en vigueur.

Le risque de contamination par les stations d'épuration en amont de Manosque est donc relativement faible.

## VI. 3. 5. Autres risques

### VI. 3. 5. 1. Les déchets

Les périmètres de protection ne contiennent pas d'installations liées à l'élimination des déchets (décharges d'ordures ménagères ou des incinérateurs).
Une I.S.D.N.D. (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) est présente sur la D6 Route de Manosque à environ 3,5 km à l'Est du champ captant Mont d'Or-Durance. En 2012, 34 460 tonnes de déchets ont été stockés.

Ce site est assez éloigné, à l'Est, du champ captant et de l'autre côté de la Durance. De plus, ce type d'installation est réalisé de sorte à ne pas polluer l'environnement et la législation est très stricte. Le risque de pollution accidentelle par ces installations liées à l'élimination des déchets est donc négligeable.

PROVISOIRE

### VI. 3. 5. 2. Les activités industrielles et loisirs

Sources : BASIAS

Une carrière d'exploitation de graviers, sables, argiles et kaolins est présente en amont hydraulique des captages, à environ 250 m au Nord. D'après la base de données BASIAS, celle-ci ne serait plus en activité. Cependant, des engins de chantier (camion…) ont été aperçus lors de la visite de terrain. En effet, ce site rassemble actuellement la plateforme de tri et de concassage et la plateforme enrobé enregistrées en ICPE.
La couche de sol au-dessus de l'aquifère étant moins important dans cette zone, le transfert d'une pollution (fuite de carburant, huile…) dans la nappe sera plus rapide et peut causer un risque de contamination au niveau du champ captant si le sens d'écoulement de la nappe est en direction de ce dernier.
Un petit circuit de karting est présent entre cette carrière et le champ captant. Le risque de pollution reste faible étant donné que celui-ci n'est ouvert que le samedi après-midi.
De plus, une piste goudronnée pour le permis moto a été réalisée à proximité du champ captant. L'hydrogéologue agréé Vincent VALLES, en charge de cette étude, a émis un avis favorable, le 19/09/2014, au projet de création d'une piste pour l'examen du permis moto et l'utilisation des locaux correspondant. Il a été jugé que cette activité ne semblait pas constituer de menace pour le champ captant de Manosque.
Le plan d'eau des Vannades, au sein du PPR moins sensible, est utilisé pour des activités de loisirs et peut représenter un risque biologique pour la qualité d'eau. Le risque est considéré faible.
Concernant le champ captant, on peut considérer que le risque de pollution de la ressource par les activités à proximités est faible, sauf pour le site ICPE en amont du champ captant et du circuit de karting, qui représente un risque moyen.

### VI. 3. 5. 3. Plan de prévention des risques inondations

Le champ captant est situé en zone inondable. Le champ captant, ainsi que la station de traitement, peuvent-être inondés via le débordement de la Durance.

Comme indiqué sur la carte suivante, les installations de pompage du champ captant sont situées en zone inondable. Ainsi le risque occasionné par l'aléa inondation est important.

### VI. 3. 5. 4. Les autres risques

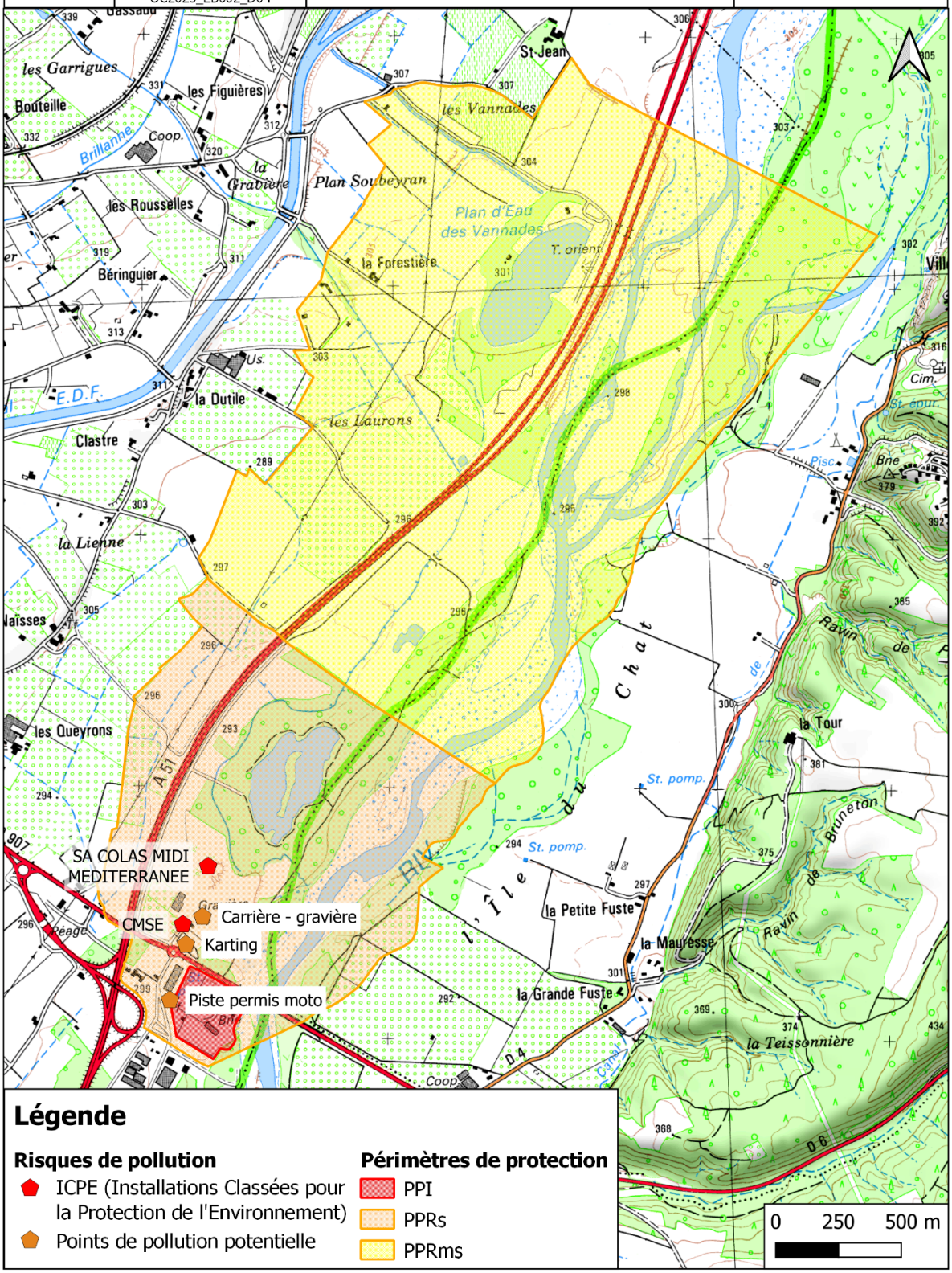
La commune de Manosque peut être soumise à d'autres risques :

- Retrait-gonflement des argiles : Manosque classé faible à important ;
- Sismicité : Manosque est classé dans la catégorie moyenne (4/5) ;
- Feu de forêt : Présence de forêts au Nord et au Sud-Ouest de Manosque ;
- Mouvement de terrain : glissement de terrain, tassements différentiels ;
- Risque de rupture de barrage : barrage de l'Escale

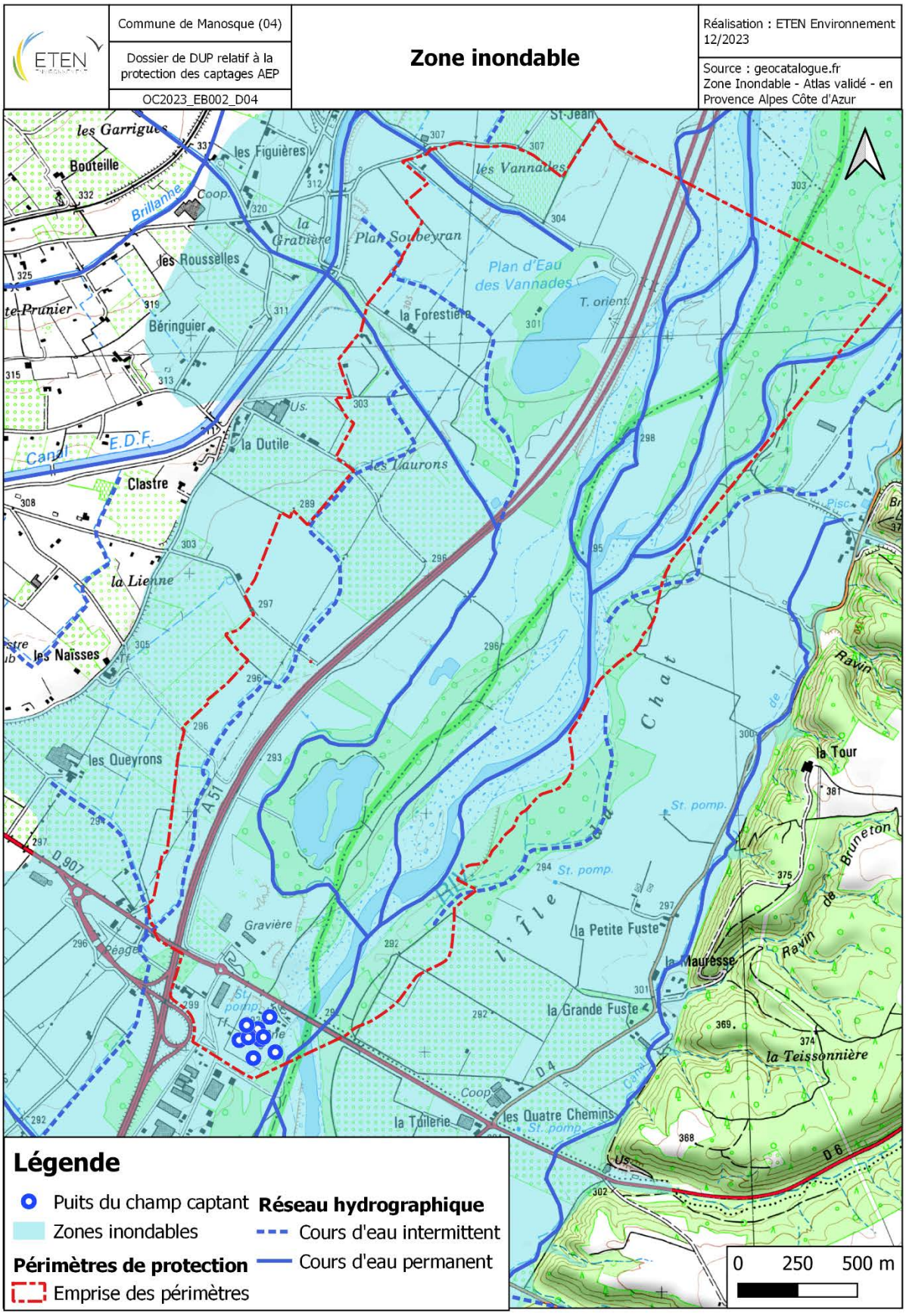
Le champ captant est concerné par l'aléa modéré du retrait et gonflement des argiles et par le risque de sismicité qui est de 4/5 (moyenne).

PROVISOIRE

| | | | |
|---|---|---|---|
| ETEN | Commune de Manosque (04)<br>Dossier de DUP relatif à la protection des captages AEP<br>OC2023_EB002_D04 | **Inventaire des points de pollution potentielle** | Réalisation : ETEN Environnement 12/2023<br>Source : georisques.gouv.fr/ risques/installations |




***Carte 21 : Inventaire des points de pollution potentielle***




***Carte 22 : Cartographie des zones inondables***

# VI. 4. Risques vis-à-vis du canal EDF

## VI. 4. 1. Risques liés aux ICPE

Le long du canal EDF depuis l'Escale et Malijai jusqu'à la prise d'eau du canal, seuls deux établissements sont classés ICPE sans statut SEVESO :

- Agrégats 04 (AP n°2013-712bis)
- Carrière Eiffage TP Méditerranée (AP n°2015-079-0009)

Ces deux ICPE sont localisés au même endroit.

Les activités exercées concernent la production de sables, graviers, cailloux et granulats.

***Tableau 43 : Recensement des risques liés aux ICPE vis-à-vis du canal EDF***

| ICPE | Code rubrique | Alinéa | Libellé rubrique | Régime autorisé | Volume |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agrégats 04** | 2515 | 1.a | Broyage, concassage, ... et autres produits minéraux ou déchets non dangereux inertes | Enregistrement | 640.000 kW |
| | 2517 | 1 | Produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (transit) | Enregistrement | 10001.000 m2 |
| **Carrière Eiffage TP Méditerranée** | 2510 | 1 | Carrières (exploitation de) | Autorisation | 185000.000 |
| | 2517 | 2 | Produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (transit) | Déclaration | 8000.000 m2 |

L'exploitation de ce site ne génère pas de rejet particulier vers les eaux souterraines ou superficielles.

## VI. 4. 2. Risques liés aux infrastructures de transport

### VI. 4. 2. 1. Transport routier et ferroviaire

Les axes routiers sont des lieux de haut risque de pollution accidentelle des eaux de surface du fait du transit potentiel de matières dangereuses (TMD). Rappelons qu'une matière dangereuse est une substance qui, par ses propriétés physiques et chimiques ou par les réactions qu'elle est susceptible de mettre en œuvre, peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement. Elle peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive. La probabilité d'accidents avec déversement de matières dangereuses est estimée de manière générale à un accident par an pour 100 km, sur les parcours de transfert de ces matières. Le risque maximum de pollution des eaux est lié à l'accident par temps de pluie ou créant un incendie.

La surélévation du canal par rapport aux axes de transport protège la ressource des ruissellements latéraux. Le risque se situe au niveau des croisements.

Les autoroutes :

Le département est traversé par l'autoroute A51 qui relie Aix-en-Provence à Gap et qui longe la Durance de Gap jusqu'à Pertuis. Cette autoroute traverse le PPR sensible de la prise d'eau du canal EDF au nord en passant au-dessus du canal EDF au niveau du pont-canal. Après la séparation du canal en 2 tronçons à l'est de Villeneuve, l'A51 longe le tronçon ouest du canal sur environ 2 km, entre la carrière Eiffage TP Méditerranée et la centrale hydroélectrique EDF du Largue.

Le croisement entre l'autoroute et le canal EDF, présente un risque de ruissellement gravitaire pouvant amener des pollutions jusqu'au lieu de prélèvement, au niveau du pont-canal.

Le risque occasionné par les autoroutes est donc moyen à fort.

Routes départementales :

En rive droite de la Durance, les routes départementales sont nombreuses.
La départementale D907 traverse le canal EDF moins de 200 m en amont de la prise d'eau, dans le PPR sensible.
La D4096 longe le canal EDF sur une grande distance, à l'intérieur du PPR sensible.
La D4 (Avenue Charles Richaud, Oraison) traverse le canal à l'intérieur du PPR moins sensible.

Les risques occasionnés par les routes départementales peuvent être considérés comme moyen à fort pour le canal EDF.

Routes départementales secondaires et voies communales :

Ce type de voie de circulation est beaucoup plus important en rive droite de la Durance
En amont du captage dans le canal EDF, de nombreuses routes et chemins sont présents le long du canal et de nombreux chemins (accessible en voiture) passent au-dessus.

Les risques occasionnés par les routes départementales secondaires et voies communales peuvent être considérés comme moyen à fort pour le canal EDF.

Les risques liés au transport ferroviaire :

La ville de Manosque se trouve sur la ligne ferroviaire Aix-Manosque-Briançon et compte environ 22 passages de TER par jour. Les points à risques sont caractérisés par les gares et les traversées de pont.
La voie ferrée passe à deux reprises au-dessus du canal EDF, en amont du captage.

Le risque occasionné par le transport ferroviaire représente un risque faible à moyen pour la ressource du canal EDF.

### VI. 4. 2. 1. Ecluses et passerelles

Les risques liés au transport fluviatile :

Le canal EDF n'est pas navigable, il n'y a donc pas de risque de contamination lié à un usage de loisir du canal, au niveau d'écluses par exemple.

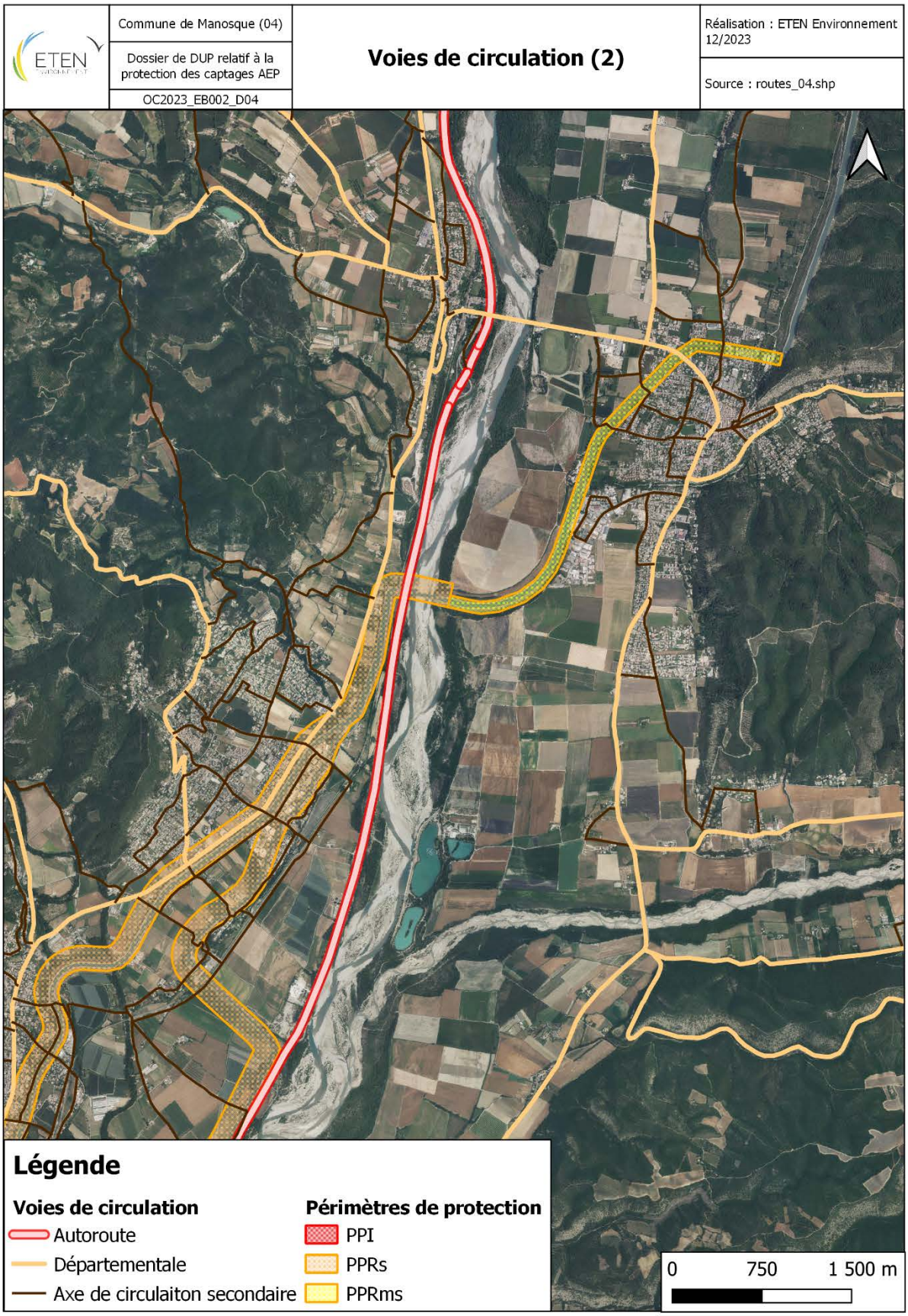
Les risques liés aux passerelles :

En dehors des voies carrossables, les ouvrages qui traversent le canal sont des bâches qui ne sont pas ouverts au public et ne sont pas des ponts. Aucun risque n'y est associé.

PROVISOIRE




***Carte 23 : Voies de circulation sur le PPR de la prise d'eau du canal EDF (1)***




***Carte 24 : Voies de circulation sur le PPR de la prise d'eau du canal EDF (2)***

## VI. 4. 3. Risques liés à l'urbanisme

Une zone urbaine, du fait de la concentration de la population, engendre des risques de rejets d'eaux usées peu ou mal traités, mais également de produits polluants directement dans le canal.
Le captage du canal EDF se situe à l'entrée la zone urbanisée et commerciale de Manosque.

### VI. 4. 3. 1. Les populations

La population susceptible d'engendrer une pollution sur le canal EDF dans le périmètre du PPR appartiennent au communes suivantes (les communes choisies sont celles situées à proximité et au Nord de Manosque) :

- Manosque,
- Volx,
- Villeneuve
- Oraison.

Les populations sont présentées dans le tableau suivant :

***Tableau 44 : Synthèse du recensement de la population des villes concernées par le PPR (INSEE 2013)***

| Commune | Population (2013) | Densité (en habitant/km$^2$) | Station épuration |
|---|---|---|---|
| Manosque | 22 412 | 395 | oui |
| Volx | 3 125 | 160 | oui |
| Villeneuve | 3 881 | 152 | oui |
| Oraison | 5 716 | 149 | oui |

La commune de Les Mées en amont du PPR est concernée par le PPE de la prise d'eau, ainsi que les communes de Malijai et de l'Escale, jusqu'aux prises homonymes.

### VI. 4. 3. 2. Rejets des stations d'épuration

(Source : SIERM, Ministère de l'environnement)
Aucun rejet de STEP n'est à considérer dans le canal EDF.

***Tableau 45 : Caractéristiques des STEP présentes en amont de Manosque (source : SIERM et ministère de l'Environnement)***

| Nom de la STEP | Date de mise en route | Capacité en éq. hab | Conformité en 2014 | | Milieu récepteur |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Equipement | Performance | |
| Manosque | 01/01/1998 | 27 000 | oui | oui | Ravin de Drouille |
| Valensole / Les Chabrands | 01/01/2007 | 550 | oui | oui | La Durance |
| Oraison les Buissonnades | 01/01/2006 | 360 | oui | oui | La Durance |
| Oraison 2 | 24/05/2011 | 9 700 | oui | oui | La Durance |
| La Brillane | 01/01/1987 | 1 350 | oui | oui | La Durance |
| Ganagobie | 01/01/1974 | 270 | oui | oui | Vallon |
| Peyruis village 2 | 23/06/2008 | 4 500 | oui | oui | La Durance |
| Les Mées 2 | 01/01/2010 | 5 830 | oui | oui | La Durance |
| Montfort 2 | 30/06/2007 | 670 | oui | oui | La Valsette |
| Malijai | 01/06/2000 | 3 000 | oui | oui | La Bléone |
| Atofina | 01/01/2006 | 34 600 | oui | oui | La Durance |

Le risque de contamination par les stations d'épuration en amont de Manosque est donc nul.



PROVISOIRE

## VI. 4. 4. Autres risques

### VI. 4. 4. 1. Les activités industrielles

Sources : BASIAS
A proximité du captage du canal EDF
En amont proche du captage, le canal est bordé par la zone industrielle Saint-Joseph dont une grande partie est dédiée aux activités commerciales (grande surface, station essence, parking, garage automobile,...). Toutes ces activités sont susceptibles de causer une pollution qui peut être transportée par les ruissellements de surface et acheminé dans le canal EDF.
Un centre équestre est présent à environ 800 m en direction du Nord-Est. Celui-ci ne présente pas de risque notable de pollution. En effet, celui-ci est à environ 300 m du canal EDF est entouré de champ, ces derniers permettront d'épurer les rejets issus du centre équestre.
Les risques liés à l'industrie sont nombreux et sont susceptibles de venir contaminer la prise d'eau dans le canal EDF. La situation du canal (protégé des ruissellements directs) rend ce risque moyen.

### VI. 4. 4. 2. Plan de prévention des risques inondations

La prise d'eau du canal EDF est située en zone inondable. La prise d'eau et la station de production d'eau potable peuvent être inondés via le débordement du ravin de la Drouye.
Comme indiqué sur la carte suivante, les installations de pompage au niveau du canal EDF sont situées en zone inondable. Ainsi le risque occasionné par l'aléa inondation est important.

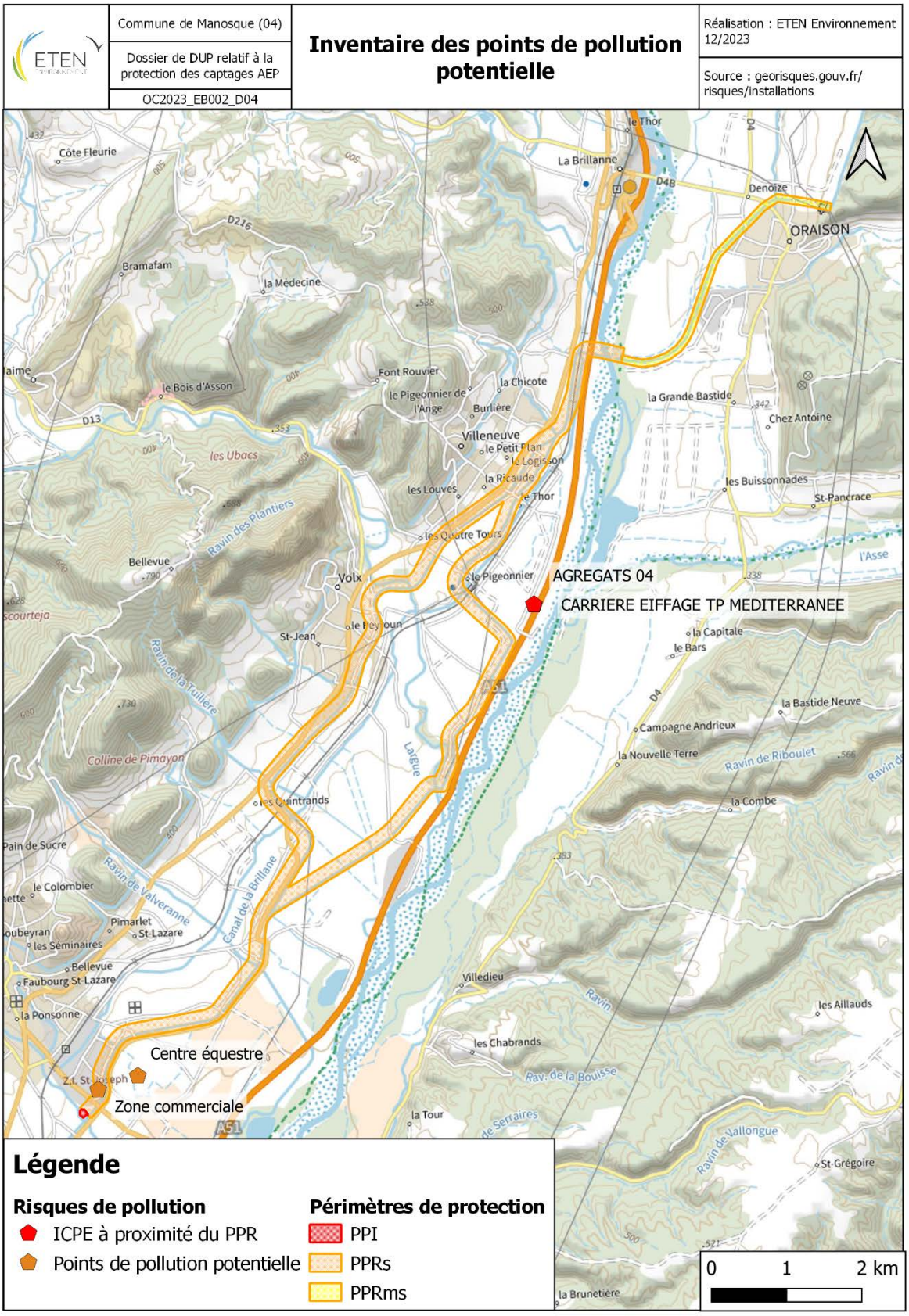
### VI. 4. 4. 3. Les autres risques

La commune de Manosque peut être soumise à d'autres risques :

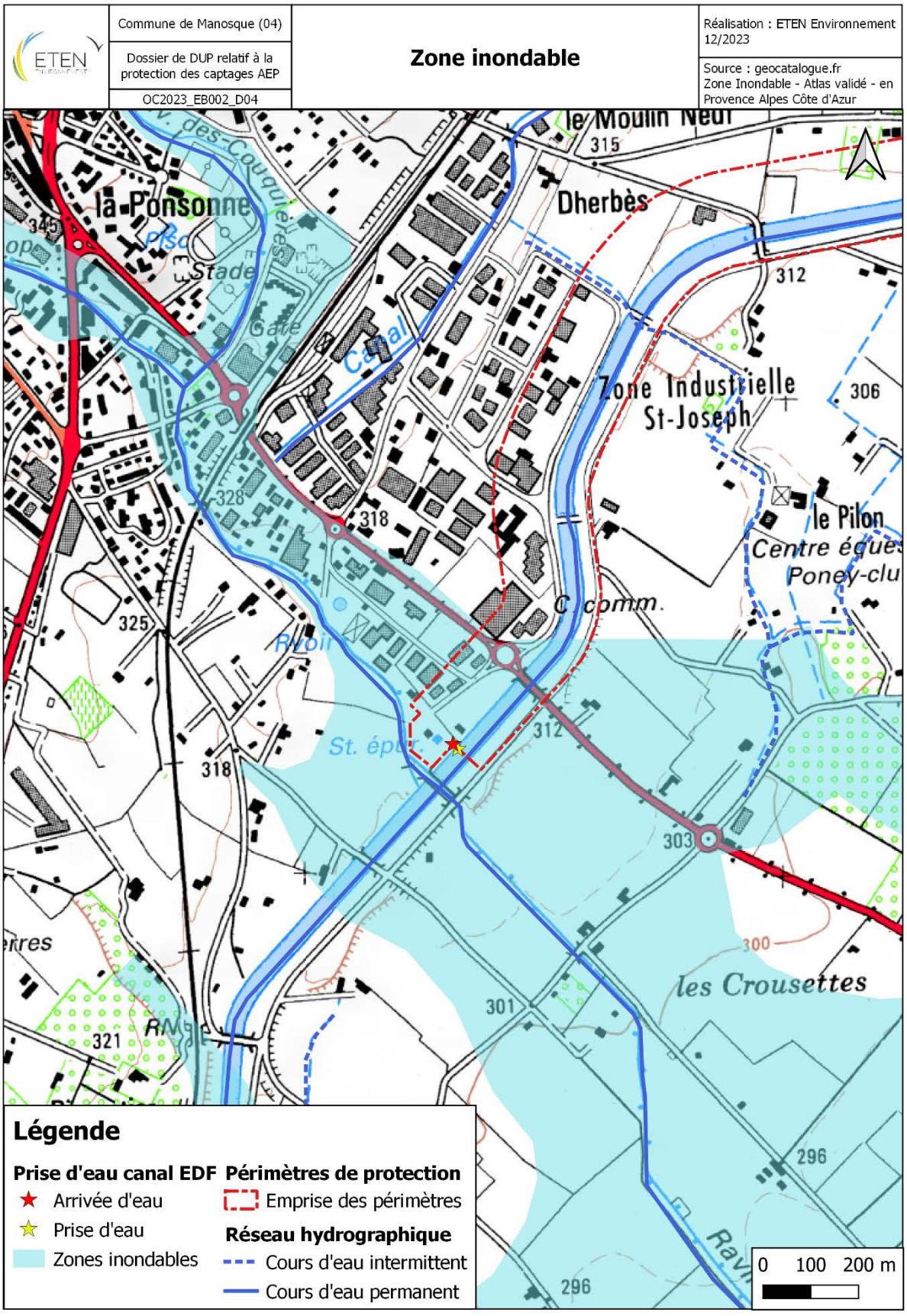
- Retrait-gonflement des argiles : Manosque classé faible à important ;
- Sismicité : Manosque est classé dans la catégorie moyenne (4/5) ;
- Feu de forêt : Présence de forêts au Nord et au Sud-Ouest de Manosque ;
- Mouvement de terrain : glissement de terrain, tassements différentiels ;
- Risque de rupture de barrage : barrage de l'Escale

La prise d'eau du canal EDF est concernée par l'aléa modéré du retrait et gonflement des argiles et par le risque de sismicité qui est de 4/5 (moyenne).

PROVISOIRE




***Carte 25 : Inventaire des points de pollution potentielle identifiés à proximité du périmètre de protection rapprochée***




***Carte 26 : Cartographie des zones inondables***

# VI. 5. Synthèse des risques

Les points de pollution potentielle identifiés sur les zones en amont du champ captant Mont d'Or-Durance et de la prise d'eau dans le canal EDF sont récapitulés dans le tableau suivant :

***Tableau 46 : Synthèse des contraintes sur les sites de captages***

| Site de captage | Sources de pollution potentielle | Risques | Echelle du risque |
|---|---|---|---|
| Champ captant Mont d'Or-Durance | Exploitation agricole | Produits phytosanitaires | Faible à moyen |
| | Autoroutes | Accidents, ruissellement eaux polluées sur l'A51 | Moyen à fort |
| | Routes départementales | Accidents, ruissellement eaux polluées sur la D907 et autres | Moyen |
| | Réseau ferroviaire | Accident, déversement de produit dangereux | Nul |
| | Stations d'épurations | Rejets d'eaux non conformes | Faible |
| | Activités industrielles, commerciales, loisirs | Rejets industrielles, circulations automobiles… | Moyen |
| | Inondation | Eaux chargées en MES, potentiellement des polluants | Fort |
| Prise d'eau dans le Canal EDF | Autoroutes | Accidents, ruissellement eaux polluées sur l'A51 | Moyen à fort |
| | Routes départementales | Accidents, ruissellement eaux polluées sur la D4096 et autres | Moyen à fort |
| | Réseau ferroviaire | Accident, déversement de produit dangereux | Faible à moyen |
| | Stations d'épurations | Rejets d'eaux non conformes | Nul |
| | Activités industrielles, commerciales, loisirs | Rejets industrielles, circulations automobiles… | Moyen |
| | Inondation | Eaux chargées en MES, potentiellement des polluants | Fort |

PROVISOIRE

# PIECE C – Etude technico-économique

PROVISOIRE

# I. L'avis de l'hydrogéologue agréé et ses modalités d'application

Les avis de l'hydrogéologue agréé sont fournis en **pièce n°2** du dossier.

## I. 1. Champ captant Mont d'Or Durance

### I. 1. 1. Périmètre de protection immédiate (P.P.I.)

#### I. 1. 1. 1. Les limites du PPI

Le périmètre de protection immédiate correspond au champ captant du Mont d'Or. Les limites établies par le géomètre diffèrent des limites illustrées dans l'avis de l'hydrogéologue agréé, ces dernières excluant notamment le puits n°7.

*Insérer le relevé du géomètre*

Les parcelles concernées dans leur entièreté sont les parcelles de la section CA n° 114, 115, 116, 118 et 119. La parcelle n° 117 est concernée par le PPR pour moitié environ.
Les limites du périmètre de protection immédiate sont constituées par les parcelles :

***Tableau 47 : Parcelles concernées par le PPI du champ captant du Mont d'Or***

| Captage | Commune | Section | Parcelle |
|---|---|---|---|
| Champ captant Mont d'Or - Durance | Manosque | CA | 114 |
| Champ captant Mont d'Or - Durance | Manosque | CA | 115 |
| Champ captant Mont d'Or - Durance | Manosque | CA | 116 |
| Champ captant Mont d'Or - Durance | Manosque | CA | 117 |
| Champ captant Mont d'Or - Durance | Manosque | CA | 118 |
| Champ captant Mont d'Or - Durance | Manosque | CA | 119 |

La mairie est propriétaire des parcelles du PPI, à l'exception de la parcelle 115 qui est propriété de l'Etat. Cette parcelle fera l'objet d'une convention de gestion qui sera établie entre la collectivité et l'Etat.

#### I. 1. 1. 2. Préconisations et servitudes dans le PPI

Seules les activités nécessaires à la production d'eau potable seront autorisées sur le PPI. A l'intérieur du PPI, toute activité autre que celles strictement nécessaires à a production d'eau potable sera interdite.

Le PPI doit être débarrassé de tout dépôt de gravats, produits ou contenants usagés, décombres, etc., ils sont interdits sur le PPI.

Pour éviter la dégradation des caractéristiques des puits encore opérationnels, il est recommandé de pomper de manière régulière, sans à-coups, à débit moyen à faible, de manière continue, plutôt que de pomper à fort débit par période (nuit) et arrêt le reste du temps.

Dans le cas d'abandon de regards dans le réseau interne au PPI, il est recommandé de bien boucher les cavités générées.

PROJET




*Carte 27 : Définition du Périmètre de Protection Immédiate du champ captant du Mont d'Or*

# I. 1. 2. Périmètre de protection rapprochée (P.P.R.)

## I. 1. 2. 1. Les limites du PPR

Ce périmètre a pour but de réduire les risques de contaminations. Le tracé de ce périmètre a été reporté sur le plan cadastral et sera retenu comme limite.

Le périmètre de protection rapprochée qui est ici proposé est entièrement inclus dans les ZSNEA : zone de sauvegarde non encore exploitée, proposées dans l'étude Durance SEPIA.
Le périmètre de protection rapprochée est scindé en deux parties : une partie **sensible** et une partie **moins sensible**. La partie sensible couvre environs 147 ha dont 33 ha de terres agricoles. La partie moins sensible couvre 338 ha dont 121 ha de terres agricoles.

Les parcelles concernées par les différents périmètres rapprochés sont listées dans l'état parcellaire en pièce 3 de ce dossier.

## I. 1. 2. 2. Préconisations et servitudes dans le PPR sensible

Dans la partie sensible du PPR, tout assainissement doit être raccordé au réseau communal d'assainissement. En cas d'impossibilité avérée de raccordement, l'assainissement doit être contrôlée par les services de l'Etat, aux normes et légèrement surdimensionnée.

La plateforme d'enrobé et zone de lavage de granulats.
Pour le projet de plateforme d'enrobé, les réserves de bitume devront être stockées dans une cuve double fond, les transvasements effectués sur une aire étanche avec récupération et traitement des eaux pluviales ruisselant sur cette aire.
Le transfert ou remplissage de carburant effectué hors PPR sensible.

Pour l'unité de granulats, il est demandé de ne pas infiltrer les eaux de lavage source de particules fines supplémentaires dans l'aquifère.
Elles seront sédimentées comme actuellement mais dans un bassin étanchéifié par géomembrane. Les eaux décantées et non turbides seront rejetées en Durance.

La route départementale D 907
La route départementale sera bordée de caniveaux étanches des deux côtés, afin de récupérer les eaux pluviales et les liquides issus d'éventuel accident. La partie de la route concernée ira depuis le rond-point de l'avenue St Maurice jusqu'à hauteur des berges de la Durance, soient environs 200 mètres linéaires de chaque côté. Ces caniveaux iront à un séparateur de phase avec départ des eaux par le bas vers le réseau pluvial.

Autoroute :
Les eaux pluviales ruisselant sur l'autoroute seront collectées par des caniveaux et conduites vers des débourbeurs-déshuileurs (séparateur de phases). Ces derniers seront entretenus après tout épisode pluvieux.

Karting.
Le stockage de carburant et huile sera effectué dans une cuve double paroi sur aire bétonnée étanche. De même, le remplissage sera effectué sur une aire étanche avec récupérateur (débourbeur- déshuileur).

Agriculture.
Les terres cultivées ne représentent qu'une petite partie de la surface du PPR sensible. Au dernier relevé lors de la rédaction de ce rapport, seule une parcelle couvrant moins d'un hectare était cultivée en arboriculture fruitière.

PROVISOIRE

Il est donc recommandé d'interdire l'usage de pesticides (herbicides, fongicides, lutte chimique contre les ravageurs) sur la partie sensible du PPR.
La fertilisation azotée sera raisonnée (intégrant les stocks présents dans les sols en fin de culture précédente), fractionnée et elle ne dépassera pas 80 unités d'azotes par hectare. L'utilisation de fumure organique et de formes ammoniacales de l'azote seront préférées, en couplage avec le nitrate, aux formes nitratées seules. L'apport d'azote sera fractionné en 3 apports minimum

Lit vif de la Durance.
A l'intérieur de la partie sensible du PPR, les travaux en lit vif de Durance devront faire l'objet d'un avis préalable circonstancié et scientifiquement étayé d'un hydrogéologue agréé.

### I. 1. 2. 3. Préconisations et servitudes dans le PPR moins sensible

Cette zone est essentiellement agricole. L'arboriculture y occupe une fraction minoritaire des surfaces, mais elle essentiellement concentrée en rive droite du ravin de Valveranne.

A l'intérieur de la partie moins sensible du PPR, aucune nouvelle construction ne sera autorisée. Les habitations existantes devront être raccordées à un système d'assainissement autonome aux normes en cas d'impossibilité de raccordement au réseau public.

La fertilisation azotée sera raisonnée et limitée à 100 unités d'azote par hectare, en fractionnant 3 fois minimum les apports. De la même manière, l'usage des produits phytosanitaires sera raisonné.

En zone alluviale très perméable, l'irrigation est souvent excédentaire par mesure de sécurité et pour réduire la fréquence des irrigations. Ceci conduit alors à une sur-irrigation avec lessivage des substances soluble et contamination de la nappe.
Aussi, dans la partie moins sensible du PPR, il est demandé d'appliquer des irrigations n'excédant pas la R.F.U ou plus précisément ne conduisant pas à dépasser la R.F.U. (réserve facilement utilisable). L'aide de la chambre d'agriculture serait souhaitable pour aider les agriculteurs à affiner leurs pratiques en termes de fertilisation et d'irrigation. Ceci bien évidemment aussi pour la partie sensible du PPR.

PROVISOIRE

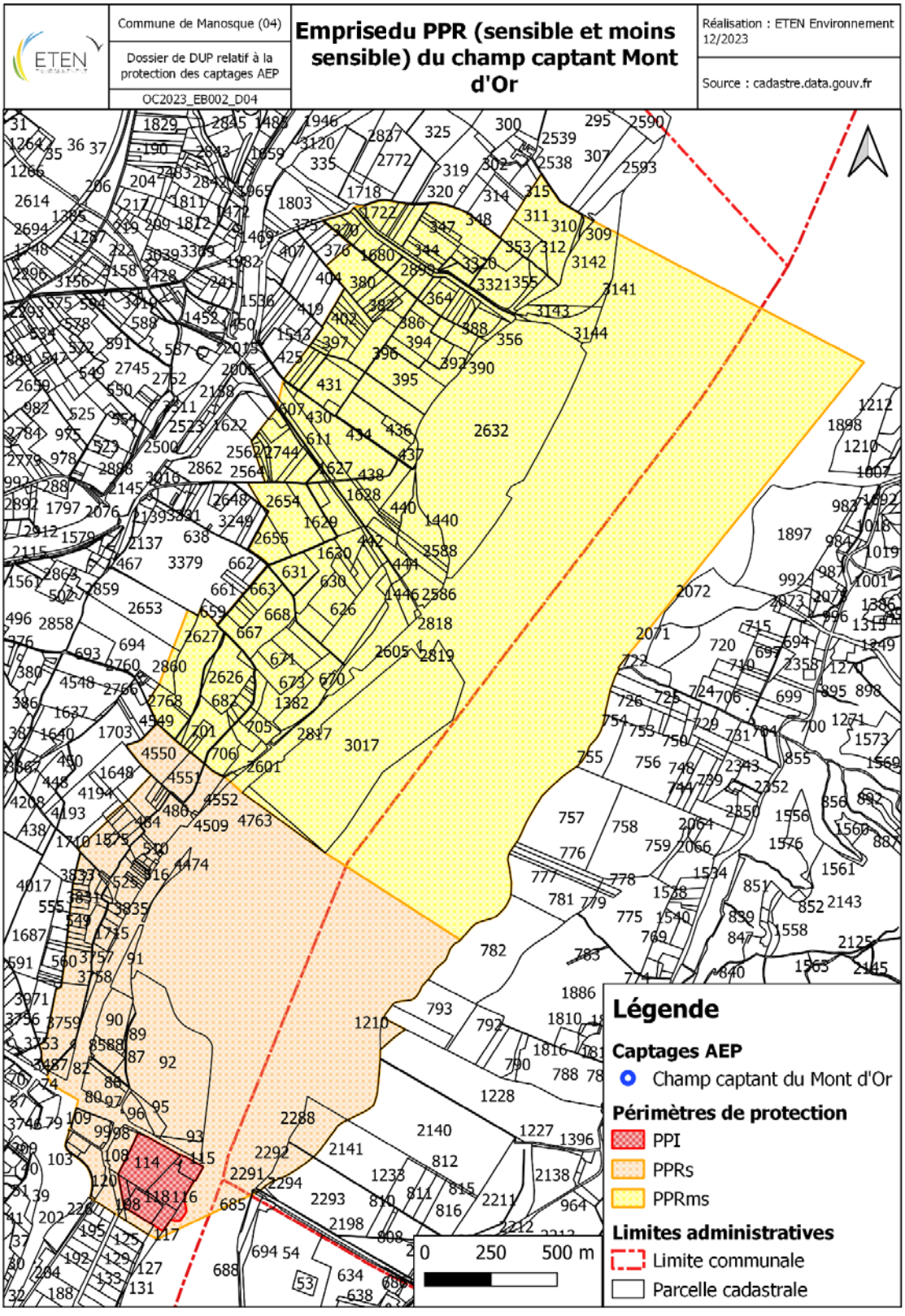
## I. 1. 3. Liste des communes concernées par chaque périmètre de protection

*Les périmètres des PPI, PPRs et PPRms des captages concernent les communes de :*

***Tableau 48 : Périmètres de protection du champ captant du Mont d'Or***

| | Champ captant du Mont d'Or |
|---|---|
| PPI | Manosque |
| PPRs | Manosque, Valensole, Gréoux-les-Bains |
| PPRms | Manosque, Valensole (domaine fluvial) |

PROVISOIRE




***Carte 28 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée sensible et moins sensible du champ captant du Mont d'Or***

# I. 2. Prise d'eau du canal EDF

## I. 2. 1. Périmètre de protection immédiate (P.P.I.)

### I. 2. 1. 1. Les limites du PPI

Un périmètre de protection immédiate non construit est proposé.
Ce PPI inclus la prise d'eau et tous les équipements et locaux liés à la production d'eau potable par la station de Prés-Combeaux.
Les parcelles concernées dans leur entièreté sont les parcelles de la section CD n° 18, 20 et 21. La parcelle n° 19 est concernée par le PPR pour une petite partie, qui prend en compte la prise d'eau.
Les limites du périmètre de protection immédiate sont constituées par les parcelles :

***Tableau 49 : Parcelles concernées par le PPI du canal EDF***

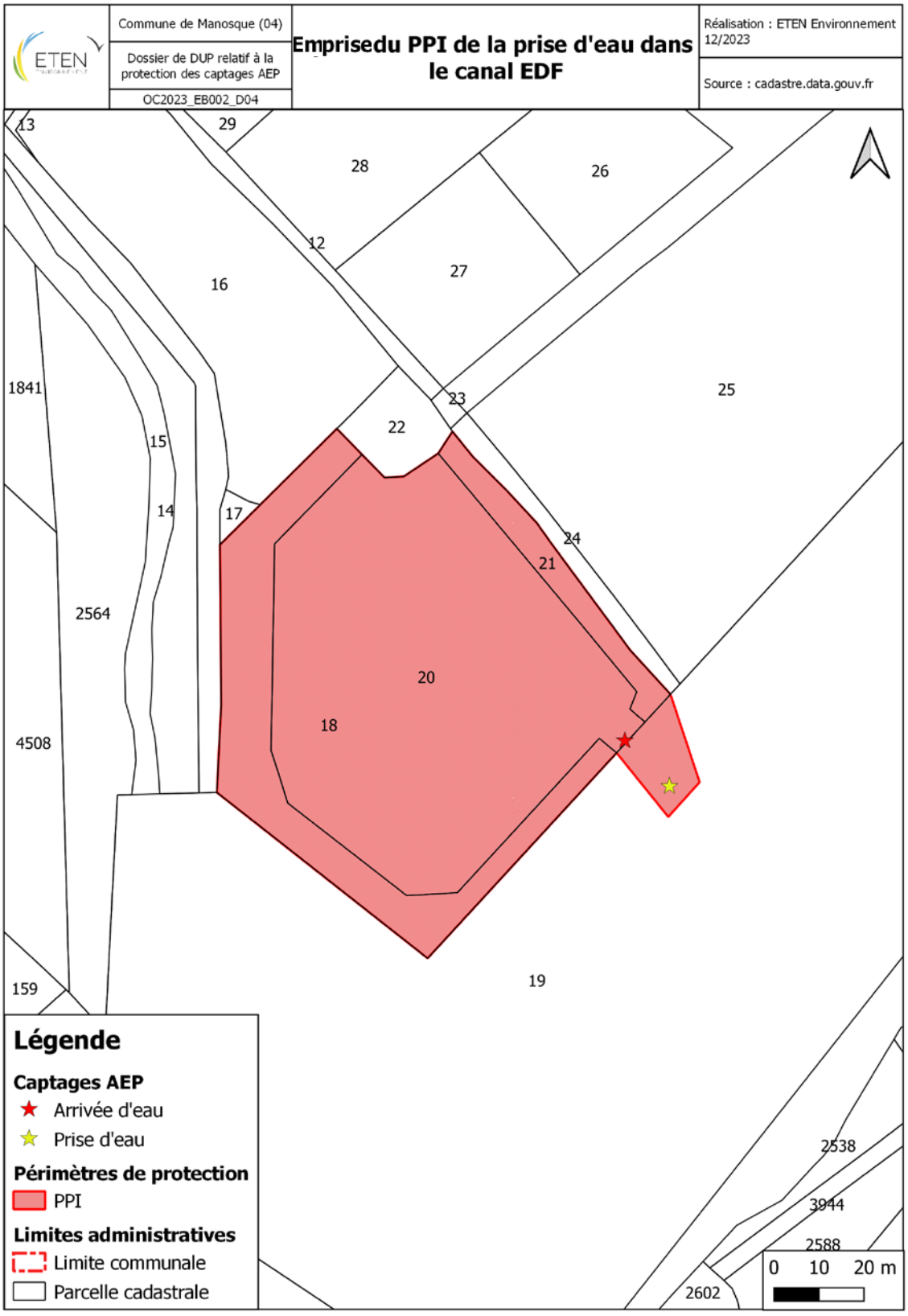
| Captage | Commune | Section | Parcelle |
|---|---|---|---|
| Prise d'eau du canal EDF | Manosque | CD | 19 |
| Station de Précombaux | Manosque | CD | 18 |
| Station de Précombaux | Manosque | CD | 20 |
| Station de Précombaux | Manosque | CD | 21 |

La mairie est propriétaire des parcelles du PPI, à l'exception de la parcelle 19 qui est propriété d'EDF. Cette parcelle fera l'objet d'une convention de gestion qui sera établie entre la collectivité et EDF.

### I. 2. 1. 2. Préconisations et servitudes dans le PPI

Sur ce PPI, toute activité non liée à la production d'eau potable est interdite. Le PPI est fermé et l'accès n'est autorisé qu'aux agents en charge de la production d'eau potable.

PROVISOIRE




***Carte 29 : Définition du Périmètre de Protection Immédiate de la prise d'eau du canal EDF***

## I. 2. 2. Périmètre de protection rapprochée (P.P.R.)

### I. 2. 2. 1. Les limites du PPR

Ce périmètre a pour but de réduire les risques de contaminations. Le tracé de ce périmètre a été reporté sur le plan cadastral et sera retenu comme limite.

Il sera divisé en deux zones : un secteur sensible et un secteur moins sensible.

Le secteur sensible s'étend depuis la station de Précombaux, jusqu'au pont canal, sur une bande de 150 mètres en rive droite et 50 mètres en rive gauche, et le secteur moins sensible entre le pont canal et le tunnel d'Oraison sur une bande de 50 mètres sur chacune des rives.

Les parcelles concernées par les différents périmètres rapprochés sont listées dans l'état parcellaire en pièce 3 de ce dossier.

### I. 2. 2. 2. Préconisations et servitudes dans le PPR sensible

Sur cette partie sensible, l'utilisation de pesticide, de fumier de boue de station d'épuration seront interdites. La fertilisation sera uniquement minérale. Des cultures inter-rang ou des cultures dérobées permettront une bonne gestion du stock d'humus.
Au niveau du franchissement du canal par l'autoroute, au niveau du pont canal, les eaux pluviales de l'autoroute seront canalisées et évacuées hors d'atteinte du canal EDF.

Pour l'ensemble du PPR, toute construction sera raccordée au réseau d'assainissement collectif. Aucun rejet ne sera effectué dans le canal.

### I. 2. 2. 3. Préconisations et servitudes dans le PPR moins sensible

Sur la partie moins sensible du PPR, l'utilisation de compost d'origine végétale sera permise de même que la fertilisation minérale. L'épandage de fumier ou de boue de station d'épuration sera interdit. Les pesticides seront tolérés dans les limites de dose par hectare et par an préconisées par le fabricant. Cependant l'épandage ne sera pas autorisé par temps de pluie (annoncée par météofrance sous 48 heures) ni de vent supérieur à 30 km/h.

Pour l'ensemble du PPR, toute construction sera raccordée au réseau d'assainissement collectif. Aucun rejet ne sera effectué dans le canal.

## I. 2. 3. Périmètre de protection éloignée (P.P.E.)

« Il ne se justifie que si l'application d'une réglementation précise s'impose. Il s'agit d'une zone de vigilance, il n'est jamais connu à la parcelle ... »
La mise en place d'un périmètre de protection éloignée n'est pas indispensable.

Sur l'ensemble du trajet situé depuis les prises de l'Escale et Malijai et jusqu'à la prise de Précombaux, tout déversement de substance polluante (chimique, microbiologique, ...) donnera immédiatement lieu à un avertissement à un responsable de la station de Précombaux.

Aucune procédure d'alerte n'existe à ce jour, mais la Régie des Eaux DLVAgglo s'engage à la rédiger et la mettre en place.

PROVISOIRE

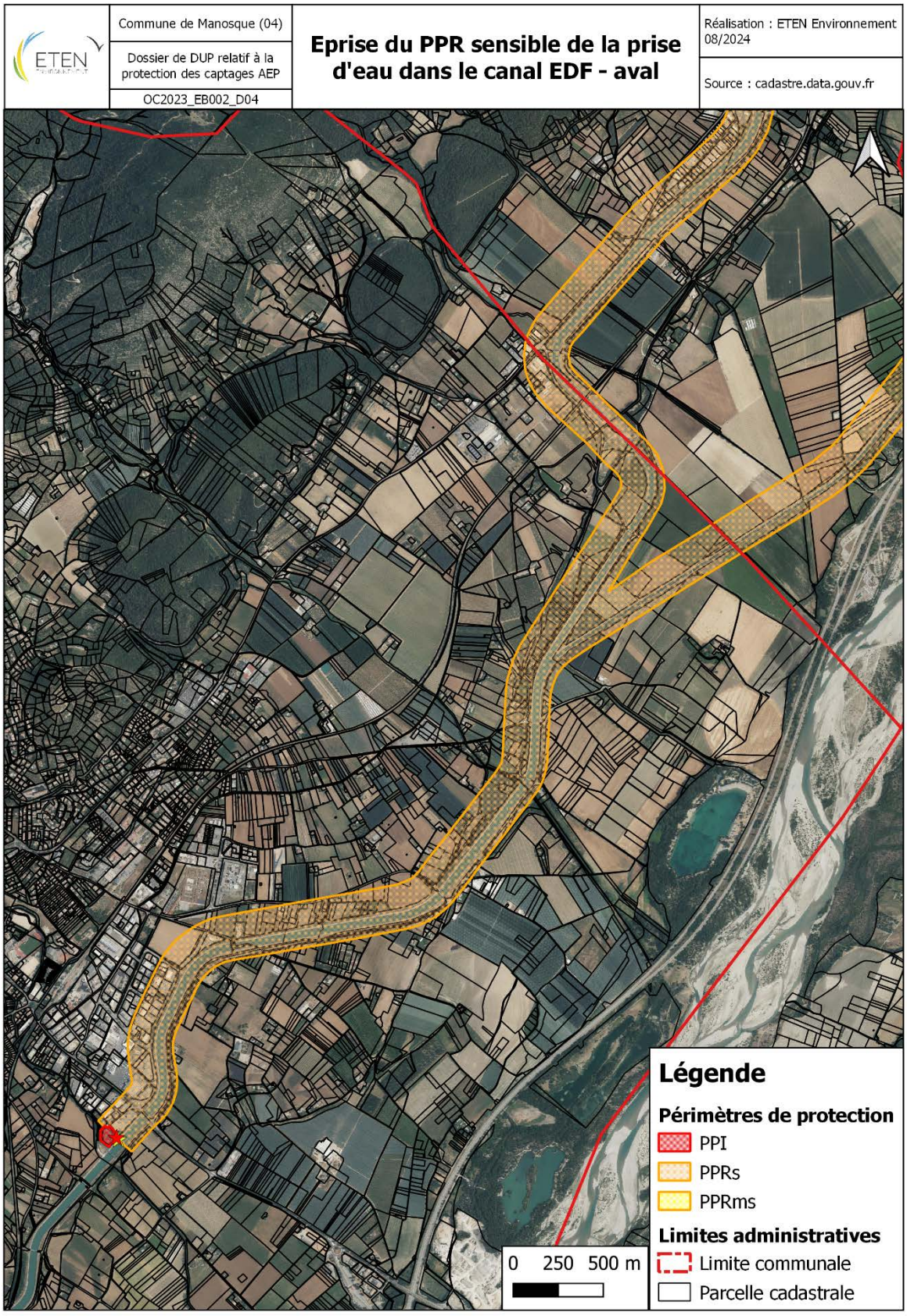
## I. 2. 4. Liste des communes concernées par chaque périmètre de protection

Les périmètres des PPI, PPRs et PPRms du captage concernent les communes de :

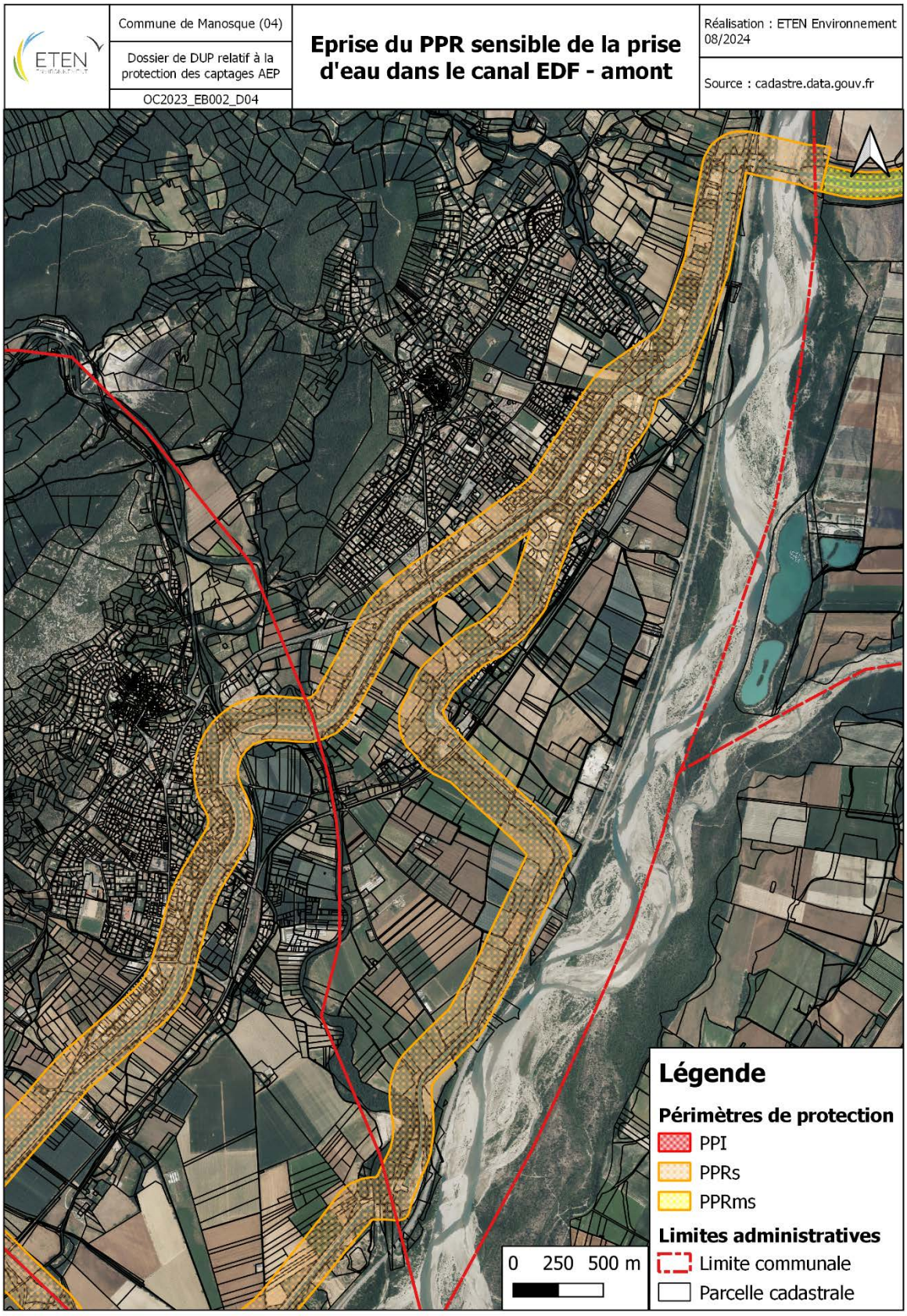
***Tableau 50 : Communes concernées par les périmètres de protection du canal EDF***

| | Canal EDF |
|---|---|
| PPI | Manosque |
| PPRs | Manosque, Volx, Villeneuve, Oraison |
| PPRms | Oraison, Villeneuve |

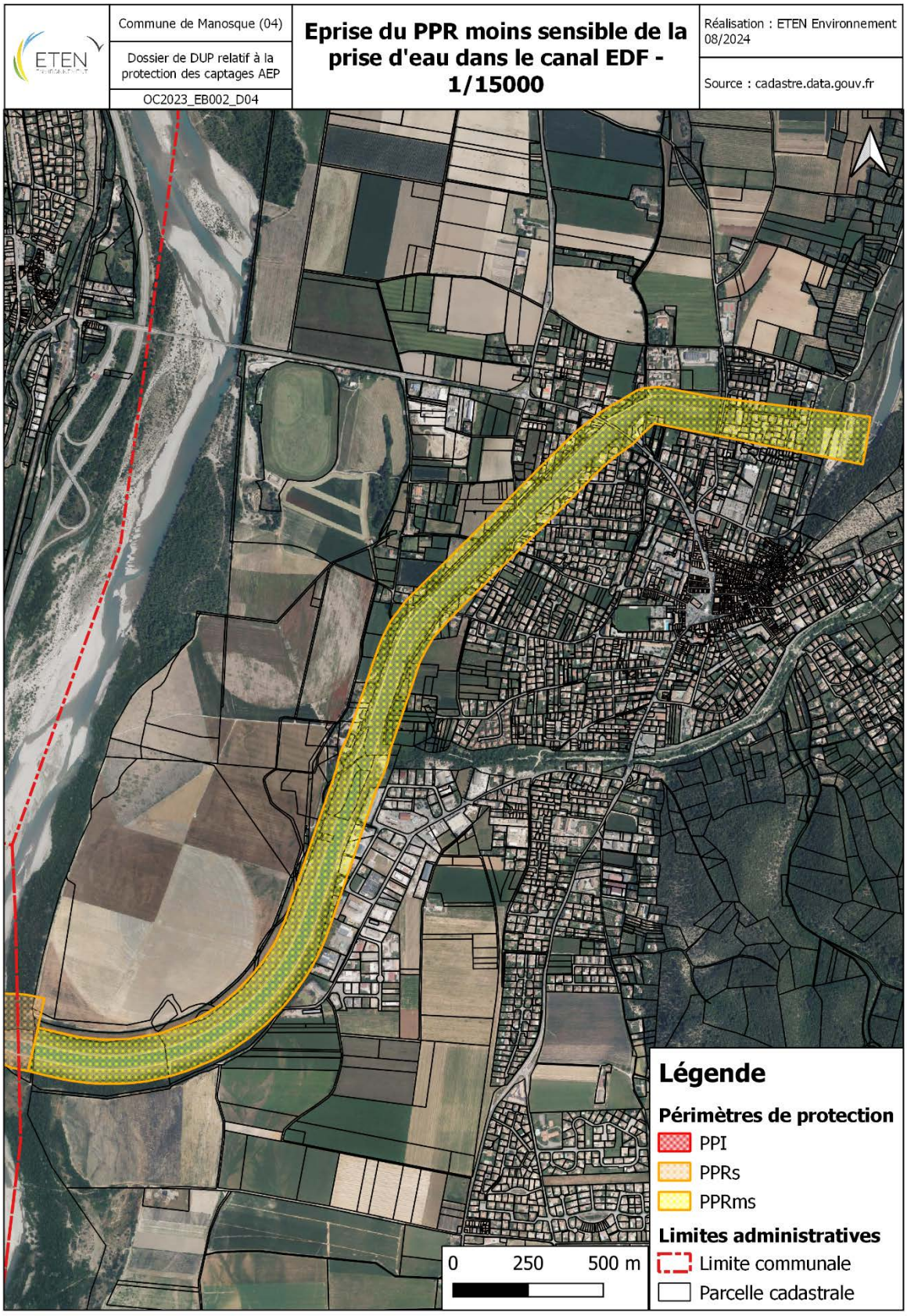
PROVISOIRE




***Carte 30 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée Sensible de la prise d'eau du canal EDF partie Aval***




***Carte 31 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée Sensible de la prise d'eau du canal EDF partie Amont***




***Carte 32 : Emprise du Périmètre de Protection Rapprochée Moins Sensible de la prise d'eau du canal EDF***

# II. Faisabilité technico-économique de la protection des captages

Les coûts présentés dans cette partie sont des estimations.

## II. 1. Modalités de financement possibles

Les travaux de mise aux normes induisent un impact sur le prix de l'eau. Les travaux qui seront pris en compte au titre des périmètres de protection par les financeurs sont ceux qui figureront dans l'arrêté préfectoral (par conséquent demandés par l'hydrogéologue). Pour ces travaux, la commune peut bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse. Tout financement est lié à l'achèvement de la DUP sur les captages.

L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse apporte une aide aux opérations et travaux relatifs à l'alimentation en eau potable qui contribuent à améliorer la protection de la ressource destinée à l'alimentation en eau potable.
Avec son 11e programme Sauvons l'eau, l'agence de l'eau accompagne fortement les collectivités pour tous les défis liés à la gestion de l'eau et notamment en tant que responsables de la qualité de l'eau potable, elle incite les collectivités à poursuivre également leurs actions pour protéger les captages et les ressources stratégiques pour l'eau potable.

Le 11e programme a défini pour six ans, de 2019 à 2024, les interventions de l'Agence pour :

En réponse à ces objectifs, le programme décrit notamment les dispositifs de l'Agence en matière de redevances et d'aides pour le bassin RMC. Au cours de ce 11e programme, l'Agence va développer les partenariats avec les acteurs de l'eau afin d'améliorer la cohérence de l'intervention publique pour une gestion durable et solidaire de l'eau.
Ainsi, les subventions possibles jusqu'en 2024 sont :

- ⇨ Les études préalables et complémentaires demandées par l'hydrogéologue agréé, désigné par l'autorité administrative compétente pour l'établissement des périmètres de protection réglementaires des captages, peuvent prétendre aux aides maximums de **70% en subvention (sous conditions)**
- ⇨ Travaux de protection des captages et réfection des ouvrages- les travaux doivent être inscrits dans la DUP- jusqu'à **70 % en subvention (sous conditions)**
- ⇨ Maîtrise foncière, en priorité dans les zones de protection des aires d'alimentation de captages Elaboration et animation de la stratégie foncière, acquisition de parcelles dans l'AAC, échanges de parcelles - jusqu'à **70 % en subvention (sous conditions)**
- ⇨ Actions spécifiques identifiées (hors assainissement non collectif et décharges) Ex : aménagement de points d'infiltration, rebouchage de forages abandonnés… jusqu'à **70 % en subvention (sous conditions)**
- ⇨ **Mise en conformité sanitaire :** (réservée aux captages dégradés avec une capacité de reconquête de la qualité de l'eau difficile) Avance remboursable dans la limite de 100% du coût du projet
- ⇨ **Amélioration de pratiques agricoles** : Conversion à l'agriculture biologique et maintien Mesures Agro-Environnementales (MAEC) : couverture des sols, réduction des pesticides… : Jusqu'à 70% selon le dispositif de mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) et la contribution du FEADER ou d'un autre financeur d'au minimum 30% du montant total de l'aide publique
- ⇨ **Investissements agricoles :**
    - Achats de matériels permettant de supprimer ou de réduire(1) l'usage et l'impact des pesticides (ex. : bineuses, herses étrilles…)
    - Achats de matériels permettant de limiter l'usage des nitrates

PROVISOIRE

Jusqu'à 50% selon le dispositif de mise en œuvre de la PAC, le type de projet (collectif ou individuel...) et la contribution du FEADER ou d'un autre financeur d'au minimum 30% du montant total de l'aide publique

- ⇨ **Projet de filières à bas niveau d'intrants** incluant des dépenses liées aux études de faisabilité, à l'amélioration de pratiques agricoles (conversion à l'agriculture biologique et MAEC), aux investissements productifs agricoles spécifiques à l'aval de la filière et à l'animation nécessaire au développement de la filière : Jusqu'à 50% ou 70% selon le type d'actions et à certaines conditions



**Attention :** les aides de l'Agence ne sont accessibles que :

Pour les collectivités situées uniquement en Zone de Revitalisation Rurale et en Zone de Sauvegarde des Ressources Stratégiques. L'agence soutient financièrement :

Jusqu'à 70% d'aides pour :
les études préalables,
les travaux prescrits par la DUP et l'achat des terrains situés dans les périmètres de protection immédiat et rapproché ainsi que les indemnisations des servitudes.

**Autres obligations :**

- ⇨ Prix du service eau potable au minimum de 1 €/m3 au 1er janvier de l'année précédant la demande d'aide (prix facturé aux abonnés domestiques, hors taxes et redevances diverses pour une facture annuelle type de 120 m3). Pour une intercommunalité, l'appréciation du seuil se fait sur la redevance moyenne de l'intercommunalité pondérée par le nombre d'habitants de chaque commune, ce quelle que soit la commune directement bénéficiaire des travaux.
- ⇨ Renseignement de l'observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA), avec pour les services d'eau potable le renseignement à minima des 4 indicateurs suivants :
  - D102.0 : prix TTC du service au m3 pour 120 m3 (sauf pour les services gérant uniquement la production ou le transfert d'eau potable),
  - P103.2B : indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de distribution d'eau potable (sauf pour les services gérant uniquement la production d'eau potable),
  - P104.3 : rendement moyen des réseaux de distribution d'eau potable,
  - P107.2 : taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (sauf pour les services gérant uniquement la production d'eau potable).
- ⇨ Indice de Connaissance et de Gestion Patrimoniale (ICGP) minimum de : 60 (indicateur SISPEA P103.2B) pour l'eau potable.
- ⇨ Les aides aux travaux de réseaux sont conditionnées à la réalisation des essais de réception conformes à la réglementation, ainsi que pour les opérations d'un montant supérieur à 150 K€ au respect de la charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Sont concernés : les collectivités, les acteurs du monde agricole (exploitations, opérateurs économiques, organismes professionels agricoles...) et les réseaux d'acteurs départementaux, régionaux ou suprarégionaux (collectivités, privés - entreprises, associations, chambres consulaires) engagés dans des démarches de reconquête de la qualité de l'eau des captages prioritaires pollués par les nitrates et les pesticides.

Les aides concernent les captages prioritaires identifiés dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Elles peuvent également être attribuées à titre exceptionnel, au cas par cas, pour d'autres captages concernés par des pollutions diffuses dans le cas d'une évolution prévue de la liste des captages prioritaires.

PROVISOIRE

Les démarches "captages" doivent être conduites par les collectivités gestionnaires de ces captages (maîtres d'ouvrage).

Pour les aides agence s'adossant au dispositif de mise en oeuvre de la PAC : ces aides sont accordées dans le respect des modalités des PDRR et d'une contribution systématique du FEADER ou d'un autre financeur d'au minimum 30% du montant des aides publiques.
Les taux d'aides publiques et les critères et conditions de majoration sont variables selon le dispositif de mise en œuvre de la PAC en région pour les mesures non surfaciques.

# II. 2. Estimation du coût des servitudes sur le PPI du champ captant Mont d'Or

## II. 2. 1. Acquisition de parcelle

Les parcelles n°114, 116, 117, 118 et 119 de la section CA (commune de Manosque) appartiennent déjà à la commune, la parcelle n°115 de la section CA (commune de Manosque) appartenant à l'Etat par la Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE). Cette dernière fera l'objet d'une convention avec la collectivité.

Aucune acquisition n'est nécessaire dans le cadre de la mise en place du PPI. Des frais estimés à 500 € sont pris en compte pour la réalisation de la convention de gestion du périmètre de protection immédiate du champ captant.

## II. 2. 2. Travaux d'aménagement et d'entretien

Afin de correspondre au périmètre de protection défini par l'hydrogéologue agréé, est chiffrée la moitié du périmètre pour l'installation d'une clôture. Le portail d'accès déjà en place sera conservé.
Ce coût sera à réévaluer selon la position effective des clôtures en place autour du champ captant.

- ✓ Clôture du PPI : 535 ml de périmètre : 58 850 € HT

# II. 3. Estimation du coût des servitudes sur le PPI de la prise d'eau du canal EDF

## II. 3. 1. Acquisition de parcelle

Les parcelles n°18, 20 et 21 de la section CD (commune de Manosque) appartiennent déjà à la commune, la parcelle n°19 de la section CD (commune de Manosque) correspondant au canal et appartenant à EDF. Une convention existe entre EDF et DLVAgglo pour le prélèvement dans le canal EDF, mais elle ne mentionne pas le périmètre de protection immédiate. Une convention sera réalisée après la déclaration d'utilité publique pour la gestion du périmètre de protection immédiate de la prise d'eau du canal EDF.

***Annexe 9 : Convention pour le prélèvement d'eau dans le canal EDF***

Aucune acquisition n'est nécessaire dans le cadre de la mise en place du PPI. Cependant, des frais de liés à la convention de gestion du PPI sont estimés à 500 €.

PROVISOIRE

## II. 3. 2. Travaux d'aménagement et d'entretien

De la même manière que pour le champ captant, une clôture de la taille de la moitié du périmètre immédiat est chiffrée, pour couvrir les modifications au besoin. Ce coût est donc à réévaluer en fonction de la position actuelle de la clôture.

- ✓ Clôture du PPI : 185 ml de périmètre : 20 350 € HT

# II. 4. Estimation du coût des servitudes sur le PPR du champ captant Mont d'Or

L'article L 1321-3 du Code de la Santé Publique reconnaît le droit à indemnisation pour les propriétaires ou occupants de terrain compris dans des périmètres de protection, si les mesures prises pour assurer la protection du point d'eau sont de nature à entraîner à leur égard un préjudice direct, matériel et certain.
Cette indemnisation s'inspire de l'application du code des expropriations (articles L.13.11 à 13.20).
L'article L13-13 précise : « les indemnités allouées doivent couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain, causé par l'expropriation ».

Un préjudice, pour être indemnisable, doit donc cumuler ces trois caractéristiques :

- Un préjudice direct : le préjudice, qui doit être la conséquence immédiate des servitudes, ne concerne que les titulaires de droit de la parcelle grevée de la servitude ;
- Un préjudice matériel : il doit pouvoir être rattaché à une perte objective, quantifiable et non équivoque. Ne sont pas indemnisables ni les préjudices moraux ou esthétique ni la notion de « perte de chance ».
- Un préjudice certain : le préjudice ne doit ni dépendre de tiers ou disposer de conditions suspensives, ni pouvoir être atténué ou supprimé par une éventuelle alternative ou pratique de substitution à la restriction d'usage qui le génère.

Pour les propriétaires, le Code de l'Expropriation précise aussi d'autres principes à l'indemnisation :

- La valeur vénale, fixée par France Domaine, doit servir de référence pour les fonds touchés
- Pour éviter les effets d'aubaine, les usages parcellaires retenus sont ceux un an avant la DUP, afin de ne pas tenir compte des changements de valeur provoqués par l'annonce de la DUP ou la perspective de modification des règles urbaines.

Enfin, d'une manière générale, le principe suivant est appliqué par la jurisprudence : les servitudes dans le périmètre de protection rapproché peuvent donner lieu à l'indemnité lorsque les propriétaires (et par extension les exploitants) supportent « une charge spéciale et exorbitante, hors de proportion avec l'objectif d'intérêt général poursuivi » (Rép. Min. n°65479 JOAN Q, 1er juin 2010, p6144).

Les mesures demandées par l'hydrogéologue agréé n'entrainent pas d'indemnisation mais des travaux et des études et un accompagnement spécifique de bonnes pratiques sont à prévoir :

1- Mise en place d'un plan de communication pour la prise en compte des mesures auprès des exploitants de carrière et d'ICPE dans le PPR : 3000 €.
2- Mise en place de communication auprès des agriculteurs pour la prise en compte des mesures agricoles : 3000 €.

Aménagements routiers : « **La route départementale D 907 :** La route départementale sera bordée de caniveaux étanches des deux côtés, afin de récupérer les eaux pluviales et les liquides issus d'éventuel accident. La partie de la route concernée ira depuis le rond-point de l'avenue St Maurice jusqu'à hauteur des berges de la Durance, soient environs 200 mètres linéaires de chaque côté.
Ces caniveaux iront à un séparateur de phase avec départ des eaux par le bas vers le réseau pluvial.



PROVISOIRE

**Autoroute :** Les eaux pluviales ruisselant sur l'autoroute seront collectées par des caniveaux et conduites vers des débourbeurs-déshuileurs (séparateur de phases). Ces derniers seront entretenus après tout épisode pluvieux. »

Ces travaux sont habituellement pris en charge par le gestionnaire de la route. Ils n'ont donc pas été chiffrés. Cependant, ces travaux vont nécessiter un suivi et un engagement de la Régie des Eaux DLVAgglo qui pourra alors se faire accompagner par un assistant à maitrise d'ouvrage.
Le coût est estimé à 35 000 € (AMO préparation et suivi de travaux pour la Régie des Eaux DLVAgglo).

# II. 5. Estimation du coût des servitudes sur le PPR et le PPE de la prise d'eau du canal EDF

Les mesures demandées par l'hydrogéologue agréé n'entrainent pas d'indemnisation mais des travaux et des études et un accompagnement spécifique de bonnes pratiques sont à prévoir :

- ⇨ Mise en place d'un plan de communication pour la prise en compte des mesures auprès des exploitants de carrière et d'ICPE dans le PPR, élargit à toutes les entreprises bordant le canal le long du PPE : 5000 € pour les PPR sensible et moins sensible et PPE
- ⇨ Mise en place de communication auprès des agriculteurs pour la prise en compte des mesures agricoles : 3000 €.

Aménagements routiers : « Au niveau du franchissement du canal par l'autoroute, au niveau du pont canal, les eaux pluviales de l'autoroute seront canalisées et évacuées hors d'atteinte du canal EDF. »

Le coût est estimé à 15 000 € (AMO préparation et suivi de travaux pour la Régie des Eaux DLVAgglo).

**Globalement les coûts sont essentiellement liés à :**

- La mise en place de convention et servitudes d'accès : 1000,00 €
- Des travaux de clôture et signalisations : 79 200,00€ + 2500 €
- Des plans de communication pour sensibiliser et orienter sur des bonnes pratiques : 17 000,00
- Assistance environnementale pour la mise en place des travaux routiers : 50 000 €

PROVISOIRE

# II. 6. Impact sur le prix de l'eau

L'impact sur le prix de l'eau est donc estimé à :
Le programme de financement de l'Agence de l'eau RMC se terminant en 2024, aucune subvention n'est prise en compte pour ne pas surestimer les aides possibles.

**Impact sur le prix de l'eau de la Mise en conformité des Captages d'eau Potable**

**Consommation d'eau** Données RAD 2022
1 780 733 m3/an

**Financement** 14 059
(Branchements = abonnés)

| | Coût du projet | Charge globale | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Apport Collectivité | Annuités | aides sur annuités | Dépense |
| **Mise en conformité des captages** | | | | | |
| Champ captant | - € | - € | - € | | - € |
| Prise d'eau canal EDF | - € | - € | - € | | - € |
| **Couts des mesures sur le PPI** | | | | | |
| PPI champs captant | 59 350 € | 59 350 € | 14 089 € | - € | 14 089 € |
| PPI prise d'eau canal EDF | 20 850 € | 20 850 € | 4 950 € | - € | 4 950 € |
| Traitement | - € | - € | - € | - € | - € |
| **Couts des mesures sur le PPR** | | | | | |
| PPR champs captant | 43 500 € | 43 500 € | 10 327 € | - € | 10 327 € |
| PPR prise d'eau canal EDF | 23 000 € | 23 000 € | 5 460 € | - € | 5 460 € |
| **Couts des mesures sur le PPE** | | | | | |
| PPE prise d'eau canal EDF | 3 000 € | 3 000 € | | | |
| **TOTAL** | **149 700 €** | **149 700 €** | **34 826 €** | **- €** | **34 826 €** |
| | | | Durée crédit | **5** ans | |
| | | | Taux (en %) | **6%** | |

## Surcoût de l'eau annuel (amortissement de dépense annuelle)

| | Par branchement | ou | Par $m^3$ |
|---|---|---|---|
| Surcout du m3 pour la mise en place des périmètres des protection du champ captant et de la prise d'eau du canal EDF | 2,48 € | | 0,020 € |

La mise en place des périmètres qui vont permettre de sécuriser la ressource n'impacteront pas les consommateurs pour un coût supérieur à 2 centimes d'euro/m3.
Pour ces travaux, la commune peut bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.
Tout financement est lié à l'achèvement de la DUP sur les captages.

***Annexe 10 : Détail des coûts pour la prise d'eau du canal EDF et le champ captant Mont d'Or - Durance***

# PIECE D – Compatibilité avec les documents de référence

PROVISOIRE

# I. 1. Comptabilité avec le document d'urbanisme

La Commune de Manosque dispose d'un Plan local d'Urbanisme datant du 30/03/2022, dont la dernière procédure a été approuvée le 16/01/2024.
Le champ captant est situé en zone Nn, protégée en raison de la présence importante de boisements, de la qualité du paysage ou de la présence de risques naturels. Les abris légers, constructions nécessaires à des équipements collectifs ou constructions annexes à celles existantes sont autorisées sous condition.

Le captage dans le canal EDF et la station de traitement se situe également en zone Nn.

La mise en place des périmètres de protection autour des sites de captage et des usines de traitement n'aura aucun impact sur le paysage. Les clôtures du champ captant devront permettre la libre circulation des eaux d'inondation. Par conséquent ces installations sont conformes aux prescriptions imposées par le PLU de Manosque.

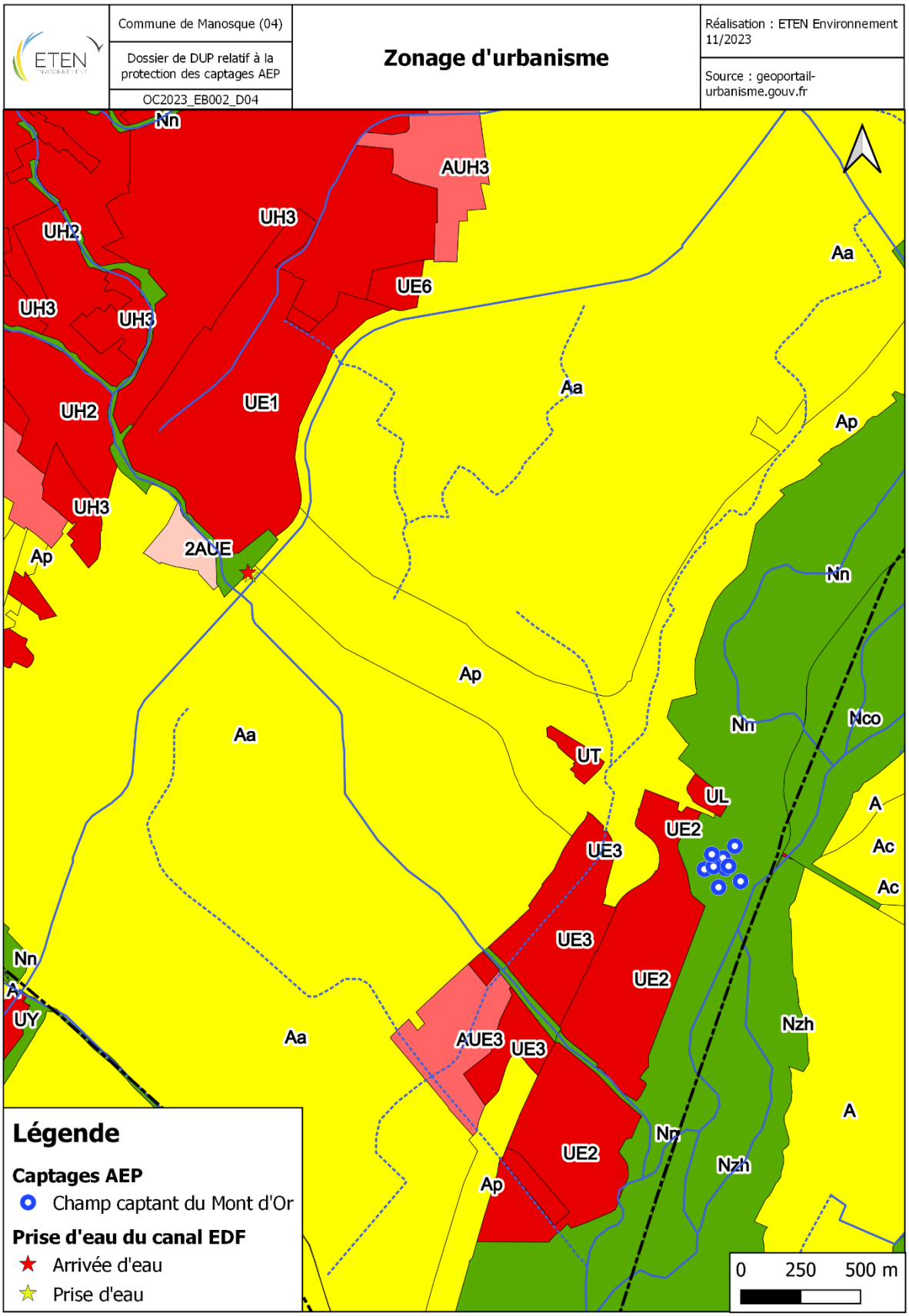
# I. 2. Compatibilité avec le SAGE et contrat de milieu

La commune de Manosque n'est concernée par aucun SAGE.

Le champ captant Mont d'Or-Durance est concerné par le contrat de milieu Val de Durance. Ce contrat de milieu a pour objectif de protéger et gérer la ressource en eau concernant la Durance et sa nappe d'accompagnement.
Le présent dossier permettra l'élaboration d'un dossier DUP permettant la mise en place de périmètres de protection afin de protéger la ressource (aspect qualitatif) et de gérer au mieux l'exploitation de l'aquifère afin que cette ressource soit pérenne.

Le projet de mise en place des périmètres de protection pour le champ captant et la prise d'eau du canal EDF est en accord avec le contrat de milieu Val de Durance.

PROVISOIRE




***Carte 33 : Zonage d'urbanisme au droit des zones de captage***

# I. 3. Comptabilité avec le SDAGE Rhône Méditerranée

## I. 3. 1. Présentation du SDAGE

Le 18 mars 2022, le comité de bassin a adopté le **S**chéma **D**irecteur d'**A**ménagement et de **G**estion des **E**aux (**SDAGE**) qui fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027 et a donné un avis favorable au programme de mesures (PDM) qui définit les actions à mener pour atteindre cet objectif. Ces documents sont entrés en vigueur le 4 avril 2022 suite à la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'approbation du préfet du 21 mars 2022.

Révisé tous les 6 ans, le SDAGE fixe les conditions pour concilier le développement et l'aménagement des territoires avec les objectifs de préservation et de restauration des milieux aquatiques.

Le socle du SDAGE 2022-2027 est ainsi constitué de **9 orientations fondamentales**
S'adapter aux effets du changement climatique ;

- ✓ Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- ✓ Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- ✓ Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau ;
- ✓ Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
- ✓ Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
- ✓ Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
- ✓ Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques,
- ✓ Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses,
- ✓ Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
- ✓ Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine.
- ✓ Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides :
- ✓ Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques,
- ✓ Préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
- ✓ Intégrer la gestion des espèces de la faune et la flore dans les politiques de gestion de l'eau.
- ✓ Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le SDAGE est également accompagné d'un P.D.M (programme de mesures) qui permet d'identifier les actions à engager pour atteindre les objectifs d'état des milieux aquatiques, fixés par le SDAGE, par territoire, bassin versant et masse d'eau.

Le SDAGE Rhône Méditerranée prône ambition et réalisme au sein de ce P.D.M.

Environ 7 100 mesures territorialisées sont à mettre en œuvre entre 2022 et 2027 sur plus de 2000 masses d'eau. Le programme de mesures répond aux objectifs environnementaux de la directive cadre sur l'eau en visant à réduire significativement l'impact des pressions qui s'exercent sur les milieux aquatiques pour :

- Atteindre et maintenir les objectifs de bon état des eaux ;
- Restaurer la qualité de l'eau des 281 zones de captage prioritaires de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- Préserver et restaurer 55 sites Natura 2000 qui dépendent du bon état des eaux ;
- Restaurer la qualité de l'eau de 49 sites de baignade, d'activités de loisirs et de sports nautiques dégradés ;
- Réduire les émissions de substances dangereuses ;



PROVISOIRE

- Atteindre l'objectif de bon état du milieu marin.

## I. 3. 2. Compatibilité du projet avec le SDAGE

***Tableau 51 : Compatibilité du projet avec le SDAGE « Rhône Méditerranée »***

| Mesures du SDAGE | Actions entreprises au niveau du projet |
|---|---|
| Orientation 5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé | |
| 5E-01 – Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable | Le champ captant Mont d'Or-Durance et la prise d'eau dans le canal EDF ne font pas partie des captages considérés comme prioritaires par le Grenelle de l'Environnement.<br>Cependant, l'aquifère exploité par le champ captant (FRDG357) est classé comme masse d'eau souterraine stratégique pour l'alimentation en eau potable. |
| 5E-03 – Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable | Le présent dossier correspond à la demande de DUP au titre du Code de la santé publique du champ captant Mont d'Or-Durance et de la prise d'eau du canal EDF avec l'instauration des périmètres de protection réglementaires définis par l'hydrogéologue agréé. |
| Orientation 7 – Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir | |
| 7-01 – Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau | Lors de la réalisation du présent dossier impliquant les ouvrages du champ captant et la prise d'eau du canal EDF, des mesures et prélèvements ont été effectués sur la ressource ce qui a permis de mieux connaitre les caractéristiques de celle-ci.<br>Les débits qui seront autorisés sur ces captages ont été évalués à partir des besoins futurs en eau de la commune. Ils sont compatibles avec le potentiel de la ressource sollicitée. Les volumes autorisés seront scrupuleusement respectés. |
| 7-08 – Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion | Dans le cadre du présent dossier, une estimation des besoins en eau de la commune de Manosque a été réalisée. Le potentiel de production des captages estimé grâce à des essais de pompages, est en adéquation avec les besoins futurs en eau de la collectivité. |

Le projet, par l'instauration des périmètres de protection des captages d'eau potable de la ville de Manosque et la déclaration des prélèvements d'eau, est compatible avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 adopté par le comité de bassin le 18 mars 2022 et approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022.

PROVISOIRE

# I. 4. Compatibilité avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et le SRADDET

Afin de lutter contre l'érosion de la biodiversité, le maintien des zones de connexions vitales entre populations constitue une priorité. Celles-ci doivent permettre les échanges entre les milieux naturels et entre les espèces y vivant. Dans ce cadre, le Grenelle de l'Environnement a permis de faire émerger un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame verte et bleue (TVB). Au niveau régional, la TVB se concrétise par l'élaboration d'un Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) respectant des orientations nationales (décret à paraître), copiloté par l'État et chaque Région.
Ce SRCE doit servir de cadre pour permettre la prise en compte de la TVB au plan local notamment dans les documents d'urbanisme (SCoT et PLU/PLUI) et dans les projets d'aménagement.

Créé par la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015, ce document organise la stratégie régionale pour l'avenir des territoires à moyen et long terme (2030 et 2050).

Le 26 juin 2019, l'Assemblée régionale a voté le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), qui déploie la stratégie de la Région Sud pour 2030 et 2050, pour l'avenir de nos territoires. L'objectif de ce plan ambitieux est de bâtir un nouveau modèle d'aménagement du territoire en coordonnant l'action régionale dans 11 domaines définis par la loi. Il est construit autour de trois lignes directrices :
Renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional :
Renforcer le rayonnement, notamment économique, du territoire (Meilleure connexion au reste du pays comme au monde, Soutien aux pôles d'excellence et secteurs porteurs, Insertion renforcée dans les projets européens)
Tout en le préservant (Aménagement durable, Préservation de la biodiversité, des ressources, etc.)
Et accompagner la transition environnementale et énergétique (Promotion de nouveaux modes de production et de consommation, Amélioration de la qualité de l'air, développement des modes de transport propres, Recyclage et valorisation des déchets)
Maîtriser la consommation de l'espace, renforcer les centralités et leur mise en réseau
Conjuguer égalité et diversité pour des territoires solidaires et accueillants

Les ouvrages étant déjà existant et antérieurs au SRCE et au SRADETT, ils n'ont pas remis en cause ce classement. Les captages, leurs usages et leurs protections sont compatibles avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique et le SRADDET.

Les ouvrages étant déjà existant et antérieurs au SRCE et au SRADETT, ils n'ont pas remis en cause ce classement. Les captages, leurs usages et leurs protections sont compatibles avec le Schéma Régional de Cohérence Écologique et le SRADDET.

PROVISOIRE

PROVISOIRE

# E-ANNEXES

PROVISOIRE

# I. Annexe 1 : Glossaire

PROVISOIRE

*Source : SDAGE 2022-2027*

| | **Définition** |
|---|---|
| **Aquifère** | Formation géologique constituée de roches perméables (formations poreuses et/ou fissurées) comportant une zone saturée – ensemble du milieu solide et de l'eau contenue suffisamment conductrice d'eau souterraine pour permettre l'écoulement significatif d'une nappe souterraine et le captage (drainage, pompage…) de quantités d'eau appréciables. Un aquifère libre comporte une surface libre et une zone non saturée (en eau). Un aquifère captif est entièrement saturé, comportant une nappe captive (sans surface libre ni zone non saturée), délimité au-dessus par des formations à perméabilité très faible faisant obstacle à tout flux appréciable. |
| **Arrêté de protection de biotope (APB)** | L'arrêté de protection de biotope a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc…)<br>Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée. Cette réglementation vise donc le milieu de vie d'une espèce et non directement les espèces elles-mêmes. |
| **Axes migrateurs amphihalins** | Le bassin Adour Garonne reste le seul en Europe à accueillir l'ensemble des 8 espèces patrimoniales de poissons grands migrateurs amphihalins : la grande alose, l'alose feinte, la lamproie marine, la lamproie fluviatile, le saumon atlantique, la truite de mer, l'anguille et l'esturgeon européen. Ces espèces symboliques contribuent à la préservation de la biodiversité et constituent des bio-indicateurs pertinents et intégrateurs de la qualité des milieux et de leur bon fonctionnement à l'échelle d'un grand bassin. |
| **Bon état des masses d'eau** | Chaque masse d'eau du bassin (2914 masses d'eau) doit atteindre le bon état d'ici 2015 :<br>• Pour les eaux superficielles (rivières, lacs, transition et côtières), les compartiments de l'état sont l'état chimique et l'état écologique ;<br>• Pour les eaux souterraines, les compartiments de l'état sont l'état chimique et l'état quantitatif. Des dérogations, comme des reports d'échéance au-delà de 2015, ou des objectifs moins stricts restent possibles, mais ils doivent être justifiés et soumis à consultation du public. |
| **Bon état chimique** | L'état chimique est l'appréciation de la qualité d'une eau sur la base des concentrations des substances prioritaires. L'état chimique comporte deux classes : bon et mauvais. L'état chimique est bon lorsque les concentrations en polluants (45 molécules) dues aux activités humaines ne dépassent pas les normes et valeurs seuils (NQE), lorsqu'elles n'entravent pas l'atteinte des objectifs fixés pour les masses d'eaux de surface alimentées par les eaux souterraines considérées et lorsqu'il n'est constaté aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaines. |
| **Bon état écologique** | L'état écologique est l'appréciation de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés aux eaux de surface. Il s'appuie sur des critères appelés éléments de qualité qui sont de nature :<br>• Biologique (présence d'êtres vivants végétaux et animaux) ;<br>• Hydromorphologique ;<br>• Physico-chimique. Pour chaque type de masse d'eau il se caractérise par un écart aux conditions de référence qui sont les conditions représentatives d'une eau de surface pas ou très peu influencée par l'activité humaine. Les conditions de référence peuvent être concrètement établies au moyen d'un réseau de sites de référence. Si pour certains types de masses d'eau il n'est pas possible de trouver des sites répondant aux critères ci-dessus, les valeurs de référence pourront être déterminées par modélisation ou avis d'expert. L'état écologique comporte cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais. Le bon état écologique est défini par de faibles écarts dus à l'activité humaine par rapport aux conditions de référence du type de masse d'eau considéré. Les limites de la classe « bon état » sont établies sur la base de l'exercice d'interétalonnage. |
| **Bon état quantitatif** | Le bon état quantitatif d'une eau souterraine est atteint lorsque les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible, compte tenu de la nécessaire alimentation des écosystèmes aquatiques de surface, des sites et zones humides directement dépendants. Il comporte deux classes : bon et |

| | Définition |
|---|---|
| | médiocre. À noter : le cas particulier de l'analyse de l'état d'une nappe captive combine une approche globale en bilan et des approches locales en pression. Une nappe captive est en bon état quantitatif lorsque à la fois :<br>• La diminution de la réserve que peut faire apparaître le calcul des bilans annuels à moyen et long termes (plusieurs décennies a minima) ne remet pas en cause la pérennité de la ressource ;<br>• Les niveaux piézométriques sur les zones à enjeux identifiées permettent de garantir :<br>- L'absence de dénoyage permanent et étendu du réservoir ;<br>- Des directions et sens d'écoulement interdisant l'entrée d'eaux parasites ;<br>- Des débits sortants au profit des milieux avals suffisants pour ne pas empêcher l'atteinte ou le maintien du bon état pour ces milieux. Pour les eaux de surface, la DCE ne définit pas de bon état quantitatif. Le régime hydrologique est visé comme un élément de qualité hydromorphologique, qui intègre le bon état écologique. La quantité et la dynamique du débit des cours d'eau doivent donc être compatibles avec l'atteinte des objectifs de bon état écologiques (voir annexe V de la DCE). Les aspects quantitatifs sont donc liés à la qualité de l'eau et des milieux, mais la DCE n'exige pas d'indicateurs pour caractériser spécifiquement l'état quantitatif des cours d'eau. |
| **Captage Grenelle** | Les ministères en charge du Développement Durable, de l'Agriculture et de la Santé ont défini une liste de 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires, correspondant à 856 ouvrages de prélèvement. L'objectif fixé par le Grenelle Environnement est de protéger l'aire d'alimentation de ces captages d'ici 2012. Des programmes d'actions spécifiques, financés notamment par les agences de l'eau, le ministère de l'agriculture et de la pêche et l'Europe, vont permettre cette protection effective. Répartis sur toute la France, ces 507 captages ont été identifiés suivant un processus de concertation locale, notamment avec les services déconcentrés des trois ministères, sur la base de trois critères l'état de la ressource vis-à-vis des pollutions par les nitrates ou les pesticides ; le caractère stratégique de la ressource au vu de la population desservie, enfin la volonté de reconquérir certains captages abandonnés. Le dispositif de protection qui sera appliqué sur ces 507 captages est principalement celui des « zones soumises aux contraintes environnementales » (ZSCE), issu de l'article 21 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Dans le cadre d'une politique globale de reconquête de la qualité de la ressource, cet outil viendra en complément du dispositif des périmètres de protection mis en place par le ministère de la santé pour lutter contre les pollutions ponctuelles et accidentelles et présents sur 65 % des captages retenus. La deuxième phase va consister en la mise en œuvre des programmes d'actions pour assurer la protection effective des 507 captages identifiés. Il s'agira en particulier, pour chaque captage, d'arrêter la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage (AAC), sur la base d'un diagnostic territorial des pressions agricoles, puis le programme d'actions au plus tard à l'automne 2011, pour permettre la mise en place des mesures agroenvironnementales d'ici mai 2012. |
| **Charte Natura 2000** | Outil d'adhésion aux objectifs de maintien et de rétablissement des habitats naturels et des espèces fixés dans le DOCOB. Elle ne donne pas lieu à rémunération mais ouvre droit à des exonérations de taxes foncières sur les propriétés non bâties. |
| **Cours d'eau classé** | Cours d'eau ou partie de cours d'eau et canaux dont la liste est fixée par décret, après avis des Conseils Généraux rendus dans un délai de six mois après leur saisine. Tout nouvel ouvrage sur ces cours d'eau doit comporter un dispositif assurant la circulation des poissons migrateurs et son exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien de ce dispositif. Les ouvrages existants doivent être mis en conformité, avec ces dispositions, sans indemnité dans un délai de 5 ans à compter de la publication d'une liste d'espèces migrateurs par bassin ou sous-bassin fixée par le Ministre chargé de la Pêche en eau douce, et le cas échéant, par le Ministre chargé de la Mer. |
| **Cours d'eau réservé** | Cours d'eau pour lesquels, en application de la loi du 16 octobre 1919 modifié par la loi de juillet 1980 sur les économies d'énergie et l'utilisation de la chaleur et la loi de juin 1984 sur la pêche en eau douce, aucune autorisation ou concession n'est donnée pour des entreprises hydrauliques nouvelles. Pour les entreprises existantes à la date de promulgation de la loi du 15 juillet 1980, le renouvellement de l'acte de concession ou d'autorisation pourra être accordé sous réserve que la hauteur du barrage ne soit pas modifiée. La liste des cours d'eau réservés est fixée par décret en Conseil d'Etat. |

| | Définition |
|---|---|
| | |
| **Débit d'objectif d'étiage (DOE)** | Les DOE sont définis sur des points clés du réseau hydrographique pour la gestion quantitative de l'eau, appelés points nodaux. Ils correspondent au « débit permettant de satisfaire l'ensemble des usages en moyenne 8 années sur 10 et d'atteindre le bon état des eaux » (arrêté de 2006 relatif au contenu des SDAGE). Ils servent de référence pour le suivi quantitatif des bassins dans le tableau de bord du SDAGE, la planification de la gestion quantitative, l'organisation de la gestion opérationnelle des étiages (voir disposition C3). La valeur des DOE a généralement été définie en s'appuyant sur l'hydrologie naturelle reconstituée au niveau du point nodal, ce qui permet d'obtenir une référence naturelle des écoulements dans les cours d'eau. Plus récemment, la méthode a intégré l'analyse d'indicateurs biologiques, permettant de définir des « débits biologiques » compatibles avec le bon fonctionnement des milieux. |
| **Débit de Crise de Référence (DCR)** | Le DCR est le débit de référence en dessous duquel les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile, de l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels sont mises en péril (voir disposition C3). Préalablement à l'atteinte de ce seuil, toutes les mesures possibles de restriction des consommations et des rejets doivent avoir été mises en œuvre (plan de crise). Lorsque ce seuil est atteint, les usages pour l'agriculture, l'industrie (hors sécurité civile), les loisirs et sports nautiques, etc. sont interdits |
| **Directive** | C'est « un acte juridique pris par le Conseil de l'Union européenne avec ou sans le Parlement européen. Il lie les États destinataires de la directive quant à l'objectif à atteindre, mais leur laisse le choix des moyens et de la forme pour atteindre cet objectif dans les délais fixés par elle. Les États membres doivent donc transposer la directive dans leur droit national. » |
| **Directive « Habitats Faune flore »** | Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992<br>Concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Cette directive prévoit notamment la désignation des zones spéciales de conservation, la mise en place du réseau Natura 2000 et le régime d'évaluation des incidences. |
| **Directive « Oiseaux »** | Directive 79/409/CE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, remplacée par la Directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (mise à jour de la directive 79/409/CE). Elle prévoit notamment la désignation des zones de protection spéciale. |
| **Document d'objectifs** | C'est un document de planification multi-partenariale destiné à organiser la manière dont les acteurs du site devront prendre en compte, par des moyens décidés localement dans la concertation, les impératifs de Natura 2000.<br>Ce document de gestion comprend un diagnostic du territoire qui dresse un état des lieux du patrimoine naturel, sur le site, par un inventaire et une cartographie des habitats et des espèces des Directives « Habitats » et « Oiseaux ». Cet état des lieux est croisé avec celui des usages et des activités humaines et permet de définir :<br>Des enjeux<br>Des objectifs de développement durable<br>Un programme d'actions<br><br>Ce document résulte d'un dialogue entre les acteurs (gestionnaires d'espaces naturels, collectivités, propriétaires…) et usagers (agriculteurs, forestiers, chasseurs…) du site et permet une gestion multifonctionnelle prenant mieux en compte les espèces et habitats d'intérêt communautaire. Il est consultable dans les DREAL, préfectures et communes de situation. |
| **Évaluation des incidences Natura 2000** | La directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dans son article 6 §3, impose de soumettre à évaluation des incidences Natura 2000 l'ensemble des plans, des projets et des activités susceptibles d'affecter un site Natura 2000, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans ou projets.<br>Le dispositif d'évaluation des incidences n'a pas vocation à interdire a priori les activités humaines dans les sites Natura 2000 mais a pour but de prévenir la dégradation et destruction des habitats et espèces d'intérêt communautaire. |

| | Définition |
|---|---|
| | Le porteur de projet doit étudier les incidences de son projet sur les sites Natura 2000 et déposer un dossier (« dossier d'évaluation des incidences Natura 2000) auprès de l'autorité décisionnaire. Celle-ci devra s'opposer au projet si elle estime que le plan ou le projet ne doit pas porter atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000, sauf si le projet répond aux conditions suivantes : le projet est justifié par des raisons impératives d'intérêt public majeur, aucune alternative n'est envisageable. Dans ce cas, le porteur de projet doit mettre en œuvre de mesures pour compenser les effets dommageables du projet sur le site.<br>Pour faciliter les obligations des demandeurs, il a été prévu une procédure d'évaluation des incidences par étapes, permettant d'adapter le niveau de détail de l'étude d'incidences au cas analysé en fonction de l'ampleur du projet et des enjeux des sites considérés. |
| **Eaux souterraines** | Elles sont constituées de :<br>• « Nappes libres » : elles sont alimentées par les précipitations au niveau de toute leur surface qui est à la pression atmosphérique (elles sont dites aussi « phréatiques » comme par exemple les nappes alluviales) ;<br>• Nappes dites « captives » ou « profondes » lorsque le système aquifère qui les contient s'ennoie sous des terrains imperméables et se met en pression ; une nappe captive comporte une partie libre (zone d'affleurement*) au niveau de laquelle les pluies s'infiltrent et la rechargent.<br>La nature des sédiments constitutifs des systèmes aquifères est un autre critère de classification déterminant des modes de circulation particuliers (systèmes fissurés, poreux, karstiques) et des conditions de vulnérabilité (karst) ou de relative protection (nappes profondes). Le transport solide au droit du barrage peut être en partie assuré ou rétabli par des opérations de mise en transparence des ouvrages. Elles consistent à abaisser le niveau du plan d'eau, à rétablir l'écoulement naturel en période de hautes eaux et à procéder à un hydrocurage permettant de limiter l'accumulation des sédiments dans les retenues |
| **Étiage** | L'étiage est la période pendant laquelle les plus faibles débits sont observés au cours d'une année hydrologique. Il se produit généralement l'été, sauf pour les régimes nivaux pour lesquels il se produit en hiver. Sur le plan réglementaire, la période d'étiage est définie par les préfets coordonnateurs de sous-bassins et précisée dans les arrêtés cadre sécheresse |
| **Eutrophisation** | Enrichissement excessif des cours d'eau et des plans d'eau en éléments nutritifs, essentiellement le phosphore et l'azote qui constituent un véritable engrais pour les plantes aquatiques. Elle se manifeste par la prolifération excessive des végétaux dont la décomposition provoque une diminution notable de la teneur en oxygène. Il s'en suit, entre autres, une diversité animale et végétale amoindrie et des usages perturbés (alimentation en eau potable, loisirs…). |
| **Habitats** | Habitat d'espèce : Ensemble des lieux, caractérisés par leurs conditions géographiques, physiques et biotiques, permettant la vie et la reproduction de l'espèce. Il peut comprendre plusieurs habitats naturels.<br><br>Habitat naturel : Milieu naturel ou semi naturel (terrestre ou aquatique) qui réunit les conditions physiques et biologiques nécessaires à l'existence d'une espèce (ou d'un groupe d'espèces) animale(s) ou végétale(s).<br><br>Espèce d'intérêt communautaire : Espèce animale ou végétale en danger, vulnérable, rare ou endémique, énumérée à l'annexe I de la Directive « Oiseaux » ou aux annexes II, IV et V de la Directive « Habitats ».<br><br>Espèces ou habitat d'intérêt communautaire prioritaire : Espèce ou habitat en danger de disparition sur le territoire européen des Etats membres et pour la conservation duquel l'Union européenne porte une responsabilité particulière, compte tenu de leur aire de répartition en Europe. Ils sont signalés par un * dans les annexes I et II de la directive<br><br>Habitats d'espèces d'intérêt communautaire : Ensemble des lieux, caractérisés par leurs conditions géographiques, physiques et biotiques, permettant la vie et la reproduction de l'espèce d'intérêt communautaire. |

| | Définition |
|---|---|
| | Habitat d'intérêt communautaire : habitats correspondant aux types mentionnés à l'annexe I de la directive « Habitats Faune Flore » et qui ont été sélectionnés en fonction des critères suivants :<br>o En danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle ;<br>o Ayant une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ;<br>o Ou constituant des exemples remarquables de caractéristiques, propres à une région biogéographique européenne, et représentatifs de la diversité écologique de l'Union. |
| **Hydrocarbure Aromatique Polycyclique (HAP)** | Regroupe de nombreuses molécules chimiques, comprenant plusieurs cycles carbonés, résultant de la combustion des énergies fossiles (charbon, pétrole) et des végétaux. Les plus fréquemment rencontrés sont ceux des familles des benzopyrènes et indéno pyrènes. Ces molécules sont considérées comme cancérigènes. |
| **Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).** | Activité (usine, entrepôt, élevage, carrière, ...) considérée comme dangereuse pour l'environnement. La définition des ICPE est donnée par le code de l'environnement selon des critères et des seuils liés aux activités, substances produites, rejets polluants... |
| **Masse d'eau** | Portion de cours d'eau, canal, aquifère, plan d'eau ou zone côtière homogène. Il s'agit d'un découpage élémentaire des milieux aquatiques destiné à être l'unité d'évaluation de la DCE.<br>Une masse de surface est une partie distincte et significative des eaux de surface, telles qu'un lac, un réservoir, une rivière, un fleuve ou un canal, une partie de rivière, de fleuve ou de canal, une eau de transition ou une portion d'eaux côtières.<br>Pour les cours d'eau la délimitation des masses d'eau est basée principalement sur la taille du cours d'eau et la notion d'hydro-écorégion.<br>Les masses d'eau sont regroupées en types homogènes qui servent de base à la définition de la notion de bon état.<br>Une masse d'eau souterraine est un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères. |
| **Micropolluant** | Polluant présent généralement en faible concentration dans un milieu donné (de l'ordre du microgramme (µg) au milligramme (mg) par litre ou par kilogramme) et qui peut avoir un impact notable sur les usages et les écosystèmes.<br>Micropolluant organique : Produit actif organique, le plus souvent synthétisé par l'industrie chimique. Les principaux micropolluants organiques suivis sont les organo-halogénés volatils (OVH), les hydrocarbures et les polychlorobiphényles (PCB).<br>Micropolluant minéral : Produit actif minéral, principalement des métaux ou des métalloïdes. Les principaux micropolluants minéraux suivis (dont la présence peut être naturelle ou d'origine anthropique) sont le cadmium, le mercure, le cuivre, le chrome, le zinc, le nickel et le plomb. |
| **Milieux aquatiques** | Voir écosystème aquatique |
| **Milieux humides** | Un milieu humide est une portion du territoire, naturelle ou artificielle, caractérisée par la présence de l'eau. Un milieu humide peut être ou avoir été (par exemple d'après la carte de Cassini ou la carte d'état-major (1820-1866) en couleurs) en eau, inondé ou gorgé d'eau de façon permanente ou temporaire. L'eau peut y être stagnante ou courante, douce, salée ou saumâtre. La notion de milieu humide regroupe 3 grands ensembles :<br>• Les zones humides d'importance internationale,<br>• Les zones humides loi sur l'eau,<br>• Les autres milieux humides. Les zones humides d'importance internationales ou « Site Ramsar » : Un site Ramsar est défini par la convention Ramsar dans son article 2.4 comme un milieu humide d'importance internationale ayant fait l'objet d'une inscription au titre de la convention.<br>*Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau. Ramsar (Iran), 2 février 1971. Recueil des traités de l'ONU numéro 14 583. Amendée par le Protocole de Paris, 3 décembre 1982 et par les Amendements de Regina, 28 mai 1987<br>Circulaire DGALN DEB/SDEN/BMA-DGOM du 24 décembre 2009 relative à la mise en œuvre de la convention internationale de Ramsar sur les zones humides et notamment processus d'inscription de zones humides au titre de cette convention. |
| **Objectif moins strict** | Il est possible, sous certaines conditions, de déroger définitivement à l'atteinte du bon état. |

| | Définition |
|---|---|
| | Il s'agit des cas de masses d'eau pour lesquelles les conditions naturelles ou l'activité humaine qui s'exerce (ou s'est exercée) sur elles sont telles que l'atteinte du bon état est impossible ou revêt un coût disproportionné par rapport aux enjeux locaux ou aux bénéfices environnementaux.<br>Il est vérifié que les besoins auxquels répondent les activités en question ne peuvent être assurés par d'autres moyens constituant une option environnementale meilleure.<br>En l'absence de tels moyens, ces masses d'eau font l'objet d'une dérogation pour « objectif moins strict », sur le ou les paramètres ne pouvant répondre aux exigences du bon état. Les autres paramètres de l'état peuvent viser un bon état écologique en 2021 ou 2027. |
| **Plans de Gestion des Etiages (PGE).** | Le PGE est un protocole d'accord entre différents partenaires (Etat, agriculteurs, Agence de l'Eau, EDF,) dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en période d'étiage. Il vise à retrouver une situation d'équilibre entre les usages de l'eau et le milieu naturel, traduite par le respect des débits d'objectif d'étiage. La gestion de la ressource en eau, sur les cours d'eau connaissant des déficits en eau à l'étiage, se traduit, par bassin hydrologique, par l'élaboration de<br><br>Ces plans visent à rétablir les conditions d'équilibre entre la ressource disponible et la pression exercée sur les milieux par l'ensemble des usages (prélèvements AEP, industries, irrigation) pour permettre de garantir, à la fois, les activités socio-économiques existantes et la permanence d'un débit d'objectif satisfaisant pour la salubrité et le maintien de la vie aquatique.<br>Après qu'aient été estimés les volumes d'eau manquants, les PGE ont pour objet de définir des scénarios de retour à l'équilibre (meilleure mobilisation de ressources existantes, création de ressources nouvelles, limitation des prélèvements, économies d'eau) et de définir des règles de gestion et de partage de l'eau entre les usagers. |
| **Poisson migrateur amphihalin** | Poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée. |
| **QMNA** | Débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A), est la valeur du débit mensuel d'étiage atteint par un cours d'eau pour une année donnée. Calculé pour différentes durées : 2 ans, 5 ans, etc., il permet d'apprécier statistiquement le plus petit écoulement d'un cours d'eau sur une période donnée (par exemple le débit d'étiage quinquennal ou QMNA5) |
| **Réservoirs biologiques** | Cours d'eau, ou parties de cours d'eau ou canaux au sens du 1° du I de l'article L. 214-17 qui comprennent une ou plusieurs zones de reproduction ou d'habitat des espèces de phytoplancton, de macrophytes et de phytobenthos, de faune benthique d'invertébrés ou d'ichtyofaune*, et permettent leur répartition dans un ou plusieurs cours d'eau du bassin versant. |
| **Ripisylve** | Formations végétales arbustives et arborescentes linéaires qui se développent sur les bords des cours d'eau ou des plans d'eau situés dans la zone frontière entre l'eau et la terre (écotones).<br>Elles sont constituées d'espèces adaptées à la présence d'eau pendant des périodes plus ou moins longues (saules, aulnes, frênes en bordure, érables et ormes en hauteur, chênes pédonculés et charmes sur le haut des berges). |
| **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)** | Né de la loi sur l'eau de 1992, le SAGE est le document d'orientation de la politique de l'eau au niveau local. Il est doté d'une portée juridique car les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec ses dispositions. Il met en place des prescriptions qui doivent pouvoir s'appliquer à un horizon de 10 ans. Le SAGE est établi par une commission locale de l'eau (CLE).<br>Il se traduit par un arrêté préfectoral qui identifie les mesures de protection des milieux aquatiques, fixe des objectifs de qualité à atteindre, définit des règles de partage des ressources en eau, détermine les actions à engager pour lutter contre les crues à l'échelle d'un territoire hydrographique pertinent (2000 à 3000 km2). Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE. |
| **SIC Site d'importance communautaire** | Site sélectionné pour intégrer le réseau Natura 2000, à partir des propositions des États membres (pSIC). |
| **Soutien d'étiage** | Action d'augmenter le débit d'un cours d'eau en période d'étiage à partir d'un ouvrage hydraulique (barrage réservoir ou transfert par gravité ou par pompage,...). |
| **Zone de répartition des eaux** | Zones définies en application de l'article R211-71 du code de l'environnement, comme des "zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des |

| | Définition |
|---|---|
| | ressources par rapport aux besoins". Elles sont définies afin de faciliter la conciliation des intérêts des différents utilisateurs de l'eau. Les seuils d'autorisation et de déclaration du décret nomenclature y sont plus contraignants. Dans chaque département concerné, la liste de communes incluses dans une zone de répartition des eaux est constatée par arrêté préfectoral. |
| **Zone de sauvegarde** | Les zones de sauvegarde sont des secteurs stratégiques des masses d'eau souterraine qui doivent faire l'objet d'une politique publique prioritaire de préservation des ressources en eau utilisées aujourd'hui et potentiellement utilisées dans le futur pour l'alimentation en eau potable. Une vigilance particulière est nécessaire afin de prévenir la détérioration de l'état des masses d'eau concernées. Les zones de sauvegarde ont vocation à centraliser l'ensemble des moyens visant à protéger qualitativement et quantitativement les ressources en eau nécessaires à la production d'eau potable, en vue de la préservation ou de la récupération de la qualité.<br>Dans des parties de ces zones de sauvegarde, où la ressource est utilisée aujourd'hui pour l'alimentation en eau potable, des objectifs plus stricts peuvent être définis afin de réduire le niveau de traitement pour produire de l'eau potable. |
| **Zone humide** | Selon le L.211-1 du code de l'environnement, I. - 1° [...] on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ; [...]<br>Il a été précisé par l'article R.211-108 du même code que :<br>• Les critères à retenir sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles ;<br>• En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide ;<br>• La délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des cotes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées.<br>• La présence d'un élément d'au-moins une des 3 caractéristiques étudiées (botanique, pédologique, hydrogéomorphologique) est nécessaire pour que le milieu soit considéré comme un milieu humide de type « Zone Humide » et de niveau de détail : « Précis ».<br>Elles se caractérisent par la grande richesse et une forte potentialité biologique (faune et flore spécifiques). Ce sont des espaces de transition entre la terre et l'eau (écotones). Elles servent notamment d'étape migratoire, de lieu de reproduction et/ou d'hivernage pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau et de poissons, chaque zone humide constituant ainsi le maillon d'une chaîne (ou corridor) indispensable à la survie de ces espèces. En outre, elles ont un rôle de régulation de l'écoulement et d'amélioration de la qualité des eaux. |
| **Zones vulnérables (au sens de la directive européenne "Nitrates"n°91/676/CEE)** | Zones qui alimentent les eaux ainsi définies :<br>• Atteintes par la pollution :<br>- les eaux souterraines et les eaux douces superficielles, notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est supérieure à 50 milligrammes par litre ;<br>- les eaux des estuaires, les eaux côtières et marines et les eaux douces superficielles qui ont subi une eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.<br>• Menacées par la pollution :<br>- les eaux souterraines et les eaux douces superficielles, notamment celles servant au captage d'eau destinée à la consommation humaine, dont la teneur en nitrate est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre et montre une tendance à la hausse ;<br>- les eaux des estuaires, les eaux côtières et marines et les eaux douces superficielles dont les principales caractéristiques montrent une tendance à une eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.<br>Le préfet coordonnateur de bassin après avis du comité de bassin arrête la délimitation des zones vulnérables. Cette délimitation fait l'objet d'un réexamen au moins tous les 4 ans. |

| | Définition |
|---|---|
| **Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)** | Inventaire identifiant les zones connues comme les plus importantes pour la conservation des oiseaux. C'est sur la base de cet inventaire que sont désignées les ZPS. |
| **Zone de Protection Spéciale (ZPS)** | Elles sont créées en application de la directive européenne « Oiseaux » relative à la conservation des oiseaux sauvages. La détermination de ces zones s'appuie sur l'inventaire scientifique des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO). Les ZPS sont intégrées au réseau européen de sites écologiques appelé Natura 2000. |
| **Zone Spéciale de Conservation (ZSC)** | « Site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné. » Elles sont créées en application de la directive européenne « Habitats Faune Flore ». (Définition extraite de la directive 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore ») |

# II. Annexe 2 : Documents relatifs à la compétence eau de DLVA

PROVISOIRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**PREFECTURE**
Direction des libertés publiques et des collectivités locales
Pôle juridique interministériel
Bureau des relations avec les collectivités locales

Digne les Bains, le 16 NOV. 2012

**ARRETE INTER-PREFECTORAL N° 2012.** 2275/MS

portant création de la communauté d'agglomération « Durance Lubéron Verdon Agglomération » issue de la fusion des communautés de communes Sud 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental et Lubéron-Durance-Verdon et du rattachement des communes de Riez et de Roumoules.

**LE PREFET DU VAR**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales.

**Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux responsabilités et libertés locales.

**Vu** la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales.

**Vu** la loi n°2012-281 du 29 février visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale.

**Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2002-3581 du 27 novembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes SUD 04 et portant dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique pour la collecte, le traitement et le tri sélectif des ordures ménagères des communes de Corbières et Sainte-Tulle.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-1191 du 30 mai 2005 portant création de la communauté de communes Lubéron-Durance-Verdon.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2010-2512 du 15 décembre 2010 portant fusion la communauté de commune Intercommunalité du Lubéron Oriental et de la communauté de communes du Val de Rancure.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2011-2454 du 12 décembre 2011 portant schéma départemental de coopération intercommunale.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-1472 du 28 juin 2012 portant projet de périmètre de la communauté d'agglomération de « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** la délibération n°2012/57 du 11 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de commune SUD 04 décide d'approuver le projet de périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération « .

**Vu** la délibération n°2012-09-13-03 du 13 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental décide d'approuver le projet de périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** la délibération n°CC-1-09-12 du 24 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Lubéron-Durance-Verdon décide d'approuver le projet de périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** les délibérations concordantes des communes de Valensole (16/07/2012), d'Esparron du Verdon (n°12/59 du 19/07/2012) de Gréoux-les-bains (n°2012-88 du 23/07/2012), de Volx (n°78/2012 du 23/07/2012),de Montfuron (n°DE_2012_37 du 30/07/2012) de Saint-Maime (21/08/2012), de Puimoisson ( n°115/12 du 23/08/2012), de Villeneuve (n°1 du 27/08/2012), de Saint-Laurent-du-Verdon (n°2012-24 du 28/08/2012), de Quinson (n°06-09-12-01 du 07/09/2012), de Sainte-Tulle (n°2012/060 du 07/09/2012), de Castellet (10/09/2012), d'Allemagne-en-Provence (n°33/12 du 12/09/2012), de Corbières (n°47 du 12/09/2012), d'Entrevennes (n°2012/034 du 13/09/2012), de la Brillanne (n°42/2012 du 17/09/2012), de Manosque (n°12.09.1 du 20/09/2012), de Montagnac-Montpezat (n°2012/46 du 20/09/2012), de Riez (n°88-2012/07 du 21/09/2012), de Roumoules (n°2012-57 du 25/09/2012), de Saint-Martin-de-Bromes (n°2012/51 du 26/09/2012), de Brunet (n°2012-029 du 27/09/2012), de Pierrevert (01/10/2012), Puimichel (n° 16 du 24/07/2012), Oraison ( n°060 du 26/07/2012), de Vinon-sur-Verdon, approuvant le périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** les délibérations concordantes des communes concernées approuvant les statuts ci-annexés.

**Considérant** que le périmètre du présent arrêté concourt à la création d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement du territoire.

**Considérant** que le périmètre, objet du présent arrêté constitue un territoire pertinent au regard des critères énumérés dans l'article L5210-1-1 du CGCT, notamment en terme de cohérence spatiale de solidarité financière, et de rattachement des communes isolées, tels que définis dans le schéma départemental de coopération intercommunale.

**Considérant** que les conditions de majorité qualifiée requise pour la fusion-transformation des

communautés de communes de Sud 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental, Lubéron-Durance-Verdon, et des communes isolées de Riez et Roumoules, sont remplies.

**Sur proposition** de M. le secrétaire général de la préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

**ARRETE :**

**Article 1er** : il est créée, au 1er janvier 2013, un nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des communautés de communes de SUD 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental, Lubéron-Durance-Verdon, et du rattachement des communes de Riez et Roumoules.

Ce nouvel établissement public est distinct des personnes morales fusionnées. Il appartient à la catégorie des communautés d'agglomération.

Elle prend le nom de communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Article 2** : la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » est composée des communes suivantes :

| | |
|---|---|
| Allemagne-en-Provence | Puimichel |
| Brunet | Puimoisson |
| Corbières | Quinson |
| Entrevennes | Riez |
| Esparron-de-Verdon | Roumoules |
| Gréoux-les-bains | Saint-Laurent-du-Verdon |
| La Brillanne | Saint-Maime |
| Le Castellet | Saint-Martin-de-Bromes |
| Manosque | Sainte-Tulle |
| Montagnac-Montpezat | Valensole |
| Montfuron | Villeneuve |
| Oraison | Vinon-sur-Verdon |
| Pierrevert | Volx |

**Article 3** : le siège de la communauté d'agglomération est fixé à Manosque (04100), Hôtel de Ville, Place de l'Hôtel de ville.

**Article 4** : à compter du 1er janvier 2013, la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » exercera les compétences issues des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés rappelées ci-dessous et dont le détail figure dans les statuts annexés au présent arrêté.

Compétences obligatoires

- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique d'intérêt communautaire.
- Action de développement économique.
- Aménagement de l'espace communautaire.
- Équilibre social de l'habitat
- Politique de la ville

**Issue de la communauté de communes Lubéron Durance Verdon**

- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique d'intérêt communautaire.
- Action de développement économique.
- Aménagement de l'espace communautaire.
- Équilibre social de l'habitat

**Issue de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental**

- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire.
- Action de développement économique d'intérêt communautaire
- Aménagement de l'espace communautaire
- Équilibre social de l'habitat

**Issue de la communauté de communes SUD 04**

- Aménagement, entretien, et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale.
- Action de développement économique
- Aménagement de l'espace

Compétences optionnelles

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement collectif et non collectif
- Eau
- Environnement
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

**Issue de la communauté de communes Lubéron Durance Verdon**

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement non collectif
- Environnement
- Construction, aménagement, entrètien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

**Issue de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental**

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement collectif et non collectif
- Eau
- Environnement
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

**Issue de la communauté de communes SUD 04**

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement non collectif
- Environnement

Compétences Facultatives

- Tourisme
- Éclairage public
- Massif forestiers, rivières
- Agenda 21
- Enfance-jeunesse
- Éducation
- Système d'information géographique

**Issue de la communauté de communes Lubéron Durance Verdon**

- Création et gestion d'un système d'information géographique (SIG) dont la numérisation des cadastres communaux.

**Issue de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental**

- Études et promotion des activités touristiques.
- Création d'équipements touristiques reconnus d'intérêt communautaire.
- Sentiers de randonnée non inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).
- Entretien et aménagement des rivières et protection des rives du Largue, de la Laye, du Lauzon, du Riou, de l'Asse et du Rancure et de leurs affluents situés sur le territoire de la communauté.
- Création et gestion d'un système d'information géographique (SIG) dont la numérisation des cadastres communaux.

**Issue de la communauté de communes SUD 04**

- Création et gestion d'un système d'information géographique (SIG) dont la numérisation des cadastres communaux.
- Entretien et gestion des massifs soumis au régime forestier.
- Création, gestion et entretien des petits équipements à l'intérieur des massifs forestiers.

- Entretien et gestion du lit et des berges du Chaffère.
- Actions de prévention vis-à-vis du risque d'incendie de forêt.

**Article 5 :** ces compétences pourront faire l'objet d'une modification, d'une restitution totale ou partielle aux communes membres par le conseil communautaire dans le respect des dispositions de l'article L.5211-41-3 du CGCT.

**Article 6 :** la communauté d'agglomération est administrée par un conseil composé, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres selon la répartition suivantes :

| | |
|---|---|
| Communes de 1 à 799 habitants | 4 sièges |
| Communes de 800 à 999 habitants | 5 sièges |
| Communes de 1000 à 9999 habitants | 7 sièges |
| Communes de plus de 10 000 habitants | 15 sièges |

**Article 7 :**l'intégralité de l'actif et du passif des établissements publics fusionnés est attribuée à la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Article 8 :** la communauté d'agglomération disposera des budgets annexes suivants avec autonomie financière :
Assainissement Non Collectif, Eau, (pour part en Régie), Assainissement (pour part en Régie)
et des budgets annexes suivants avec compte de liaison :
Eau ( pour part en gestion déléguée), Assainissement (pour part en gestion déléguée), zone(s) d'activités, Transport.

**Article 9** : l'intégralité du personnel des établissements publics fusionnés est attribuée à la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Article 10** : la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » reprendra les résultats de fonctionnement d'une part, et les résultats d'investissement d'autre part, des organismes fusionnant, ces deux résultats étant constatés par chacun de ces organismes à la date d'entrée en vigueur de la fusion.

**Article 11**: la communauté d'agglomération « Durance Lubéron Verdon Agglomération » est soumise de plein droit au régime de la fiscalité professionnelle unique.

**Article 12** : le comptable de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » sera le trésorier de Manosque.

**Article 13** : le syndicat d'études et de programmation de la région de Manosque, inclus dans la totalité du périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » compétente en matière de schéma de cohérence territoriale est dissout à compter du 1er janvier 2013 par application de l'article L5216-6 du CGCT

L'intégralité des biens, droits, et obligations du syndicat d'études et de programmation de la région de Manosque seront transférées dans leur intégralité à la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

L'intégralité du personnel du syndicat sera réputé relever de la communauté d'agglomération

dans les conditions de statuts qui sont les siennes.

**Article 14** : la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération »est substituée de plein droit pour l'ensemble des droits, des biens et obligations des communautés de communes fusionnées, SUD 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental et Lubéron-Durance-Verdon et communes incluses dans son périmètre.

**Article 15** : la communauté d'agglomération « Durance Lubéron-Verdon Agglomération » est substituée de plein droit, pour l'exercice de ses compétences aux établissements fusionnés et au communes incluses dans son périmètre dans toutes leurs délibérations et leurs actes.

**Article 16** : les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par l'établissement public issu de la fusion. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale et les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**Article 17:** le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, rue Breteuil – 13281 MARSEILLE Cedex 6).

**Article 18 :**

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
- le Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes-de-Haute-Provence,
- le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
- le Directeur Départemental des Finances Publiques du Var

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, et notifié aux Président des communautés de communes SUD 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental, aux maires concernés et dont copie sera adressée au Sous-Préfet de l'arrondissement de Forcalquier.

**Le Préfet du VAR,**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

**Pierre GAUDIN**

**Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,**

**Michel PAPAUD**

**STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

## ARTICLE I – CONSTITUTION DU PERIMETRE

Conformément au schéma départemental de coopération intercommunale des Alpes de haute Provence, et aux dispositions de l'article 60 III de la loi RCT, il est formé une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes ILO, SUD 04, CCLDV, et de l'adhésion des communes de Riez et de Roumoules.

Cette communauté d'agglomération est composée de :
ALLEMAGNE EN PROVENCE, BRUNET, CORBIERES, ENTREVENNES, ESPARRON DE VERDON, GREOUX LES BAINS, LA BRILLANNE, LE CASTELLET, MANOSQUE, MONTAGNAC-MONTPEZAT, MONTFURON, ORAISON, PIERREVERT, PUIMICHEL, PUIMOISSON, QUINSON, RIEZ, ROUMOULES, SAINT LAURENT DU VERDON, SAINT MAIME, SAINT MARTIN DE BROMES, SAINTE TULLE, VALENSOLE, VILLENEUVE, VINON SUR VERDON, VOLX .

La Communauté d'Agglomération ainsi créée prend la dénomination suivante :

**« DURANCE, LUBERON, VERDON AGGLOMERATION »**

## ARTICLE II – SIEGE

Le siège social de la communauté d'agglomération est fixé à l'Hôtel de Ville – Place de l'Hôtel de Ville 04100 Manosque.

## ARTICLE III – DUREE

Conformément à l'article L 5216-2 du Code Général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération est créée sans limitation de durée.

## ARTICLE IV – COMPETENCES

En application de l'article 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la communauté d'agglomération « Durance, Luberon, Verdon, agglomération » exerce de plein droit au lieu et place des

communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire les compétences suivantes :

## COMPETENCES OBLIGATOIRES

### I – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- **a - Zones d'activités :**

  **Création, aménagement, entretien et gestion de toutes les zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, existantes ou à venir sur le territoire de la communauté d'agglomération.**

- **b -Actions de développement économique**

  **➢Accueil d'entreprises :**
  Actions favorisant, l'accueil d'entreprises, promotion, communication, construction et gestion de structures d'accueil pour les entreprises industrielles artisanales.

  **➢ Soutien au commerce, à l'artisanat :**
  Elaboration, gestion, animation des politiques contractuelles en faveur du développement économique, industriel, commercial, artisanal, (ORAC, FISAC..), promotion et communication.

  **➢- Agriculture**
  Soutien à l'activité agricole, aux productions locales. Valorisation des pôles labellisés, promotion et communication.

### II – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- **a -Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur d'intérêt communautaire.**

- **b -Aménagement, réalisation de zones nouvelles de développement d'intérêt communautaire selon les procédures d'aménagement en vigueur : ZAC, lotissement.**

- **c -Organisation et gestion des transports urbains sur le territoire communautaire.**

- **d – Constitution de réserves foncières nécessaires à l'exercice des compétences de la communauté d'agglomération.**

## III – EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT

- **a- Programme local de l'habitat, politique du logement dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **b -Actions et Aides financières en faveur du logement social dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **c -Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **d- Action par des opérations en faveur du logement des personnes défavorisées, dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **e- Amélioration du parc immobilier bâti dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

## IV – POLITIQUE DE LA VILLE

- **a- Ingénierie, projets et gestion de dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire :**

  ➢ Elaboration et gestion des politiques contractuelles en faveur de la cohésion sociale : contrat urbain de cohésion sociale en partenariat avec les services de l'Etat, pour la ville de Manosque.

- **b - Ingénierie, projets et gestion de dispositifs locaux d'intérêt communautaire en matière de prévention de la délinquance :**

  ➢ Mise en place d'une stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance sur le territoire communautaire.

  ➢ Création et animation d'une instance de concertation et d'échange en liaison avec les CLSPD existants et à venir.

## COMPETENCES OPTIONNELLES

## I – VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

- **Aménagement et création de voirie reconnus d'intérêt communautaire.**
- **Création, ou aménagement et gestion de parcs de stationnement reconnus d'intérêt communautaire.**

**II – <u>ASSAINISSEMENT</u>**

- **a - Assainissement collectif :**

  - **Elaboration des schémas directeurs d'aménagement.**
  - **Réalisation, exploitation des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées et élimination des boues des stations d'épuration.**
  - **Si des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales ou des pollutions apportées au milieu par le rejet des eaux pluviales, la collecte et le stockage de ces eaux ainsi que le traitement de ces pollutions dans les zones délimitées par la communauté en application des troisièmement et quatrièmement de l'article L 2224-10 du CGCT.**

- **b -Assainissement non collectif :**

  - **Service public d'assainissement non collectif (SPANC)**

**III – <u>EAU POTABLE</u>**

- **Création, gestion, aménagement, transport, production, stockage, distribution d'eau destinée à la consommation humaine.**
- **Elaboration d'un schéma directeur de l'eau potable**

**IV – <u>ENVIRONNEMENT</u>**

- **a - <u>Soutien aux actions de la maîtrise d'énergie</u>**

- Prise en charge des études et actions en vue de diminuer la consommation d'énergie des bâtiments et infrastructures communautaires.

- Prise en charge des études en vue de diminuer la consommation d'énergie des bâtiments communaux. Les travaux restent à la charge des communes.

- Développer et favoriser la promotion des énergies renouvelables sur le territoire communautaire.

- Réseau de chaleur d'intérêt communautaire : présente un intérêt communautaire le réseau de chaleur de la ZAC chanteprunier à Manosque.

- **b -<u>Collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés</u>**

- **d - Lutte contre la pollution de l'air, et lutte contre les nuisances sonores**

## V– CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE

### CULTURE

- **a – Création, Extension, aménagement, entretien, gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire :**

*Présentent un intérêt communautaire les équipements culturels suivants :*
*Sur la commune de Gréoux les Bains : La salle de l'étoile, la maison de Pauline. La salle des Gardes, la cour du Château*
*Sur la commune de Manosque : Le théâtre Jean Le Bleu, l'école de musique, le centre Jean Giono*
*Sur la commune d'Oraison : La salle de l'Eden*
*Sur la commune de Riez : Le musée*
*Sur la commune de Saint Maime : Le musée de la mine*
*Sur la commune de Saint Martin de Brômes : La salle d'exposition, La Tour de l'Horloge*
*Sur la commune de Sainte Tulle : le théâtre Henri Flachère*
*Sur la commune de Vinon sur Verdon : La salle de spectacle du Moulin Saint André. La salle de musique.*

- **b – Lecture publique :**

**Création, aménagement, entretien, gestion de toutes les médiathèques et des bibliothèques situées sur le territoire communautaire. Mise en réseau des médiathèques.**

- **c – Enseignement musical, et artistique**

- **d – Organisation, planification diffusion des animations culturelles dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **e – Subventions aux associations dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire**

### EQUIPEMENTS SPORTIFS

- **La construction, l'aménagement, l'entretien des grands équipements sportifs stratégiques dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

## COMPETENCES FACULTATIVES

### TOURISME

**Coordination de l'offre touristique et soutien aux actions de développement touristique, création, gestion et entretien d'équipements futurs touristiques d'intérêt communautaire.**

**ECLAIRAGE PUBLIC**

- **Création, gestion, entretien des réseaux d'éclairage public et des équipements qui leur sont associés. (L'éclairage de noël et festif reste à la charge des communes).**

**MASSIFS FORESTIERS, RIVIERES**

- **Mise en œuvre des plans massifs.**
- **Elaboration d'un plan de sauvegarde intercommunal et assistance à l'élaboration des plans communaux de sauvegarde.**
- **Autorité organisatrice de second rang pour l'entretien des rivières**
- **Gestion des sentiers de randonnées non inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).**

**AGENDA 21**

- **Mise en œuvre d'un agenda 21 dans les projets communautaires.**

**ENFANCE -JEUNESSE**

- **Accompagnement à la citoyenneté des adolescents et des jeunes adultes (16-25 ans) (Bureau information jeunesse ; Point information jeunesse ; Mission locale....)**
- **Relais des assistantes maternelles.**

**EDUCATION**

- **ECOLE PUBLIQUE INTERNATIONALE :**

**création des classes, gestion et financement de l'établissement du 1er degré**
**gestion des charges communes définies par convention entre la communauté d'agglomération, la région et le département.**

- **RELATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS DU SECOND DEGRE :**

**La communauté d'agglomération se substitue aux communes pour l'ensemble des subventions régulièrement attribuées aux associations des Collèges et Lycées.**

**SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE**

- **Création, gestion et animation d'un système d'information géographique à l'échelle du territoire.**

**ARTICLE V – REPARTITION DES SIEGES**

Le Conseil communautaire est composé de membres titulaires et suppléants élus par les conseils municipaux des communes membres de la communauté d'agglomération.
Conformément aux dispositions de la loi N° 2012-281 du 29 février 2012 – article 5 : » l'article 83 de la loi du 16 décembre 2010 est ainsi modifié :

« II. — *Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la composition de l'organe délibérant et du bureau des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre créés antérieurement à la date de promulgation de la présente loi, issus d'une procédure de transformation, de transformation avec extension de périmètre ou de fusion en application des* articles L. 5211-41 à L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales *ou issus d'une des opérations prévues à l'article 60 de la présente loi, demeure régie par les dispositions du* code général des collectivités territoriales *dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'article 9 de la présente loi. » .....*

*II bis. — Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la désignation de délégués suppléants au sein des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre demeure régie par les dispositions du* code général des collectivités territoriales *dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'article 9 de la présente loi.*

La population retenue pour la répartition des élus, est la population totale, issue du dernier recensement de l'INSEE :

Le nombre de délégués titulaires et suppléants des communes membres au conseil est fixé comme suit :

- **Commune de 1 à 799 habitants : 4 sièges**
- **Commune de 800 à 999 habitants : 5 sièges**
- **Commune de 1000 à 9999 habitants : 7 sièges**
- **Commune de plus de 10 000 habitants : 15 sièges**

Les délégués suppléants seront appelés à siéger au conseil communautaire avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.

## ARTICLE VI – BUREAU

Le conseil communautaire élit un Président et un bureau.
Le fonctionnement du bureau est défini dans le règlement intérieur de la communauté d'agglomération.

## ARTICLE VII – COMMISSIONS THEMATIQUES

Des commissions thématiques chargées de préparer les décisions du conseil communautaire sont créées par le Conseil. Les membres des commissions sont désignés par le conseil communautaire sur proposition des maires parmi les membres du conseil communautaire ou du conseil municipal de la commune concernée.

## ARTICLE VIII – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les recettes du budget de la Communauté d'agglomération comprennent :

- **Des ressources fiscales mentionnées au I et au V de l'article 1379-0 bis du code général des impôts ;**
- **Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté d'agglomération ;**
- **Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;**
- **Les subventions et dotations de l'Etat, de la région, du département, et des communes.**
- **Le produit des dons et legs ;**
- **Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;**
- **Le produit des emprunts ;**
- **Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L.2333-64 ;**
- **La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du fonds national de garantie individuelle des ressources.**

**ARTICLE IX MODIFICATION STATUTAIRE**

Les modifications statutaires seront effectuées dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Le préfet
du Var

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN

le préfet
des Alpes-de-Haute-Provence

**Michel PAPAUD**

| Date AR Sous-Préfecture : | Date d'affichage : 17/11/23 |
|---|---|
| | |

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**N° CC-33-11-23**

***Le 14 novembre 2023 à 18h00, le Conseil de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération, dûment convoqué par lettres individuelles, en date du 8 novembre 2023, s'est réuni en session Ordinaire sous la présidence de Monsieur Camille GALTIER, Salle Giono - Centre des Congrès l'Etoile - GREOUX LES BAINS, dont les portes étaient restées ouvertes au public.***

***Présents :***
***Monsieur Vincent ALLEVARD, Monsieur Pascal ANTIQ, Monsieur Paul AUDAN, Monsieur Gérard AURRIC, Monsieur Christophe BIANCHI, Madame Catherine BOLEA, Monsieur Fabien BONINO, Monsieur Jean-Charles BORGHINI, Monsieur Guy BURLE, Madame Maryse CABRILLAC, Monsieur Claude CHEILAN, Madame Michèle COTTRET, Madame Claudie DECONIHOUT, Madame Delphine DELFINO, Monsieur Alain DEMOULIN, Monsieur Jérôme DUBOIS, Madame Brigitte DURAND, Monsieur Ismail EL OUADGHIRI, Monsieur Raphaël ENDERLÉ, Monsieur Jacques ESPITALIER, Monsieur Serge FAUDRIN, Madame Sandra FAURE, Monsieur Pierre FISCHER, Monsieur Camille GALTIER, Monsieur Serge GARCIA, Madame Béatrice GARCIA, Monsieur Laurent GARCIA, Monsieur Benoit GAUVAN, Monsieur François GRECO, Madame Nadine GRILLON, Monsieur Jean-Paul JULIEN, Madame Fabienne KREBAZZA, Monsieur Armel LE HEN, Madame Marion MAGNAN, Madame Marion MARCHAL, Monsieur Gilles MEGIS, Monsieur André MILLE, Monsieur Patrick OBRY, Madame Caroline PAOLASSO, Monsieur Alex PIANETTI, Madame Emmanuelle PRADALIER, Monsieur Jean-Luc QUEIRAS, Madame Laurie SARDELLA, Monsieur Bruno VIVIEN.***

***Absents représentés :***
***Monsieur Jean-Claude CASTEL donne pouvoir à Monsieur Vincent ALLEVARD, Monsieur Jean-Guillaume D'HERBES donne pouvoir à Monsieur Camille GALTIER, Madame Odile GUIGON-CAUVIN donne pouvoir à Monsieur Serge GARCIA, Madame Valérie PEISSON donne pouvoir à Monsieur Pascal ANTIQ, Madame Lise RAOULT donne pouvoir à Madame Caroline PAOLASSO.***

***Absents excusés :***
***Madame Isabel GAMBA, Monsieur Benoît GOUIN, Monsieur Renaud HONDE.***

***Absents :***
***Monsieur Francis BERARD , Monsieur Pierre BIANCO, Madame Celine BONNAFOUX, Monsieur Patrick GARNON, Madame Valérie LAFAY ANGELVIN, Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY, Madame Séverine REYNE, Madame Virginie ROUZAUD.***

***Secrétaire de séance : Monsieur Bruno VIVIEN***

***Le quorum est atteint.***

# CC-33-11-23 - CREATION D'UNE REGIE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT A PERSONNALITE MORALE ET ADOPTION DES STATUTS

**VU** l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** les articles L.1412-1, L.2221-1 et suivants et R.2221-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté inter préfectoral n° 2020-070.005 en date du 10 mars 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération (DLVAgglo),

**VU** la délibération CC-8-11-22 du 08 novembre 2022, par laquelle le conseil communautaire a approuvé le principe du mode de gestion par régie dotée de la personnalité morale pour les services public d'eau potable et d'assainissement (comprenant le service de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif) à compter du 1er janvier 2024,

**VU** la délibération CC-...-11-23 du 14 novembre 2023, par laquelle le conseil communautaire a approuvé la dissolution de régie à simple autonomie financière des services public d'eau potable et d'assainissement de DLVAgglo au 31 décembre 2023,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre d'une harmonisation des modes de gestion, DLVAgglo a décidé de reprendre en régie les services d'eau et d'assainissement sur l'ensemble de son territoire à l'issue des contrats de délégation en cours,

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.2221-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les régies sont dotées soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière, soit de la seule autonomie financière,

**CONSIDÉRANT** que l'article L.1412-1 du CGCT dispose très clairement que « *lorsqu'elle est assurée à l'échelle intercommunale par un même établissement public de coopération intercommunale ou un même syndicat mixte, l'exploitation des services publics de l'eau et de l'assainissement des eaux usées ou de la gestion des eaux pluviales urbaines peut donner lieu à la création d'une régie unique, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, conformément aux dispositions de l'article L. 2221-10, à condition que les budgets correspondants à chacun de ces services publics demeurent strictement distincts* »,

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort des travaux parlementaires ayant précédé l'adoption de cette disposition que le législateur a clairement ouvert la dérogation d'une régie unique pour la gestion du service d'eau et d'assainissement,

**CONSIDÉRANT** que si le CGCT ne prévoit pas le cas de figure d'une transformation de régie, une réponse ministérielle du 29 août 2019 rappelle que « *le passage d'une régie dotée de la seule autonomie financière à une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière devra se faire via la création d'une nouvelle régie, la commune doit donc mettre fin à sa régie dotée de la seule autonomie financière dans les conditions précitées et devra par la suite procéder à la création d'une nouvelle régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière* » (Rep. Min, QE n°01751, JOS (Q), 29 août 2019, p.4400),

**CONSIDÉRANT** que la dissolution de la régie historique à simple autonomie financière est prononcée par une délibération séparée,

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R.2221-1 du CGCT, « *la délibération par laquelle le conseil municipal décide de la création d'une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ou d'une régie dotée de la seule autonomie financière fixe les statuts et le montant de la dotation initiale de la régie* »,

**CONSIDÉRANT** que la dotation initiale est déterminée conformément à l'article R.2221-13 du CGCT et du projet de statuts ci-annexé. Elle « représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectuées par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie […] ». La dotation initiale d'une régie locale a pour objet de mettre à disposition des services concernés les moyens matériels et financiers nécessaires à son fonctionnement initial,

**CONSIDÉRANT** que la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière succèdera à la régie historique existante à simple autonomie financière et aux délégataires pour les secteurs exploités actuellement en délégation de service public, la dissolution de la régie à autonomie financière - approuvée par la délibération susvisée - se traduira par la reprise par la régie créée par la présente délibération de l'ensemble des moyens financiers, matériels et humains des services existants antérieurement à l'entrée en vigueur de la nouvelle régie à personnalité morale,

**VU** le projet de statuts ci-annexés,

Il est demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- **DECIDER** de la création d'une régie communautaire unique d'eau et d'assainissement, à personnalité morale et à autonomie financière à compter du 1er janvier 2024 dénommée « Régie des Eaux DLVAgglo » pour assurer l'exploitation de ces services sur le périmètre de la communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération, non exploité en délégation de service public,
  **-APPROUVER** les statuts de la régie communautaire à personnalité morale et autonomie financière dénommée « Régie des Eaux DLVAgglo » ci-annexés,
- **FIXER** la composition du conseil d'administration à 21 membres, à raison de 19 conseillers communautaires, 1 membre représentant les associations de consommateurs, 1 représentant élu du personnel parmi les membres du comité social et économique,
- **FIXER** la dotation initiale selon les modalités suivantes :
  - Pour le service eau potable, la dotation initiale correspond aux excédents des budgets des services exploités en régie à seule autonomie financière ou en délégation de service public antérieurement à la création de la présente régie et clôturés au 31 décembre 2023.
  - Pour le service assainissement, la dotation initiale correspond :
    - aux excédents du budget retraçant les opérations exploitées par DLVAgglo en régie à seule autonomie financière,
    - aux excédents afférents aux secteurs repris en régie et exploités en affermage avant l'entrée en vigueur des présents statuts.
  - La dotation initiale sera corrigée, pour chaque service, à la date d'adoption des comptes administratifs afférents arrêtant de manière certaine le montant des excédents correspondants.
  - La dotation initiale s'accroîtra du résultat budgétaire de tout budget qui viendrait à être clôturé à une date ultérieure
- **APPROUVER** la reprise par la régie à personnalité morale et à autonomie financière d'eau et d'assainissement de tous les contrats de travail des personnels de la régie à simple autonomie financière dissoute, et des droit et avantages sociaux qu'ils ont acquis, en application de l'article L.1224-1 du code du travail, et des personnels des secteurs exploités en délégation de service public jusqu'à la prise d'effet de la régie à personnalité morale conformément à la convention de transfert collectif adoptée par une délibération séparée,
- **APPROUVER** la reprise par la régie à personnalité morale et à autonomie financière d'eau et d'assainissement de l'ensemble des droits et obligations des services publics d'eau et d'assainissement exploités en régie ou en affermage et confiés à la nouvelle régie à personnalité morale, tels que les contrat et marchés publics, et les biens,
- **AUTORISER** Monsieur le Président à passer et signer tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**CETTE DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES.**

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de l'intercommunalité : www.dlva.fr

Le Président, Camille GALTIER

# STATUTS DE LA « RÉGIE DES EAUX DLVAgglo »

# RÉGIE COMMUNAUTAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMÉRATION

Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière

Statuts adoptés par délibération du conseil communautaire du 14 novembre 2023.

# SOMMAIRE


*Article 1. Création de la régie* 3

*Article 2. Siège social* 3

*Article 3. Objet de la régie communautaire* 3

**Article 3.1. Activités principales** 3

**Article 3.2. Activités annexes** 4

*Article 4. Les moyens* 6

**Article 4.1. Les moyens matériels** 6

**Article 4.2. Transfert des contrats de travail, des prêts, des marchés, des contrats, des aides financières et subventions des régies d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif en exercice sur le périmètre de DLVAgglo au 31 décembre 2023** 6

*Article 5. Conseil d'administration de la Régie* 8

**Article 5.1. Composition du Conseil d'Administration de la régie communautaire** 8

**Article 5.2. Réunions du Conseil d'Administration** 9

Article 5.2.1. Fréquence des réunions – convocations – quorum 9

Article 5.2.2. Déroulement des réunions 10

Article 5.2.3. Commission d'appel d'offres 11

**Article 5.3. Compétences du conseil d'administration** 11

**Article 5.4. Statut des membres du Conseil d'administration** 11

*Article 6. Exécutif* 11

*Article 7. Directeur (directrice) de la Régie* 12

**Article 7.1. Désignation** 12

**Article 7.2. Compétences** 12

*Article 8. Dotation initiale* 15

*Article 9. Comptabilité* 15

*Article 10. Agent comptable* 15

*Article 11. Autres dispositions financières* 16

*Article 12. Fin de la Régie* 17

*Article 13. Entrée en vigueur – révision et modification* 17

# CHAPITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

## Article 1. Création de la régie

Il est créé, à compter du 1er janvier 2024 et pour une durée illimitée, une régie communautaire d'eau et d'assainissement dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière au sens des dispositions des articles L.1412-1, L.2221-1, L.2221-4 et L.2221-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La régie est nommée « Régie des Eaux DLVAgglo ».

La présente Régie est soumise au régime des établissements publics intercommunaux. Les dispositions du Code général des Collectivités Territoriales précitées sont complétées par celles des présents statuts.

Elle est administrée par le Conseil d'Administration et son Président, ainsi que par le Directeur.

## Article 2. Siège social

Le siège social de la Régie des Eaux DLVAgglo est situé à l'Hôtel d'Agglomération – Place de l'Hôtel de Ville – 04100 MANOSQUE.

Il pourra être transféré sur le territoire de Durance Luberon Verdon Agglomération (ci-après DLVAgglo) par décision du conseil d'administration approuvée par le conseil communautaire de DLVAgglo.

Les membres du conseil d'administration pourront se réunir valablement soit au siège social de la Régie des Eaux DLVAgglo, soit dans tout autre lieu spécifié dans la convocation, sur le territoire de DLVAgglo.

## Article 3. Objet de la régie communautaire

### Article 3.1. Activités principales

Conformément à l'article L.1412-1 du CGCT, la Régie des Eaux DLVAgglo est une régie unique en charge des services publics de l'eau et de l'assainissement des eaux usées sur le territoire de DLVAgglo.

A ce titre, elle a en charge notamment :

- S'agissant du service public de l'eau potable, l'intégralité des missions décrites par les articles L.2224-7 à L.2224-7-4 du CGCT, à savoir :
    - La production, le transport, le stockage, la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
    - La définition du schéma de distribution d'eau potable visé à l'article L.2224-7-1 du CGCT ;

- L'établissement du diagnostic territorial visé à l'article L.2224-7-2 du CGCT ;
- La préservation de la ressource ;
- La maintenance, l'entretien et le renouvellement des biens mis à disposition de la régie ou acquis ou réalisés par elle en cours d'exploitation ;
- Plus généralement la gestion technique, administrative, juridique et financière du service afférentes à l'exploitation des installations et à la gestion de ce service public, aux rapports avec les abonnés, aux relations avec les tiers extérieurs (administrations, fournisseurs etc) ainsi que la réalisation des investissements nécessaires.

- S'agissant du service public de l'assainissement, l'intégralité des missions décrites par l'article L.2224-8 du CGCT, à savoir notamment :
  - Pour l'assainissement collectif :
    - L'établissement du schéma d'assainissement collectif ;
    - Le contrôle des raccordements au réseau public de collecte ;
    - La collecte, le transport et l'épuration des eaux usées ;
    - L'élimination des boues produites ;
    - Les travaux de mise en conformité des ouvrages ;
    - La maintenance, l'entretien et le renouvellement des biens mis à disposition de la régie ou acquis ou réalisés par elle en cours d'exploitation ;
  - Pour l'assainissement non collectif :
    - Le contrôle des installations ;
    - La fixation des prescriptions techniques ;
    - L'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations avec l'accord du propriétaire.
  - Plus généralement la gestion technique, administrative, juridique et financière du service afférentes à l'exploitation des installations et à la gestion de ce service public, aux rapports avec les abonnés, aux relations avec les tiers extérieurs (administrations, fournisseurs etc) ainsi que la réalisation des investissements nécessaires.

### Article 3.2. Activités annexes

En application de conventions qu'elle conclurait avec des collectivités ou des exploitants tiers, la Régie des Eaux DLVAgglo peut assurer :

- La fourniture et la vente d'eau brute ou potable, que ce soit en secours, de manière provisoire ou de manière durable, dans la mesure où cela ne nuit pas à l'alimentation en eau potable des usagers de la Régie des Eaux DLVAgglo ;
- Le traitement des eaux usées provenant de collectivités tierces, le traitement de matières provenant de collectivités tierces, dans la mesure où cela ne nuit pas au service de collecte et de traitement des eaux usées des usagers de la Régie des Eaux DLVAgglo ;

- La gestion de tout ou partie des services d'eau ou d'assainissement pour le compte de collectivités tierces, sous réserve qu'une convention définisse précisément le champ d'intervention de la Régie des Eaux DLVAgglo et les rémunérations correspondantes.
- Une activité de production d'énergie (électricité, biogaz, etc) ;
- Toute activité, toute recherche ou toute expérimentation relative à la réutilisation des eaux usées.

La Régie des Eaux DLVAgglo peut également gérer dans le cadre de conventions, pour le compte de DLVAgglo ou de ses communes membres :

- Tout ou partie de ses postes de refoulement des eaux pluviales, et tout ou partie de ses postes privés de refoulement d'eaux usées ;
- La défense contre l'incendie (article L2212-2 5ème alinéa du CGCT, et articles 2225-1 et suivants du CGCT), et en particulier la gestion des hydrants.

La Régie des Eaux DLVAgglo peut également mener par voie conventionnelle des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de DLVAgglo dans le cadre de la réalisation et du renouvellement d'ouvrages et d'infrastructures relatives aux activités principales ou annexes de la Régie des Eaux DLVAgglo sur l'ensemble du territoire de DLVAgglo. Les conventions afférentes fixent notamment les missions à mener par la Régie des Eaux DLVAgglo, ses rémunérations correspondantes, les moyens à mettre en œuvre, et plus généralement les droits et obligations des parties.

La Régie des Eaux DLVAgglo peut participer à des expérimentations dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement, soit en portant elle-même directement le projet, soit en s'associant avec un ou plusieurs partenaire(s).

La Régie des Eaux DLVAgglo peut adhérer à des groupements, des associations professionnelles ou toute entité juridique de promotion et de partage de savoir-faire en matière d'eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif.

Enfin, lors du démarrage de son activité, et afin d'assurer la continuité de service auprès des abonnés aux services d'eau potable et d'assainissement de DLVAgglo :

- La Régie des Eaux DLVAgglo peut éditer et envoyer, pour le compte de DLVAgglo, les factures relatives aux redevances d'eau potable et d'assainissement collectif concernant les consommations d'eau antérieures au 1er janvier 2024, mais non encore éditées par la régie de DLVAgglo antérieurement compétente ;
- La Régie des Eaux DLVAgglo peut être chargée pour le compte de DLVAgglo, moyennant l'établissement de conventions avec les comptables publics, du recouvrement (phase « amiable ») des factures émises pour les consommations antérieures au 1er janvier 2024 et dont la créance n'aurait pas été transmise au Trésor Public ;
- La Régie des Eaux DLVAgglo peut également émettre pour le compte de DLVAgglo, des lettres de rappel pour les factures relatives à des consommations antérieures au 1er janvier 2024 et non encore réglées ;

- La Régie des Eaux DLVAgglo peut assurer le recouvrement contentieux des redevances relatives aux consommations antérieures au 1er janvier 2024 ;
- La Régie des Eaux DLVAgglo est chargée de l'admission en non-valeur des factures irrécouvrables.

Les règles relatives à la passation des marchés publics sont applicables aux marchés de la Régie des Eaux DLVAgglo.

## Article 4. Les moyens

### Article 4.1. Les moyens matériels

Les biens et équipements en possession de DLVAgglo seront affectés à la Régie des Eaux DLVAgglo, à l'exception des biens précisément transférés en pleine propriété ou mis à disposition.

L'affectation est réalisée à la date de prise en charge de l'exploitation par la Régie des Eaux DLVAgglo sur le périmètre concerné.

Les biens affectés à la Régie des Eaux DLVAgglo sont immobilisés par cette dernière. Elle amortit ces biens et assume les droits et obligations relatifs à ces biens, y compris le remboursement des charges d'emprunt.

### Article 4.2. Transfert des contrats de travail, des prêts, des marchés, des contrats, des aides financières et subventions des régies d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif en exercice sur le périmètre de DLVAgglo au 31 décembre 2023

**Transfert des contrats de travail**

En application de l'article L.1224-1 du Code du Travail, tous les contrats de travail, y compris les contrats d'apprentissage, des salarié(e)s de la régie communautaire de DLVAgglo, régie à seule autonomie financière, sont transférés au 1er janvier 2024 à la Régie des Eaux DLVAggo y compris les agents territoriaux et d'Etat de tous corps d'emploi en position de détachement sous réserve de l'accord de leur administration de tutelle.

La nouvelle Régie des Eaux DLVAgglo est tenue, à l'égard des salariés dont les contrats de travail subsistent, aux obligations qui incombaient à l'ancienne régie à seule autonomie financière. Aussi, les caractéristiques essentielles des contrats de travail seront maintenues. Les congés et les repos compensateurs acquis jusqu'au 31 décembre 2023 et non pris (solde) à cette date seront repris par la nouvelle régie communautaire.

**Transfert des prêts, des marchés, des contrats, des aides financières et subventions**

A compter du 1er janvier 2024, tous les marchés et contrats passés par la régie à seule autonomie financière de DLVAgglo antérieurement compétente, tous les prêts qu'elle a contractés, ainsi que toutes les aides financières et subventions dont elle est bénéficiaire, sont transférés à la nouvelle Régie des Eaux DLVAgglo. Ainsi, à partir de cette date, la nouvelle Régie des Eaux DLVAgglo se substitue à la régie antérieure pour tous les marchés, contrats, prêts, aides financières et subventions.

# CHAPITRE II. ADMINISTRATION DE LA REGIE

## Article 5. Conseil d'administration de la Régie

### Article 5.1. Composition du Conseil d'Administration de la régie communautaire

Le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux DLVAgglo est composé de 21 membres, désignés par le Conseil Communautaire de DLVAgglo sur proposition du (de la) Président(e), conformément à l'article R. 2221-5 du CGCT, selon la répartition suivante :

- 19 Conseillers communautaires de DLVAgglo,
- 1 membre représentant les associations de consommateurs,
- 1 représentant élu du personnel parmi les membres du comité social et économique, dans les conditions fixées ci-après.

Ces membres du Conseil d'Administration ont tous voix délibérative. En cas de partage des voix, le Président du Conseil d'Administration a une voix prépondérante.

Tous doivent jouir de leurs droits civils et politiques, conformément à l'article R. 2221-7 du CGCT. Les interdictions prévues à l'article R. 2221-8 du CGCT s'appliquent.

Le (la) représentant(e) élu(e) du personnel est désigné(e) par le Conseil Communautaire, pour la durée du mandat électif de ce représentant et dans la limite de la durée de la mandature du Conseil Communautaire, parmi les représentants du personnel, membres du Comité Social et Économique (CSE), sur proposition de ce dernier.

Les autres membres du Conseil d'Administration sont désignés pour la durée de la mandature du Conseil Communautaire.

Chacun des membres du Conseil d'Administration peut individuellement être remplacé à tout moment par l'organe qui l'a désigné.

En cas de démission, de décès ou de relève de sa fonction, il est procédé par le Conseil Communautaire au remplacement du membre concerné dans un délai de 6 mois suivant la défaillance du membre concerné. Le nouveau membre exercera son mandat pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du Conseil Communautaire.

Un membre du conseil d'administration peut démissionner de manière claire et non équivoque, exprimée par l'intéressé par tout moyen écrit, adressé au Président de la Régie des Eaux DLVAgglo.

Le mode de renouvellement, à l'issue de la mandature du Conseil Communautaire, est opéré dans les mêmes conditions que la désignation initiale.

Le Conseil d'Administration sera réputé complet si au terme d'un délai d'un mois après le renouvellement des organes du Conseil Communautaire ou après la création de la Régie des Eaux DLVAgglo, un – ou plusieurs des membres- venait à ne pas être désigné selon la procédure décrite ci-dessus.

Concernant le représentant du personnel membre du Conseil d'Administration, dans l'attente de la constitution du CSE, cette fonction sera assurée par le Délégué du Personnel titulaire. S'il n'existe pas de Délégué du Personnel titulaire, ce siège restera vacant en l'attente de sa désignation.

## Article 5.2. Réunions du Conseil d'Administration

### Article 5.2.1. Fréquence des réunions – convocations – quorum

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son (sa) président(e). Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile ou sur la demande du Préfet ou sur la demande de la majorité de ses membres.

Il est régi par les dispositions législatives ou réglementaires qui lui sont applicables, notamment celles de l'article R. 2221-9 du CGCT et les articles R. 2221-18 et suivants du même code. Au surplus, il est régi par le droit applicable au Conseil Communautaire.

Le délai de convocation est de 5 (cinq) jours francs, ou de 3 (trois) jours francs en cas d'urgence.

Toute convocation comprend l'ordre du jour, arrêté par le Président et est adressée par voie électronique par principe ou par écrit au domicile du membre du Conseil d'Administration qui en ferait la demande.

Le premier Conseil d'Administration issu des présents statuts est convoqué par le (la) Président(e) de DLVAgglo ou son représentant, qui en définit l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration inaugural procède immédiatement à l'élection de son (sa) président(e).

Lors du renouvellement intégral de ses membres, notamment en début de nouvelle mandature du Conseil Communautaire, le premier Conseil d'Administration est également convoqué par le (la) Président(e) de DLVAgglo ou son représentant, qui en définit l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration inaugural procède immédiatement à l'élection de son (sa) président(e).

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres désignés par le Conseil Communautaire et ayant voix délibérative, représentant la moitié des voix est présente.

En cas de démission ou de décès de l'un ou de plusieurs de ses membres, à la fin du mandat électif du (de la) représentant(e) élu(e) du personnel, ou en cas de vacance de ce siège dans l'attente de la désignation de ce représentant et en l'attente de désignation d'un Délégué du Personnel titulaire, le Conseil d'Administration pourra valablement continuer à siéger et à délibérer dans l'attente de la désignation, par le Conseil Communautaire de DLVAgglo, du ou des nouveaux membres, dès lors que le quorum sera atteint selon les conditions fixées ci-dessus.

Quand, après une première convocation régulière, le Conseil d'Administration n'a pu se réunir faute de quorum, le (la) Président(e) doit convoquer à nouveau ce Conseil à trois jours francs

au moins d'intervalle. Lorsqu'il se réunira en vertu de cette seconde convocation, le Conseil d'Administration pourra valablement délibérer sans condition de quorum à la condition que cette seconde convocation ait précisé que la nouvelle réunion du Conseil d'Administration se tiendra sans exigence de quorum.

Les règles de convocation et de tenue des séances sont fixées à l'article R2221-9 du CGCT. Les convocations sont également adressées au (à la) Président(e) de DLVAgglo. Le (La) Président(e) ou par délégation l'un(e) de ses Vice-Présidents(es) ou par délégation un agent de DLVAgglo, ainsi que le comptable public, peuvent assister aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

### Article 5.2.2. Déroulement des réunions

Les séances du conseil d'administration ne sont pas publiques.

Le Conseil désigne en son sein un secrétaire de séance.

Le Directeur (la directrice) assiste également aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il (elle) est personnellement concerné(e) par l'affaire en discussion.

L'Agent comptable assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Le Directeur et l'Agent comptable peuvent, avec l'accord du Président, se faire accompagner du (ou des) collaborateur(s) concerné(s) par le (ou les) sujet(s) inscrit(s) à l'ordre du jour.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Un administrateur empêché d'assister à une séance peut donner à un administrateur de son choix relevant de la même catégorie que la sienne un pouvoir écrit de voter en son nom. Un administrateur ne peut être porteur que d'un seul pouvoir, valant pour le nombre de voix attribuées à l'administrateur ayant délivré son pouvoir.

Le Conseil d'Administration peut demander à un ou plusieurs agents des services de la Régie des Eaux DLVAgglo d'assister à ses séances, notamment pour leur demander toutes les informations utiles et les aider pour le secrétariat. Ce ou ces agents ne participent pas aux délibérations.

Le Conseil d'Administration adoptera, dans un délai de 6 (six) mois suivant son installation, son règlement intérieur. Celui-ci précisera notamment :

- Les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés par les membres du Conseil d'Administration,
- Les règles relatives aux questions orales des membres du Conseil d'Administration adressées aux membres de l'exécutif de la Régie des Eaux DLVAgglo,
- Les modalités d'organisation du débat d'orientation qui devra précéder l'adoption du (des) budget(s) de la Régie des Eaux DLVAgglo.

#### Article 5.2.3. Commission d'appel d'offres

La Commission d'appel d'offres de la Régie des Eaux DLVAgglo est composée conformément aux dispositions prévues par l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les membres issus du Conseil communautaire de DLVAgglo sont majoritaires au sein de celle-ci.

### Article 5.3. Compétences du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la Régie des Eaux DLVAgglo.

Il décide des acquisitions, aliénations et prises en location de biens immobiliers, ainsi que les mises en location des biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent à la Régie des Eaux DLVAgglo.

Il décide également les prêts à contracter par la Régie des Eaux DLVAgglo.

Il vote le(s) budget(s) préparé(s) par le Directeur (la Directrice).

Il arrête le compte financier et délibère sur le rapport annuel de gestion.

Il approuve les autorisations d'occupation du domaine public.

Il arrête le tableau général des effectifs.

Il fixe le montant des tarifs.

Il adopte les rapports annuels du Président sur la qualité du service (RPQS) à transmettre à la communauté d'agglomération.

Ces fonctions ne peuvent donner lieu à délégation au profit du (de la) Président(e).

### Article 5.4. Statut des membres du Conseil d'administration

Ainsi qu'il est exposé à l'article R. 2221-10 du CGCT, les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont gratuites.

Néanmoins, comme prévu par cet article, les membres du Conseil d'Administration peuvent bénéficier, sur présentation de justificatifs, du remboursement de leurs frais de déplacement exposés pour se rendre aux réunions du Conseil d'Administration dans les conditions prévues pour de tels remboursements.

## Article 6. Exécutif

Le Conseil d'Administration désigne en son sein, au scrutin secret, un(e) Président(e).

Le Conseil d'Administration désigne ensuite, en son sein, au scrutin secret, en appliquant le mode de scrutin majoritaire, un nombre de Vice-Président(e)s qu'il fixe librement sans que le nombre de Vice-Président(e)s ne puisse excéder 2.

Sont éligibles aux fonctions de Président(e) et de Vice-Président(e) du Conseil d'Administration les membres du Conseil d'Administration disposant d'un mandat d'élu au sein du Conseil Communautaire de DLVAgglo.

La durée du mandat du (de la) Président(e) et des Vice-Président(e)s est la même que celle fixée pour les membres du Conseil d'Administration.

Le Président(e) peut déléguer certaines de ses fonctions par voie d'arrêté à un ou plusieurs Vice-Président(e)(s).

Les règles de suppléance du (de la) Président(e) sont celles applicables pour le Conseil Communautaire.

Le Président du Conseil d'administration :

- arrête l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration et procède à sa convocation ;
- dirige les débats et fait procéder aux votes ;
- dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix ;
- signe les procès-verbaux des séances ;
- s'assure auprès du Directeur de l'exécution des délibérations du Conseil d'administration ;
- s'assure de l'expédition des délibérations du Conseil d'administration au contrôle de légalité.

## Article 7. Directeur (directrice) de la Régie

### Article 7.1. Désignation

Le représentant légal de la Régie des Eaux DLVAgglo est son directeur (sa directrice), ainsi qu'il est prévu par les dispositions de l'article R. 2221-22 du CGCT.

Le directeur de la Régie des Eaux DLVAgglo est désigné par le Conseil communautaire de DLVAgglo sur proposition du président de DLVAgglo. Il est nommé par le président du Conseil d'administration, dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-11 du CGCT. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes. Sa rémunération est fixée par le Conseil d'administration.

### Article 7.2. Compétences

Conformément à l'article R.2221-22 du CGCT, après autorisation du Conseil d'Administration, il (elle) intente au nom de la Régie des Eaux DLVAgglo les actions en justice et défend la Régie des Eaux DLVAgglo dans les actions intentées contre elle. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur (la Directrice) peut, sans autorisation préalable du Conseil d'Administration, faire tous actes conservatoires des droits de la Régie des Eaux DLVAgglo.

La passation des contrats donne lieu à un compte-rendu spécial au Conseil d'Administration dès sa prochaine réunion, à l'exception de ceux dont le montant est inférieur à une somme fixée par ce Conseil, conformément aux dispositions de l'article R. 2221-23 du CGCT.

Le Directeur (la Directrice) dispose des pouvoirs d'urgence évoqués à l'article R. 2221-26 du CGCT.

Ainsi qu'il est prévu à l'article R.2221-28 du CGCT, le directeur (la directrice) assure, sous l'autorité de contrôle du Président (de la Présidente) du Conseil d'administration, le fonctionnement de la Régie des Eaux DLVAgglo. A cet effet, il (elle) :

- Prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration
- Exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des prérogatives du comptable
- Recrute et licencie le personnel nécessaire, dans la limite des inscriptions budgétaires. A ce sujet, les modalités de contrôle par le Conseil d'Administration et par son Président (sa Présidente) sont les suivantes :
    - Toute décision d'engager une procédure de recrutement ou de licenciement doit être validée par le Président, après présentation par le directeur (la directrice) du profil de poste concerné d'une part et de l'impact budgétaire d'autre part.
    - Toute décision de recrutement et de licenciement effectif doit être contrôlée et validée au préalable par le Président (la Présidente). Le projet de décision de recrutement doit faire l'objet d'une présentation par le directeur (la directrice) de l'adéquation entre le candidat retenu et le poste ouvert au recrutement.
    - Dans le cas où le recrutement d'un agent conduirait à un dépassement de l'inscription budgétaire, aucune décision ne pourrait intervenir sans l'accord du Conseil d'Administration. Ce dernier procèdera le cas échéant à une réévaluation des crédits budgétaires ;
- Peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par le Préfet ;
- Est l'ordonnateur de la Régie des Eaux DLVAgglo, et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.
- Passe en exécution des décisions du Conseil d'Administration, tous actes, contrats et marchés qui relèvent de la compétence de la Régie des Eaux DLVAgglo.

En outre, si le conseil d'administration lui en consent la délégation, il prend toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés, dans la limite d'un plafond fixé par le Conseil d'administration.

Il (Elle) peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à un Directeur Délégué ou à un ou plusieurs chef(s) de service.

Le directeur (la directrice) informe le Conseil d'administration du fonctionnement de la Régie des Eaux DLVAgglo. Il lui rend compte notamment, dès sa prochaine réunion, des engagements, nomination ou licenciement auxquels il a procédé ainsi que de l'ensemble des décisions prises ayant un impact sur le budget de la Régie des Eaux DLVAgglo.

En fin d'exercice comptable, le directeur présente un rapport au Conseil d'administration donnant tous les éléments d'information sur l'activité de la Régie des Eaux DLVAgglo au cours du dernier exercice ainsi que ses recommandations pour améliorer la gestion du service. Le Conseil d'administration délibère sur ce rapport avant l'adoption du budget de l'exercice suivant.

# CHAPITRE III. DISPOSITIONS FINANCIERES

## Article 8. Dotation initiale

Une dotation initiale (telle que prévue aux R. 2221-1 et R.2221-13 du CGCT) est allouée par DLVAgglo à la Régie des Eaux DLVAgglo.

Pour le service eau potable, la dotation initiale correspond aux excédents des budgets des services exploités en régie à seule autonomie financière ou en délégation de service public antérieurement à la création de la présente régie et clôturés au 31 décembre 2023.

Pour le service assainissement, la dotation initiale correspond :

- aux excédents du budget retraçant les opérations exploitées par DLVAgglo en régie à seule autonomie financière,
- aux excédents afférents aux secteurs repris en régie et exploités en affermage avant l'entrée en vigueur des présents statuts.

La dotation initiale sera corrigée, pour chaque service, à la date d'adoption des comptes administratifs afférents arrêtant de manière certaine le montant des excédents correspondants.

La dotation initiale s'accroîtra du résultat budgétaire de tout budget qui viendrait à être clôturé à une date ultérieure.

## Article 9. Comptabilité

Les règles de la comptabilité publique sont applicables à la Régie des Eaux DLVAgglo.

Chaque service dispose d'un budget séparé, retraçant chacun l'ensemble des recettes et l'ensemble des dépenses d'exploitation et d'investissement.

Le budget « assainissement » est un budget unique intégrant les opérations d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif.

## Article 10. Agent comptable

En application de l'article R.2221-30 du CGCT, les fonctions de comptable sont confiées soit à un comptable direct de la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFiP) soit à un agent comptable si le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux DLVAgglo le décide. L'agent comptable est nommé par le Préfet après avis du DRFiP.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agent(s) qui constituent ses fondés de pouvoir. Il assure le fonctionnement des services de la comptabilité.

Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics.

L'agent comptable est placé sous l'autorité du Directeur (de la Directrice), sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.

L'agent comptable tient la comptabilité générale, ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du Directeur (de la Directrice), la comptabilité analytique.

L'agent comptable de la Régie des Eaux DLVAgglo est soumis au contrôle de l'Inspection Générale des Finances et du DRFiP.

Le Préfet reçoit communication des rapports de contrôle des membres de l'Inspection Générale des Finances, et du DRFiP. Il peut faire contrôler les opérations et les écritures de la Régie des Eaux DLVAgglo par un délégué qu'il désigne à cet effet.

Le Directeur (la Directrice) peut, ainsi que le (la) Président(e) du Conseil d'Administration, prendre connaissance à tout moment dans les bureaux du comptable des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité. Il peut recevoir copie des pièces de comptabilité.

En fin d'exercice, et après inventaire, le Directeur (la Directrice) fait établir le compte financier par le comptable. Ce compte sera présenté au Conseil d'Administration dans les conditions prévues par l'article R. 2221-50 du CGCT.

## Article 11. Autres dispositions financières

La Régie des Eaux DLVAgglo est habilitée à contracter des emprunts auprès de tous organismes prêteurs.

Au surplus, s'appliquent à la Régie des Eaux DLVAgglo les règles financières posées par les articles R. 2221-35 à R. 2221-52 du CGCT.

# CHAPITRE IV. DISPOSITIONS FINALES

## Article 12. Fin de la Régie

Les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales s'appliqueront, notamment ses articles R. 2221-16 et R. 2221-17.

## Article 13. Entrée en vigueur – révision et modification

Les présents statuts entrent en vigueur à la date à laquelle est fixée l'existence légale de la Régie.

Les présents statuts sont modifiés ou révisés selon les mêmes modalités que celles ayant conduit à leur adoption.

Accusé de réception en préfecture
004-200034700-20231212-lmc144960-DE
Date de télétransmission : 13/12/2023
Date de réception préfecture : 13/12/2023

DLVAGGLO
DURANCE LUBERON VERDON

| Date AR Sous-Préfecture : | Date d'affichage : 13 DEC. 2023 |
|---|---|

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**N° CC-63-12-23**

***Le 12 décembre 2023 à 18h00, le Conseil de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération, dûment convoqué par lettres individuelles, en date du 6 décembre 2023, s'est réuni en session Ordinaire sous la présidence de Monsieur Camille GALTIER, Salle Giono - Centre des Congrès l'Etoile - GREOUX LES BAINS, dont les portes étaient restées ouvertes au public.***

***Présents :***
***Monsieur Vincent ALLEVARD, Monsieur Paul AUDAN, Monsieur Gérard AURRIC, Monsieur Francis BERARD , Monsieur Pierre BIANCO, Madame Catherine BOLEA, Monsieur Fabien BONINO, Monsieur Jean-Charles BORGHINI, Monsieur Guy BURLE, Madame Maryse CABRILLAC, Monsieur Jean-Claude CASTEL, Monsieur Claude CHEILAN, Madame Claudie DECONIHOUT, Monsieur Alain DEMOULIN, Monsieur Jérôme DUBOIS, Monsieur Ismail EL OUADGHIRI, Monsieur Raphaël ENDERLÉ, Monsieur Jacques ESPITALIER, Monsieur Serge FAUDRIN, Madame Sandra FAURE, Monsieur Pierre FISCHER, Monsieur Camille GALTIER, Madame Isabel GAMBA, Monsieur Laurent GARCIA, Monsieur Serge GARCIA, Madame Béatrice GARCIA, Monsieur Benoit GAUVAN, Monsieur Benoît GOUIN, Madame Odile GUIGON-CAUVIN, Madame Fabienne KREBAZZA, Monsieur Armel LE HEN, Monsieur Gilles MEGIS, Monsieur Patrick OBRY, Madame Caroline PAOLASSO, Madame Valérie PEISSON, Madame Emmanuelle PRADALIER, Monsieur Jean-Luc QUEIRAS, Madame Lise RAOULT.***

***Absents représentés :***
***Monsieur Pascal ANTIQ donne pouvoir à Monsieur Camille GALTIER, Monsieur Christophe BIANCHI donne pouvoir à Monsieur Fabien BONINO, Madame Michèle COTTRET donne pouvoir à Monsieur Paul AUDAN, Madame Delphine DELFINO donne pouvoir à Monsieur Gérard AURRIC, Madame Brigitte DURAND donne pouvoir à Monsieur Jean-Luc QUEIRAS, Madame Marion MAGNAN donne pouvoir à Madame Valérie PEISSON, Madame Marion MARCHAL donne pouvoir à Madame Catherine BOLEA, Monsieur André MILLE donne pouvoir à Monsieur Gilles MEGIS, Madame Séverine REYNE donne pouvoir à Monsieur Vincent ALLEVARD, Madame Virginie ROUZAUD donne pouvoir à Monsieur Serge FAUDRIN, Madame Laurie SARDELLA donne pouvoir à Madame Sandra FAURE, Monsieur Bruno VIVIEN donne pouvoir à Monsieur Ismail EL OUADGHIRI.***

***Absents excusés :***
***Monsieur François GRECO, Monsieur Jean-Paul JULIEN, Monsieur Alex PIANETTI.***

***Absents :***
***Madame Celine BONNAFOUX, Monsieur Jean-Guillaume D'HERBES, Monsieur Patrick GARNON, Madame Nadine GRILLON, Monsieur Renaud HONDE, Madame Valérie LAFAY ANGELVIN, Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY.***

***Secrétaire de séance : Madame Sandra FAURE***

***Le quorum est atteint.***

# CC-63-12-23 - MODIFICATION DES STATUTS - REGIE DES EAUX DLVAGGLO - AJOUT DE LA FORME JURIDIQUE EPIC

**VU** l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** les articles L.1412-1, L.2221-1 et suivants et R.2221-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté inter préfectoral n° 2020-070.005 en date du 10 mars 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon,

**VU** la délibération CC-8-11-22 du 08 novembre 2022, par laquelle le conseil communautaire a approuvé le principe du mode de gestion par régie dotée de la personnalité morale pour les services public d'eau potable et d'assainissement (comprenant le service de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif) à compter du 1er janvier 2024,

**VU** la délibération CC-32-11-23 du 14 novembre 2023, par laquelle le conseil communautaire a approuvé la dissolution de régie à simple autonomie financière des services public d'eau potable et d'assainissement de DLVAgglo au 31 décembre 2023,

**VU** la délibération CC-33-11-23 du 14 novembre 2023, par laquelle le conseil communautaire a approuvé les statuts la "Régie des Eaux de DLVAgglo, régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière,

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre d'une harmonisation des modes de gestion, DLVAgglo a décidé de reprendre en régie les services d'eau et d'assainissement sur l'ensemble de son territoire à l'issue des contrats de délégation en cours, au 1er janvier 2024,

**CONSIDÉRANT** que la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière doit succéder à la régie historique existante à simple autonomie financière et aux délégataires pour les secteurs exploités actuellement en délégation de service public, la dissolution de la régie à autonomie financière - approuvée par la délibération susvisée -,

**CONSIDÉRANT** que pour permettre l'immatriculation du Registre du Commerce et des Sociétés, il y a lieu de de modifier l'article "Création de la Régie" en indiquant que la forme juridique de la Régie est celle d'un Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC). Cette Régie est soumise aux dispositions du Code général des collectivités territoriales applicables aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière gérant un service public à caractère industriel et commercial.
**VU** le projet de statuts modifiés ci-annexés,

Il est demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- **MODIFIER** les statuts de l'Etablissement Public Industriel et Commercial, régie communautaire à personnalité morale et à autonomie financière dénommée "Régie des Eaux DLVAgglo" ci-annexés,

- **AUTORISER** Monsieur le Président à passer et signer tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**CETTE DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES.**

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de l'intercommunalité : www.dlva.fr

Le Président, Camille GALTIER

# STATUTS DE LA'ETABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL-« RÉGIE DES EAUX DLVAgglo »

# RÉGIE COMMUNAUTAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMÉRATION

Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière

Statuts adoptés par délibération du conseil communautaire du 14 novembre 2023.

# SOMMAIRE


*Article 1. Création de la régie (EPIC)* 3

*Article 2. Siège social* 3

*Article 3. Objet de la régie communautaire* 3

Article 3.1. Activités principales 3

Article 3.2. Activités annexes 4

*Article 4. Les moyens* 6

Article 4.1. Les moyens matériels 6

Article 4.2. Transfert des contrats de travail, des prêts, des marchés, des contrats, des aides financières et subventions des régies d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif en exercice sur le périmètre de DLVAgglo au 31 décembre 2023 6

*Article 5. Conseil d'administration de la Régie* 8

Article 5.1. Composition du Conseil d'Administration de la régie communautaire 8

Article 5.2. Réunions du Conseil d'Administration 9

Article 5.2.1. Fréquence des réunions – convocations – quorum 9

Article 5.2.2. Déroulement des réunions 10

Article 5.2.3. Commission d'appel d'offres 11

Article 5.3. Compétences du conseil d'administration 11

Article 5.4. Statut des membres du Conseil d'administration 11

*Article 6. Exécutif* 11

*Article 7. Directeur (directrice) de la Régie* 12

Article 7.1. Désignation 12

Article 7.2. Compétences 12

*Article 8. Dotation initiale* 15

*Article 9. Comptabilité* 15

*Article 10. Agent comptable* 15

*Article 11. Autres dispositions financières* 16

*Article 12. Fin de la Régie* 17

*Article 13. Entrée en vigueur – révision et modification* 17

# CHAPITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

## Article 1. Création de la régie (EPIC)

Il est créé, à compter du 1er janvier 2024 et pour une durée illimitée, une régie communautaire d'eau et d'assainissement dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière au sens des dispositions des articles L.1412-1, L.2221-1, L.2221-4 et L.2221-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La forme juridique de la Régie est celle d'un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC).

Cette Régie est soumise aux dispositions du Code général des collectivités territoriales applicables aux régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière gérant un service public à caractère industriel et commercial

La régie est nommée « Régie des Eaux DLVAgglo ».

~~La présente Régie est soumise au régime des établissements publics intercommunaux.~~ Les dispositions du Code général des Collectivités Territoriales précitées sont complétées par celles des présents statuts.

Elle est administrée par le Conseil d'Administration et son Président, ainsi que par le Directeur.

## Article 2. Siège social

Le siège social de la Régie des Eaux DLVAgglo est situé à l'Hôtel d'Agglomération – Place de l'Hôtel de Ville – 04100 MANOSQUE.

Il pourra être transféré sur le territoire de Durance Luberon Verdon Agglomération (ci-après DLVAgglo) par décision du conseil d'administration approuvée par le conseil communautaire de DLVAgglo.

Les membres du conseil d'administration pourront se réunir valablement soit au siège social de la Régie des Eaux DLVAgglo, soit dans tout autre lieu spécifié dans la convocation, sur le territoire de DLVAgglo.

## Article 3. Objet de la régie communautaire

### Article 3.1. Activités principales

Conformément à l'article L.1412-1 du CGCT, la Régie des Eaux DLVAgglo est une régie unique en charge des services publics de l'eau et de l'assainissement des eaux usées sur le territoire de DLVAgglo.

A ce titre, elle a en charge notamment :

- S'agissant du service public de l'eau potable, l'intégralité des missions décrites par les articles L.2224-7 à L.2224-7-4 du CGCT, à savoir :
    - La production, le transport, le stockage, la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
    - La définition du schéma de distribution d'eau potable visé à l'article L.2224-7-1 du CGCT ;
    - L'établissement du diagnostic territorial visé à l'article L.2224-7-2 du CGCT ;
    - La préservation de la ressource ;
    - La maintenance, l'entretien et le renouvellement des biens mis à disposition de la régie ou acquis ou réalisés par elle en cours d'exploitation ;
    - Plus généralement la gestion technique, administrative, juridique et financière du service afférentes à l'exploitation des installations et à la gestion de ce service public, aux rapports avec les abonnés, aux relations avec les tiers extérieurs (administrations, fournisseurs etc) ainsi que la réalisation des investissements nécessaires.
- S'agissant du service public de l'assainissement, l'intégralité des missions décrites par l'article L.2224-8 du CGCT, à savoir notamment :
    - Pour l'assainissement collectif :
        - L'établissement du schéma d'assainissement collectif ;
        - Le contrôle des raccordements au réseau public de collecte ;
        - La collecte, le transport et l'épuration des eaux usées ;
        - L'élimination des boues produites ;
        - Les travaux de mise en conformité des ouvrages ;
        - La maintenance, l'entretien et le renouvellement des biens mis à disposition de la régie ou acquis ou réalisés par elle en cours d'exploitation ;
    - Pour l'assainissement non collectif :
        - Le contrôle des installations ;
        - La fixation des prescriptions techniques ;
        - L'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations avec l'accord du propriétaire.
    - Plus généralement la gestion technique, administrative, juridique et financière du service afférentes à l'exploitation des installations et à la gestion de ce service public, aux rapports avec les abonnés, aux relations avec les tiers extérieurs (administrations, fournisseurs etc) ainsi que la réalisation des investissements nécessaires.

### Article 3.2. Activités annexes

En application de conventions qu'elle conclurait avec des collectivités ou des exploitants tiers, la Régie des Eaux DLVAgglo peut assurer :

- La fourniture et la vente d'eau brute ou potable, que ce soit en secours, de manière provisoire ou de manière durable, dans la mesure où cela ne nuit pas à l'alimentation en eau potable des usagers de la Régie des Eaux DLVAgglo ;
- Le traitement des eaux usées provenant de collectivités tierces, le traitement de matières provenant de collectivités tierces, dans la mesure où cela ne nuit pas au service de collecte et de traitement des eaux usées des usagers de la Régie des Eaux DLVAgglo ;
- La gestion de tout ou partie des services d'eau ou d'assainissement pour le compte de collectivités tierces, sous réserve qu'une convention définisse précisément le champ d'intervention de la Régie des Eaux DLVAgglo et les rémunérations correspondantes.
- Une activité de production d'énergie (électricité, biogaz, etc) ;
- Toute activité, toute recherche ou toute expérimentation relative à la réutilisation des eaux usées.

La Régie des Eaux DLVAgglo peut également gérer dans le cadre de conventions, pour le compte de DLVAgglo ou de ses communes membres :

- Tout ou partie de ses postes de refoulement des eaux pluviales, et tout ou partie de ses postes privés de refoulement d'eaux usées ;
- La défense contre l'incendie (article L2212-2 5ème alinéa du CGCT, et articles 2225-1 et suivants du CGCT), et en particulier la gestion des hydrants.

La Régie des Eaux DLVAgglo peut également mener par voie conventionnelle des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de DLVAgglo dans le cadre de la réalisation et du renouvellement d'ouvrages et d'infrastructures relatives aux activités principales ou annexes de la Régie des Eaux DLVAgglo sur l'ensemble du territoire de DLVAgglo. Les conventions afférentes fixent notamment les missions à mener par la Régie des Eaux DLVAgglo, ses rémunérations correspondantes, les moyens à mettre en œuvre, et plus généralement les droits et obligations des parties.

La Régie des Eaux DLVAgglo peut participer à des expérimentations dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement, soit en portant elle-même directement le projet, soit en s'associant avec un ou plusieurs partenaire(s).

La Régie des Eaux DLVAgglo peut adhérer à des groupements, des associations professionnelles ou toute entité juridique de promotion et de partage de savoir-faire en matière d'eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif.

Enfin, lors du démarrage de son activité, et afin d'assurer la continuité de service auprès des abonnés aux services d'eau potable et d'assainissement de DLVAgglo :

- La Régie des Eaux DLVAgglo peut éditer et envoyer, pour le compte de DLVAgglo, les factures relatives aux redevances d'eau potable et d'assainissement collectif concernant les consommations d'eau antérieures au 1er janvier 2024, mais non encore éditées par la régie de DLVAgglo antérieurement compétente ;
- La Régie des Eaux DLVAgglo peut être chargée pour le compte de DLVAgglo, moyennant l'établissement de conventions avec les comptables publics, du

recouvrement (phase « amiable ») des factures émises pour les consommations antérieures au 1er janvier 2024 et dont la créance n'aurait pas été transmise au Trésor Public ;

- La Régie des Eaux DLVAgglo peut également émettre pour le compte de DLVAgglo, des lettres de rappel pour les factures relatives à des consommations antérieures au 1er janvier 2024 et non encore réglées ;
- La Régie des Eaux DLVAgglo peut assurer le recouvrement contentieux des redevances relatives aux consommations antérieures au 1er janvier 2024 ;
- La Régie des Eaux DLVAgglo est chargée de l'admission en non-valeur des factures irrécouvrables.

Les règles relatives à la passation des marchés publics sont applicables aux marchés de la Régie des Eaux DLVAgglo.

## Article 4. Les moyens

### Article 4.1. Les moyens matériels

Les biens et équipements en possession de DLVAgglo seront affectés à la Régie des Eaux DLVAgglo, à l'exception des biens précisément transférés en pleine propriété ou mis à disposition.

L'affectation est réalisée à la date de prise en charge de l'exploitation par la Régie des Eaux DLVAgglo sur le périmètre concerné.

Les biens affectés à la Régie des Eaux DLVAgglo sont immobilisés par cette dernière. Elle amortit ces biens et assume les droits et obligations relatifs à ces biens, y compris le remboursement des charges d'emprunt.

### Article 4.2. Transfert des contrats de travail, des prêts, des marchés, des contrats, des aides financières et subventions des régies d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif en exercice sur le périmètre de DLVAgglo au 31 décembre 2023

**Transfert des contrats de travail**

En application de l'article L.1224-1 du Code du Travail, tous les contrats de travail, y compris les contrats d'apprentissage, des salarié(e)s de la régie communautaire de DLVAgglo, régie à seule autonomie financière, sont transférés au 1er janvier 2024 à la Régie des Eaux DLVAggo y compris les agents territoriaux et d'Etat de tous corps d'emploi en position de détachement sous réserve de l'accord de leur administration de tutelle.

La nouvelle Régie des Eaux DLVAgglo est tenue, à l'égard des salariés dont les contrats de travail subsistent, aux obligations qui incombaient à l'ancienne régie à seule autonomie financière. Aussi, les caractéristiques essentielles des contrats de travail seront maintenues.

Les congés et les repos compensateurs acquis jusqu'au 31 décembre 2023 et non pris (solde) à cette date seront repris par la nouvelle régie communautaire.

**Transfert des prêts, des marchés, des contrats, des aides financières et subventions**

A compter du 1er janvier 2024, tous les marchés et contrats passés par la régie à seule autonomie financière de DLVAgglo antérieurement compétente, tous les prêts qu'elle a contractés, ainsi que toutes les aides financières et subventions dont elle est bénéficiaire, sont transférés à la nouvelle Régie des Eaux DLVAgglo. Ainsi, à partir de cette date, la nouvelle Régie des Eaux DLVAgglo se substitue à la régie antérieure pour tous les marchés, contrats, prêts, aides financières et subventions.

# CHAPITRE II. ADMINISTRATION DE LA REGIE

## Article 5. Conseil d'administration de la Régie

### Article 5.1. Composition du Conseil d'Administration de la régie communautaire

Le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux DLVAgglo est composé de 21 membres, désignés par le Conseil Communautaire de DLVAgglo sur proposition du (de la) Président(e), conformément à l'article R. 2221-5 du CGCT, selon la répartition suivante :

- 19 Conseillers communautaires de DLVAgglo,
- 1 membre représentant les associations de consommateurs,
- 1 représentant élu du personnel parmi les membres du comité social et économique, dans les conditions fixées ci-après.

Ces membres du Conseil d'Administration ont tous voix délibérative. En cas de partage des voix, le Président du Conseil d'Administration a une voix prépondérante.

Tous doivent jouir de leurs droits civils et politiques, conformément à l'article R. 2221-7 du CGCT. Les interdictions prévues à l'article R. 2221-8 du CGCT s'appliquent.

Le (la) représentant(e) élu(e) du personnel est désigné(e) par le Conseil Communautaire, pour la durée du mandat électif de ce représentant et dans la limite de la durée de la mandature du Conseil Communautaire, parmi les représentants du personnel, membres du Comité Social et Économique (CSE), sur proposition de ce dernier.

Les autres membres du Conseil d'Administration sont désignés pour la durée de la mandature du Conseil Communautaire.

Chacun des membres du Conseil d'Administration peut individuellement être remplacé à tout moment par l'organe qui l'a désigné.

En cas de démission, de décès ou de relève de sa fonction, il est procédé par le Conseil Communautaire au remplacement du membre concerné dans un délai de 6 mois suivant la défaillance du membre concerné. Le nouveau membre exercera son mandat pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du Conseil Communautaire.

Un membre du conseil d'administration peut démissionner de manière claire et non équivoque, exprimée par l'intéressé par tout moyen écrit, adressé au Président de la Régie des Eaux DLVAgglo.

Le mode de renouvellement, à l'issue de la mandature du Conseil Communautaire, est opéré dans les mêmes conditions que la désignation initiale.

Le Conseil d'Administration sera réputé complet si au terme d'un délai d'un mois après le renouvellement des organes du Conseil Communautaire ou après la création de la Régie des Eaux DLVAgglo, un – ou plusieurs des membres- venait à ne pas être désigné selon la procédure décrite ci-dessus.

Concernant le représentant du personnel membre du Conseil d'Administration, dans l'attente de la constitution du CSE, cette fonction sera assurée par le Délégué du Personnel titulaire. S'il n'existe pas de Délégué du Personnel titulaire, ce siège restera vacant en l'attente de sa désignation.

### Article 5.2. Réunions du Conseil d'Administration

#### Article 5.2.1. Fréquence des réunions – convocations – quorum

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son (sa) président(e). Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile ou sur la demande du Préfet ou sur la demande de la majorité de ses membres.

Il est régi par les dispositions législatives ou réglementaires qui lui sont applicables, notamment celles de l'article R. 2221-9 du CGCT et les articles R. 2221-18 et suivants du même code. Au surplus, il est régi par le droit applicable au Conseil Communautaire.

Le délai de convocation est de 5 (cinq) jours francs, ou de 3 (trois) jours francs en cas d'urgence.

Toute convocation comprend l'ordre du jour, arrêté par le Président et est adressée par voie électronique par principe ou par écrit au domicile du membre du Conseil d'Administration qui en ferait la demande.

Le premier Conseil d'Administration issu des présents statuts est convoqué par le (la) Président(e) de DLVAgglo ou son représentant, qui en définit l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration inaugural procède immédiatement à l'élection de son (sa) président(e).

Lors du renouvellement intégral de ses membres, notamment en début de nouvelle mandature du Conseil Communautaire, le premier Conseil d'Administration est également convoqué par le (la) Président(e) de DLVAgglo ou son représentant, qui en définit l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration inaugural procède immédiatement à l'élection de son (sa) président(e).

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres désignés par le Conseil Communautaire et ayant voix délibérative, représentant la moitié des voix est présente.

En cas de démission ou de décès de l'un ou de plusieurs de ses membres, à la fin du mandat électif du (de la) représentant(e) élu(e) du personnel, ou en cas de vacance de ce siège dans l'attente de la désignation de ce représentant et en l'attente de désignation d'un Délégué du Personnel titulaire, le Conseil d'Administration pourra valablement continuer à siéger et à délibérer dans l'attente de la désignation, par le Conseil Communautaire de DLVAgglo, du ou des nouveaux membres, dès lors que le quorum sera atteint selon les conditions fixées ci-dessus.

Quand, après une première convocation régulière, le Conseil d'Administration n'a pu se réunir faute de quorum, le (la) Président(e) doit convoquer à nouveau ce Conseil à trois jours francs

au moins d'intervalle. Lorsqu'il se réunira en vertu de cette seconde convocation, le Conseil d'Administration pourra valablement délibérer sans condition de quorum à la condition que cette seconde convocation ait précisé que la nouvelle réunion du Conseil d'Administration se tiendra sans exigence de quorum.

Les règles de convocation et de tenue des séances sont fixées à l'article R2221-9 du CGCT. Les convocations sont également adressées au (à la) Président(e) de DLVAgglo. Le (La) Président(e) ou par délégation l'un(e) de ses Vice-Présidents(es) ou par délégation un agent de DLVAgglo, ainsi que le comptable public, peuvent assister aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative.

### Article 5.2.2. Déroulement des réunions

Les séances du conseil d'administration ne sont pas publiques.

Le Conseil désigne en son sein un secrétaire de séance.

Le Directeur (la directrice) assiste également aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il (elle) est personnellement concerné(e) par l'affaire en discussion.

L'Agent comptable assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Le Directeur et l'Agent comptable peuvent, avec l'accord du Président, se faire accompagner du (ou des) collaborateur(s) concerné(s) par le (ou les) sujet(s) inscrit(s) à l'ordre du jour.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Un administrateur empêché d'assister à une séance peut donner à un administrateur de son choix relevant de la même catégorie que la sienne un pouvoir écrit de voter en son nom. Un administrateur ne peut être porteur que d'un seul pouvoir, valant pour le nombre de voix attribuées à l'administrateur ayant délivré son pouvoir.

Le Conseil d'Administration peut demander à un ou plusieurs agents des services de la Régie des Eaux DLVAgglo d'assister à ses séances, notamment pour leur demander toutes les informations utiles et les aider pour le secrétariat. Ce ou ces agents ne participent pas aux délibérations.

Le Conseil d'Administration adoptera, dans un délai de 6 (six) mois suivant son installation, son règlement intérieur. Celui-ci précisera notamment :

- Les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés par les membres du Conseil d'Administration,
- Les règles relatives aux questions orales des membres du Conseil d'Administration adressées aux membres de l'exécutif de la Régie des Eaux DLVAgglo,
- Les modalités d'organisation du débat d'orientation qui devra précéder l'adoption du (des) budget(s) de la Régie des Eaux DLVAgglo.

#### Article 5.2.3. Commission d'appel d'offres

La Commission d'appel d'offres de la Régie des Eaux DLVAgglo est composée conformément aux dispositions prévues par l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les membres issus du Conseil communautaire de DLVAgglo sont majoritaires au sein de celle-ci.

### Article 5.3. Compétences du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la Régie des Eaux DLVAgglo.

Il décide des acquisitions, aliénations et prises en location de biens immobiliers, ainsi que les mises en location des biens mobiliers et immobiliers qui appartiennent à la Régie des Eaux DLVAgglo.

Il décide également les prêts à contracter par la Régie des Eaux DLVAgglo.

Il vote le(s) budget(s) préparé(s) par le Directeur (la Directrice).

Il arrête le compte financier et délibère sur le rapport annuel de gestion.

Il approuve les autorisations d'occupation du domaine public.

Il arrête le tableau général des effectifs.

Il fixe le montant des tarifs.

Il adopte les rapports annuels du Président sur la qualité du service (RPQS) à transmettre à la communauté d'agglomération.

Ces fonctions ne peuvent donner lieu à délégation au profit du (de la) Président(e).

### Article 5.4. Statut des membres du Conseil d'administration

Ainsi qu'il est exposé à l'article R. 2221-10 du CGCT, les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont gratuites.

Néanmoins, comme prévu par cet article, les membres du Conseil d'Administration peuvent bénéficier, sur présentation de justificatifs, du remboursement de leurs frais de déplacement exposés pour se rendre aux réunions du Conseil d'Administration dans les conditions prévues pour de tels remboursements.

## Article 6. Exécutif

Le Conseil d'Administration désigne en son sein, au scrutin secret, un(e) Président(e).

Le Conseil d'Administration désigne ensuite, en son sein, au scrutin secret, en appliquant le mode de scrutin majoritaire, un nombre de Vice-Président(e)s qu'il fixe librement sans que le nombre de Vice-Président(e)s ne puisse excéder 2.

Sont éligibles aux fonctions de Président(e) et de Vice-Président(e) du Conseil d'Administration les membres du Conseil d'Administration disposant d'un mandat d'élu au sein du Conseil Communautaire de DLVAgglo.

La durée du mandat du (de la) Président(e) et des Vice-Président(e)s est la même que celle fixée pour les membres du Conseil d'Administration.

Le Président(e) peut déléguer certaines de ses fonctions par voie d'arrêté à un ou plusieurs Vice-Président(e)(s).

Les règles de suppléance du (de la) Président(e) sont celles applicables pour le Conseil Communautaire.

Le Président du Conseil d'administration :

- arrête l'ordre du jour des réunions du Conseil d'administration et procède à sa convocation ;
- dirige les débats et fait procéder aux votes ;
- dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix ;
- signe les procès-verbaux des séances ;
- s'assure auprès du Directeur de l'exécution des délibérations du Conseil d'administration ;
- s'assure de l'expédition des délibérations du Conseil d'administration au contrôle de légalité.

## Article 7. Directeur (directrice) de la Régie

### Article 7.1. Désignation

Le représentant légal de la Régie des Eaux DLVAgglo est son directeur (sa directrice), ainsi qu'il est prévu par les dispositions de l'article R. 2221-22 du CGCT.

Le directeur de la Régie des Eaux DLVAgglo est désigné par le Conseil communautaire de DLVAgglo sur proposition du président de DLVAgglo. Il est nommé par le président du Conseil d'administration, dans le respect des règles d'incompatibilité fixées à l'article R.2221-11 du CGCT. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes. Sa rémunération est fixée par le Conseil d'administration.

### Article 7.2. Compétences

Conformément à l'article R.2221-22 du CGCT, après autorisation du Conseil d'Administration, il (elle) intente au nom de la Régie des Eaux DLVAgglo les actions en justice et défend la Régie des Eaux DLVAgglo dans les actions intentées contre elle. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur (la Directrice) peut, sans autorisation préalable du Conseil d'Administration, faire tous actes conservatoires des droits de la Régie des Eaux DLVAgglo.

La passation des contrats donne lieu à un compte-rendu spécial au Conseil d'Administration dès sa prochaine réunion, à l'exception de ceux dont le montant est inférieur à une somme fixée par ce Conseil, conformément aux dispositions de l'article R. 2221-23 du CGCT.

Le Directeur (la Directrice) dispose des pouvoirs d'urgence évoqués à l'article R. 2221-26 du CGCT.

Ainsi qu'il est prévu à l'article R.2221-28 du CGCT, le directeur (la directrice) assure, sous l'autorité de contrôle du Président (de la Présidente) du Conseil d'administration, le fonctionnement de la Régie des Eaux DLVAgglo. A cet effet, il (elle) :

- Prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration
- Exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des prérogatives du comptable
- Recrute et licencie le personnel nécessaire, dans la limite des inscriptions budgétaires. A ce sujet, les modalités de contrôle par le Conseil d'Administration et par son Président (sa Présidente) sont les suivantes :
    - Toute décision d'engager une procédure de recrutement ou de licenciement doit être validée par le Président, après présentation par le directeur (la directrice) du profil de poste concerné d'une part et de l'impact budgétaire d'autre part.
    - Toute décision de recrutement et de licenciement effectif doit être contrôlée et validée au préalable par le Président (la Présidente). Le projet de décision de recrutement doit faire l'objet d'une présentation par le directeur (la directrice) de l'adéquation entre le candidat retenu et le poste ouvert au recrutement.
    - Dans le cas où le recrutement d'un agent conduirait à un dépassement de l'inscription budgétaire, aucune décision ne pourrait intervenir sans l'accord du Conseil d'Administration. Ce dernier procèdera le cas échéant à une réévaluation des crédits budgétaires ;
- Peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par le Préfet ;
- Est l'ordonnateur de la Régie des Eaux DLVAgglo, et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.
- Passe en exécution des décisions du Conseil d'Administration, tous actes, contrats et marchés qui relèvent de la compétence de la Régie des Eaux DLVAgglo.

En outre, si le conseil d'administration lui en consent la délégation, il prend toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés, dans la limite d'un plafond fixé par le Conseil d'administration.

Il (Elle) peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à un Directeur Délégué ou à un ou plusieurs chef(s) de service.

Le directeur (la directrice) informe le Conseil d'administration du fonctionnement de la Régie des Eaux DLVAgglo. Il lui rend compte notamment, dès sa prochaine réunion, des engagements, nomination ou licenciement auxquels il a procédé ainsi que de l'ensemble des décisions prises ayant un impact sur le budget de la Régie des Eaux DLVAgglo.

En fin d'exercice comptable, le directeur présente un rapport au Conseil d'administration donnant tous les éléments d'information sur l'activité de la Régie des Eaux DLVAgglo au cours du dernier exercice ainsi que ses recommandations pour améliorer la gestion du service. Le Conseil d'administration délibère sur ce rapport avant l'adoption du budget de l'exercice suivant.

# CHAPITRE III. DISPOSITIONS FINANCIERES

## Article 8. Dotation initiale

Une dotation initiale (telle que prévue aux R. 2221-1 et R.2221-13 du CGCT) est allouée par DLVAgglo à la Régie des Eaux DLVAgglo.

Pour le service eau potable, la dotation initiale correspond aux excédents des budgets des services exploités en régie à seule autonomie financière ou en délégation de service public antérieurement à la création de la présente régie et clôturés au 31 décembre 2023.

Pour le service assainissement, la dotation initiale correspond :

- aux excédents du budget retraçant les opérations exploitées par DLVAgglo en régie à seule autonomie financière,
- aux excédents afférents aux secteurs repris en régie et exploités en affermage avant l'entrée en vigueur des présents statuts.

La dotation initiale sera corrigée, pour chaque service, à la date d'adoption des comptes administratifs afférents arrêtant de manière certaine le montant des excédents correspondants.

La dotation initiale s'accroîtra du résultat budgétaire de tout budget qui viendrait à être clôturé à une date ultérieure.

## Article 9. Comptabilité

Les règles de la comptabilité publique sont applicables à la Régie des Eaux DLVAgglo.

Chaque service dispose d'un budget séparé, retraçant chacun l'ensemble des recettes et l'ensemble des dépenses d'exploitation et d'investissement.

Le budget « assainissement » est un budget unique intégrant les opérations d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif.

## Article 10. Agent comptable

En application de l'article R.2221-30 du CGCT, les fonctions de comptable sont confiées soit à un comptable direct de la Direction Régionale des Finances Publiques (DRFiP) soit à un agent comptable si le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux DLVAgglo le décide. L'agent comptable est nommé par le Préfet après avis du DRFiP.

L'agent comptable peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agent(s) qui constituent ses fondés de pouvoir. Il assure le fonctionnement des services de la comptabilité.

Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics.

L'agent comptable est placé sous l'autorité du Directeur (de la Directrice), sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.

L'agent comptable tient la comptabilité générale, ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du Directeur (de la Directrice), la comptabilité analytique.

L'agent comptable de la Régie des Eaux DLVAgglo est soumis au contrôle de l'Inspection Générale des Finances et du DRFiP.

Le Préfet reçoit communication des rapports de contrôle des membres de l'Inspection Générale des Finances, et du DRFiP. Il peut faire contrôler les opérations et les écritures de la Régie des Eaux DLVAgglo par un délégué qu'il désigne à cet effet.

Le Directeur (la Directrice) peut, ainsi que le (la) Président(e) du Conseil d'Administration, prendre connaissance à tout moment dans les bureaux du comptable des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité. Il peut recevoir copie des pièces de comptabilité.

En fin d'exercice, et après inventaire, le Directeur (la Directrice) fait établir le compte financier par le comptable. Ce compte sera présenté au Conseil d'Administration dans les conditions prévues par l'article R. 2221-50 du CGCT.

## Article 11. Autres dispositions financières

La Régie des Eaux DLVAgglo est habilitée à contracter des emprunts auprès de tous organismes prêteurs.

Au surplus, s'appliquent à la Régie des Eaux DLVAgglo les règles financières posées par les articles R. 2221-35 à R. 2221-52 du CGCT.

# CHAPITRE IV. DISPOSITIONS FINALES

## Article 12. Fin de la Régie

Les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales s'appliqueront, notamment ses articles R. 2221-16 et R. 2221-17.

## Article 13. Entrée en vigueur – révision et modification

Les présents statuts entrent en vigueur à la date à laquelle est fixée l'existence légale de la Régie.

Les présents statuts sont modifiés ou révisés selon les mêmes modalités que celles ayant conduit à leur adoption.

# III. Annexe 3 : AP de DUP du 06/04/1950

PROVISOIRE

PREFECTURE DES BASSES ALPES
2° Division - 2° Bureau

VILLE DE MANOSQUE
ARCHIVES COMMUNALES

ARRETE PREFECTORAL

portant déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation à entreprendre par la commune de MANOSQUE (Basses-Alpes) en vue de son alimentation en eau potable.

Le Préfet des Basses-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le projet des travaux d'adduction d'eau potable complémentaire de la commune de MANOSQUE (B.A.) et notamment le plan des lieux,

Vu les délibérations du conseil municipal en date des 22 Mars 1948 et 28 Juin 1949, adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation,

Vu les avis de la Commission Sanitaire et du Conseil Départemental d'Hygiène en date des 23 août 1948 et 7 septembre 1948,

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé du 23 Décembre 1949 au 2 Janvier 1950, conformément à l'arrêté en date du 12 Décembre 1949, dans la commune de MANOSQUE, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux,

Vu l'avis du Commissaire enquêteur en date du 5 Janvier 1950,

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural en date du 2 Février 1950, sur les résultats de l'enquête,

Vu les autres pièces de l'affaire,

Vu la loi du 8 avril 1898 et les décrets-lois des 30 Octobre 1935 et 24 Mai 1938 sur la dérivation des eaux non domaniales,

Vu la loi du 15 février 1902 et le décret-loi du 30 Octobre 1935 sur la santé publique,

Vu le décret-loi du 5 novembre 1926,(article 58),

Vu les décrets-lois des 8 août 1935 et 30 Octobre 1935 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu les décrets- des 2 Mai 1936 et 20 août 1938,

Considérant qu'aucune déclaration contraire au principe du projet n'a été formulée au cours de l'enquête et que l'avis du Commissaire enquêteur est favorable,

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E :

Article premier.- Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la Commune de MANOSQUE (Basses-Alpes)en vue de son alimentation en eau potable.

Article 2.- La commune de MANOSQUE est autorisée à dériver par pompage dans la parcelle n° 770 Section E du cadastre et lui appartenant, un débit maximum de 69I.444/seconde.

Article 3.- Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal dans sa séance du 22 Mars 1948, la commune de MANOSQUE devra indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 4.- Il sera établi autour des ouvrages de captage un périmètre de protection, conformément aux indications du Géologue.

Article 5.- Le Maire de MANOSQUE, agissant au nom et pour le compte de la commune est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit s'il y a lieu par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, partie ou totalité des terrains situés sur le territoire de la commune de Manosque, figurant au cadastre sous le n° 77I, section E. et 1.816 et 1.815 Section C.

Article 6.- Il sera pourvu à la dépense entraînée par la réalisation du projet, évaluée à :

107.000.000 frs par les ressources suivantes :

1°) Subventions d'Etat en capital

2°) Emprunt auprès des particuliers de 11.700.000 frs réalisé en application de la loi du 14 août 1947 modifiée par la loi du 8 avril 1949, sur l'octroi des subventions en annuités.

3°) Emprunts auprès des Caisses de crédits publics, d'un montant total de : 62.400.000 frs.

Article 7.- La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans à compter de ce jour.-

Article 8.- M.M. le Sous-Préfet de Forcalquier, le Maire de la commune de MANOSQUE, et l'Ingénieur en Chef du Génie Rural sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.-

Digne, le 6 Avril 1950
LE PREFET,

Signé : *TOMASI*

Pour ampliation,
LE CHEF DE DIVISION,

PREFECTURE DES ALPES

# IV. Annexe 4 : AP de DUP du 17/03/1989

PROVISOIRE

PRÉFECTURE
DES
ALPES DE HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

*Bureau de l'Urbanisme,*
*de l'Environnement et du Tourisme*

AB/LU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIGNE, LE 17 MARS 1989

**ARRETE PREFECTORAL N° 89- 543**

**déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection des points d'alimentation en eau potable de la commune de MANOSQUE**

**instituant les servitudes pour assurer la protection des captages**

*
* *

PUITS EN DURANCE Nos 3, 4, 5, 6, 7 et 8

**LE PREFET du DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,**
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le Code de la Santé Publique notamment ses articles L. 20 et L. 20-1 ;

**VU** le décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 Décembre 1987 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article L. 20 du Code de la Santé Publique ;

**VU** la circulaire interministérielle du 10 Décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

**VU** la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

**VU** le décret n° 67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

**VU** les articles L. 46, L. 47 et L. 48 du Code de la Santé Publique sanctionnant les infractions aux dispositions fixées en applications des articles L. 20 et L. 20-1 ;

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental ;

../...

**VU** le décret modifié n° 55-22 du 5 Janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 32-1) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 décembre 1955 ;

**VU** l'arrêté d'autorisation sanitaire n° 84-2961 du 13 Août 1984 ;

**VU** le projet de mise en conformité des périmètres de protection des captages d'eau potable présenté par la commune de MANOSQUE

**VU** le plan des lieux et notamment le plan et l'état parcellaire des terrains compris dans les périmètres de protection des captages ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 88-130 du 21 Janvier 1988 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection et à l'institution des servitudes de protection des captages d'alimentation en eau potable de la commune de MANOSQUE ;

**VU** les pièces constatant que :

. l'avis d'ouverture d'enquête a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département, une première fois avant le 14 Janvier 1988 et rappelé dans les dits journaux une deuxième fois entre le 22 Février et le 29 Février 1988 ;

. le dossier de l'enquête est resté déposé en mairie de MANOSQUE pendant 17 jours consécutifs du 22 Février au 18 Mars 1988 inclus ;

**VU** les registres d'enquête ;

**VU** les résultats de l'enquête et notamment l'avis du commissaire enquêteur ;

**VU** l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de FORCALQUIER ;

**VU** l'avis de la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 10 Mars 1989 ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1er :**

Est déclaré d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection des Puits en Durance Nos 3, 4, 5, 6, 7 et 8 qui alimentent en eau potable la commune de MANOSQUE tel qu'il résulte de l'arrêté d'autorisation sanitaire visé ci-dessus.

.../...

ARTICLE 2 :

Il est institué sur les parcelles cadastrales figurant à l'état parcellaire ci-annexé :

. un périmètre de protection immédiate
. un périmètre de protection rapprochée
. un périmètre de protection éloigné

dont les limites apparaissent au plan ci-joint.

ARTICLE 3 :

1°/ - A l'intérieur des périmètres de protection immédiat

Sont interdites toutes activités à l'exception de celles d'entretien des ouvrages et du périmètre de protection qui doit être clôturé.

*
* *

2°/ - A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée

**Sont interdites les activités suivantes :**

. les forages de puits, l'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavation à ciel ouvert ;

. le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de toutes sortes de matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;

. l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;

. l'utilisation de matières fermentescibles comme les engrais organiques et le fumier

. toute construction nouvelle, dans les parcelles non bâties de ces périmètres

**Sont règlementées les activités suivantes :**

. Les établissements et constructions existants à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée des puits :

* ne devront pas comporter de stockage de produits éventuellement polluants en dehors d'aires étanches
* devront renvoyer les eaux vannes ou utilisées sur un réseau évacuant en dehors des limites du périmètre ainsi que les eaux de voi rie

. L'utilisation des engrais chimiques et pesticides sera limitée aux produits biodégradables et aux quantités strictement nécessaires.

. tout fait susceptible de porter atteinte à la quantité ou à la qualité des eaux devra recueillir l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène ;

. les eaux de ruissellement des chaussées de l'autoroute devront être évacuées en limite du périmètre.

*
* *

3°/ - A l'intérieur des périmètres de protection éloignée

Tout projet relatif aux activités énumérées dans la circulaire du 10 Décembre 1968 et tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la quantité ou à la qualité des eaux distribuées devra recueilir l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène.

Les eaux de ruissellement des chaussées de l'autoroute devront être évacuées en limite du périmètre.

Les gravières éventuellement exploitées dans les limites du périmètre devront faire l'objet, en fin de travaux, de réaménagements afin que les excavations ne puissent être utilisées en décharge.

**ARTICLE 4** :

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 2, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai d'un an.

**ARTICLE 5** :

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification ainsi que tout propriétaire désirant se livrer à une telle activité ou créer une installation ou un dépôt réglementé devra faire connaître son intention à l'Administration, en précisant :

. les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de eaux ;

. les dispositions prévues pour parer les risques précités.

**ARTICLE 6** :

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants des terrains compris dans un périmètre de protection de prélèvement d'eau potable, à la suite des mesures prises pour assurer la protection de cette eau, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

.../...

**ARTICLE 7 :**

Les servitudes instituées dans les périmètres de protection devront être reportées en annexe du P.O.S. de la commune, conformément aux dispositions des articles L. 126-1 - 1er alinéa et R. 126-1 du Code de l'Urbanisme.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception par les soins de la commune de MANOSQUE à chaque propriétaire ou ayants droit intéressés.

**ARTICLE 9 :**

Il sera en outre, à la diligence de la commune, publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles et soumis à la formalité de l'enregistrement dans les conditions habituelles.

**ARTICLE 10 :**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et affiché à la porte de la mairie :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence
- M. le Sous-Préfet de FORCALQUIER
- M. le Maire de MANOSQUE
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur départemental de l'Equipement.

PRÉFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

POUR COPIE CONFORME
Le Directeur,

Monique PIERSON

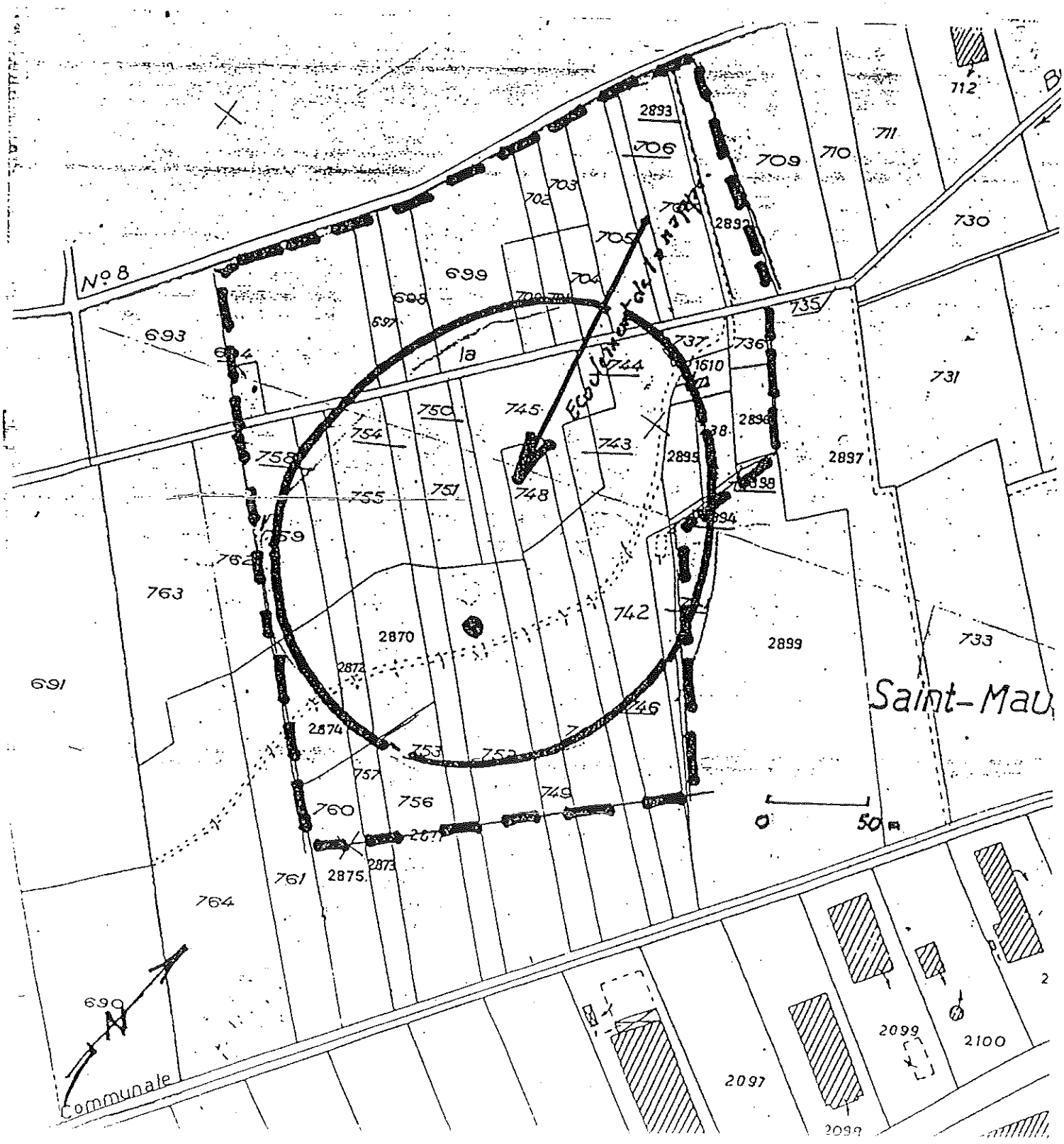
Le Préfet,

Bernard LEUROUIN

A.E.P. MANOSQUE 04 POMPAGES SUR NAPPE ALLUVIALE

PUITS 8

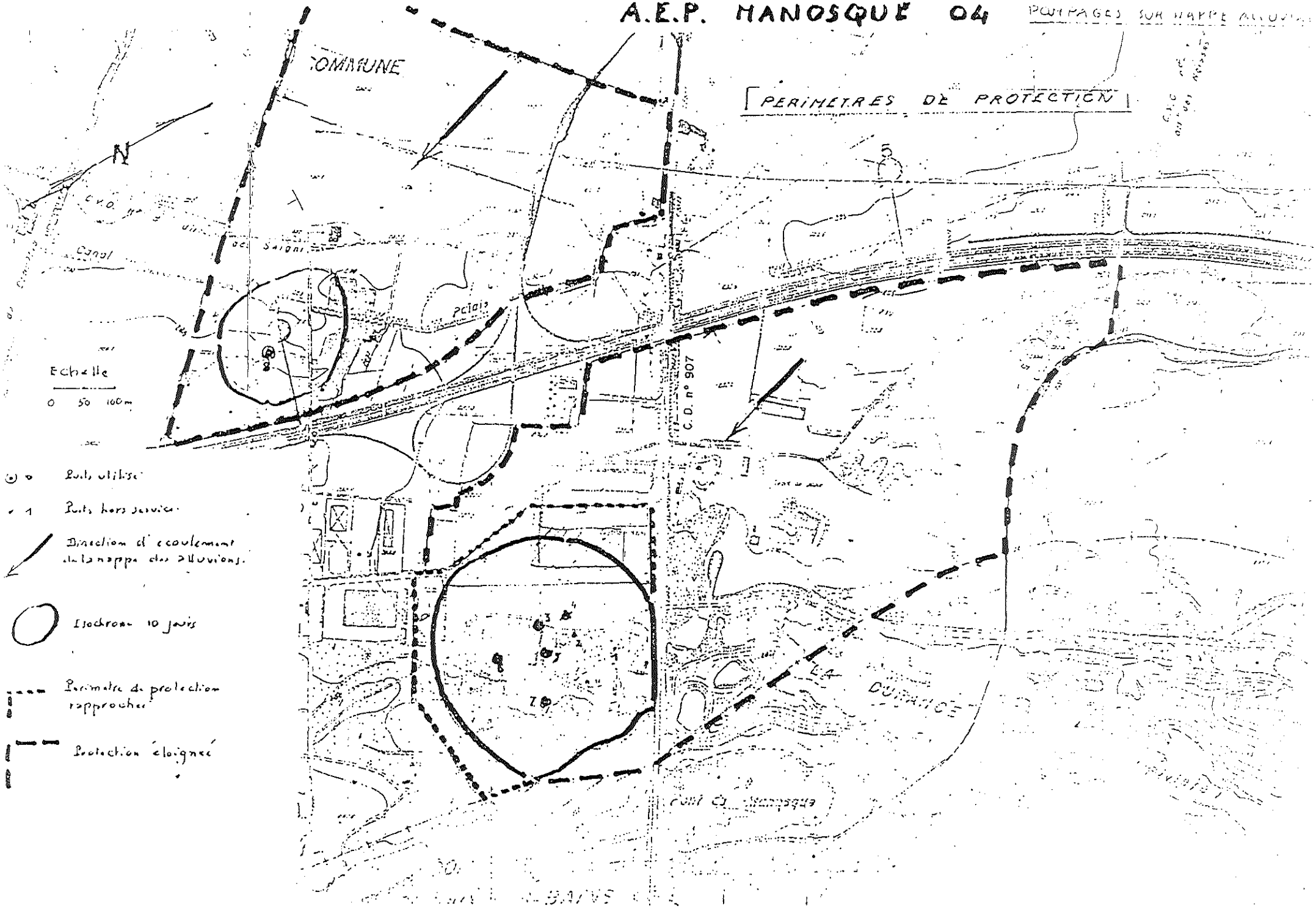
PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE



# A.E.P. MANOSQUE 04

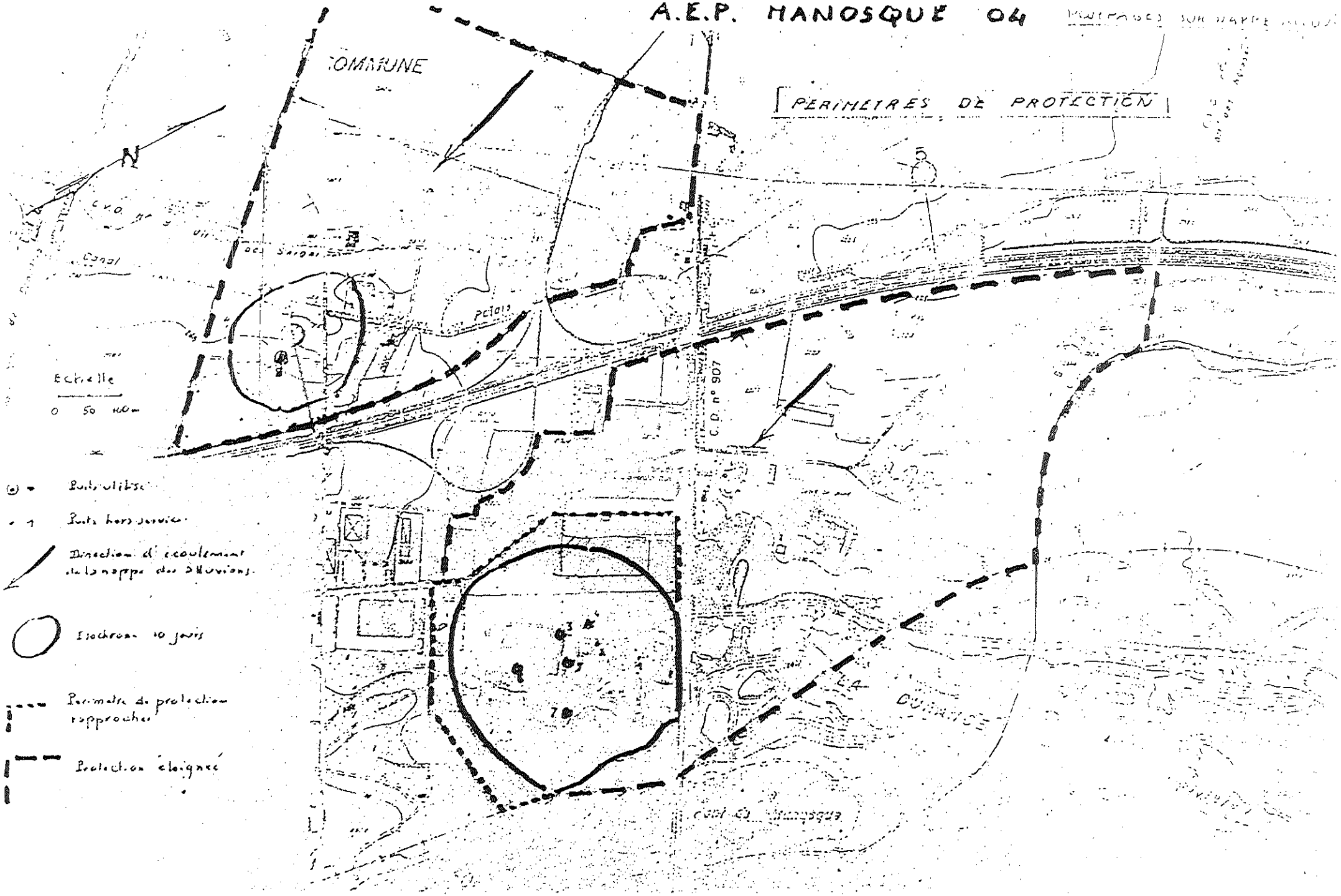
POMPAGES SUR NAPPE ALLUVIALE

## PERIMETRES DE PROTECTION



# A.E.P. MANOSQUE 04

PERIMETRES DE PROTECTION



# V. Annexe 5 : AP d'abandon et autorisation de prélèvement du 01/06/2008

PROVISOIRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

# ARRETÉ PREFECTORAL n°2008-1592

**ALIMENTATION EN EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE**
**Commune de MANOSQUE**
**PORTANT AUTORISATION D'ABANDON D'UNE RESSOURCE DÉNOMMÉE « PUITS N°8 » ET PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE DE PRELEVER, TRAITER ET DISTRIBUER AU PUBLIC DE L'EAU DESTINE A LA CONSOMMATION HUMAINE PROVENANT DES NOUVEAUX PUITS N°9 ET 10 INSTALLES DANS LA NAPPE DE LA DURANCE DANS LE CHAMP CAPTANT « MONT D'OR – DURANCE »**

**LA PRÉFETE DES ALPES DE HAUTE PROVENCE**
*Chevalier de la Légion d'Honneur,*

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-3, L.1312-1 et R.1321-1 à R.1321-68 ;
**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.215-13, L.214-1 à L.214-19, L.211-1 à 13 et R.214-1 à 60 ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
**VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 89-543 du 17 mars 1989 déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection des points d'alimentation en eau potable de la commune de Manosque ;

**VU** la demande de la commune de Manosque, en date du 19 mai 2008, sollicitant l'abandon du puits n°8 situé quartier des « Grandes Terres » avant la fin du mois de mai 2008 ;
**VU** le rapport établi par le bureau d'études hydrogéologiques « ANTEA » sur le suivi de la réalisation des deux nouveaux puits n° 9 et n° 10 en date de mai 2008;

**CONSIDÉRANT QUE**
- Les aménagements nécessaires pour l'implantation de zones d'activités imposent la mise hors service et l'abandon du puits n° 8 ;
- En remplacement de ce puits, il y a lieu de permettre à la commune de Manosque d'exploiter de manière provisoire deux nouveaux puits pour des raisons de maintien de la desserte en eau destinée à la consommation humaine;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute Provence,

# ARRETE

## ARTICLE 1 : CONDITIONS D'AUTORISATION D'ABANDON DU PUITS N°8

• L'abandon définitif de l'exploitation du puits n° 8 est conditionné au démontage complet des installations de pompage avec disconnexion des tuyaux d'exhaure avec le réseau d'adduction d'eau potable communal. Toute utilisation ultérieure de ce puits à d'autres fins (irrigation, eau industrielle...) devra faire l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation au titre de la réglementation de la loi sur l'eau. En tout état de cause, toutes les dispositions seront prises afin de protéger la nappe phréatique de la Durance contre tout risque de pollution.

L'abandon du puits n°8 implique la disparition des périmètres de protection qui lui étaient associés ainsi que les servitudes et prescriptions établies sur ces périmètres.

## ARTICLE 2 : CONDITIONS D'AUTORISATION D'UTILISER LES PUITS N° 9 ET N°10 A TITRE PROVISOIRE

• L'autorisation de prélever, de traiter et de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine à partir des puits n° 9 (P9) et n°10 (P10) en nappe phréatique de la Durance dans le champ captant « Mont d'Or – Durance » est accordée pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.
La commune de Manosque ne pourra prolonger l'utilisation du champ captant « Mont d'Or – Durance » à des fins de distribution d'eau potable que dans le cadre d'une autorisation règlementaire avec notamment l'instauration de nouveaux périmètres de protection par un acte de déclaration d'utilité publique. La commune de Manosque doit donc constituer dans un délai maximum de 3 ans, un dossier de demande d'autorisation conformément à la règlementation en vigueur.

• La production d'eau à usage de consommation humaine prélevée à partir du champ captant « Mont d'Or – Durance » est conditionnée **au strict respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral cité ci-dessus ainsi que les prescriptions suivantes mentionnées ci-dessous** :

- désinfection par chloration en continue asservie au débit,
- mesurages et maintien d'un résidu de désinfectant en départ de distribution de 0,3 mg/l de chlore dissous et d'au moins de 0,1 mg/l en tout point du réseau de distribution,
- surveillance régulière des niveaux dans les puits exploités du champ captant,

• La commune de Manosque est tenue de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'économie d'eau et à la lutte contre la surconsommation.

## CHAPITRE 1 :
## PRELEVEMENT DE L'EAU

## ARTICLE 3 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

La commune de Manosque est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines de la nappe de la Durance au niveau du champ captant « Mont d'Or – Durance » dans les conditions fixées par le présent arrêté.

## ARTICLE 4 : CARACTÉRISTIQUES GEOGRAPHIQUES ET TECHNIQUES DES CAPTAGES PROVISOIRES

• Les nouveaux ouvrages de prélèvement de l'eau dénommés P9 et P10 se trouve dans le champ captant « Mont d'Or – Durance ». (Voir les 2 fonds de carte en annexe)

1. Le forage P9 a une profondeur de 11,6 m

Au point de vue géologique, le forage P9 traverse une lithologie assez simple constitué d'alluvions du Quaternaire :
- de 0 à 1,70 m de profondeur, les premiers terrains traversés correspondent à des remblais reposant sur des limons.
- de 1,70 à 10 ml, l'ouvrage traverse des formations de galets, graviers et sables avec une partie partiellement cimentée et productive entre 7,50 et 10 m.
- de 10 à 11,40 ml, des horizons plus argileux avec graviers constituant le substratum de la nappe.

Lors de la foration, les venues d'eau ont été clairement identifiées entre 7,50 et 10 m de profondeur.
A l'issue de la foration, le niveau piézométrique s'est établi aux environs de 5,5 m de profondeur.

2. Le forage P10 a une profondeur de 10,6 m

Le forage P10 traverse une lithologie similaire à celle de P9 :
- de 0 à 2 ml de profondeur, les premiers terrains traversés correspondent à des remblais reposant sur des graviers limoneux,
- de 2 à 9,5 ml, l'ouvrage traverse des formations de galets, graviers et sables avec une partie partiellement cimentée et productive entre 6 et 9,50 m,
- de 9,50 à 10,30 ml, des horizons plus argileux avec graviers constituant le substratum de la nappe.

Lors de la foration, les venues d'eau ont été clairement identifiées entre 6 et 9,50 m de profondeur.
A l'issue de la foration, le niveau piézométrique s'est établi aux environs de 4,50 m de profondeur.

• localisation cadastrale : (plan cadastral en annexe)
Le forage P9 est sur la parcelle n° 770 de la section OE
Les coordonnées GPS (Lambert II) du **captage P9** sont les suivantes :
X : 880 695 Y : 1 873 138 Z : 292 m
Le forage P10 est sur la parcelle n° 2061 de la section OE
Les coordonnées GPS (Lambert II) du **captage P10** sont les suivantes :
X : 880 593 Y : 1 873 113 Z : 291 m

• les travaux d'aménagement et de raccordement au réseau communal comprennent :

1. **Equipement des deux captages d'exploitation**

L'équipement de chaque puits de pompage est le suivant :
- une pompe immergée de marque Grundfos type SP 125 2AA de 13 kW, diamètre 6", avec cône de réduction pour raccordement hydraulique sur colonne en inox 5". La pompe est accompagnée d'une jupe de protection et d'un variateur de fréquence;
- raccordement électrique par câble d'alimentation de qualité alimentaire relié par une boite de jonction coulée en résine.
- une colonne d'exhaure en inox 304L de 5". Cette colonne est constituée de 2 éléments (environ 8 m au total), chacun équipé de raccords ZSM, avec bride au sommet (DN 140 PN10) ;
- une tête de puits réalisée à partir d'une bride normalisée pleine en inox 304L DN 457 PN16 usinée. Elle comporte les éléments suivants : une plaque pleine DN 450 PN 10 avec deux accès pour permettre les mesures manuelles du niveau d'eau et le passage de la télémétrie, un passage de câble électrique et un raccord d'entré d'air en col de cygne avec tamis de protection, dans l'axe et en surface un coude grand rayon à 90° avec clapet anti-retour, ventouse, robinet d'arrêt, vanne isolement, robinet de prélèvement, une manchette avec un raccord pompier.
- caisson de protection métallique des têtes de puits avec les caractéristiques suivantes : longueur 2,25 m, largeur 1 m et hauteur 1,55 m avec trappe 1,25 m x 1 m et porte 1 m x 1 m, ventilation haute et basse y compris moustiquaires.

**2. Raccordement hydraulique et électrique**

Entre les captages et la station de pompage, des tranchées ont été réalisées pour la mise en place des différents réseaux (AEP, électricité, télégestion).
Un plan de recollement des canalisations est fourni en annexe.
Les caractéristiques techniques des canalisations et des câbles sont les suivantes :

- **canalisation de transport de l'eau** : canalisation en PEHD alimentaire (bandes bleue) DN 140 mm, raccordée à la tête de puits par un adaptateur à bride sur canalisation INOX DN 125 mm et raccordée à la bâche de pompage par un adaptateur à bride sur canalisation INOX DN 125 mm (*Raccordement par deux coudes à 90° dans la bâche et réalisation d'une jonction étanche)* ;
- **alimentation électrique** : câble de type U1000 RO2V 4G 16 mm² pour P10 et U1000 RO2V 4G 10 mm² pour P9 placé dans un fourreau de type TPC Ø 110 mm rouge, raccordé à l'armoire électrique générale de la station de pompage ;
- **télégestion** : câble placé dans un fourreau de type TPC Ø 90 mm rouge, raccordé à la station de pompage.

Un compteur de marque WOLTMANN DN 200 mm WP-Dynamic a été posé sur le collecteur principal avec générateur d'impulsions et report de l'information vers la station de pompage.
Par ailleurs, un turbidimètre de marque HACH Lange type 1720E sc a été mis en place dans la station de pompage.

## ARTICLE 5 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du champ captant « Mont d'Or – Durance ».
Ces périmètres s'étendent conformément à l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique n° 89-543 précédemment cité. (Copie de l'arrêté avec plan et fond de carte en annexe)
Compte tenu de la création de deux nouveaux puits et des modifications de l'environnement du champ captant « Mont d'Or – Durance » depuis l'instauration par cet arrêté préfectoral des périmètres de protection, la commune devra réactualiser ces protections par un nouvel arrêté de déclaration d'utilité publique dans un délai de trois ans.

L'abandon du puits n°8 implique la disparition des périmètres de protection qui lui étaient associés ainsi que les servitudes et prescriptions établies sur ces périmètres.(Plan cadastral en annexe)

# CHAPITRE 2 : TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

## ARTICLE 6 : MODALITÉS DE LA DISTRIBUTION

La commune de Manosque est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir du champ captant « Mont d'Or – Durance » dans le respect des modalités suivantes :

- le réseau de distribution et le stockage doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur,
- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et ses textes d'application.

## ARTICLE 7 : PROTECTION DE LA DISTRIBUTION

• Le prélèvement de l'eau à partir du champ captant « Mont d'Or – Durance » est destiné exclusivement à la consommation humaine et n'a aucune autre vocation, excepté en cas de secours pour cause d'incendie.

• La commune de Manosque avise la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de tout fait ou accident à proximité du champ captant « Mont d'Or – Durance » susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques.

## ARTICLE 8 : TRAITEMENT DE L'EAU

• L'eau brute issue du champ captant « Mont d'Or – Durance » fait l'objet avant distribution d'un traitement de désinfection en amont du refoulement dans les réservoirs de stockage:

- par chloration gazeuse asservie au débit de l'eau à traiter.

• Seuls peuvent être utilisés les produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.

• Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la Direction Départementale des affaires Sanitaires et Sociales.

## ARTICLE 9 : CONTRÔLE SANITAIRE DE LA QUALITÉ DE L'EAU ET DES INSTALLATIONS

• La commune de Manosque veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et de traitement et les systèmes de distribution sont régulièrement entretenus et contrôlés.

• Tout dépassement des normes de qualité de l'eau doit faire l'objet de la part de la commune d'une enquête pour en rechercher l'origine, de l'information de la population et du préfet, et de la mise en place d'actions correctives voire de la suspension provisoire de l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine.

• L'ensemble des mesures, interventions, travaux et observations est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'Etat.

## ARTICLE 10 : DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRÉLÈVEMENTS ET LE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS

• Les visites et contrôles sur place

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du Code de la santé publique et du Code de l'environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées. Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

## ARTICLE 11 : INFORMATION SUR LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

• Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire,
- les synthèses commentées établies par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

# CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

## ARTICLE 12 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ

• Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de sa notification **sans délai** aux propriétaires des parcelles concernées par le captage,

- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis.

• Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de Manosque.

## ARTICLE 13 : DROIT DE RECOURS

Toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut, dans **un délai de deux mois à compter de sa publication** saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, avenue de Breteuil 13 281 Marseille cedex 06).

## ARTICLE 14 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

## ARTICLE 15 : MESURES EXÉCUTOIRES

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute Provence,
Le Maire de la commune de Manosque,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute Provence.

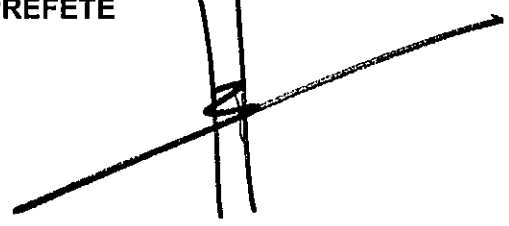
**Liste des annexes :**

Copie de l'arrêté préfectoral n°89-543 du 17/03/1989 – 6 pages
Extrait de carte - 2 pages
Plan parcellaire – 3 pages

**Digne les Bains, le** 1 JUIL 2009

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

**LA PREFETE**



Xavier DAUDIN-CLAVAUD

# VI. Annexe 6 : AP d'autorisation de prélèvement du 03/11/2015

PROVISOIRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DELEGATION TERRITORIALE
DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR
Service Santé Environnement

Digne-les-Bains, le 03 NOV. 2015

# ARRETE PREFECTORAL N° 2015-307-06

## ALIMENTATION EN EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE AGGLOMERATION DE MANOSQUE

**PROROGATION DE L'ARRETE PREFECTORAL N°2011-2237 DU 22 NOVEMBRE 2011 CONCERNANT L'AUTORISATION TEMPORAIRE DE PRELEVER, TRAITER ET DISTRIBUER AU PUBLIC DE L'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE PROVENANT DES PUITS N°9 ET N°10 INSTALLES DANS LE CHAMP CAPTANT « MONT D'OR-DURANCE » SUR LA NAPPE PHREATIQUE DE LA DURANCE**

**LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**
*Chevalier de la Légion d'honneur*
*Officier de l'ordre national du Mérite*

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1324-3, L.1312-1 et R.1321-1 à R.1321-68 ;
**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.215-13, L.214-1 à L.214-19, L.211-1 à 13 et R.214-1 à 60 ;
**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
**VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 89-543 du 17 mars 1989 déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection des points d'alimentation en eau potable de la commune de Manosque situés dans la nappe de la Durance ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2008-1592 du 1er juillet 2008 autorisant temporairement la commune de Manosque à prélever, traiter et distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine provenant des nouveaux puits n° 9 et 10 installés dans le champ captant « Mont d'or – Durance » situés dans la nappe phréatique de la Durance sur la commune de Manosque ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2011-2237 du 22 novembre 2011 autorisant temporairement la commune de Manosque à prélever, traiter et distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine provenant des nouveaux puits n° 9 et 10 installés dans le champ captant « Mont d'or – Durance » situés dans la nappe phréatique de la Durance sur la commune de Manosque ;
VU la délibération de la commune de Manosque en date du 26 mai 2011, lançant une procédure de réactualisation administrative de ce champ captant comprenant:

- une déclaration d'utilité publique :
  - pour la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
  - pour la délimitation et la création des périmètres de protection du champ captant,
- une autorisation de :
  - délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération en date du 30 septembre 2014 qui ayant pris la compétence « alimentation en eau de distribution » pour l'ensemble des communes de l'agglomération, a décidé de relancer la procédure de réactualisation administrative de ce champ captant lancée par la commune ;
VU la demande formulée par la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération en date du 7 octobre 2015 en vue de proroger l'arrêté préfectoral n° 2011-2237 du 22 novembre 2011 afin de disposer de délais supplémentaires pour mener cette réactualisation à son terme ;

CONSIDERANT

- L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2011-2237 du 22 novembre 2011 autorisant l'exploitation des nouveaux puits n° 9 et 10 de ce champ captant en Durance jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- Les délais supplémentaires nécessaires suite à la mise en place de la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération pour l'aboutissement de la procédure de régularisation des périmètres de protection de l'ensemble des 10 puits constituant le champ captant en Durance;
- La délibération du conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération s'engageant à lancer la mise en conformité administrative du champ captant en Durance et sollicitant le concours financier des financeurs institutionnels.

Sur proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

**L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2011-2237 du 22 novembre 2011** *portant autorisation temporaire de prélever, traiter et distribuer au public de l'eau destinée à la consommation*

*– Durance » situés dans la nappe phréatique de la Durance sur la commune de Manosque est accordée jusqu'au 31 décembre 2015 ;* est remplacé comme suit :

**« Article 1 : conditions d'autorisation d'utiliser les puits n° 9 et 10 à titre provisoire**

• L'autorisation de prélever, de traiter et de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine à partir des puits n° 9 (P9) et n°10 (P10) en nappe phréatique de la Durance dans le champ captant « Mont d'Or – Durance » est accordée jusqu'au 31 décembre 2019.
Ce délai doit permettre à la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération, l'instauration de nouveaux périmètres de protection par un acte de déclaration d'utilité publique (autorisation prévue au L.1321-7 du code de la santé publique).

**ARTICLE 2 :**

• Toute personne désirant contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, avenue de Breteuil 13 281 Marseille cedex 06).

**ARTICLE 3 : MESURES EXECUTOIRES**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute Provence,
Le Président de la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
Le Directeur Départemental des Territoires,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute Provence.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général



Hamel-Francis MEKACHERA

# VII. Annexe 7 : Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000

PROVISOIRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

| **FORMULAIRE D'EVALUATION SIMPLIFIEE OU PRELIMINAIRE DES INCIDENCES NATURA2000** | NATURA 2000 |
|---|---|

*Pourquoi ?*
*Le présent document peut être utilisé comme suggestion de présentation pour une évaluation des incidences simplifiée. Il peut aussi être utilisé pour réaliser l'évaluation préliminaire d'un projet afin de savoir si un dossier plus approfondi sera nécessaire.*

*Evaluation simplifiée ou dossier approfondi ?*
***Dans tous les cas, l'évaluation des incidences doit être conforme au contenu visé à l'article R414.23 du code de l'environnement**.*
*Le choix de la réalisation d'une évaluation simplifiée ou plus approfondie dépend des incidences potentielles du projet sur un site Natura 2000. Si le projet n'est pas susceptible d'avoir une quelconque incidence sur un site, alors l'évaluation pourra être simplifiée. Inversement, si des incidences sont pressenties ou découvertes à l'occasion de la réalisation de l'évaluation simplifiée, il conviendra de mener une évaluation approfondie.*
*Le formulaire d'évaluation préliminaire correspond au R414-23-I du code de l'environnement et le « canevas dossier incidences » au R414-23-II et III et IV de ce même code.*

*Par qui ?*
*Ce formulaire peut être utilisé par le **porteur du projet**, en fonction des informations dont il dispose (cf. p. 9 : » ou trouver l'info sur Natura 2000? »). Lorsque le ou les sites Natura 2000 disposent d'un DOCOB et d'un animateur Natura 2000, le porteur de projet est invité à le contacter, si besoin, pour obtenir des informations sur les enjeux en présence. Toutefois, lorsqu'un renseignement demandé par le formulaire n'est pas connu, il est possible de mettre un point d'interrogation.*

*Pour qui ?*
*Ce formulaire permet au **service administratif instruisant le projet** de fournir l'autorisation requise ou, dans le cas contraire, de demander de plus amples précisions sur certains points particuliers.*

*Définition :*
*L'évaluation des incidences est avant tout une **démarche d'intégration des enjeux Natura 2000 dès la conception du plan ou projet**. Le dossier d'évaluation des incidences doit être conclusif sur la potentialité que le projet ait ou pas une incidence significative sur un site Natura 2000.*

**Coordonnées du porteur de projet :**

Nom (personne morale ou physique) : la Régie des Eaux DLVAgglo

Commune et département) : Manosque (04)
Adresse : 1 rue du château – BP 20
04180 Villeneuve
Téléphone : 04 92 78 41 33 Fax : ……
Email : jpcarette@dlva.fr

Nom du projet : Dossier de DUP pour la mise en place des périmètres de protection du champ captant des Monts d'Or

A quel titre le projet est-il soumis à évaluation des incidences (ex : dossier soumis à notice d'impact, ou : dossier soumis à autorisation d'occupation temporaire du domaine public) ? Dossier soumis à enquête publique

## 1 Description du projet, de la manifestation ou de l'intervention

*Joindre une description détaillée du projet, manifestation ou intervention sur papier libre en complément à ce formulaire.*

### *a.* Nature du projet, de la manifestation ou de l'intervention

*Préciser le type d'aménagement envisagé (exemple : canalisation d'eau, création d'un pont, mise en place de grillages, curage d'un fossé, drainage, création de digue, abattage d'arbres, création d'un sentier, manifestation sportive, etc.).*

Le champ captant est implanté au sein de la ZPS de la Durance, et est adjacent à la ZIC de la Durance.
Le projet concerne la mise en place des périmètres de protection, avec une éventuelle rénovation des clôtures déjà implantées pour répondre aux exigences de l'hydrogéologue agréé.

### *b.* Localisation du projet par rapport au(x) site(s) Natura 2000 et cartographie

*Joindre dans tous les cas une **carte de localisation** précise du projet (emprises temporaires, chantier, accès et définitives…) par rapport au(x) site(s) Natura 2000 sur une photocopie de carte IGN au 1/25 000e. Si le projet se situe en site Natura 2000, joindre également **un plan de situation détaillé** (plan de masse, plan cadastral, etc.).*

Le projet est situé :

Nom de la commune : Manosque N° Département : 04

Lieu-dit : Saint-Maurice

En site(s) Natura 2000 ☐
n° de site(s) : La Durance (FR9312003)
n° de site(s) : La Durance (FR9301589)
…

Hors site(s) Natura 2000 ☐ A quelle distance ?
A …… (m ou km) du site n° de site(s) : ……. (FR93----)
A …… (m ou km) du site n° de site(s) : ……. (FR93----)
…

### c. Étendue / emprise du projet, de la manifestation ou de l'intervention

Emprises au sol temporaire et permanente de l'implantation ou de la manifestation (si connue) : …… (m2) ou classe de surface approximative (cocher la case correspondante) :

☐ < 100 m²
☐ 100 à 1 000 m²
☐ 1 000 à 10 000 m² (1 ha)
☐ > 10 000 m² (> 1 ha)

- Longueur (si linéaire impacté) : 1070 (m.)

- Emprises en phase chantier : …… (m.)

- Aménagement(s) connexe(s) :

*Préciser si le projet, la manifestation ou l'intervention générera des aménagements connexes (exemple : voiries et réseaux divers, parking, zone de stockage, etc.). Si oui, décrire succinctement ces aménagements.*
*Pour les manifestations, interventions : infrastructures permanentes ou temporaires nécessaires, logistique, nombre de personnes attendues.*

La seule intervention liée aux PPI est l'éventuelle rénovation de clôtures. Le champ captant est concerné par les zones Natura 2000 citées précédemment. La longueur de linéaire est le périmètre complet du périmètre de protection immédiate prévu par le projet. Une clôture est déjà existante. Il est estimé qu'au maximum seulement la moitié du linéaire sera à rénover, donc un linéaire de 535 m environ.
Seul le stockage des matériaux de clôture sera à prévoir. Le stockage des matériaux est temporaire. La clôture sera permanente.

### d. Durée prévisible et période envisagée des travaux, de la manifestation ou de l'intervention :

- Projet, manifestation :

☐ diurne

☐ nocturne

- Durée précise si connue : …… (jours, mois)
Ou durée approximative en cochant la case correspondante :

☐ < 1 mois
☐ 1 mois à 1 an
☐ 1 an à 5 ans
☐ > 5 ans

- Période précise si connue : ……(de tel mois à tel mois)
Ou période approximative en cochant la(les) case(s) correspondante :

☐ Printemps
☐ Eté
☐ Automne
☐ Hiver

- Fréquence :

☐ chaque année
☐ chaque mois
☐ autre (préciser) : une seule fois

### e. Entretien / fonctionnement / rejet

*Préciser si le projet ou la manifestation générera des interventions ou rejets sur le milieu durant sa phase d'exploitation (exemple : traitement chimique, débroussaillage mécanique, curage, rejet d'eau pluviale, pistes, zones de chantier, raccordement réseaux...). Si oui, les décrire succinctement (fréquence, ampleur, etc.).*

La mise en place des périmètres de protection ne génèrera pas de rejets. Le captage des eaux du champ captant et du canal EDF comprend un traitement de ces eaux pour la production d'eau potable, par chloration au niveau du champ captant et au sein de l'usine de Précombaux pour le canal EDF. Ce traitement est déjà existant et ne nécessite aucune intervention supplémentaire.

### f. Budget

*Préciser le coût prévisionnel global du projet.*

Coût global du projet : ……..
ou coût approximatif (cocher la case correspondante) :

☐ < 5 000 €
☐ de 5 000 à 20 000 €
☐ de 20 000 € à 100 000 €
☐ > à 100 000 €

## 2 Définition et cartographie de la zone d'influence du projet

*La zone d'influence est fonction de la nature du projet et des milieux naturels environnants. Les incidences d'un projet sur son environnement peuvent être plus ou moins étendues (poussières, bruit, rejets dans le milieu aquatique…).*
*La zone d'influence est plus grande que la zone d'implantation. Pour aider à définir cette zone, il convient de se poser les questions suivantes :*

*Cocher les cases concernées et délimiter cette zone d'influence sur une carte au 1/25 000ème ou au 1/50 000ème.*

☐ Rejets dans le milieu aquatique
☐ Pistes de chantier, circulation
☐ Rupture de corridors écologiques (rupture de continuité écologique pour les espèces)
☐ Poussières, vibrations

☐ Pollutions possibles

☐ Perturbation d'une espèce en dehors de la zone d'implantation

☐ Bruits

☐ Autres incidences ……..

## 3 Etat des lieux de la zone d'influence

*Cet état des lieux écologique de la zone d'influence (zone pouvant être impactée par le projet) permettra de déterminer les incidences que peut avoir le projet ou manifestation sur cette zone.*

***PROTECTIONS :***

*Le projet est situé en :*

☐ Réserve Naturelle Nationale

☐ Réserve Naturelle Régionale

☐ Parc National

☐ Arrêté de protection de biotope

☐ Site classé

☐ Site inscrit

☐ PIG (projet d'intérêt général) de protection

☐ Parc Naturel Régional

☐ ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique)

☐ Réserve de biosphère

☐ Site RAMSAR

***USAGES :***

*Cocher les cases correspondantes pour indiquer succinctement quels sont les usages actuels et historiques de la zone d'influence.*

☐ Aucun

☐ Pâturage / fauche

☐ Chasse

☐ Pêche

☐ Sport & Loisirs (VTT, 4x4, quads, escalade, vol libre…)

☐ Agriculture

☐ Sylviculture

☐ Décharge sauvage

☐ Perturbations diverses (inondation, incendie…)

☐ Cabanisation

☐ Construite, non naturelle : ……

☐ Autre (préciser l'usage) : Captage d'eau pour l'alimentation en eau potable

Commentaires :……
……

***MILIEUX NATURELS ET ESPECES :***

*Renseigner les tableaux ci-dessous, en fonction de vos connaissances, et joindre une cartographie de localisation approximative des milieux et espèces.*

*Afin de faciliter l'instruction du dossier, il est fortement recommandé de fournir quelques photos du site (sous format numérique de préférence). Préciser ici la légende de ces photos et reporter leur numéro sur la carte de localisation.*

Photo 1 : Photographie du périmètre de protection immédiate du champ captant des Monts d'Or (1)



Photo 2 : Photographie du périmètre de protection immédiate du champ captant des Monts d'Or (2)



Photo 3 : Photographie d'un puits champ captant des Monts d'Or et d'une partie des clôture déjà en place



Photo 4 : Photographie de l'usine de traitement du champ captant des Monts d'Or



Photo 5 : ……

Photo 6 : ……

TABLEAU MILIEUX NATURELS :

| TYPE D'HABITAT NATUREL | | Cocher si présent | Commentaires |
|---|---|---|---|
| **Milieux ouverts ou semi-ouverts** | pelouse<br>pelouse semi-boisée<br>lande<br>garrigue / maquis<br>autre : …… | **X** | Milieu ouvert avec quelques arbres et arbustes dispersés dans le périmètre de protection immédiate. |
| **Milieux forestiers** | forêt de résineux<br>forêt de feuillus<br>forêt mixte<br>plantation<br>autre : …… | | |
| **Milieux rocheux** | falaise<br>affleurement rocheux<br>éboulis<br>blocs<br>autre : …… | | |
| **Zones humides** | fossé<br>cours d'eau<br>étang<br>tourbière<br>gravière<br>prairie humide<br>autre : …… | | Pas de zone humide effective recensée sur le périmètre concerné par le projet. |
| **Milieux littoraux et marins** | Falaises et récifs<br>Grottes<br>Herbiers<br>Plages et bancs de sables<br>Lagunes<br>autre : …… | | |
| **Autre type de milieu** | …… | | |

TABLEAU ESPECES FAUNE, FLORE :

Remplissez en fonction de vos connaissances :

| **GROUPES D'ESPECES** | **Nom de l'espèce** | **Cocher si présente ou potentielle** | **Autres informations** (statut de l'espèce, nombre d'individus, type d'utilisation de la zone d'étude par l'espèce…) |
|---|---|---|---|
| **Amphibiens, reptiles** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Crustacés** | | | |
| **Insectes** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Mammifères marins** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Mammifères terrestres** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Oiseaux** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Plantes** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Poissons** | | | |
| | | | |
| | | | |

## 4 Incidences du projet

*Décrivez sommairement les incidences potentielles du projet dans la mesure de vos connaissances.*

Destruction ou détérioration d'habitat (= milieu naturel) ou habitat d'espèce (type d'habitat et surface) :
Les captages sont déjà existants, aucune détérioration d'habitat ou d'espèce est à prévoir. La présence d'une clôture n'a pas d'impact sur les habitats des oiseaux.

Destruction ou perturbation d'espèces (lesquelles et nombre d'individus) :
Etant donné que des clôtures sont déjà présentes et le site exploité depuis de nombreuses années, les espèces présentes ne seront pas impactées par la mise en place des périmètres de protection.

Perturbations possibles des espèces dans leur fonctions vitales (reproduction, repos, alimentation…):
De la même façon, aucun changement majeur du site est prévu, ce qui ne doit pas perturber la reproduction, le repos ou l'alimentation des espèces.

## 5 Conclusion

*Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet.*
*A titre d'information, le projet est susceptible d'avoir une incidence lorsque :*
*- Une surface relativement importante ou un milieu d'intérêt communautaire ou un habitat d'espèce est détruit ou dégradé à l'échelle du site Natura 2000*
*- Une espèce d'intérêt communautaire est détruite ou perturbée dans la réalisation de son cycle vital*

**Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence ?**

☐ **NON** : ce formulaire, accompagné de ses pièces, est joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

Exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet n'a pas d'incidences :
Les infrastructures de captages et clôtures sont existantes depuis de nombreuses années, seule la potentielle rénovation de clôtures est à prévoir, qui nécessitera seulement quelques jours d'intervention, sur un linéaire restreint au sein des zones Natura 2000 concernées.

☐ **OUI** : l'évaluation d'incidences doit se poursuivre. Un dossier plus poussé doit être réalisé. Ce dossier sera joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service instructeur.

A (lieu) : Manosque Signature :

Le (date) : 15/03/2024

## Ou trouver l'information sur Natura 2000 ?

*- Dans l' «* ***Indispensable livret sur l'évaluation des incidences Natura 2000*** *» :*

*Sur le site internet de la DREAL :*
*http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr (Biodiversité - Eau - Paysages > Biodiversité > Natura 2000 > Publications)*

*- Information cartographique* ***GeoIDE-carto :***

*Sur le site internet de la DREAL :*
*http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr (Accès directs > Données / Cartographies > Cartographie interactive )*

*- Dans les* ***fiches de sites région PACA :***

*Sur le site internet du ministère :*
*http://www.developpement-durable.gouv.fr (Eau et Biodiversité > Espaces et milieux naturels terrestres >* ***Natura 2000*** *)*

*- Dans le* ***DOCOB*** *(document d'objectifs) lorsqu'il est élaboré :*

*Sur le site internet de la DREAL :*
*http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr (Biodiversité - Eau - Paysages > Biodiversité > Natura 2000 > DOCOB en PACA)*

*- Dans le* ***Formulaire Standard de Données*** *du site :*

*Sur le site internet de l'INPN :*
*http://inpn.mnhn.fr (Programmes > Recherche de données Natura 2000)*

*- Auprès de l'****animateur*** *du site :*

*Sur le site internet de la DREAL :*
*http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr (Biodiversité - Eau - Paysages > Biodiversité > Natura 2000 > Le réseau > En PACA > Les sites Natura 2000 )*

*- Auprès de la* ***Direction Départementale des Territoires (et de la Mer)*** *du département concerné :*

*Voir la liste des DDT dans l' «Indispensable livret sur l'évaluation des incidences Natura 2000»*

# VIII. Annexe 8 : Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique

PROVISOIRE

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA PRÉVENTION

### Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique

NOR : *SPRP2221010A*

***Publics concernés :*** *personnes responsables de la production ou de la distribution d'eau, collectivités, agences régionales de santé, laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux.*

***Objet :*** *fixation des limites et des références de qualité qui s'appliquent aux eaux brutes utilisées pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine et aux eaux destinées à la consommation humaine.*

***Entrée en vigueur :*** *le texte entre en vigueur le 1er janvier 2023.*

***Notice :*** *mises à jour des limites et des références de qualité en matière d'eaux destinées à la consommation humaine en application de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte).*

***Références :*** *le présent arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr).*

Le ministre de la santé et de la prévention,

Vu la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2022/679 de la Commission européenne du 19 janvier 2022 établissant une liste de surveillance des substances et composés préoccupants pour les eaux destinées à la consommation humaine, conformément à la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

Vu l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail en date du 29 mars 2022 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 12 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 23 juin 2022,

Arrête :

**Art. 1er. –** L'arrêté du 11 janvier 2007 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1er, après les mots : « références de qualité » sont insérés les mots : « , les valeurs indicatives et les valeurs de vigilance » ;

2° A l'article 3, les mots : « annexe III » sont remplacés par les mots : « annexe II » ;

3° L'article 4 est ainsi modifié :

*a)* Le premier alinéa est supprimé ;

*b)* Au II, les mots : « II. – Les paramètres » sont remplacés par les mots : « Les paramètres » ;

4° Les annexes I et II sont remplacées par les annexes I et II du présent arrêté ;

5° L'annexe III est abrogée.

**Art. 2. –** Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur au 1er janvier 2023.

**Art. 3. –** Le directeur général de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 30 décembre 2022.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général adjoint de la santé,*
G. Emery

*ANNEXES*

ANNEXE I

LIMITES ET RÉFÉRENCES DE QUALITÉ, VALEURS INDICATIVES ET VALEURS DE VIGILANCE DES EAUX DESTINÉES À LA CONSOMMATION HUMAINE, À L'EXCLUSION DES EAUX CONDITIONNÉES

## I. – **Limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine**

### A. – **Paramètres microbiologiques**

| PARAMÈTRES | LIMITES DE QUALITÉ (unités) |
|---|---|
| *Escherichia coli (E. coli)* | 0/100 mL |
| Entérocoques intestinaux | 0/100 mL |

### B. – **Paramètres chimiques**

| PARAMÈTRES | LIMITES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Acides haloacétiques | 60 | µg/L | On entend la somme des 5 paramètres suivants : acides chloroacétique, dichloroacétique, trichloroacétique, bromoacétique et dibromoacétique. |
| Acrylamide | 0,10 | µg/L | |
| Antimoine | 10 | µg/L | |
| Arsenic | 10 | µg/L | |
| Benzène | 1,0 | µg/L | |
| Benzo[a]pyrène | 0,010 | µg/L | |
| Bisphénol A | 2,5 | µg/L | |
| Bore | 1,5 | mg/L | La limite de qualité est fixée à 2,4 mg/L lorsque l'eau dessalée est la principale ressource en eau utilisée ou dans les zones géographiques où les conditions géologiques pourraient occasionner des niveaux élevés de bore dans les eaux souterraines |
| Bromates | 10 | µg/L | La valeur la plus faible possible inférieure à cette limite doit être visée sans pour autant compromettre la désinfection. |
| Cadmium | 5,0 | µg/L | |
| Chlorates | 0,25 | mg/L | La limite de qualité est fixée à 0,70 mg/L lorsqu'une méthode de désinfection des eaux destinées à la consommation humaine qui génère des chlorates est utilisée.<br>La valeur la plus faible possible inférieure à cette limite doit être visée sans pour autant compromettre la désinfection. |
| Chlorites | 0,25 | mg/L | La limite de qualité est fixée à 0,70 mg/L lorsqu'une méthode de désinfection des eaux destinées à la consommation humaine qui génère des chlorites est utilisée.<br>La valeur la plus faible possible inférieure à cette limite doit être visée sans pour autant compromettre la désinfection. |
| Chlorure de vinyle | 0,50 | µg/L | |
| Chrome | 25 | µg/L | La limite de qualité est fixée à 50 µg/L jusqu'au 31 décembre 2035.<br>En cas de valeur supérieure à 6 µg/L, il est procédé à l'analyse du chrome VI. |
| Chrome VI | 6 | µg/L | |
| Cuivre | 2,0 | mg/L | |
| Cyanures totaux | 50 | µg/L | |
| 1,2-dichloroéthane | 3,0 | µg/L | |

| PARAMÈTRES | LIMITES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Epichlorhydrine | 0,10 | µg/L | |
| Fluorures | 1,5 | mg/L | |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) | 0,10 | µg/L | Pour la somme des composés suivants : benzo[b]fluoranthène, benzo[k]fluoranthène, benzo[ghi]pérylène, indéno[1,2,3-cd]pyrène |
| Mercure | 1,0 | µg/L | |
| Total microcystines | 1,0 | µg/L | Par total microcystines, on entend la somme de toutes les microcystines quantifiées, en considérant l'ensemble des variants, intra et extracellulaires. La limite de qualité s'applique uniquement pour les eaux d'origine superficielle. |
| Nickel | 20 | µg/L | |
| Nitrates | 50 | mg/L | La somme de la concentration en nitrates divisée par 50 et de celle en nitrites divisée par 3 doit rester inférieure ou égale à 1. |
| Nitrites | 0,50 | mg/L | La somme de la concentration en nitrates divisée par 50 et de celle en nitrites divisée par 3 doit rester inférieure ou égale à 1.<br>En sortie des installations de traitement, la limite de qualité en nitrites doit être inférieure ou égale à 0,10 mg/L. |
| Somme des substances alkylées per et polyfluorées | 0,10 | µg/L | On entend par la somme des substances alky perfluorées, les substances qui sont considérées comme préoccupantes pour les EDCH et dont la liste figure ci-dessous :<br>- Acide perfluorobutanoïque (PFBA)<br>– Acide perfluoropentanoïque (PFPeA)<br>– Acide perfluorohexanoïque (PFHxA)<br>– Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA)<br>– Acide perfluoroctanoïque (PFOA)<br>– Acide perfluorononanoïque (PFNA)<br>– Acide perfluorodécanoïque (PFDA)<br>– Acide perfluoroundécanoïque (PFUnDA)<br>– Acide perfluorododécanoïque (PFDoDA)<br>Acide perfluorotridécanoïque (PFTrDA)<br>– Acide perfluorobutanesulfonique (PFBS)<br>– Acide perfluoropentanesulfonique (PFPeS)<br>– Acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS)<br>– Acide perfluoroheptane sulfonique (PFHpS)<br>– Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS)<br>– Acide perfluorononane sulfonique (PFNS)<br>– Acide perfluorodécane sulfonique (PFDS)<br>– Acide perfluoroundécane sulfonique (PFUnDS)<br>– Acide perfluorododécane sulfonique (PFDoDS)<br>– Acide perfluorotridécane sulfonique (PFTrDS)<br>Il s'agit d'un sous-ensemble des substances alkylés per et polyfluorés, qui contiennent un groupement de substances perfluoroalkylées comportant trois atomes de carbone ou plus (à savoir, –CnF2n–, n ≥ 3) ou un groupement de perfluoroalkyléthers comportant deux atomes de carbone ou plus (à savoir, –CnF2nOCmF2m–, n et m ≥ 1). |
| Pesticides (par substance individuelle). | 0,10 | µg/L | Par pesticides, on entend :<br>– les insecticides organiques ;<br>– les herbicides organiques ;<br>– les fongicides organiques ;<br>– les nématocides organiques ;<br>– les acaricides organiques ;<br>– les algicides organiques ;<br>– les rodenticides organiques ;<br>– les produits antimoisissures organiques ;<br>– les produits apparentés (notamment les régulateurs de croissance)<br>et leurs métabolites, tels que définis à l'article 3, point 32), du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil, qui sont considérés comme pertinents pour les eaux destinées à la consommation humaine.<br>Un métabolite de pesticide est jugé pertinent pour les eaux destinées à la consommation humaine s'il y a lieu de considérer qu'il possède des propriétés intrinsèques comparables à celles de la substance mère en ce qui concerne son activité cible pesticide ou qu'il fait peser (par lui-même ou par ses produits de transformation) un risque sanitaire pour les consommateurs. |
| Aldrine, dieldrine, heptachlore, heptachlorépoxyde (par substance individuelle) | 0,03 | µg/L | |

| PARAMÈTRES | LIMITES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Total pesticides | 0,50 | µg/L | Par total pesticides, on entend la somme de tous les pesticides individuels quantifiés |
| Plomb | 5 | µg/L | La limite de qualité est fixée à 10 µg/L jusqu'au 31 décembre 2035. Cette limite de qualité s'applique en amont des installations privées.<br>La limite de qualité au robinet du consommateur reste fixée à 10 µg/L bien qu'une valeur inférieure à 5 µg/L doit être visée d'ici au 1er janvier 2036.<br>Les mesures appropriées pour réduire progressivement la concentration en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine au cours de la période nécessaire pour se conformer à la limite de qualité de 5 µg/L sont précisées aux articles R. 1321-55 et R. 1321-49 (arrêté d'application)<br>Lors de la mise en œuvre des mesures destinées à atteindre cette valeur, la priorité est donnée aux cas où les concentrations en plomb dans les eaux destinées à la consommation humaine sont les plus élevées |
| Sélénium | 20 | µg/L | La limite de qualité est fixée à 30 µg/L dans les zones géographiques où les conditions géologiques pourraient occasionner des niveaux élevés de sélénium dans les eaux souterraines. |
| Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène | 10 | µg/L | Somme des concentrations des paramètres spécifiés. |
| Total trihalométhanes (THM). | 100 | µg/L | La valeur la plus faible possible inférieure à cette valeur doit être visée sans pour autant compromettre la désinfection. Par total trihalométhanes, on entend la somme de : chloroforme, bromoforme, dibromochlorométhane et bromodichlorométhane. |
| Turbidité | 1,0 | NFU | La limite de qualité est applicable au point de mise en distribution, pour les eaux visées à l'article R. 1321-37 et pour les eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique supérieure à 2,0 NFU. En cas de mise en œuvre d'un traitement de neutralisation ou de reminéralisation, la limite de qualité s'applique hors augmentation éventuelle de turbidité due au traitement. |
| Uranium | 30 | µg/L | |

## II. – **Références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine**

### A. – **Paramètres microbiologiques**

| PARAMÈTRES | RÉFÉRENCES DE QUALITÉ (unités) | | NOTES |
|---|---|---|---|
| Bactéries coliformes | 0/100 mL | | |
| Spores de micro-organismes anaérobies sulfito-réducteurs | 0/100 mL | | Ce paramètre doit être mesuré lorsque l'eau est d'origine superficielle ou influencée par une eau d'origine superficielle. En cas de non-respect de cette valeur, une enquête doit être menée sur le réseau de distribution d'eau pour s'assurer qu'il n'y a aucun risque pour la santé humaine résultant de la présence de micro-organismes pathogènes, par exemple *Cryptosporidium*. |
| Numération de germes aérobies revivifiables à 22 °C et à 36 °C. | | | Le résultat ne doit pas varier au-delà d'un facteur 10 par rapport à la valeur habituelle |

### B. – **Paramètres chimiques et organoleptiques**

| PARAMÈTRES | RÉFÉRENCES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Aluminium | 200 | µg/L | |
| Ammonium | 0,10 | mg/L | S'il est démontré que l'ammonium a une origine naturelle, la référence de qualité est de 0,50 mg/L pour les eaux souterraines. |
| Baryum | 0,70 | mg/ L | |
| Carbone organique total (COT). | 2 et aucun changement anormal | mg/L | |
| Indice permanganate | 5,0 | mg/L $O_2$ | |
| Chlore libre et total | | | Absence d'odeur ou de saveur désagréable et pas de changement anormal. |

| PARAMÈTRES | RÉFÉRENCES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Chlorites | 0,20 | mg/L | La référence de qualité s'applique jusqu'au 31 décembre 2025. Sans compromettre la désinfection, la valeur la plus faible possible doit être visée. |
| Chlorures | 250 | mg/L | Les eaux ne doivent pas être corrosives. |
| Conductivité | ≥ 180 et ≤ 1 000<br><br>ou<br><br>≥ 200 et ≤ 1 100 | µS/cm<br>à 20 °C<br><br>µS/cm<br>à 25 °C | Les eaux ne doivent pas être corrosives. |
| Couleur | Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal.<br>Inférieure ou égale à 15 | mg/L (Pt) | |
| Cuivre | 1,0 | mg/L | |
| Equilibre calcocarbonique | Les eaux doivent être à l'équilibre calcocarbonique ou légèrement incrustantes | | |
| Fer | 200 | µg/L | |
| Manganèse | 50 | µg/L | |
| Odeur | Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal.<br>Pas d'odeur détectée pour un taux de dilution de 3 à 25 °C | | |
| pH | ≥ 6,5 et ≤ 9 | Unité pH | Les eaux ne doivent pas être agressives. |
| Saveur | Acceptable pour les consommateurs et aucun changement anormal.<br>Pas de saveur détectée pour un taux de dilution de 3 à 25 °C | | |
| Sodium | 200 | mg/L | |
| Sulfates | 250 | mg/L | Les eaux ne doivent pas être corrosives |
| Température | 25 | °C | A l'exception des eaux ayant subi un traitement thermique pour la production d'eau chaude.<br><br>Cette valeur ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer. |
| Turbidité | 0,50 | NFU | La référence de qualité est applicable au point de mise en distribution, pour les eaux visées à l'article R. 1321-37 et pour les eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique supérieure à 2,0 NFU. En cas de mise en œuvre d'un traitement de neutralisation ou de reminéralisation, la référence de qualité s'applique hors augmentation éventuelle de turbidité due au traitement. |

| PARAMÈTRES | RÉFÉRENCES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| | 2 | NFU | La référence de qualité s'applique aux robinets normalement utilisés pour la consommation humaine. |

### C. – **Paramètres indicateurs de radioactivité**

| PARAMÈTRES | RÉFÉRENCES DE QUALITÉ | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Activité alpha globale | | | En cas de valeur supérieure à 0,10 Bq/L, il est procédé à l'analyse des radionucléides spécifiques définis dans l'arrêté mentionné à l'article R. 1321-20. |
| Activité bêta globale résiduelle | | | En cas de valeur supérieure à 1,0 Bq/L, il est procédé à l'analyse des radionucléides spécifiques définis dans l'arrêté mentionné à l'article R. 1321-20. |
| Dose indicative (DI) | 0,1 | mSv/an | Le calcul de la DI est effectué selon les modalités définies à l'article R. 1321-20 |
| Radon | 100 | Bq/L | Uniquement pour les eaux d'origine souterraine |
| Tritium | 100 | Bq/L | La présence de concentrations élevées de tritium dans l'eau peut être le témoin de la présence d'autres radionucléides artificiels. En cas de dépassement de la référence de qualité, il est procédé à l'analyse des radionucléides spécifiques définis dans l'arrêté mentionné à l'article R. 1321-20. |

## III. – **Valeurs indicatives dans les eaux destinées à la consommation humaine**

| PARAMÈTRES | VALEURS INDICATIVES | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| Métabolites de pesticides non pertinents (1), par substance individuelle | 0,9 | µg/L | |
| (1) Après évaluation de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. | | | |

## IV. – **Valeurs de vigilance dans les eaux destinées à la consommation humaine**

| PARAMÈTRES | VALEURS DE VIGILANCE | UNITÉS | NOTES |
|---|---|---|---|
| 17 béta estradiol | 1 | ng/L | |
| Nonylphénol (1) | 300 | ng/L | |
| (1) Pour le nonylphénol, le numéro CAS est le 84852-15-3. | | | |

# ANNEXE II

## LIMITES DE QUALITÉ DES EAUX BRUTES DE TOUTES ORIGINES UTILISÉES POUR LA PRODUCTION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE, À L'EXCLUSION DES EAUX DE SOURCE CONDITIONNÉES, FIXÉES POUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS PRÉVUES AUX ARTICLES R. 1321-7 (II), R. 1321-17 ET R. 1321-38 À R. 1321-42

| PARAMÈTRES | LIMITES de qualité | UNITÉS |
|---|---|---|
| Ammonium | 4 | mg/L |
| Arsenic | 100 | µg/L |
| Bore (1) | 1,5 | mg/L |
| Cadmium | 5 | µg/L |
| Carbone organique total (COT) (2) | 10 | mg/L |
| Chlorures | 200 | mg/L |
| Chrome total | 50 | µg/L |
| Couleur (Pt) | 200 | mg/L |
| Cyanures totaux | 50 | µg/L |

| PARAMÈTRES | LIMITES de qualité | UNITÉS |
|---|---|---|
| Entérocoques intestinaux | 10 000/100 mL | |
| *Escherichia coli* | 20 000/100 mL | |
| Fluorures | 1,5 | mg/L |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : Somme des composés suivants : fluoranthène, benzo[b]fluoranthène, benzo[k]fluoranthène, benzo[a]pyrène, benzo[g, h,i]pérylène et indéno[1,2,3-cd]pyrène. | 1 | µg/L |
| Indice hydrocarbures | 1 | mg/L |
| Mercure | 1 | µg/L |
| Nickel | 20 | µg/L |
| Nitrates pour les eaux souterraines | 100 | mg/L |
| Nitrates pour les eaux superficielles | 50 | mg/L |
| Par substance individuelle, y compris les métabolites pertinents | 2 | µg/L |
| Total des pesticides et métabolites pertinents (3) | 5 | µg/L |
| Plomb | 50 | µg/L |
| Sélénium (4) | 20 | µg/L |
| Sodium | 200 | mg/L |
| Somme des substances alkylées per et polyfluorées (5) | 2 | µg/L |
| Sulfates | 250 | mg/L |
| Taux de saturation en oxygène dissous pour les eaux superficielles (6) | >30 | % |

(1) La limite de qualité est fixée à 2,4 mg/L lorsque l'eau dessalée est la principale ressource en eau utilisée ou dans les zones géographiques où les conditions géologiques pourraient occasionner des niveaux élevés de bore dans les eaux souterraines.

(2) Le plan de gestion des ressources en eau prévu à l'article R. 1321-42 n'est pas requis.

(3) Par pesticides, on entend :
– les insecticides organiques ;
– les herbicides organiques ;
– les fongicides organiques ;
– les nématocides organiques ;
– les acaricides organiques ;
– les algicides organiques ;
– les rodenticides organiques ;
– les produits antimoisissures organiques ;
– les produits apparentés (notamment les régulateurs de croissance)
et leurs métabolites, tels que définis à l'article 3, point 32), du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil, qui sont considérés comme pertinents pour les eaux destinées à la consommation humaine.

Un métabolite de pesticide est jugé pertinent pour les eaux destinées à la consommation humaine s'il y a lieu de considérer qu'il possède des propriétés intrinsèques comparables à celles de la substance mère en ce qui concerne son activité cible pesticide ou qu'il fait peser (par lui-même ou par ses produits de transformation) un risque sanitaire pour les consommateurs.

(4) La limite de qualité est fixée à 30 µg/L dans les zones géographiques où les conditions géologiques pourraient occasionner des niveaux élevés de sélénium dans les eaux souterraines.

(5) On entend par la somme des substances alky perfluorées, les substances qui sont considérées comme préoccupantes pour les EDCH et dont la liste figure ci-dessous :
– Acide perfluorobutanoïque (PFBA) ;
– Acide perfluoropentanoïque (PFPeA) ;
– Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) ;
– Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) ;
– Acide perfluoroctanoïque (PFOA) ;
– Acide perfluorononanoïque (PFNA) ;
– Acide perfluorodécanoïque (PFDA) ;
– Acide perfluoroundécanoïque (PFUnDA) ;
– Acide perfluorododécanoïque (PFDoDA) ;
– Acide perfluorotridécanoïque (PFTrDA) ;
– Acide perfluorobutanesulfonique (PFBS) ;
– Acide perfluoropentanesulfonique (PFPeS) ;
– Acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS) ;
– Acide perfluoroheptane sulfonique (PFHpS) ;

– Acide perfluorooctane sulfonique (PFOS) ;
– Acide perfluorononane sulfonique (PFNS) ;
– Acide perfluorodécane sulfonique (PFDS) ;
– Acide perfluoroundécane sulfonique (PFUnDS) ;
– Acide perfluorododécane sulfonique (PFDoDS) ;
– Acide perfluorotridécane sulfonique (PFTrDS).

Il s'agit d'un sous-ensemble des substances alkylés per et polyfluorés, qui contiennent un groupement de substances perfluoroalkylées comportant trois atomes de carbone ou plus (à savoir, –CnF2n–, n ≥ 3) ou un groupement de perfluoroalkyléthers comportant deux atomes de carbone ou plus (à savoir, –CnF2nOCmF2m–, n et m ≥ 1).

(6) Le taux de saturation en oxygène dissous pour les eaux superficielles ($O_2$) doit être supérieur à la limite indiquée.

# IX. Annexe 9 : Convention pour le prélèvement d'eau dans le canal EDF

PROVISOIRE

| | |
|---|---|
| Date AR Sous-Préfecture : 15/12/21 | Date d'affichage : 15/12/21 |
| Accusé de Réception en préfecture : 04-200034700-20211214-lmc138852-DE-1-1 | |

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DÉLIBÉRATIF

**N° BD-6-12-21**

***Le 14 décembre 2021 à 17h15, le Bureau délibératif de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération, dûment convoqué par lettres individuelles, en date du 7 décembre 2021, s'est réuni en session Ordinaire sous la présidence de Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY, Salle GIONO - Salle de l'Etoile - GREOUX LES BAINS, dont les portes étaient restées ouvertes au public.***

***Présents :***
***Monsieur Vincent ALLEVARD, Monsieur Paul AUDAN, Monsieur Gérard AURRIC, Monsieur Claude CHEILAN, Monsieur Jérôme DUBOIS, Monsieur Serge FAUDRIN, Madame Sandra FAURE, Monsieur Pierre FISCHER, Madame Béatrice GARCIA, Monsieur Gilles MEGIS, Monsieur André MILLE, Madame Caroline PAOLASSO, Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY, Monsieur Jean-Luc QUEIRAS, Madame Lise RAOULT.***

***Absents représentés :***

***Absents excusés :***

***Absents :***
***Monsieur Pascal ANTIQ, Monsieur Jean-Claude CASTEL, Monsieur Jean-Guillaume D'HERBES.***

***Secrétaire de séance : Madame Caroline PAOLASSO***

***Le quorum est atteint.***

# BD-6-12-21 - CONVENTION DLVAgglo / EDF POUR LE PRELEVEMENT D'EAU DANS LE CANAL USINIER POUR L'ALIMENTATION EN EAU DE L'USINE DE PRECOMBAUX

**VU** le Code général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10,

**VU** l'arrêté inter préfectoral n° 2020-070.005 en date du 10 mars 2020 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon,

**VU** la délibération CC-5-05-21 en date du 25 mai 2021 portant délégation du Conseil Communautaire au bureau délibératif,

**VU** la convention EDF-Commune de Manosque du 25 avril 1975 autorisant la commune à prélever dans le canal EDF un débit de 120 l/s destiné à l'alimentation en eau brute de l'usine de Pré-combaux,

**VU** la délibération n° CC-1-09-14 du 3 septembre 2014, autorisant le Président à signer la convention de partenariat avec la Société du Canal de Provence, relative à la diversification et sécurisation des ressources en eau du Val de Durance,

**VU** la délibération n° CC-10-03-18 du 20 mars 2018, autorisant le Président à signer le contrat de fourniture d'eau brute de la Société du Canal de Provence à l'usine de Pré-combaux de Manosque,

**CONSIDERANT** que la DLVAgglo souhaite conserver en secours la possibilité de recourir à la ressource canal EDF sur la Durance pour l'alimentation en eau brute de l'usine de Pré-combaux en cas défaillance du service de l'eau SCP ou des ouvrages EDF situés en amont (bas Verdon),

**CONSIDERANT** la délibération précédente autorisant le Président à signer la convention tripartite fixant les engagements réciproques de la DLVAgglo, d'EDF et de la SCP,

**CONSIDERANT** que la DLVAgglo s'est substituée à la commune de Manosque pour l'exercice de la compétence eau potable et que la convention entre EDF et la commune de 1975 doit être mise à jour,

**VU** le projet de convention ci-annexé,

Il est demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de convention ci-annexé, selon les modalités et conditions qui lui ont été exposées,
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention et plus généralement, signer toutes pièces y afférentes.

**CETTE DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES.**

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Le Président, Jean-Christophe PETRIGNY

**AMENAGEMENT DE MANOSQUE SAINTE-TULLE 2**

**CONVENTION DE PRELEVEMENT D'EAU DANS LE CANAL USINIER**

**ENTRE :**

**ELECTRICITE DE FRANCE,** Société Anonyme au capital de 1 578 916 053,50 euros, dont le siège social est situé 22 – 30, Avenue Wagram, Paris 8ème, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 552 081 317, faisant élection de domicile au 1165 rue Jean René Guillibert Gauthier de la Lauzière, 13 290 Aix-en-Provence, représentée par Monsieur Hervé Guillot, Directeur d'EDF Hydro Méditerranée.

Désignée ci-après par l'appellation « le concessionnaire »

D'UNE PART,

**ET :**

**DURANCE LUBERON VERDON AGGLOMERATION**, domiciliée Place de l'Hôtel de Ville - BP 107

04101 Manosque cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Christophe PETRIGNY, dûment habilité par la délibération du Conseil Communautaire en date du XX/XX/2021 (annexe 1)

Désignée dans le texte par l'appellation « DLVAgglo » ou le « bénéficiaire »

D'UNE DEUXIEME PART

**En présence de** l'**ETAT,** représenté par le Préfet du département des Alpes de Haute Provence, autorité concédante de la chute hydroélectrique de Manosque Sainte Tulle 2, ayant pour obligation d'approuver préalablement à leur entrée en vigueur, tout contrat relatif à l'occupation des dépendances immobilières concédées à EDF,

Désigné ci-après par le terme « l'ETAT »

Il est exposé et convenu ce qui suit :

## EXPOSE DES MOTIFS

Electricité de France exploite sur la Durance, la chute hydroélectrique de Manosque Sainte-Tulle 2, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret en date du 16 janvier 1964.

Cet aménagement a été conçu et réalisé pour la satisfaction du Service Public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique. C'est dans le cadre de cette mission que sont également exploités les ouvrages de cette chute et par conséquent aucune obligation ou attribution n'incombe à Electricité de France en dehors de sa mission énergétique.

La commune de Manosque a été autorisée à prélever dans le canal d'amenée de la dite chute un débit de 120 l/s destiné à l'alimentation en eau des populations par arrêté du 13 mars 1975 renouvelé en 1994 (annexe 2) et convention EDF-Commune de Manosque du 25 avril 1975 (annexe 3). Cette autorisation a été accordée au titre de l'article 50 du cahier des charges général relatif à la concession de l'aménagement des chutes hydroélectriques de la Durance. Bien que les prélèvements de cette nature soient prévus en rivière et que la présence des prises sur ces canaux constitue une grave sujétion pour l'exploitation de ses ouvrages, EDF a en effet donné son accord, à titre exceptionnel, pour que la commune puisse effectuer les prélèvements sur le canal usinier de la chute de Sainte-Tulle II.

Depuis, la communauté d'agglomération, la DLVAgglo a été créée par arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2012 (annexe 4) par lequel elle se substitue aux établissements publics de coopération intercommunale et aux communes du SUD 04 et exerce désormais les compétences qui leur étaient dévolues.

Par convention SCP/DLVAgglo signée en 2014 et contrat de fourniture d'eau n°10347 (annexe 5), la DLVAgglo s'est engagée à mobiliser principalement la ressource Verdon pour satisfaire l'ensemble des besoins nouveaux liés à la croissance de sa population et à son développement économique via un nouveau prélèvement sur l'ouvrage EDF de Vinon, à stabiliser ses prélèvements dans la nappe d'accompagnement de la Durance à leur niveau actuel et à ne plus prélever dans le canal usinier EDF au lieu-dit « Pré-Combaux », sauf incident majeur sur ses autres ressources dont celle de la SCP. Ces évolutions dans les ressources et modes de prélèvements d'eau de la DLVAgglo font l'objet d'une convention tripartite EDF/SCP/DLVAgglo (annexe 6).

Les modalités de prélèvement dans le canal usinier de Ste-Tulle II étant ainsi modifiées, les parties se sont rapprochées pour mettre à jour la convention du 25 avril 1975.

La présente est accordée aux conditions définies dans les articles qui suivent et sous réserve du respect de la législation et de la réglementation en vigueur actuelles et futures.

Le présent titre a été attribué au bénéficiaire dans le respect des dispositions des articles L.2122-1-1 à L. 2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

En suite de quoi les parties ont convenu et réciproquement accepté ce qui suit :

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les dispositions techniques et administratives suivant lesquelles le prélèvement d'eau autorisé sur le canal EDF sera effectué.

La présente ne porte que sur l'objet ci-dessus strictement défini ; tout autre équipement ou toute autre activité ne pourrait être réalisé que par accord complémentaire des parties.

## ARTICLE 2. AUTORISATION D'OCCUPATION ET DE PRELEVEMENT D'EAU

Le concessionnaire autorise le bénéficiaire à occuper la parcelle de terrain cadastrée section E N°4611 au lieu dit Pré-Combaux, située sur la commune de Manosque, faisant partie des dépendances immobilières concédées de la chute hydroélectrique de Manosque Sainte Tulle 2 dans le but exclusif de prélever de l'eau dans le canal EDF depuis la prise d'eau existante.

Le prélèvement, d'un débit instantané de 120 l/s et d'un volume annuel maximum de 3 780 000m3, destiné à l'alimentation en eau des populations et autorisé par arrêté du 13 mars 1975 renouvelé en 1994 ne sera mis en œuvre qu'en cas d'incident majeur sur les autres ressources de la DLVAgglo, dont celle de la SCP, ou en cas d'indisponibilité des ouvrages EDF du Bas Verdon.

## ARTICLE 3. DESCRIPTION ET PROPRIETE DES INSTALLATIONS

Le dispositif de prélèvement comprend une buse qui prend son origine dans le canal industriel et aboutit à un puisard isolé par une vanne à glissière. Le puisard et la vanne de garde sont propriété de la DLVAgglo.

Une description des installations ci-dessus décrites figure en annexe 7 de la présente convention.

## ARTICLE 4. MODALITES DU PRELEVEMENT

Le bénéficiaire reconnait la priorité des nécessités d'exploitation du concessionnaire et, de ce fait, il est expressément convenu que le concessionnaire conserve toute latitude d'exploiter les ouvrages de la chute de Manosque Sainte Tulle 2 selon ses propres sujétions sans que le bénéficiaire puisse prétendre à indemnité du fait d'une interruption de fourniture d'eau ou du fait d'une avarie survenue à son matériel consécutives à cette exploitation.

En outre, le concessionnaire ne prend aucun engagement quant à la continuité de la fourniture, si celle-ci ne pouvait être assurée, du fait des travaux à effectuer sur ses ouvrages ou de toute autre cause. Il serait dégagé de toute responsabilité, quelle que soit la durée ou l'époque pendant laquelle les prélèvements ne pourraient être assurés. Dans ces conditions, toute réalimentation de la prise d'eau est exclue.

Le bénéficiaire devra donc prendre toutes dispositions pour assurer sa réalimentation en eau pendant les périodes de chômage des ouvrages du canal usinier et en particulier pendant les vidanges décennales des ouvrages ou pendant les périodes d'arrêts occasionnés pour l'entretien des ouvrages ou consécutives à leurs avaries.

En cas de travaux importants, le concessionnaire informera la DLVAgglo au moins un mois à l'avance de son intention d'interrompre les fournitures d'eau, sans toutefois que ce délai puisse lui être opposé si cette interruption intervenait pour des raisons de cas fortuit ou majeure.

Le débit nominal de 120 l/s prélevé par le bénéficiaire sera délivré au titre de l'Article 50 du cahier des charges relatif à la concession de l'aménagement des chutes de la Durance.

Il est d'ores et déjà précisé qu'en toute occurrence, les débits qui doivent être délivrés par le concessionnaire seront considérés comme prioritaires en application des articles 5, 12 et 21 du cahier des charges des chutes de Serre Ponçon et de la Durance.

Le bénéficiaire s'engage à procéder à ses frais exclusifs et par ses moyens internes, au contrôle périodique du dispositif enregistreur de jaugeage et à sa vérification tous les cinq ans par un organisme agréé. Le concessionnaire aura la faculté d'assister à ces contrôles et pourra se faire délivrer à sa demande tous les justificatifs de leur bonne réalisation.

Le bénéficiaire présentera chaque année à EDF un bilan des volumes prélevés depuis le canal EDF.

EDF disposera de la faculté de vérifier à tout moment l'exactitude des données fournies par le bénéficiaire. Les dispositifs de comptage pourront être relevés contradictoirement à tout moment.

Les bilans annuels seront transmis par le bénéficiaire à EDF par email aux interlocuteurs désignés à l'article 23 de la présente, dans la quinzaine qui suit chaque période échue.

## ARTICLE 5. LEGISLATION APPLICABLE

Le bien dont l'occupation est consentie faisant partie du domaine public hydroélectrique, l'autorisation accordée ne saurait en aucun cas relever de la législation de droit commun. Elle constitue une convention d'occupation et de mise à disposition précaire et révocable d'une dépendance du domaine public et non un bail.

En aucun cas, pour quelque motif que ce soit ou pour quelque situation de fait qui se créerait, il ne saurait être admis une référence à la législation sur les baux commerciaux ou les baux ruraux ou ceux assimilés.

## ARTICLE 6. LIBRE ACCES EDF

Le bénéficiaire s'engage à laisser au concessionnaire, à ses préposés et aux personnes habilitées par ce dernier, la libre circulation sur le(s) bien(s) ainsi mis à disposition, ainsi que son (leur) libre usage, usage dont il reconnaît avoir pris connaissance, auprès du concessionnaire, de la nature et de l'étendue.

## ARTICLE 7. PRIORITE DES ACTIVITES DU CONCESSIONNAIRE

La chute hydroélectrique de Manosque Sainte Tulle 2 a pour objet la production d'énergie électrique et son exploitation ne saurait être gênée en quoi que ce soit du fait de la présente convention.

En conséquence, le bénéficiaire reconnaît que la présente autorisation d'occupation du domaine concédé est accordée à titre précaire et révocable, et qu'elle n'est constitutive d'aucun droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier réalisés par le bénéficiaire.

En outre et compte tenu de la qualité du bénéficiaire, il est précisé que les autorisations délivrées aux présentes ne s'analysent pas comme une superposition de domanialités publiques.

Par ailleurs, les installations du bénéficiaire pourront être déplacées ou démontées sur demande motivée d'EDF, soit pour des raisons de sécurité, soit par des impératifs d'exploitation.

## ARTICLE 8. CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE

Le concessionnaire, pourra à tout moment imposer au bénéficiaire l'obligation d'effectuer, aux frais de ce dernier, tous travaux d'entretien ou de réparation qui s'avéreraient nécessaires à la bonne conservation de l'immeuble mis à disposition dès lors que ces travaux seraient motivés par l'activité ou les équipements du bénéficiaire. L'exécution de ces travaux, quels qu'en soient le coût et la durée, ne sera pas indemnisée.

Le bénéficiaire signalera au concessionnaire, dès qu'il l'aura constaté, tout empiétement, toute occupation, usurpation et dégradation commis par des tiers connus ou inconnus et portant atteinte à l'aspect et à la conservation de l'immeuble mis à disposition.

## ARTICLE 9. JOUISSANCE DES INSTALLATIONS

Le bénéficiaire est propriétaire et responsable de l'ensemble des ouvrages et matériels nécessaires à l'alimentation en eau décrits dans l'article 3 de la présente convention.

Le fonctionnement, la surveillance, l'entretien, le remplacement, et plus généralement tous travaux sur les installations permettant l'alimentation en eau du bénéficiaire, sont à la charge exclusive du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir ses installations en parfait état d'entretien et à en effectuer régulièrement le contrôle afin de garantir leur intégrité. Le bénéficiaire devra obtenir l'accord préalable d'EDF pour tous travaux susceptibles d'avoir des répercussions sur les ouvrages EDF.
EDF pourra demander communication du rapport des visites réalisées et pourra imposer au bénéficiaire des travaux d'entretien s'il est constaté une défaillance de son engagement.

Pour toute intervention sur ses installations situées dans les emprises d'EDF, le bénéficiaire s'engage à avertir préalablement par écrit le responsable du Groupement d'Usines de Sainte Tulle et à respecter toute consigne qui pourrait lui être donnée.

## ARTICLE 10. ETAT DES LIEUX / REMISE EN ETAT DES LIEUX

A défaut d'état des lieux initial, le terrain objet de la présente occupation et ci-dessus définis, sera réputé en bon état dans la mesure où il remplit sa fonction au moment de l'occupation du bénéficiaire.

A l'expiration de la présente autorisation et quelle qu'en soit la cause (terme, résiliation), le bénéficiaire remettra en parfait état le terrain occupé en assurant l'enlèvement de ses installations et ce à ses frais. En cas de non obtempération dans un délai de deux mois, le concessionnaire aura la faculté de remettre le terrain en état aux frais du bénéficiaire. A cet effet et si nécessaire un état des lieux sera contradictoirement établi.

## ARTICLE 11. RESPECT DES DROITS ANTERIEUREMENT ACCORDES PAR EDF

Le bénéficiaire s'engage à exercer les droits qui lui sont conférés par la présente en respectant ceux qui ont été accordés aux tiers et aux usagers.

## ARTICLE 12. RESPECT DES AUTRES DROITS DES TIERS ET AUTRES AUTORISES

L'occupation est consentie sous réserve des droits des tiers, outre ceux mentionnés à l'article 11, des bénéficiaires des règlements faits par les autorités municipales et préfectorales, des servitudes administratives et de celles résultant du code forestier.

Le bénéficiaire fera son affaire de tout litige susceptible de s'élever du chef d'une éventuelle coexistence entre les activités qui lui sont dévolues et celles qui lui seraient étrangères.

## ARTICLE 13. CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous la condition suspensive que le bénéficiaire obtienne toutes les autorisations éventuelles nécessaires pour l'exercice de son activité, délivrées par les administrations compétentes et respecte l'ensemble des obligations et formalités imposées par les différentes réglementations. Tout retrait ou non renouvellement desdites autorisations provoquerait immédiatement la résolution de la convention, de plein droit et sans indemnité.

## ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

### 13.1 - Entretien et accès

Le bénéficiaire s'engage à utiliser ses installations et le terrain, mis à disposition et les abords immédiats raisonnablement, et à les entretenir en parfait état.

### 13.2 - Mesures de prévention

Le bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment en matière de prélèvement d'eau, de police, de protection de l'environnement, de salubrité et de sécurité des personnes ; d'une manière générale, il s'engage à faire connaître par tout moyen à sa convenance, les dangers qui peuvent résulter directement ou indirectement de ses activités ou de la présence et de l'exploitation des biens et ouvrages EDF.

Une analyse des risques et des mesures correctrices associées est réalisée dans le document « sécurité tiers » joint en annexe 8. Les dispositions contenues dans ce document font partie intégrante de la convention.

Toute intervention du bénéficiaire et des entreprises travaillant pour son compte dans les emprises de la concession sera soumise à l'autorisation préalable d'EDF et fera l'objet d'une analyse identifiant les risques interférents et les mesures de prévention mises ou à mettre en œuvre pour y palier.

Le bénéficiaire mettra en œuvre, à ses frais et sous sa responsabilité, et entretiendra les supports d'information liés à la sécurité de son activité. Cette mise en œuvre s'effectuera en concertation avec le concessionnaire.

Le bénéficiaire s'oblige à porter à la connaissance de ses préposés, membres, équipages, usagers, invités ou visiteurs toute information liée à l'exploitation de l'aménagement de Manosque Sainte Tulle 2 que lui communiquera par écrit EDF.

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle, hors de toute intervention et responsabilité d'EDF, des risques qui découlent de ces informations pour ses activités objets de la présente convention.

Le bénéficiaire informera ses mandataires, équipages, usagers, invités et visiteurs des dangers de tous type qu'ils sont susceptibles de provoquer par leur imprudence, négligence, inattention même si ces dangers résultent du seul exercice de l'activité et de la seule utilisation de l'équipement ici visé.

Le bénéficiaire devra informer Electricité de France de toute situation dangereuse connue de lui et susceptible de porter atteinte à son intégrité physique, à celle de ses ayants-droit ou d'une façon plus générale, des tiers.

## ARTICLE 15. OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire conserve la libre disposition des dépendances occupées conformément à l'article 2. Il s'efforcera cependant :

- de ne procéder, sans en avoir au préalable informé le bénéficiaire, à aucune modification du profil du terrain, des constructions, des plantations, ouvrages, … de la chute ;
- de s'abstenir de tout acte étranger à l'exploitation de la chute de nature à nuire soit à l'activité du bénéficiaire soit au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages du bénéficiaire, de garantir au bénéficiaire ainsi qu'à ses ayants droit le libre accès à ses installations.

## ARTICLE 16. RESPONSABILITE

Le bénéficiaire s'engage expressément à n'exercer aucune action contre le concessionnaire, ses agents ou ses préposés, et à les garantir contre tout recours exercé contre eux à quelque titre que ce soit par des tiers, en cas de dommages de toute nature imputables aux installations mentionnées dans la présente convention et causés par leur utilisation.

## ARTICLE 17. ASSURANCE

Le bénéficiaire sera en mesure de fournir copie de son contrat d'assurance à jour ou une attestation d'assurance valide.

## ARTICLE 18. INDEMNITES

### 18.1 - Indemnisation d'EDF en cas de dépassement des volumes et débits autorisés

EDF autorise le bénéficiaire à prélever dans le canal d'amenée de la chute de Manosque Sainte Tulle 2, un débit de pointe de 120 litres par seconde dans la limite d'un volume annuel maximum de 3 780 000m3, en cas d'incident majeur sur les autres ressources de la DLVAgglo, dont celle de la SCP, ou en cas d'indisponibilité des ouvrages EDF du Bas Verdon.

Le bénéficiaire s'engage à ne prélever que le débit et volume strictement nécessaires à ses besoins en évitant tout gaspillage d'eau. Les volumes non-utilisés ne pourront faire l'objet d'aucun report ni d'aucun versement d'indemnité de la part d'EDF.

En outre, tout dépassement du débit, volume autorisés pour ce prélèvement fera l'objet d'une facturation établie sur la base du préjudice énergétique des usines situées à l'aval du prélèvement et que le bénéficiaire s'engage à régler dans le mois suivant la réception de la facture.

### 18.2 - Indemnisation des pertes énergétiques

Les pertes significatives de production subies par le concessionnaire à l'occasion des dommages de toute nature causés aux installations du concessionnaire par la présence ou l'exploitation des ouvrages publics, objet de la présente convention, seront indemnisées par le bénéficiaire. Il en sera de même, en l'absence de tout dommage aux installations du concessionnaire, en cas de gêne apportée au fonctionnement habituel ou exceptionnel desdites installations induisant une perte significative de production. Cette indemnité sera payée au vu des justifications apportées par le concessionnaire du préjudice subi et après décision du Directeur départemental des finances publiques.

## ARTICLE 19. SURCOUT D'EXPLOITATION

Au cas où l'utilisation de l'installation, des locaux ou équipements du bénéficiaire ou l'activité de ce dernier viendrait à rendre plus onéreuse, pour EDF, l'exploitation de la chute ou la réalisation des travaux hydroélectriques, le supplément de coût sera soumis à la procédure identique à celle de l'article précédent (18.2).

## ARTICLE 20. ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur à la signature de la dernière des parties.

## ARTICLE 21. DUREE

La présente autorisation est conclue à titre personnel, précaire et révocable, et expire de plein droit le 11 juillet 2033 conformément aux termes du contrat signé entre la DLVAgglo et la SCP le 11 juillet 2018.

Elle pourra éventuellement être renouvelée, sur demande écrite formulée par le bénéficiaire au plus tard trois mois avant son expiration.

La durée de l'autorisation ne pourra pas excéder la limite du titre administratif de la chute de Manosque Sainte Tulle 2, soit le 31 décembre 2052.

## ARTICLE 22. SUSPENSION OU RESILIATION

Les parties pourront dénoncer la présente unilatéralement, sans indemnité en cas de non-respect par l'une des parties des obligations mises à sa charge par la présente convention, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de deux mois.

En outre, le concessionnaire se réserve la faculté, à tout moment et sans versement d'aucune indemnité au profit du bénéficiaire, de suspendre les effets de la présente convention, pour des raisons motivées de sécurité ou de nécessités du Service Public dont il a la charge. La suspension de la présente convention interviendra dès réception par le bénéficiaire de la lettre recommandée avec accusé de réception que le concessionnaire lui aura adressée. Les parties se rapprocheront pour définir les modalités de la suspension et de la reprise des activités.

## ARTICLE 23. INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution des présentes, les interlocuteurs sont :

| | | |
|---|---|---|
| EDF CC PFA (le Gestionnaire)<br><br>Yves da Matha Sant'Anna<br>04.13.42.37.32<br>Yves.damatha_santanna@edf.fr | EDF GU Ste-Tulle (le concessionnaire)<br>M. Le Responsable d'exploitation<br>04 92 70 89 00<br>ste-tulle-exploitation@edf.fr | La DLVAgglo<br>M. le Directeur du Service Eau Potable et Assainissement<br>04 92 78 41 33<br>regieeau@dlva.fr |

## ARTICLE 24. AVENANT

La présente autorisation ne porte que sur l'objet ci-dessus strictement défini. En cas d'acceptation par le concessionnaire, feront l'objet d'un avenant pris selon les mêmes formes et procédure que celles ayant abouti à la présente :

- tout projet de modification jugée significative par l'une des parties et touchant à l'emprise ou à la consistance de l'ouvrage public occupant ou occupé,
- tout projet de modification jugée significative par l'une des parties et concernant l'exploitation ou l'utilisation de l'ouvrage public occupant ou occupé.

## ARTICLE 25. TRANSMISSIBILITE

Le bénéficiaire étant une personne publique, il bénéficie de la faculté de transmettre la présente convention à la personne publique qui viendrait à lui succéder dans le cadre d'un transfert légal de compétence entre personnes publiques. Hors ce cas, la présente autorisation est personnelle et non transmissible.

## ARTICLE 26. FACULTE DE SUBSTITUTION DE L'ETAT

L'Etat aura la faculté de se substituer au concessionnaire pour l'application de la présente convention en cas de rachat, de déchéance ou d'expiration du titre administratif de la chute hydroélectrique de Manosque Sainte Tulle 2.

## ARTICLE 27. LITIGES

En cas de divergence entre le bénéficiaire et le concessionnaire sur l'application et l'interprétation de la présente convention, le litige ne devra être porté devant la juridiction compétente du lieu de situation de la parcelle qu'après l'échec d'une tentative d'accord amiable constaté au plus tard dans un délai d'un an à partir de la naissance du litige.

A l'occasion de cette procédure, le bénéficiaire ne pourra s'opposer à l'intervention de la DREAL ou du Préfet que le concessionnaire pourra solliciter.

Le recours à l'une quelconque de ces procédures ne devra en aucun cas empêcher la réparation effective du dommage jugée nécessaire par l'une ou l'autre des parties.

## ARTICLE 28 – REDEVANCE – FRAIS DE DOSSIER

Aucune redevance pour superposition du domaine public d'alimentation en eau potable et du domaine public hydroélectrique ne sera mise à la charge du bénéficiaire.

Le bénéficiaire versera une indemnité unique et forfaitaire de 1 050 € HT (mille cinquante euros) au titre des frais de dossier, à la signature de la convention.

L'indemnité sera réglée par le bénéficiaire au concessionnaire, par chèque bancaire ou postal, ou par virement, dès réception de la facture correspondante et sera à envoyer à l'adresse mentionnée sur le document.

## ARTICLE 29. IMPOTS, TAXES ET AUTRES REDEVANCES

Le bénéficiaire s'acquittera de tous impôts, taxes et redevances pouvant être dus à l'Etat ou toute autre collectivité territoriale du fait de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 30. FRAIS DE TIMBRE & D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront à la charge du bénéficiaire. Cette formalité, non obligatoire ne sera accomplie que si l'une des parties la requiert.

## ARTICLE 31. PIECES JOINTES

Les pièces suivantes font partie intégrante de la présente convention et lui demeureront annexées :

Annexe 1 - Délibération du Conseil Communautaire

Annexe 2 - Arrêté préfectoral du 13/03/1975 renouvelé en 1994

Annexe 3 - Convention EDF Commune de Manosque du 25/04/1975

Annexe 4 - Arrêté préfectoral du 16/11/2012 portant création de la DLVAgglo

Annexe 5 - convention SCP/DLVAgglo et contrat de fourniture d'eau n°10347

Annexe 6 - Convention tripartite EDF/SCP/DLVAgglo

Annexe 7 - Descriptif de la prise d'eau

Annexe 8 - Document sécurité Tiers

| Fait à……, le…….. | Fait à……, le…….. |
|---|---|
| Pour le concessionnaire<br>Nom :<br>Qualité :<br><br><br>Tampon & signature : | Pour le bénéficiaire<br>Nom :<br>Qualité :<br><br><br>Tampon & signature : |

Pour approbation, Pour le Préfet, par délégation, La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Fait en quatre exemplaires :

- un pour chacune des parties,
- un pour l'Autorité chargée du contrôle des concessions,
- un pour l'enregistrement à la DGFIP.

*Les informations vous concernant sont enregistrées dans un fichier informatisé, elles sont nécessaires à la souscription et la gestion du présent contrat et sont destinées à EDF, ses mandataires et prestataires. Elles sont conservées pendant la durée de la concession de la chute de Manosque Ste-Tulle 2.*

*Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en justifiant de votre identité, vous pouvez exercer vos droits d'accès, de communication, de rectification, de portabilité, de limitation, d'opposition et de suppression sur ces données, en vous adressant à EDF DTEAM CCPFA, Département Expertise Foncier Industriel – 4 rue CM Perroud - 31100 Toulouse. Ces droits peuvent également être exercés auprès du Délégué à la protection des données d'EDF par courrier électronique à l'adresse « informatique-et-libertes@edf.fr*

PREFECTURE
DES
ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Direction Départementale
de l'Equipement

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE PREFECTORAL n° 94 - 1871

Rivière LA DURANCE
PRELEVEMENT D'EAU
USAGE DOMESTIQUE

LE PREFET DU DEPARTEMENT DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU [redacted] par laquelle la Commune de MANOSQUE sollicite l'autorisation de prélever en Durance un débit maximum instantané de 120 litres par seconde ;

VU la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux, modifiée ;

VU la loi du 15 octobre 1919 sur l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

VU la loi du 3 janvier 1992 sur l'EAU ;

VU l'article 50 du Cahier des Charges Général de la concession des chutes de SERRE-PONCON et de la BASSE-DURANCE en date du 28 septembre 1959 ;

VU le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987 modifiant le décret n° 48-1898 du 2 novembre 1948 portant règlement d'administration publique relatif aux redevances prévues par les dispositions codifiées à l'article 35 du Code du Domaine Public Fluvial et de la Navigation Intérieure ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75-696 du 13 mars 1975 autorisant la Commune de MANOSQUE à prélever un débit de 120 l/s nécessaire à l'alimentation en eau de la ville ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 94-95 du 17 janvier 1994 donnant délégation de signature à M. Gérard VALERE, Directeur Départemental de l'Equipement ;

**VU** l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement ;

**VU** l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

**VU** l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

**VU** l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

**SUR** la proposition de M. le Directeur Départemental de l'Equipement,

**A R R E T E**

ARTICLE 1er :

La Commune de MANOSQUE est autorisée à prélever, à partir d'une prise située à 100 m environ à l'aval du pont de la R.D. 907, rivre droite du canal d'amenée de l'usine hydro-électrique de SAINTE TULLE II, un débit de 120 l/s nécessaire à l'alimentation en eau de la Ville, dans la limite d'un volume annuel de 3 780 000 m3.

ARTICLE 2 :

Le prélèvement sera imputé sur le débit laissé à la disposition de l'Etat et des départements riverains en vertu de l'article 50 du Cahier des Charges Général des chutes de SERRE-PONCON et de la BASSE-DURANCE.

ARTICLE 3 :

Le permissionnaire sera tenu de verser en un seul terme, dans le mois de la demande qui lui en sera faite par le Receveur Principal des Impôts de MANOSQUE, une redevance domaniale définie par le décret n° 87-1026 du 17 décembre 1987.

Prélèvement d'eau : 3 780 000 m3

3 780 000 m3 : 100 = 37 800

0,11 x 37 800 = 4 158 F.

Occupation du domaine public : NEANT.

Le droit fixe de 130,00 F., institué par l'article L 29 du Code du Domaine de l'Etat pour la délivrance des autorisations de voirie, sera acquitté en même temps que la redevance à la Caisse au Receveur Principal des Impôts à MANOSQUE. Passé le délai de paiement, les sommes dues seront majorées d'un intérêt de retard au taux prévu en matière domaniale (article L 32 du Code du Domaine de l'Etat).

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de 10 (dix) ans.

ARTICLE 5 :

Avant tout prélèvement d'eau, une convention devra intervenir entre le permissionnaire et Electricité de France en vue de régler les modalités de ce prélèvement.

ARTICLE 6 :

Si à quelque époque que ce soit, dans l'intérêt de la sécurité ou de la salubrité publique, l'administration reconnaît nécessaire de prendre des dispositions qui privent le permissionnaire de tout ou partie des avantages qui lui sont accordés par le présent arrêté, celui-ci n'aura droit à aucune indemnité.

ARTICLE 7 :

Les droits des tiers sont réservés.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté sera notifié à :

- Monsieur le Sous-Préfet de FORCALQUIER ;
- Monsieur le Directeur des Services Fiscaux ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Maire de MANOSQUE.

[redacted]

Ampliation de l'Arrêté Préfectoral
dont l'original est conservé au
registre des Arrêtés sous le N° 94-1871
délégation du Secrétaire Général,
l'Attaché, Principal.

Geneviève PRIMITERRA

LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,

Pour le PREFET et par délégation,
LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT,

Gérard VALERE

VILLE DE MANOSQUE

SERVICES TECHNIQUES

37/16

# C O N V E N T I O N

ENTRE L'ELECTRICITE DE FRANCE ET
LA COMMUNE DE MANOSQUE

CONCERNANT LE PRELEVEMENT D'EAU SUR
LE CANAL USINIER DE LA CHUTE DE
SAINTE TULLE II

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ELECTRICITE DE FRANCE (E.D.F.) Service National, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, créé par la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'ELECTRICITE et du GAZ ayant son siège à PARIS (8e) Rue Louis Murat N° 2 désigné dans le texte par E.D.F. représenté par Monsieur René DESTRE, Chef du Groupe Régional de Production Hydraulique "MEDITERRANEE" 140, Avenue Viton - MARSEILLE (8e) dûment habilité comme indiqué en annexe

D'UNE PART,

ET :

La Commune de MANOSQUE, désignée par "La Commune" dans la suite de la présente convention représentée par son Maire, Monsieur Jean CABANNE agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 AVR. 1975 annexée à la présente convention.

D'AUTRE PART,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE :

E.D.F. exploite sur la Durance la chute de Sainte Tulle II dont l'aménagement et l'exploitation ont été concédés à EDF par décret du 16 janvier 1964.

La Commune a demandé l'autorisation de prélever dans le canal d'amenée de la dite chute un débit de 120 litres seconde destiné à l'alimentation en eau potable des populations.

Cette autorisation accordée au titre de l'article 60 du cahier des charges général relatif à la concession de l'aménagement des chutes de la Durance a fait l'objet de l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1975 dont une copie est annexée à la présente convention.

Bien que les prélèvements de cette nature soient prévus en rivière et que la présence de prises sur ces canaux constitue une grave sujetion pour l'exploitation de ses ouvrages, E.D.F. a donné son accord, à titre exceptionnel, pour que la commune puisse effectuer le prélèvement sur le canal usinier de la chute de SAINTE TULLE II.

Le débit de 120 l/s sera dérivé à partir d'une prise aménagée par E.D.F. pour le compte de la commune et située en rive droite du canal à 100 m environ à l'aval du pont de la RN 207.

La présente convention a pour objet de fixer les dispositions techniques et administratives suivant lesquelles le prélèvement autorisé sera effectué.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - Autorisation du prélèvement et d'implantation des ouvrages

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle visées à l'Article XIII ci-après E.D.F. autorise le commune à implanter dans le domaine concédé de la chute de SAINTE TULLE II les ouvrages de prise destinés à l'alimentation de la station de pompage et accepte que le prélèvement soit effectué sur le canal usinier de la dite chute à partir de laprise existante.

Ce prélèvement ne pourra excéder 120 l/s et s'effectuera

ENREGISTRÉ A MANOSQUE, LE 18 MARS 1976
VOL 320 BORDEAU 130 N° 1
REÇU Soixante quinze francs
LE RECEVEUR,

CENTRE DES IMPOTS
Recette Principale
C.C.P.
B.P. 196

conformément aux modalités contenues dans l'arrêté préfectoral visé ci-dessus à l'Exposé. Une vanne de garde permettra d'isoler l'installation.

[illegible]

Le dispositif de limitation et de contrôle des débits maximaux [illegible] E.D.F., sera mis en place par la commune. Le dispositif sera contrôlé contradictoirement une fois par an le contrôle sera effectué par un organisme agréé.

Les frais éventuels seront supportés par la Commune. En outre, les agents E.D.F. dûment habilités devront avoir, à tout moment accès au dispositif.

ARTICLE II - Ouvrages

L'alimentation en eau est prévue à partir de la prise existante, le dispositif de prélèvement comprend une buse qui prend son origine dans le canal industriel et aboutit à un puisard isolé par une vanne à glissière.

Le terrain acquis par la Ville de WANDRQUE est destiné à recevoir les installations nécessaires à la station de traitement d'eau potable de la Ville, selon un procédé qui est laissé au libre choix de la Commune dans le cadre de la règlementation en vigueur, tant en matière de traitement d'eau que d'urbanisme.

ARTICLE III - Propriété des ouvrages

La remise des installations sera faite moyennant le versement du montant des frais de construction de la prise engagés par E.D.F.

Dès signature de la présente convention la commune aura la jouissance de l'ouvrage de prise.

La commune assumera désormais l'entière responsabilité des ouvrages mentionnés ci-dessus et en assurera l'entretien en accord avec E.D.F.

La commune accordera aux agents d'E.D.F. un droit d'accès permanent aux ouvrages de prises et au dispositif de contrôle de débit en vue d'y effectuer tous contrôles et toutes mesures qu'ils estimeraient nécessaires. E.D.F. aura un droit de contrôle sur la marche générale des ouvrages de prélèvement et de pompage.

La commune assumera elle même l'exploitation de ses installations, elle devra néanmoins, obtenir l'accord d'E.D.F. pour tous travaux susceptibles d'avoir des répercussions sur les ouvrages d'E.D.F.

ARTICLE IV - Occupation du domaine concédé

La Commune reconnaît que l'autorisation d'occupation du domaine concédé est donnée à titre précaire et révocable. Ses ouvrages pourront être déplacés sur simple demande d'E.D.F. motivée, soit par des raisons de sécurité, soit par des impératifs d'exploitation, après accord des services administratifs ayant donné l'autorisation de prélèvement (Circonscription Electrique du Sud Est, Préfecture, SRAE).

...



En outre E.D.F. accorde à la commune une autorisation de passage sur ses ouvrages pour entretenir et exploiter les installations comprises dans le domaine concédé.

ARTICLE V - Cession du terrain nécessaire à l'implantation de la station de pompage

V - 1 - E.D.F. cède à la commune la partie de parcelle E 2557 nécessaire à l'implantation des ouvrages de pompage de traitement, de refoulement et leurs annexes, selon un tracé défini au plan au 1/200e joint. Ce terrain est destiné à être incorporé au domaine privé de la Commune.

V - 2 - E.D.F. cède à la Ville une bande de terrain de 8 m de largeur en bordure Nord de la parcelle E 2556 constituant l'accès à la parcelle E 2557, ainsi qu'une plateforme de retournement de 20 m x 20 m environ, prélevée sur la parcelle E 2557. Ces terrains sont destinés à être incorporés au domaine public de la Commune.

V - 3 - E.D.F. reste propriétaire d'une bande de terrain d'environ 8 m de largeur sur les quatre côtés de la parcelle E 2557 (selon tracé au plan ci-joint) destinés à permettre l'accès au canal, contre canal et ouvrages du ruisseau de Trouille et notamment pour effectuer les travaux de curage au moyen d'engins de travaux publics.

ARTICLE VI - Exécution des travaux

La commune devra prendre toutes dispositions utiles pour que le dispositif de prélèvement ne puisse gêner E.D.F. dans son activité.

Avant le commencement d'exécution des travaux, la commune devra prévenir E.D.F. et lui soumettre pour accord, un plan détaillé des installations afin d'arrêter les conditions des travaux, leur emprise exacte et les mesures nécessaires à la protection et à la sécurité des ouvrages appartenant à E.D.F.

Les travaux d'installation du dispositif de prélèvement devront répondre aux normes de sécurité en vigueur et être exécutés suivant les règles de l'art, conformément au plan détaillé. Les lieux ainsi que les terrains intéressés devront être remis en état.

Toute modification du dispositif de prélèvement de nature à changer la consistance de l'autorisation accordée devra être soumise à l'accord préalable d'E.D.F.

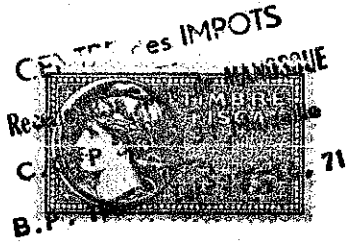
La responsabilité de la commune ne pourra, en aucun cas, être dégagée vis-à-vis d'E.D.F. pour le motif que les travaux ont été exécutés après entente avec E.D.F. sur les plans et conditions particulières de leur réalisation.

E.D.F. devra être convoqué à la réception des travaux afin qu'il puisse éventuellement, présenter ses observations et réserver ses droits.

ARTICLE VII - Modalités du prélèvement

La commune reconnaît la priorité des nécessités d'exploitation E.D.F. et, de ce fait, il est expressément convenu qu'E.D.F. conserve toute latitude d'exploiter les ouvrages de la chute de SAINTE TULLE II. Selon ses propres sujétions sans que la commune puisse prétendre à indemnité du fait d'une interruption de fourniture ou du fait d'une avarie survenue à son matériel consécutives à cette exploitation.

...



En outre, E.D.F. ne prend aucun engagement quant à la continuité de la fourniture, si celle-ci ne pouvait être assurée, du fait des travaux à effectuer sur ses ouvrages ou de toute autre cause. Il serait dégagé de toute responsabilité, quelle que soit la durée ou l'époque pendant laquelle les prélèvements ne pourraient être assurés. Dans ces conditions, toute réalimentation de l'ouvrage est exclue.

La commune devra donc prendre toutes dispositions pour assurer sa réalimentation en eau pendant les périodes de chômage des ouvrages du canal d'E.D.F. et en particulier, pendant les vidanges décennales des ouvrages ou pendant les périodes d'arrêts occasionnés pour l'entretien des ouvrages ou consécutives à des avaries.

En cas de travaux importants, E.D.F. informera la commune au moins un mois à l'avance de son intention d'interrompre les fournitures d'eau, sans toutefois que ce délai puisse lui être opposé si cette interruption intervenait pour raison de cas fortuit ou de force majeure.

Le débit nominal de 120 l/s prélevé par la commune sera délivré au titre de l'Article 60 du cahier des charges général relatif à la concession de l'aménagement des chutes de la Durance.

Il est d'ores et déjà précisé que de ce chef :

- En toute occurence, seront considérés comme prioritaires, les débits qui doivent être délivrés par E.D.F. en application des articles 5 - 12 et 21 du cahier des charges des chutes de SERRE-PONCON et de la DURANCE.

- E.D.F. ne délivrera la fourniture d'eau qu'après signature de la présente par les parties et versements des montants mentionnés aux paragraphes III.

ARTICLE VIII - Responsabilité de la commune

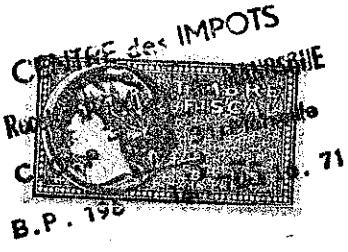
La commune s'engage à prendre en charge les conséquences de tous dommages quels qu'ils soient qui pourraient être causés aux installations et personnel E.D.F. et aux tiers et qui résulteraient tant du fait de la présence et du fonctionnement du disponitif de prélèvement que de l'exécution des travaux de mise en place ou éventuellement de réfection ultérieure qu'il pourrait nécessiter.

ARTICLE IX - Clause de non responsabilité d'E.D.F.

La commune s'engage, en outre, à ne pas rechercher la responsabilité d'E.D.F. pour les dommages quels qu'il soient qui pourraient être occasionnés au dispositif de prélèvement installé par la commune du fait de la présence ou du fonctionnement des installations E.D.F. et de leur exploitation à l'exception de dommages causés à l'occasion de travaux qu'E.D.F. exécuterait ou ferait exécuter par des tiers sur ses propres ouvrages.

Il est notamment précisé que la commune fera son affaire des risques éventuels de submersion et de tous dommages pouvant survenir à son dispositif de prélèvement plus particulièrement à ses pompes du fait de venues éventuelles de graviers ou de boues qui pourraient être aspirées par ces installations pour quelque cause que ce soit.

...



ARTICLE X - Clause de non responsabilité d'E.D.F. (garantie)

La Commune garantit E.D.F. et ses agents contre tout recours qui pourrait être exercé contre aux par les préposés de la commune ou leurs ayants-droit pour les dommages qu'ils pourraient subir du fait des agents ou des installations E.D.F. à l'occasion de l'application de la présente convention.

ARTICLE XI - Impôts et Taxes

Tous impôts, taxes, redevances qui pourront être mise en recouvrement par l'Etat, le département, les communes ou autres collectivités du fait de l'exercice de la présente convention, seront supportés intégralement par la commune.

ARTICLE XII - Durée de la convention

La présente convention prendra effet à la mise en service des installations de la commune. Sa durée ne pourra excéder celle de la concession accordé à E.D.F.

A l'expiration ou en cas de réniliation de la présente convention, E.D.F. pourra demander la remise en état des lieux par suppression du dispositif de prélèvement, les frais correspondants incombant à la Commune.

ARTICLE XIII - Approbation des autorités de Tutelle

La présente convention ne deviendra définitive qu'après son approbation par les autorités et Tutelle de chacune des parties.

ARTICLE XIV - Frais de timbre et d'enregistrement

Les frais de timbre et d'enregistrement seront supportés par la commune.

FAIT A MANOSQUE, le 25 AVR. 1975

E.D.F.

POUR LA VILLE DE MANOSQUE
LE MAIRE

VILLE DE MANOSQUE
JEAN CARANNE

CENTRE des IMPOTS
MANOSQUE
Reçu ... francs
C.P. ... 71
B.P. ...

APPROUVÉ

Grenoble, le 23 DEC. 1975
L'Ingénieur en Chef
de la Circonscription Électrique Sud-Est

Sous-Préfecture de Forcalquier

VU 21 D... 1975

Forcalquier, le
Le Sous-Préfet,
Pour le S.P. absent empêché
Le Secrétaire Général Délégué,

# A N N E X E S

1 - ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE PRELEVEMENT
2 - POUVOIRS M. René PESTRE
3 - DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL APPROUVEE
4 - PLANS PARCELLAIRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

**PREFECTURE**
Direction des libertés publiques et des collectivités locales
Pôle juridique interministériel
Bureau des relations avec les collectivités locales

Digne les Bains, le 16 NOV. 2012

**ARRETE INTER-PREFECTORAL N° 2012.** 2275/MS

portant création de la communauté d'agglomération « Durance Lubéron Verdon Agglomération » issue de la fusion des communautés de communes Sud 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental et Lubéron-Durance-Verdon et du rattachement des communes de Riez et de Roumoules.

**LE PREFET DU VAR**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales.

**Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux responsabilités et libertés locales.

**Vu** la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales.

**Vu** la loi n°2012-281 du 29 février visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale.

**Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2002-3581 du 27 novembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes SUD 04 et portant dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique pour la collecte, le traitement et le tri sélectif des ordures ménagères des communes de Corbières et Sainte-Tulle.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2005-1191 du 30 mai 2005 portant création de la communauté de communes Lubéron-Durance-Verdon.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2010-2512 du 15 décembre 2010 portant fusion la communauté de commune Intercommunalité du Lubéron Oriental et de la communauté de communes du Val de Rancure.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2011-2454 du 12 décembre 2011 portant schéma départemental de coopération intercommunale.

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-1472 du 28 juin 2012 portant projet de périmètre de la communauté d'agglomération de « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** la délibération n°2012/57 du 11 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de commune SUD 04 décide d'approuver le projet de périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération « .

**Vu** la délibération n°2012-09-13-03 du 13 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental décide d'approuver le projet de périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** la délibération n°CC-1-09-12 du 24 septembre 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Lubéron-Durance-Verdon décide d'approuver le projet de périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** les délibérations concordantes des communes de Valensole (16/07/2012), d'Esparron du Verdon (n°12/59 du 19/07/2012) de Gréoux-les-bains (n°2012-88 du 23/07/2012), de Volx (n°78/2012 du 23/07/2012),de Montfuron (n°DE_2012_37 du 30/07/2012) de Saint-Maime (21/08/2012), de Puimoisson ( n°115/12 du 23/08/2012), de Villeneuve (n°1 du 27/08/2012), de Saint-Laurent-du-Verdon (n°2012-24 du 28/08/2012), de Quinson (n°06-09-12-01 du 07/09/2012), de Sainte-Tulle (n°2012/060 du 07/09/2012), de Castellet (10/09/2012), d'Allemagne-en-Provence (n°33/12 du 12/09/2012), de Corbières (n°47 du 12/09/2012), d'Entrevennes (n°2012/034 du 13/09/2012), de la Brillanne (n°42/2012 du 17/09/2012), de Manosque (n°12.09.1 du 20/09/2012), de Montagnac-Montpezat (n°2012/46 du 20/09/2012), de Riez (n°88-2012/07 du 21/09/2012), de Roumoules (n°2012-57 du 25/09/2012), de Saint-Martin-de-Bromes (n°2012/51 du 26/09/2012), de Brunet (n°2012-029 du 27/09/2012), de Pierrevert (01/10/2012), Puimichel (n° 16 du 24/07/2012), Oraison ( n°060 du 26/07/2012), de Vinon-sur-Verdon, approuvant le périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Vu** les délibérations concordantes des communes concernées approuvant les statuts ci-annexés.

**Considérant** que le périmètre du présent arrêté concourt à la création d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement du territoire.

**Considérant** que le périmètre, objet du présent arrêté constitue un territoire pertinent au regard des critères énumérés dans l'article L5210-1-1 du CGCT, notamment en terme de cohérence spatiale de solidarité financière, et de rattachement des communes isolées, tels que définis dans le schéma départemental de coopération intercommunale.

**Considérant** que les conditions de majorité qualifiée requise pour la fusion-transformation des

communautés de communes de Sud 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental, Lubéron-Durance-Verdon, et des communes isolées de Riez et Roumoules, sont remplies.

**Sur proposition** de M. le secrétaire général de la préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

**ARRETE :**

**Article 1er** : il est créée, au 1er janvier 2013, un nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion des communautés de communes de SUD 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental, Lubéron-Durance-Verdon, et du rattachement des communes de Riez et Roumoules.

Ce nouvel établissement public est distinct des personnes morales fusionnées. Il appartient à la catégorie des communautés d'agglomération.

Elle prend le nom de communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Article 2** : la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » est composée des communes suivantes :

| | |
|---|---|
| Allemagne-en-Provence | Puimichel |
| Brunet | Puimoisson |
| Corbières | Quinson |
| Entrevennes | Riez |
| Esparron-de-Verdon | Roumoules |
| Gréoux-les-bains | Saint-Laurent-du-Verdon |
| La Brillanne | Saint-Maime |
| Le Castellet | Saint-Martin-de-Bromes |
| Manosque | Sainte-Tulle |
| Montagnac-Montpezat | Valensole |
| Montfuron | Villeneuve |
| Oraison | Vinon-sur-Verdon |
| Pierrevert | Volx |

**Article 3** : le siège de la communauté d'agglomération est fixé à Manosque (04100), Hôtel de Ville, Place de l'Hôtel de ville.

**Article 4** : à compter du 1er janvier 2013, la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » exercera les compétences issues des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés rappelées ci-dessous et dont le détail figure dans les statuts annexés au présent arrêté.

Compétences obligatoires

- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique d'intérêt communautaire.
- Action de développement économique.
- Aménagement de l'espace communautaire.
- Équilibre social de l'habitat
- Politique de la ville

**Issue de la communauté de communes Lubéron Durance Verdon**

- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique d'intérêt communautaire.
- Action de développement économique.
- Aménagement de l'espace communautaire.
- Équilibre social de l'habitat

**Issue de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental**

- Création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire.
- Action de développement économique d'intérêt communautaire
- Aménagement de l'espace communautaire
- Équilibre social de l'habitat

**Issue de la communauté de communes SUD 04**

- Aménagement, entretien, et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale.
- Action de développement économique
- Aménagement de l'espace

Compétences optionnelles

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement collectif et non collectif
- Eau
- Environnement
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

**Issue de la communauté de communes Lubéron Durance Verdon**

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement non collectif
- Environnement
- Construction, aménagement, entrètien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

**Issue de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental**

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement collectif et non collectif
- Eau
- Environnement
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

**Issue de la communauté de communes SUD 04**

- Voirie d'intérêt communautaire
- Assainissement non collectif
- Environnement

Compétences Facultatives

- Tourisme
- Éclairage public
- Massif forestiers, rivières
- Agenda 21
- Enfance-jeunesse
- Éducation
- Système d'information géographique

**Issue de la communauté de communes Lubéron Durance Verdon**

- Création et gestion d'un système d'information géographique (SIG) dont la numérisation des cadastres communaux.

**Issue de la communauté de communes Intercommunalité du Lubéron Oriental**

- Études et promotion des activités touristiques.
- Création d'équipements touristiques reconnus d'intérêt communautaire.
- Sentiers de randonnée non inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).
- Entretien et aménagement des rivières et protection des rives du Largue, de la Laye, du Lauzon, du Riou, de l'Asse et du Rancure et de leurs affluents situés sur le territoire de la communauté.
- Création et gestion d'un système d'information géographique (SIG) dont la numérisation des cadastres communaux.

**Issue de la communauté de communes SUD 04**

- Création et gestion d'un système d'information géographique (SIG) dont la numérisation des cadastres communaux.
- Entretien et gestion des massifs soumis au régime forestier.
- Création, gestion et entretien des petits équipements à l'intérieur des massifs forestiers.

- Entretien et gestion du lit et des berges du Chaffère.
- Actions de prévention vis-à-vis du risque d'incendie de forêt.

**Article 5 :** ces compétences pourront faire l'objet d'une modification, d'une restitution totale ou partielle aux communes membres par le conseil communautaire dans le respect des dispositions de l'article L.5211-41-3 du CGCT.

**Article 6 :** la communauté d'agglomération est administrée par un conseil composé, jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres selon la répartition suivantes :

| | |
|---|---|
| Communes de 1 à 799 habitants | 4 sièges |
| Communes de 800 à 999 habitants | 5 sièges |
| Communes de 1000 à 9999 habitants | 7 sièges |
| Communes de plus de 10 000 habitants | 15 sièges |

**Article 7 :**l'intégralité de l'actif et du passif des établissements publics fusionnés est attribuée à la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Article 8 :** la communauté d'agglomération disposera des budgets annexes suivants avec autonomie financière :
Assainissement Non Collectif, Eau, (pour part en Régie), Assainissement (pour part en Régie)
et des budgets annexes suivants avec compte de liaison :
Eau ( pour part en gestion déléguée), Assainissement (pour part en gestion déléguée), zone(s) d'activités, Transport.

**Article 9** : l'intégralité du personnel des établissements publics fusionnés est attribuée à la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

**Article 10** : la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » reprendra les résultats de fonctionnement d'une part, et les résultats d'investissement d'autre part, des organismes fusionnant, ces deux résultats étant constatés par chacun de ces organismes à la date d'entrée en vigueur de la fusion.

**Article 11**: la communauté d'agglomération « Durance Lubéron Verdon Agglomération » est soumise de plein droit au régime de la fiscalité professionnelle unique.

**Article 12** : le comptable de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » sera le trésorier de Manosque.

**Article 13** : le syndicat d'études et de programmation de la région de Manosque, inclus dans la totalité du périmètre de la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération » compétente en matière de schéma de cohérence territoriale est dissout à compter du 1er janvier 2013 par application de l'article L5216-6 du CGCT

L'intégralité des biens, droits, et obligations du syndicat d'études et de programmation de la région de Manosque seront transférées dans leur intégralité à la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération ».

L'intégralité du personnel du syndicat sera réputé relever de la communauté d'agglomération

dans les conditions de statuts qui sont les siennes.

**Article 14** : la communauté d'agglomération « Durance-Lubéron-Verdon Agglomération »est substituée de plein droit pour l'ensemble des droits, des biens et obligations des communautés de communes fusionnées, SUD 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental et Lubéron-Durance-Verdon et communes incluses dans son périmètre.

**Article 15** : la communauté d'agglomération « Durance Lubéron-Verdon Agglomération » est substituée de plein droit, pour l'exercice de ses compétences aux établissements fusionnés et au communes incluses dans son périmètre dans toutes leurs délibérations et leurs actes.

**Article 16** : les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par l'établissement public issu de la fusion. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale et les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

**Article 17:** le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, rue Breteuil – 13281 MARSEILLE Cedex 6).

**Article 18 :**

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,
- le Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes-de-Haute-Provence,
- le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
- le Directeur Départemental des Finances Publiques du Var

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, et notifié aux Président des communautés de communes SUD 04, Intercommunalité du Lubéron Oriental, aux maires concernés et dont copie sera adressée au Sous-Préfet de l'arrondissement de Forcalquier.

**Le Préfet du VAR,**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

**Pierre GAUDIN**

**Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence,**

**Michel PAPAUD**

**STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**

## ARTICLE I – CONSTITUTION DU PERIMETRE

Conformément au schéma départemental de coopération intercommunale des Alpes de haute Provence, et aux dispositions de l'article 60 III de la loi RCT, il est formé une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes ILO, SUD 04, CCLDV, et de l'adhésion des communes de Riez et de Roumoules.

Cette communauté d'agglomération est composée de :
ALLEMAGNE EN PROVENCE, BRUNET, CORBIERES, ENTREVENNES, ESPARRON DE VERDON, GREOUX LES BAINS, LA BRILLANNE, LE CASTELLET, MANOSQUE, MONTAGNAC-MONTPEZAT, MONTFURON, ORAISON, PIERREVERT, PUIMICHEL, PUIMOISSON, QUINSON, RIEZ, ROUMOULES, SAINT LAURENT DU VERDON, SAINT MAIME, SAINT MARTIN DE BROMES, SAINTE TULLE, VALENSOLE, VILLENEUVE, VINON SUR VERDON, VOLX .

La Communauté d'Agglomération ainsi créée prend la dénomination suivante :

**« DURANCE, LUBERON, VERDON AGGLOMERATION »**

## ARTICLE II – SIEGE

Le siège social de la communauté d'agglomération est fixé à l'Hôtel de Ville – Place de l'Hôtel de Ville 04100 Manosque.

## ARTICLE III – DUREE

Conformément à l'article L 5216-2 du Code Général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération est créée sans limitation de durée.

## ARTICLE IV – COMPETENCES

En application de l'article 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la communauté d'agglomération « Durance, Luberon, Verdon, agglomération » exerce de plein droit au lieu et place des

communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire les compétences suivantes :

## COMPETENCES OBLIGATOIRES

### I – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- **a - Zones d'activités :**

  **Création, aménagement, entretien et gestion de toutes les zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, existantes ou à venir sur le territoire de la communauté d'agglomération.**

- **b -Actions de développement économique**

  **➢Accueil d'entreprises :**
  Actions favorisant, l'accueil d'entreprises, promotion, communication, construction et gestion de structures d'accueil pour les entreprises industrielles artisanales.

  **➢ Soutien au commerce, à l'artisanat :**
  Elaboration, gestion, animation des politiques contractuelles en faveur du développement économique, industriel, commercial, artisanal, (ORAC, FISAC..), promotion et communication.

  **➢- Agriculture**
  Soutien à l'activité agricole, aux productions locales. Valorisation des pôles labellisés, promotion et communication.

### II – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- **a -Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur d'intérêt communautaire.**

- **b -Aménagement, réalisation de zones nouvelles de développement d'intérêt communautaire selon les procédures d'aménagement en vigueur : ZAC, lotissement.**

- **c -Organisation et gestion des transports urbains sur le territoire communautaire.**

- **d – Constitution de réserves foncières nécessaires à l'exercice des compétences de la communauté d'agglomération.**

## III – EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT

- **a- Programme local de l'habitat, politique du logement dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **b -Actions et Aides financières en faveur du logement social dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **c -Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **d- Action par des opérations en faveur du logement des personnes défavorisées, dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **e- Amélioration du parc immobilier bâti dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

## IV – POLITIQUE DE LA VILLE

- **a- Ingénierie, projets et gestion de dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire :**

  ➢ Elaboration et gestion des politiques contractuelles en faveur de la cohésion sociale : contrat urbain de cohésion sociale en partenariat avec les services de l'Etat, pour la ville de Manosque.

- **b - Ingénierie, projets et gestion de dispositifs locaux d'intérêt communautaire en matière de prévention de la délinquance :**

  ➢ Mise en place d'une stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance sur le territoire communautaire.

  ➢ Création et animation d'une instance de concertation et d'échange en liaison avec les CLSPD existants et à venir.

## COMPETENCES OPTIONNELLES

## I – VOIRIE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

- **Aménagement et création de voirie reconnus d'intérêt communautaire.**
- **Création, ou aménagement et gestion de parcs de stationnement reconnus d'intérêt communautaire.**

**II – <u>ASSAINISSEMENT</u>**

- **a - Assainissement collectif :**

  - **Elaboration des schémas directeurs d'aménagement.**
  - **Réalisation, exploitation des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées et élimination des boues des stations d'épuration.**
  - **Si des mesures doivent être prises pour assurer la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales ou des pollutions apportées au milieu par le rejet des eaux pluviales, la collecte et le stockage de ces eaux ainsi que le traitement de ces pollutions dans les zones délimitées par la communauté en application des troisièmement et quatrièmement de l'article L 2224-10 du CGCT.**

- **b -Assainissement non collectif :**

  - **Service public d'assainissement non collectif (SPANC)**

**III – <u>EAU POTABLE</u>**

- **Création, gestion, aménagement, transport, production, stockage, distribution d'eau destinée à la consommation humaine.**
- **Elaboration d'un schéma directeur de l'eau potable**

**IV – <u>ENVIRONNEMENT</u>**

- **a - <u>Soutien aux actions de la maîtrise d'énergie</u>**

- Prise en charge des études et actions en vue de diminuer la consommation d'énergie des bâtiments et infrastructures communautaires.

- Prise en charge des études en vue de diminuer la consommation d'énergie des bâtiments communaux. Les travaux restent à la charge des communes.

- Développer et favoriser la promotion des énergies renouvelables sur le territoire communautaire.

- Réseau de chaleur d'intérêt communautaire : présente un intérêt communautaire le réseau de chaleur de la ZAC chanteprunier à Manosque.

- **b -<u>Collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés</u>**

- **d - Lutte contre la pollution de l'air, et lutte contre les nuisances sonores**

## V– CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION D'EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE

### CULTURE

- **a – Création, Extension, aménagement, entretien, gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire :**

*Présentent un intérêt communautaire les équipements culturels suivants :*
*Sur la commune de Gréoux les Bains : La salle de l'étoile, la maison de Pauline. La salle des Gardes, la cour du Château*
*Sur la commune de Manosque : Le théâtre Jean Le Bleu, l'école de musique, le centre Jean Giono*
*Sur la commune d'Oraison : La salle de l'Eden*
*Sur la commune de Riez : Le musée*
*Sur la commune de Saint Maime : Le musée de la mine*
*Sur la commune de Saint Martin de Brômes : La salle d'exposition, La Tour de l'Horloge*
*Sur la commune de Sainte Tulle : le théâtre Henri Flachère*
*Sur la commune de Vinon sur Verdon : La salle de spectacle du Moulin Saint André. La salle de musique.*

- **b – Lecture publique :**

**Création, aménagement, entretien, gestion de toutes les médiathèques et des bibliothèques situées sur le territoire communautaire. Mise en réseau des médiathèques.**

- **c – Enseignement musical, et artistique**

- **d – Organisation, planification diffusion des animations culturelles dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

- **e – Subventions aux associations dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire**

### EQUIPEMENTS SPORTIFS

- **La construction, l'aménagement, l'entretien des grands équipements sportifs stratégiques dont le conseil aura décidé de l'intérêt communautaire.**

## COMPETENCES FACULTATIVES

### TOURISME

**Coordination de l'offre touristique et soutien aux actions de développement touristique, création, gestion et entretien d'équipements futurs touristiques d'intérêt communautaire.**

**ECLAIRAGE PUBLIC**

- **Création, gestion, entretien des réseaux d'éclairage public et des équipements qui leur sont associés. (L'éclairage de noël et festif reste à la charge des communes).**

**MASSIFS FORESTIERS, RIVIERES**

- **Mise en œuvre des plans massifs.**
- **Elaboration d'un plan de sauvegarde intercommunal et assistance à l'élaboration des plans communaux de sauvegarde.**
- **Autorité organisatrice de second rang pour l'entretien des rivières**
- **Gestion des sentiers de randonnées non inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).**

**AGENDA 21**

- **Mise en œuvre d'un agenda 21 dans les projets communautaires.**

**ENFANCE -JEUNESSE**

- **Accompagnement à la citoyenneté des adolescents et des jeunes adultes (16-25 ans) (Bureau information jeunesse ; Point information jeunesse ; Mission locale....)**
- **Relais des assistantes maternelles.**

**EDUCATION**

- **ECOLE PUBLIQUE INTERNATIONALE :**

**création des classes, gestion et financement de l'établissement du 1er degré**
**gestion des charges communes définies par convention entre la communauté d'agglomération, la région et le département.**

- **RELATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS DU SECOND DEGRE :**

**La communauté d'agglomération se substitue aux communes pour l'ensemble des subventions régulièrement attribuées aux associations des Collèges et Lycées.**

**SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE**

- **Création, gestion et animation d'un système d'information géographique à l'échelle du territoire.**

**ARTICLE V – REPARTITION DES SIEGES**

Le Conseil communautaire est composé de membres titulaires et suppléants élus par les conseils municipaux des communes membres de la communauté d'agglomération.
Conformément aux dispositions de la loi N° 2012-281 du 29 février 2012 – article 5 : » l'article 83 de la loi du 16 décembre 2010 est ainsi modifié :

« II. — *Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la composition de l'organe délibérant et du bureau des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre créés antérieurement à la date de promulgation de la présente loi, issus d'une procédure de transformation, de transformation avec extension de périmètre ou de fusion en application des* articles L. 5211-41 à L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales *ou issus d'une des opérations prévues à l'article 60 de la présente loi, demeure régie par les dispositions du* code général des collectivités territoriales *dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'article 9 de la présente loi. » .....*

*II bis. — Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la désignation de délégués suppléants au sein des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre demeure régie par les dispositions du* code général des collectivités territoriales *dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'article 9 de la présente loi.*

La population retenue pour la répartition des élus, est la population totale, issue du dernier recensement de l'INSEE :

Le nombre de délégués titulaires et suppléants des communes membres au conseil est fixé comme suit :

- **Commune de 1 à 799 habitants : 4 sièges**
- **Commune de 800 à 999 habitants : 5 sièges**
- **Commune de 1000 à 9999 habitants : 7 sièges**
- **Commune de plus de 10 000 habitants : 15 sièges**

Les délégués suppléants seront appelés à siéger au conseil communautaire avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire.

## ARTICLE VI – BUREAU

Le conseil communautaire élit un Président et un bureau.
Le fonctionnement du bureau est défini dans le règlement intérieur de la communauté d'agglomération.

## ARTICLE VII – COMMISSIONS THEMATIQUES

Des commissions thématiques chargées de préparer les décisions du conseil communautaire sont créées par le Conseil. Les membres des commissions sont désignés par le conseil communautaire sur proposition des maires parmi les membres du conseil communautaire ou du conseil municipal de la commune concernée.

## ARTICLE VIII – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les recettes du budget de la Communauté d'agglomération comprennent :

- **Des ressources fiscales mentionnées au I et au V de l'article 1379-0 bis du code général des impôts ;**
- **Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté d'agglomération ;**
- **Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;**
- **Les subventions et dotations de l'Etat, de la région, du département, et des communes.**
- **Le produit des dons et legs ;**
- **Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;**
- **Le produit des emprunts ;**
- **Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L.2333-64 ;**
- **La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du fonds national de garantie individuelle des ressources.**

**ARTICLE IX MODIFICATION STATUTAIRE**

Les modifications statutaires seront effectuées dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Le préfet
du Var

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Pierre GAUDIN

le préfet
des Alpes-de-Haute-Provence

**Michel PAPAUD**

| | |
|---|---|
| Date AR Préfecture : 22/03/18 | Date d'affichage : 22/03/18 |
| Accusé de Réception en préfecture : 04-200034700-20180320-lmc124088-DE-1-1 | |

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**N°CC-10-03-18**

***Le 20 mars 2018 à 18h30, le Conseil de la Communauté d'Agglomération « Durance Luberon Verdon Agglomération », dûment convoqué par lettres individuelles, en date du 14 mars 2018, s'est réuni en session Ordinaire sous la présidence de Monsieur Bernard JEANMET-PERALTA, dans la salle MORUCCI - Salle de l'Etoile à Gréoux les Bains, dont les portes étaient restées ouvertes au public.***

***Présents :***
***Monsieur Pascal ANTIQ, Monsieur Paul AUDAN , Monsieur Gérard AURRIC , Madame Michèle BARRIERES, Madame Michèle BEGNIS, Monsieur Francis BERARD , Monsieur Christophe BIANCHI, Monsieur Pierre BONNAFOUX, Monsieur Jean-Charles BORGHINI, Monsieur Jacques BRES, Monsieur Jean-Claude CASTEL, Madame Sylviane CHAUMONT, Monsieur Claude CHEILAN , Monsieur Christian CHENEZ, Monsieur Jean-Denis DAUMAS, Monsieur Bernard DIGUET, Monsieur Jérôme DUBOIS, Monsieur Raphaël ENDERLE-CHAZALVIEL, Monsieur Serge FAUDRIN, Monsieur Pierre FISCHER , Monsieur Henri GARCIA, Madame Béatrice GARCIA, Monsieur François GRECO, Madame Pierrette GREGOIRE, Monsieur Bernard JEANMET-PERALTA, Monsieur Dominique JOUBERT, Monsieur Armel LE HEN, Madame Liliane LECONTE, Madame Agnès LHUGUET, Monsieur Gérard MANTEAU, Monsieur Bruno MARTIN, Monsieur Gilles MEGIS, Monsieur André MILLE, Madame Marie-Christine MOSCONI, Madame Valérie PEISSON, Monsieur Jean-Christophe PETRIGNY , Madame Christiane PHILIBERT-BREZUN, Monsieur Jean-Luc QUEIRAS, Monsieur Eric SAUVAIRE, Madame Chrystel TOUSSAINT, Monsieur Michel VITTENET, Monsieur Jean-Luc ZERBONE,***

***Absents représentés :***
***Madame Dominique ALUNNO donne pouvoir à Madame Chrystel TOUSSAINT, Madame Stéphanie BROCHUS donne pouvoir à Monsieur Eric SAUVAIRE, Monsieur Jérôme CICILE donne pouvoir à Monsieur Gilles MEGIS, Monsieur Michel D'ANGELO donne pouvoir à Monsieur Bruno MARTIN, Madame Delphine DELFINO donne pouvoir à Monsieur Gérard AURRIC , Monsieur Grégory DENIZE donne pouvoir à Monsieur Pascal ANTIQ, Monsieur Jacques ESPITALIER donne pouvoir à Monsieur Jean-Denis DAUMAS, Madame Simone JAYNE BROCHERY donne pouvoir à Madame Valérie PEISSON, Madame Régine MANFREDI donne pouvoir à Monsieur Serge FAUDRIN, Monsieur Ludovic PARISOT donne pouvoir à Monsieur Armel LE HEN, Madame Emmanuelle PRADALIER donne pouvoir à Monsieur Bernard JEANMET-PERALTA, Monsieur Guy VEYS donne pouvoir à Monsieur Jean-Luc ZERBONE, Madame Brigitte WEISS donne pouvoir à Madame Michèle BARRIERES***

***Absents excusés :***
***Madame Ghislaine AUBERT, Monsieur Daniel BLANC, Monsieur Jean-Albert BONDIL , Madame Martine CARRIOL, Madame Michèle COTTRET***

***Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Denis DAUMAS***

## CC-10-03-18 – DIVERSIFICATION ET SECURISATION DES RESSOURCES EN EAU DU VAL DE DURANCE - CONTRAT DE FOURNITURE D'EAU BRUTE A L'USINE DE PRECOMBAUX DE MANOSQUE

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° CC-1-09-14 du 3 septembre 2014, autorisant le Président à signer la convention de partenariat avec la Société du Canal de Provence, relative à la diversification et sécurisation des ressources en eau du Val de Durance,

VU la proposition de contrat établit par la Société du Canal de Provence en application de cette convention.

CONSIDÉRANT la démarche initiée par la commune de Manosque, qui s'est inquiétée des risques de migration des polluants piégés dans les sédiments de la Durance, puis poursuivie en 2010 par le Conseil Général qui a souhaité élargir la réflexion de sécurisation à partir de l'eau du Verdon à l'ensemble des communes du Val de Durance entre Corbières et Oraison, et enfin reprise par DLVA en 2013,

CONSIDÉRANT que la pollution ARKEMA 2017 aux bromates a confirmé la vulnérabilité de la Durance et de sa nappe d'accompagnement qui est la 1ère ressource du service eau potable DLVA avec 58% de sa population desservie.

CONSIDÉRANT l'avis favorable du Conseil d'Exploitation et de la commission de l'Eau en date du 16 juillet 2014 sur la convention de partenariat,

CONSIDÉRANT que le Conseil Communautaire a approuvé en séance du 3 septembre 2014 le projet de sécurisation des ressources en eau du Val de Durance,

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en œuvre le dispositif de sécurisation et diversification par l'alimentation depuis l'eau du Verdon,

CONSIDÉRANT que l'application des clauses financières du contrat aux volumes prévus dans la convention de partenariat de 2014, confirme que les tarifs du m3 mobilisé s'échelonneront de 0,43 € à 0,35 € entre 2020 et 2026 (hors redevance prélèvement Agence de l'Eau),

Il est demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- APPROUVER les termes du projet de contrat de fourniture d'eau de la Société du Canal de Provence dont le projet est ci-annexé,
- AUTORISER Monsieur le Président à signer ledit contrat.

**CETTE DELIBERATION EST ADOPTEE PAR 51 VOIX POUR , 1 VOIX CONTRE : , 2 ABSTENTION(S) : , 1 NPPV :**

Le Président, Bernard JEANMET-PERALTA

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**
**DURANCE - LUBERON - VERDON**

**SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE**
**ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE**
**Concession Régionale du Canal de Provence**

# CONTRAT DE FOURNITURE D'EAU N°

# ALIMENTATION EN EAU BRUTE DE L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE PRE COMBAUX A MANOSQUE

**Décembre 2017**

**ALIMENTATION EN EAU BRUTE**
**DE L'USINE DE PRODUCTION D'EAU POTABLE DE PRE COMBAUX A MANOSQUE**

| |
|---|
| N° Client : 129 693 V |
| N° Poste : A compléter |

ENTRE :

La **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DURANCE - LUBERON - VERDON** domiciliée à Manosque, représentée par son Président, Monsieur Bernard JEANMET-PERALTA, agissant en vertu de la délibération de la Communauté d'Agglomération en date du et désignée dans ce qui suit par "**DLVA**"

d'une part,

ET :

La **SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE**, S.A. d'économie mixte, immatriculée au RCS d'Aix-en-Provence sous le numéro 057 813 131 dont le siège social est situé Le Tholonet - CS 70064 - 13182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5, agissant en qualité de concessionnaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au terme du décret de concession N°63-509 du 15 mai 1963, de la convention relative au transfert à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur des biens de la concession d'Etat signée le 30 décembre 2008 et de l'avenant à la convention et au cahier des charges de la concession signé le 9 février 2009 entre la Région et la SCP, représentée par son Directeur Général, Monsieur Bruno VERGOBBI, et désignée ci-après par "**SCP**"

d'autre part,

désignées conjointement par **"Les Parties"**

Il est exposé et arrêté ce qui suit :

# PREAMBULE

La commune de Manosque prélève une part importante de ses besoins en eau destinée à être potabilisée dans la nappe d'accompagnement de la Durance. Elle s'est inquiétée des risques de pollution accidentelle de ce point de prélèvement difficilement protégeable, ou de migration des polluants piégés dans les sédiments de la Durance en amont du point de prélèvement si cette ressource devait être sollicitée de manière plus importante.

Ayant des besoins en eau en croissance continue du fait de son développement démographique et économique, et soucieuse d'éviter tout risque de migration et donc d'altération irréversible de sa ressource, la commune de Manosque a sollicité la SCP en 2008 afin d'étudier la faisabilité de son alimentation à partir de l'eau du Verdon et des aménagements du Canal de Provence.

A la demande du Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence de l'époque qui souhaitait élargir la réflexion concernant cette faisabilité à l'ensemble des communes du Val de Durance situées entre Corbières et Oraison, la SCP a réalisé un Avant-Projet (AVP) qui a conclu à la faisabilité technique de cet aménagement et en a défini une première estimation des coûts.

Les conclusions de cet AVP ont été présentées aux collectivités les 17 octobre 2011 et 10 janvier 2012 au cours de deux réunions rassemblant l'ensemble des partenaires intéressés : Communauté de Communes Luberon Durance Verdon (CCLDV), Communauté de Communes Intercommunalité du Luberon Oriental (ILO), commune de Sainte-Tulle et commune de Corbières. Depuis le 1er janvier 2013, la DLVA s'est substituée, en les intégrant, à l'ensemble de ces collectivités qui lui ont délégué la compétence alimentation en eau potable. La DLVA ayant validé les grands principes qui président au projet d'alimentation du Val de Durance par la ressource Verdon, elle a demandé à la SCP de poursuivre les études techniques et financières préparatoires à la mise en œuvre de ce projet.

Le 3 septembre 2014, le Conseil communautaire de la DLVA a délibéré en faveur de la réalisation de cet aménagement et la signature d'une convention avec la SCP qui prévoit un contrat de fourniture d'eau de 290 l/s à l'horizon 2030. Cette convention fixant les engagements de chacune des parties en vue de poursuivre les études nécessaires a été signée le 7 octobre 2014 (annexe 3).

Le projet consiste en la pose d'une canalisation de 11 km en rive gauche de Durance à partir de Vinon-sur-Verdon avec franchissement aérien de la Durance par le nouveau pont qui remplacera l'ancien à hauteur de Manosque. La mise en service est programmée pour juillet 2019. L'opération est inscrite au programme pluriannuel d'investissement de la SCP pour un montant de 10 M€ intégralement à sa charge.

Afin de traduire en termes contractuels les dispositions de la convention n° 9892 du 7 octobre 2014 il convenait d'établir le présent contrat de fourniture d'eau.

# TITRE I - CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat est conclu aux conditions générales du service de l'eau « eaux urbaines » de la SCP, aménagement hydraulique du Canal de Provence, enregistrées au Service d'Imposition des Entreprises d'Aix-en-Provence nord le 3 octobre 2017, bordereau n°2017/745 case n°37, jointes au présent contrat, dont la DLVA déclare avoir pris connaissance et accepté les termes, ainsi qu'aux conditions particulières ci-dessous qui prévalent sur les conditions générales dans la mesure où elles traitent des mêmes articles et pour ce en quoi les conditions particulières y dérogent.

# TITRE II - CONDITIONS PARTICULIERES

## ARTICLE 1 DEBITS SOUSCRITS

La DLVA souscrit pour une durée minimum de 15 ans (quinze ans) à partir de la date de mise à disposition de l'eau, aux conditions tarifaires des conditions générales et de l'article 6 du présent contrat, un débit total de 290 l/s (Deux cent quatre-vingt-dix litres par seconde).

La date de mise à disposition de l'eau sera notifiée par la SCP à la DLVA, après réalisation des travaux, par lettre recommandée. Cette date marquera le début de l'exigibilité des redevances.

A la date de mise à disposition de l'eau les souscriptions sont,

En Fourniture Annuelle..... 80 l/s (quatre-vingt litres par seconde)
En Fourniture de Secours ..... 210 l/s (deux cent dix litres par seconde)

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention de partenariat n° 9892 du 7 octobre 2014, la répartition des souscriptions entre la fourniture Annuelle et la fourniture de Secours évoluera chaque année par transformation d'une fraction du débit de fourniture de Secours en fourniture Annuelle.

Pour chacune des huit premières années le transfert sera de 6 l/s (six litres par seconde). Les six autres années il sera de 7 l/s (sept litres par seconde) par an. La modification interviendra automatiquement au 1er janvier de chaque année sans qu'un avenant ne soit produit. Un tableau récapitulatif qui détaille les souscriptions au 1er janvier de chaque année est présenté en annexe 1 du présent contrat.

Comme la SCP supporte la totalité des investissements liés aux travaux de desserte de l'usine de Pré Combaux et par dérogation aux dispositions de l'article 30.2 des conditions générales, le débit total souscrit ne pourra pas être revu à la baisse sur la durée du contrat.

## ARTICLE 2 LIVRAISON DES EAUX

### 2.1. Poste de Pré Combaux

Le poste de livraison de Pré Combaux sera implanté sur la parcelle communale n° E 2908 situé sur la commune de Manosque.

Les coordonnées GPS du poste et son altitude seront définies après réalisation des ouvrages.
La géolocalisation du poste sera ensuite accessible sur l'espace client de la DLVA.

Le point de livraison des eaux se situe à l'aval du poste de livraison. Il matérialise la limite de propriété entre le réseau SCP et le réseau privatif de la DLVA. Le plan d'implantation du poste de livraison figure

en annexe 2 du présent contrat.

La SCP devra avoir un libre accès au poste de livraison pour en assurer son exploitation et sa maintenance. La DLVA s'engage à fournir les clés et/ou code d'accès nécessaires à son accès.

### 2.2. Pression

Au point de livraison défini ci-dessus,

La cote piézométrique minimale garantie est de ..... 382,20 m NGF
La cote piézométrique maximale, hors régime transitoire est de ..... 401,73 m NGF

### 2.3. Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau livrées

Le poste de livraison est équipé comme suit.
L'adduction est en DN600. Une soupape anti-bélier est installée en amont du poste de livraison suivie d'une réduction en DN300. Les 2 passes sont identiques et disposent chacune des équipements suivants :

- une vanne de sectionnement,
- un piège à objets,
- une manchette électromagnétique (comptage),
- une vanne de régulation pilotée (limitation de débit),
- une vanne de sectionnement.

Conformément à l'article 20.5 des conditions générales, la SCP limite à la valeur maximale contractuelle les débits mis à disposition de la DLVA.

De son côté la DLVA a la responsabilité de la régulation des débits appelés par tout moyen à sa convenance en fonction des besoins de production. Les appareillages installés ne doivent pas avoir d'effets perturbateurs sur ceux de la SCP.

Le compteur installé est de type multi tranches. Les tranches sont définies en fonction des débits mis à disposition.

Le compteur comporte 3 tranches dont les réglages, à la date de mise à disposition de l'eau, sont les suivants :

| | Débits souscrits | Tarifs appliqués |
|---|---|---|
| 1ère tranche | 0 – 80 l/s | Normal |
| 2ème tranche | 80 - 170 l/s | Secours |
| 3eme tranche | Au-delà de 170 l/s et sur demande | Demandes Imprévues |

Pour suivre l'évolution des souscriptions prévue à l'article 1 du présent contrat, la programmation des débits du compteur multi tranches sera adaptée le 1er janvier de chaque année.

## ARTICLE 3 QUALITE DE L'EAU

Le poste de livraison de Pré Combaux est alimenté en eau issue du Verdon. Il s'agit d'eau naturelle brute qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique ni filtration préalable. Toutefois la SCP s'engage à protéger, sécuriser et adapter ses ouvrages de transport afin de conserver au mieux la qualité intrinsèque de l'eau brute livrée.

La SCP réalise un contrôle continu de plusieurs paramètres physico-chimiques et des analyses ponctuelles systématiques dans le cadre de sa triple certification AFAQ ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001. Les résultats des analyses sont consultables sur l'espace client de la DLVA.

## ARTICLE 4 ESPACE CLIENT – FICHE DE CONTACT

Comme évoqué à l'article 11 des conditions générales, la SCP met à disposition de la DLVA un espace client sécurisé accessible à partir du site internet de la SCP (www.canal-de-provence.com) et sur lequel la DLVA peut retrouver son contrat, ses factures, ses tarifs et différentes informations relatives entre autres à la qualité de l'eau ou au suivi de ses consommations.

Par ailleurs, la SCP et la DLVA s'engagent à remplir et mettre à jour régulièrement une fiche de contact qui sera établie au moment de la mise en service du poste et insérée dans l'espace client. Cette fiche permet d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs, notamment pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau ou la gestion de crise. La tenue à jour de cette fiche est donc primordiale. La fiche de contact est accessible et modifiable par chacune des Parties pour les données qui les concernent.

## ARTICLE 5 TARIFS

Les tarifs appliqués aux fournitures d'eau de la SCP à la DLVA sont ceux de la zone tarifaire 2 de l'aménagement du Canal de Provence définis par les conditions générales du service de l'eau (cf. Titre I du présent contrat).

Les tarifs de l'année 2017 sont les suivants :

### 5.1. Tarif Normal

• Redevance annuelle de débit en euro HT par litre/seconde souscrit :

$$RD = \left[ 2203{,}70 + \frac{3746{,}29}{Q - 1} \right] \text{x CUO}$$

Q = débit total souscrit en l/s
CUO = coefficient d'utilisation des ouvrages.

• Redevance de consommation en euro HT par mètre cube :

- En période hors pointe (15 septembre – 14 mai) ..... 0,11186
- En période de pointe (15 mai – 14 septembre) ..... 0,25698

### 5.2. Tarif Secours

• Redevance annuelle de débit en euro HT par litre/seconde souscrit 734,57

• Redevance de consommation en euro HT par mètre cube :

- En période hors pointe (15 septembre – 14 mai) ..... 0,55930
- En période de pointe (15 mai – 14 septembre) ..... 1,28490

### 5.3. Redevance pour pompage

Le poste de livraison de Pré Combaux est alimenté en eau brute à partir de la station de pompage de Vinon-sur-Verdon.

La hauteur de refoulement (H) des eaux servant au calcul des redevances de pompage défini à l'article 32.6 des conditions générales est de 88 mètres.

## ARTICLE 6 REVISION DES REDEVANCES

Les tarifs de la redevance annuelle de débit et des redevances proportionnelles aux consommations seront révisées en fonction des variations économiques ainsi que le prévoit l'article 42 des conditions générales du service de l'eau Eaux Urbaines.

## ARTICLE 7 TAXES ET IMPOTS

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA (5,5% actuellement) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances d'Agence de l'Eau (RAE) liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par le Comité de Bassin, sont collectées par la SCP pour le compte de l'Agence.

Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est à dire aux volumes effectivement livrés affectés du coefficient de rendement des ouvrages fixé à 1/0,85 pour les fournitures en eau brute.

## ARTICLE 8 FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la convention de partenariat n° 9892 du 7 octobre 2014 un minimum de facturation, basé sur le rendement d'utilisation des souscriptions, sera mis en place si la SCP n'obtient pas des financeurs publics des subventions à hauteur de 20 % (vingt pour cent) du montant total de l'investissement.

Si le niveau de subvention minimum n'est pas atteint, les Parties conviennent que la SCP en informera la DLVA par lettre recommandée accompagnée des justificatifs. Dans ce cas le minimum de facturation sera appliqué suivant la règle suivante :

- 21 000 m3 / l/s souscrit en fourniture Annuelle en cas de financement public compris entre 10 et 20 %
- 22 000 m3 / l/s souscrit en fourniture Annuelle en cas de financement public inférieur à 10 %

## ARTICLE 9 PRISE D'EFFET – DATE DE FIN DE CONTRAT

Le présent contrat prend effet à la date de sa signature.

La date d'expiration du contrat est fixée au 31 décembre de la quinzième année suivant celle de la mise à disposition de l'eau définie à l'article 1 du présent contrat.

Après cette date, le contrat est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de 10 (dix) ans sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec préavis d'un an avant la date d'expiration du contrat.

Fait au Tholonet, le

Le Directeur Général
de la Société du Canal de Provence et
de la Région Provençale

Bruno VERGOBBI

A Manosque, le

Le Président
de la Communauté d'Agglomération
Durance - Luberon - Verdon

Bernard JEANMET-PERALTA

# ANNEXE 1

## Evolution programmée des débits souscrits

## EVOLUTION PROGRAMMEE DES DEBITS SOUSCRITS ENTRE LA FOURNITURE DE SECOURS ET LA FOURNITURE ANNUELLE

Disposition prévue à l'article 2 de la convention 9892 du 7 octobre 2014 et l'article 1 du présent contrat

Pour une mise à disposition de l'eau en juillet 2019.

| | | Débits minimums souscrits en litre par seconde | | |
|---|---|---|---|---|
| | Débit transféré | Fourniture Annuelle | Fourniture de Secours | Total |
| Mise à disposition de l'eau le 01/07/2019 | | 80 | 210 | 290 |
| 01/01/2020 | 0 | 80 | 210 | 290 |
| 01/01/2021 | 6 | 86 | 204 | 290 |
| 01/01/2022 | 6 | 92 | 198 | 290 |
| 01/01/2023 | 6 | 98 | 192 | 290 |
| 01/01/2024 | 6 | 104 | 186 | 290 |
| 01/01/2025 | 6 | 110 | 180 | 290 |
| 01/01/2026 | 6 | 116 | 174 | 290 |
| 01/01/2027 | 6 | 122 | 168 | 290 |
| 01/01/2028 | 6 | 128 | 162 | 290 |
| 01/01/2029 | 7 | 135 | 155 | 290 |
| 01/01/2030 | 7 | 142 | 148 | 290 |
| 01/01/2031 | 7 | 149 | 141 | 290 |
| 01/01/2032 | 7 | 156 | 134 | 290 |
| 01/01/2033 | 7 | 163 | 127 | 290 |
| 01/01/2034 | 7 | 170 | 120 | 290 |

# ANNEXE 2

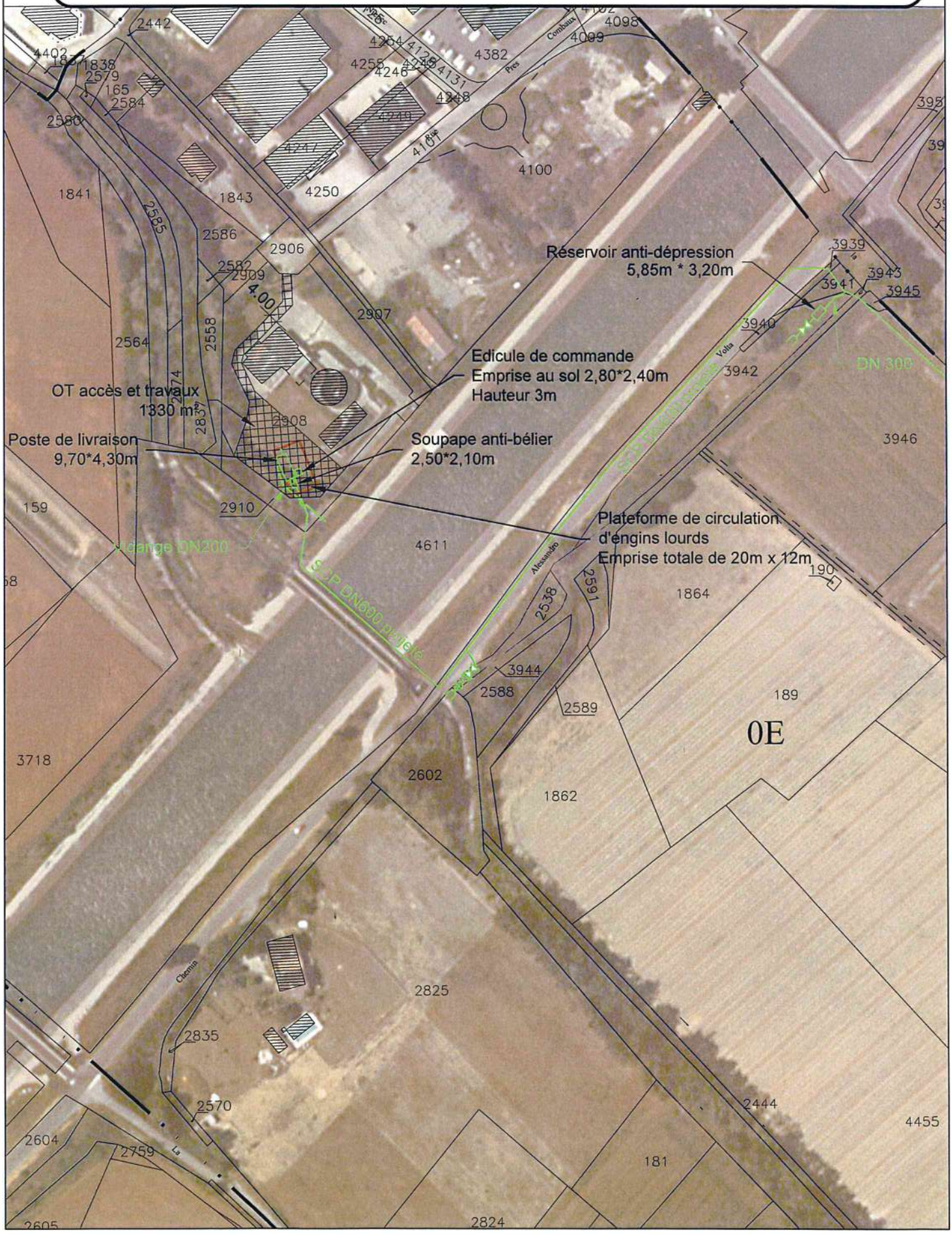
## Plan du poste de livraison de Pré Combaux et point de livraison

# AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU SECTEUR DE VINON
# DIVERSIFICATION ET SECURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU DES COMMUNES DU VAL-DE-DURANCE
# IMPLANTATION DU POSTE DE LIVRAISON DE PRE COMBAUX

SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE

SERVICE HYDRAULIQUE & OUVRAGES

| | | | |
|---|---|---|---|
| DESS | B. Blanc | VERIF | E. Prabonnaud |
| DATE | Octobre 2017 | ECH | 1/2000ème |
| N° 4016009_F_implant_PL.dwg | | IND | F |



| INDICE | DATE | DESSINE PAR | VERIFIE PAR | COMMENTAIRES / MODIFICATIONS |
|---|---|---|---|---|
| A | Avril 2017 | S. Bare | L. Palomeque | Mise à jour pour dossier DCE |
| - | Juin 2016 | AS/Vad | S Palomeque | Etablissement du plan |

SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE
ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE
Le Tholonet – CS 70064 – 13182 Aix en Provence cedex 5 – FRANCE
Téléphone 04 42 66 79 80 – Télécopieur 04 42 66 73 63 – www.canaldeprovence.com

AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU SECTEUR DE VINON
COMMUNE DE MANOSQUE

DIVERSIFICATION ET SECURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU
DES COMMUNES DU VAL-DE-DURANCE

POSTE DE LIVRAISON DE PRE-COMBAUX
VUE EN PLAN ET COUPES

| | | | |
|---|---|---|---|
| A.V.P | ○ | EXECUTION | ○ |
| PROJET | ○ | D.O.E. | ○ |
| D.C.E. | ● | AUTRE | ○ |

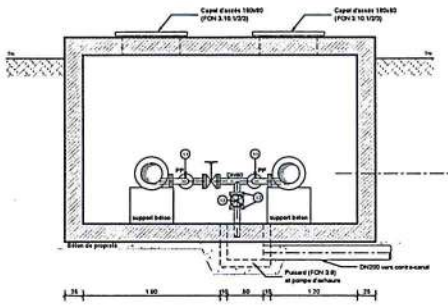
Echelle : 1/25 ème

SERVICE HYDRAULIQUE & OUVRAGES
N° Chrono L452 j L15 j L187 j
Ind A

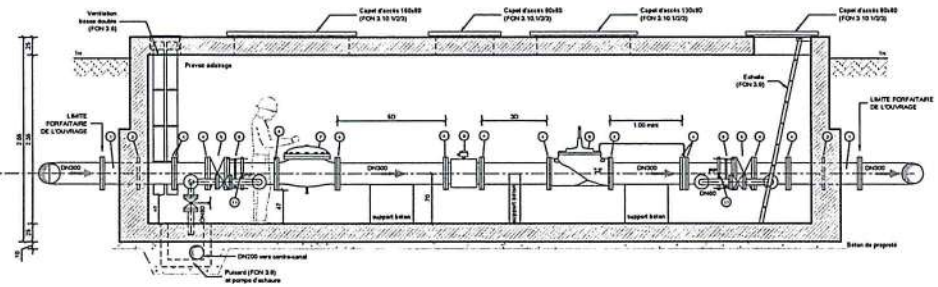
NOMENCLATURE D'EQUIPEMENTS

| Rep. | Désignation | Nbre | DN | PN | Marque / Type |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Manchette d'ancrage | 4 | 300 | 16 | Brides soudées |
| 2 | Manchette d'ancrage | 1 | 200 | 16 | Brides soudées |
| 3 | Collerette d'ancrage | 4 | 300 | 16 | soudée |
| 4 | Bride pleine | 26 | 300 | 16 | |
| 5 | Robinet vanne papillon | 4 | 300 | 16 | à brides |
| 6 | Adaptateur de brides | 4 | 300 | 16 | autobutées |
| 7 | Piège à objet | 3 | 300 | 16 | |
| 8 | Manchette électro-magnétique | 2 | 300 | 16 | |
| 9 | Vanne de régulation pilotée | 2 | 300 | 16 | limitation de débit |
| 10 | Bride pleine | 1 | 200 | 16 | |
| 11 | Ensemble prise de pression | 4 | 20/27 | 16 | |
| 12 | Bride pleine | 26 | 80 | 16 | |
| 13 | Robinet vanne opercule | 6 | 80 | 16 | à brides |

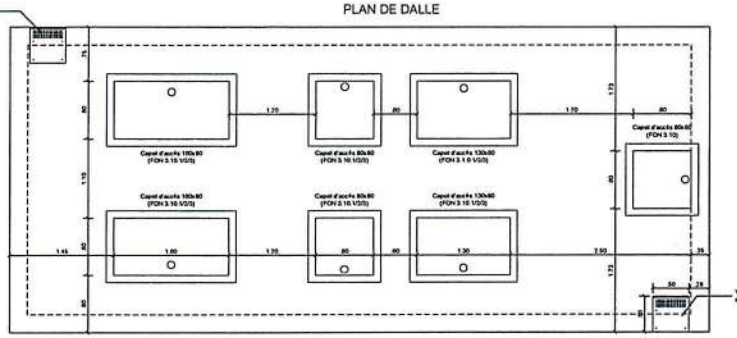
COUPE C-C



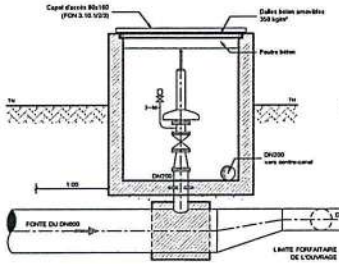
COUPE B-B



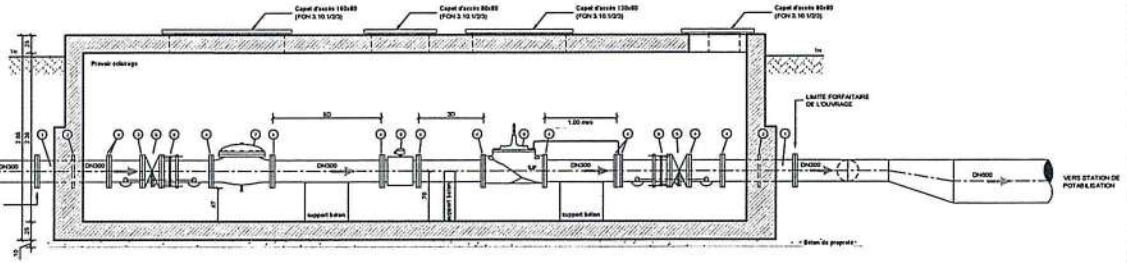
PLAN DE DALLE



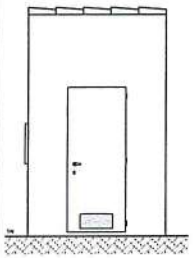
OUVRAGE
SOUPAPE ANTI-BELIER
(plan n°40.16.076)



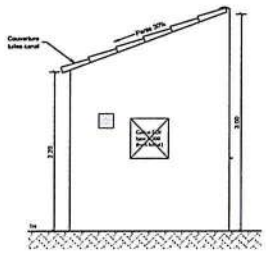
COUPE A-A



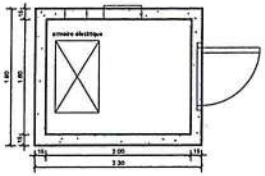
LOCAL DE COMMANDE
Facade 1
(FON 7.5.1 et 7.5.2)



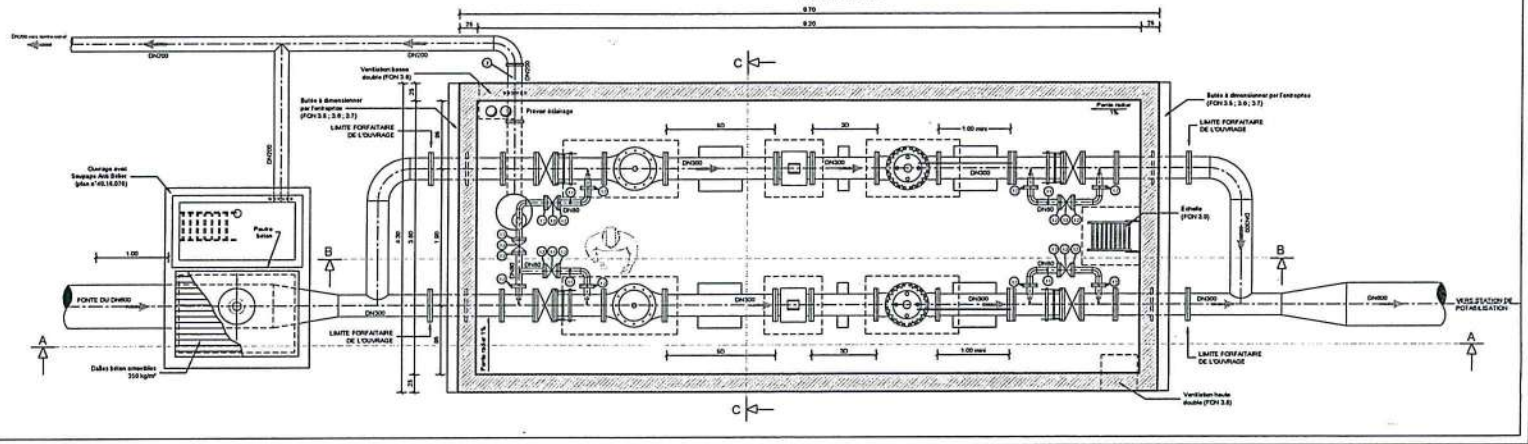
LOCAL DE COMMANDE
Facade 2
(FON 7.5.1 et 7.5.2)



LOCAL DE COMMANDE
VUE EN PLAN (FON 7.5.1 et 7.5.2)



VUE EN PLAN



NOTA : La construction du poste de livraison et de l'édicule associé comprend aussi la fourniture et pose de fourreaux électriques et télécom depuis l'entrée de la station de potabilisation et jusqu'à l'édicule (ainsi que 3 chambres de tirage conformément à la fiche FON 7.2), ainsi que le tirage des câbles sur environ 100m.

# ANNEXE 3

## Convention n° 9892 du 7 octobre 2014 entre DLVA et la SCP

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DURANCE LUBERON VERDON

SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE
ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE
Concession Régionale du Canal de Provence

# DIVERSIFICATION DES RESSOURCES EN EAU DU VAL DE DURANCE

# CONVENTION DE PARTENARIAT

N°
9892
SCP - Réf. : mission R.C.T.

OCTOBRE 2014

# CONVENTION

ENTRE :

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DURANCE LUBERON VERDON,** représentée par M. Bernard JEANMET-PERALTA, Président et désignée dans ce qui suit par "DLVA",

d'une part,

ET :

**LA SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE,** domiciliée Le Tholonet – CS 70064 - 13182 AIX EN PROVENCE CEDEX 5, représentée par son Directeur Général, Monsieur Bruno VERGOBBI, et désignée ci-après par "SCP"

d'autre part,

Il est exposé et arrêté ce qui suit :

# PREAMBULE

La commune de Manosque prélève une part importante de ses besoins en eau destinée à être potabilisée dans la nappe d'accompagnement de la Durance au lieu-dit « Pré-Combaux ». Elle s'est inquiétée des risques de migration des polluants piégés dans les sédiments de la Durance en amont du point de prélèvement si elle était amenée à solliciter cette ressource de manière plus importante.

Ayant des besoins en eau en croissance continue du fait de son développement démographique et économique, et soucieuse d'éviter tout risque de migration et donc d'altération irréversible de sa ressource, la commune de Manosque a sollicité la SCP en 2008 afin d'étudier la faisabilité de son alimentation à partir de l'eau du Verdon et des aménagements du Canal de Provence.

A la demande du Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence qui souhaitait élargir la réflexion concernant cette faisabilité à l'ensemble des communes du Val de Durance situées entre Corbières et Oraison, la SCP a réalisé un Avant-Projet (AVP) qui conclut à la faisabilité technique de cet aménagement et en définit une première estimation des coûts.

Les conclusions de cet AVP ont été présentées aux collectivités les 17 octobre 2011 et 10 janvier 2012 au cours de deux réunions rassemblant l'ensemble des partenaires intéressés : Communauté de Communes Luberon Durance Verdon (CCLDV), Communauté de Communes Intercommunalité du Luberon Oriental (ILO), commune de Sainte-Tulle et commune de Corbières. Depuis le 1er janvier 2013, la DLVA s'est substituée, en les intégrant, à l'ensemble de ces collectivités qui lui ont délégué la compétence alimentation en eau potable. La DLVA ayant validé les grands principes qui président au projet d'alimentation du Val de Durance par la ressource Verdon, elle a demandé à la SCP de préparer un projet de convention permettant de fixer les engagements de chacune des parties concernées en vue de poursuivre les études nécessaires.

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques de la DLVA d'une part et de la SCP d'autre part relatifs à la poursuite des études concernant l'aménagement de diversification et de sécurisation des ressources en eau de la DLVA.

## ARTICLE 1 – MOBILISATION DE LA RESSOURCE VERDON

### 1.1. Engagements de la DLVA pour la mobilisation des ressources en eau

- **Prélèvements dans la nappe durancienne**

La DLVA s'engage à stabiliser ses prélèvements dans la nappe d'accompagnement de la Durance à leur niveau actuel.

- **Pompage dans le « Canal usinier EDF »**

La DLVA qui dispose d'un point de prélèvement dans le canal usinier EDF au lieu-dit « Pré Combeaux » s'engage à ne plus prélever sur cette ressource. Elle se réserve néanmoins la possibilité de la mobiliser en cas d'incident majeur sur ses autres ressources dont celle de la SCP.

- **Besoins supplémentaires futurs**

La DLVA s'engage à mobiliser la ressource Verdon pour satisfaire d'une part l'ensemble des besoins nouveaux liés à la croissance de sa population et à son développement économique et d'autre part l'abandon de ses prélèvements dans le canal usinier d'EDF.

### 1.2. Engagements de la SCP

La SCP s'engage à réaliser puis exploiter dans le cadre de sa concession régionale les aménagements nécessaires à l'amenée de l'eau du Verdon jusqu'au lieu-dit « Pré-Combaux » pour répondre aux besoins de la DLVA. Les aménagements réalisés devront en outre permettre d'assurer la sécurisation totale de l'ensemble des besoins par la ressource Verdon en cas de défaillance des ressources locales de la nappe alluviale de la Durance.

La SCP s'engage à accompagner l'évolution des besoins des collectivités en réalisant les aménagements complémentaires nécessaires.

## ARTICLE 2 – BESOINS EN EAU

La DLVA s'engage à signer avec la SCP avant le lancement des DCE, un contrat de fourniture d'eau d'une durée de quinze ans, prévoyant des souscriptions de débit qui passeront progressivement de :

- 80 l/s au tarif normal à la mise en service, à 170 l/s au tarif normal à l'horizon 2030
- 210 l/s au tarif secours à la mise en service, à 120 l/s à l'horizon 2030

basées sur la chronique des consommations minimales décrites en annexe 1.

## ARTICLE 3 – TARIFICATION DU SERVICE DE L'EAU

La SCP appliquera à l'ensemble de la fourniture d'eau le tarif de la zone tarifaire n° 2 du Canal de Provence dont les barèmes 2014 sont joints en annexe 2.

A ce tarif, s'ajoutera une redevance de pompage liée à la nécessité de relever l'eau fournie par la station de pompage de Vinon-sur-Verdon avec une HMT de 88 mCE.

## ARTICLE 4 – FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Aucune participation financière à l'investissement ne sera demandée à la DLVA. La SCP financera la totalité de l'aménagement en contrepartie d'un engagement de souscription de débits conforme à ceux indiqués à l'article 2 et moyennant l'obtention de subventions des financeurs publics à hauteur de 20% du montant total de l'investissement.

Si ce niveau minimal de contribution publique n'était pas atteint, un engagement de consommation minimal annuel de :

- 21 000 $m^3$/l/s souscrit au tarif normal en cas de financement public supérieur à 10%
- 22 000 $m^3$/l/s souscrit au tarif normal en cas de financement public inférieur à 10%

serait demandé à la DLVA.

## ARTICLE 5 – DELAIS DE REALISATION

La SCP s'engage à réaliser les études et les travaux pour une mise en service au plus tard dans les 48 mois qui suivent la signature de la présente convention et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'aménagement et en particulier celles relatives à la traversée de la Durance par le futur pont dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Département des Alpes-de-Haute-Provence.

La DLVA s'engage à réaliser les aménagements nécessaires à l'utilisation de l'eau fournie par la SCP (station de potabilisation, adductions, réseaux....) dans les mêmes délais afin de pleinement valoriser l'usage de la ressource en eau issue du Verdon.

Fait à Manosque, le 17 OCT. 2014

Le Président de la DLVA,

Bernard JEANMET-PERALTA

Le Directeur Général de la
Société du Canal de Provence,

Bruno VERGOBBI

SOCIÉTÉ DU CANAL DE PROVENCE ★ ET D'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION PROVENÇALE ★
LE THOLONET
CS 70064
13182 AIX-EN-PROVENCE
CEDEX 5

# ANNEXE 1

## CHRONIQUE DES CONSOMMATIONS

| | VOLUMES (m3/an) | | |
|---|---|---|---|
| | Production SCP | Production locale | Cumul |
| 2017 | 1 565 263 | 3 724 921 | 5 290 184 |
| 2018 | 1 793 850 | 3 508 157 | 5 302 007 |
| 2019 | 1 876 021 | 3 440 237 | 5 316 258 |
| 2020 | 2 060 828 | 3 271 640 | 5 332 467 |
| 2021 | 2 426 008 | 2 924 244 | 5 350 252 |
| 2022 | 2 543 066 | 2 826 236 | 5 369 301 |
| 2023 | 2 833 070 | 2 556 289 | 5 389 359 |
| 2024 | 2 885 718 | 2 556 289 | 5 442 006 |
| 2025 | 2 939 245 | 2 556 289 | 5 495 534 |
| 2026 | 2 993 493 | 2 556 289 | 5 549 781 |
| 2027 | 3 072 286 | 2 556 289 | 5 628 575 |
| 2028 | 3 155 143 | 2 556 289 | 5 711 432 |
| 2029 | 3 237 537 | 2 556 289 | 5 793 826 |
| 2030 | 3 326 925 | 2 556 289 | 5 883 214 |

# ANNEXE 2

BARÈMES 2014
ZONE TARIFAIRE 2

SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE
ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENÇALE
Le Tholonet - CS 70064 - 13182 Aix-en-Provence CEDEX 5
Tél. 04 42 66 70 00 - Fax. 04 42 66 70 80 - www.canal-de-provence.com



# CANAL DE PROVENCE
# EAUX URBAINES

REDEVANCE ANNUELLE DE DÉBIT en euros hors taxes.

| | par litre / seconde |
|---|---|
| Tarif normal..... | $2224{,}63 + \frac{3781{,}87}{Q - 1}$ <br> Q = débit souscrit en litre /seconde |
| Tarif saisonnier..... | 1112,32 |
| Tarif secours..... | 741,54 |

PRIX DU MÈTRE CUBE en euros hors taxes.

| Périodes..... | Hors Pointe (1) | Pointe (2) |
|---|---|---|
| Tarif normal..... | 0,11292 | 0,25942 |
| Tarif saisonnier..... | 0,28230 | 0,64855 |
| Tarif secours..... | 0,56460 | 1,29710 |

(1) - Périodes Hors Pointe : 1er Janvier - 14 Mai / 15 Septembre - 31 Décembre.

(2) - Période de Pointe : 15 Mai - 14 Septembre

Le prix du mètre cube est majoré des frais d'énergie lorsque l'eau est délivrée à partir d'une station de pompage ( art. 32.6 des conditions générales ).

Redevance d'Agence de l'Eau :
La valeur des redevances pour 2014 et leur assiette sont fixées par l'Agence de l'Eau.
Ces éléments sont précisés lors de la facturation des volumes consommés.

Le taux de T V A applicable à ces barèmes est de .....5,5%

Pour tout renseignement, contacter la mission des Délégués Territoriaux .
Téléphone : 04 42 66 77 84 - Télécopieur : 04 42 66 60 25

# PIECE JOINTE

## Conditions générales du service de l'eau (« eaux urbaines »)

# CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE DE L'EAU

# EAUX URBAINES

AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE DU CANAL DE PROVENCE

## GLOSSAIRE

**Les conditions générales du service de l'eau** définissent les obligations mutuelles de la SCP et de ses Clients dans le cadre de la fourniture d'eau pour les besoins des collectivités.
**La SCP** désigne la Société du Canal de Provence.
**Le Client** désigne le titulaire du contrat.
**Le débit** est le volume d'eau (en litre) délivré par unité de temps (en seconde).
**Le point de livraison** désigne la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client.
**Le poste de livraison** désigne l'ouvrage de livraison d'eau matérialisé par un regard enterré. Il abrite les équipements permettant de contrôler les débits et de comptabiliser les volumes livrés aux Clients.
**Le compteur multitranches** désigne le compteur qui distingue les débits correspondant à chaque type de fourniture et calcule les volumes consommés par tranche qui en résultent.
**Le compteur totalisateur** désigne l'appareil unique de comptage sans distinction de tranche de débits.
**La pression** désigne la charge disponible pour le débit souscrit exprimée en mCE (mètre de colonne d'eau) à la sortie de la prise (1 bar ~ 10,2 mCE).
**La pression garantie** désigne la pression minimale garantie contractuellement par la SCP à son Client au point de livraison.
**La pression maximale de service** (PMS) désigne la pression maximale en régime hydraulique permanent.
**Le régime transitoire** désigne l'écoulement non permanent caractérisé par des oscillations de pression et de débit. Ces oscillations sont provoquées par une modification rapide du régime d'écoulement en un point de la conduite (ouverture ou fermeture de vanne, démarrage ou arrêt de pompe, etc.).
**Le barème** désigne la valeur annuelle des redevances. Les barèmes sont édités chaque année et mis à disposition des Clients sur le site internet de la SCP.
**Le coefficient d'utilisation des ouvrages** (CUO) pondère la redevance annuelle de débit en incitant le Client à lisser sa consommation sur l'année.
**Le coefficient de rendement des ouvrages** désigne le rapport entre les volumes livrés à partir des réseaux de distribution de la SCP et les volumes prélevés dans la ressource en eau.
**La force majeure** désigne tout événement imprévu, échappant au contrôle de la SCP et dont les effets insurmontables l'obligent à interrompre la fourniture d'eau : notamment le gel, la rupture de canalisations, les inondations ou autres catastrophes naturelles, actes de terrorisme, pollution.

## 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 10 - Objet du service

Le service « Eaux Urbaines » est destiné aux collectivités territoriales, établissements publics ou privés, pour satisfaire l'ensemble des besoins en eau de leur population.
Le service de l'eau est assuré en laissant au Client le libre choix du débit qu'il désire prélever dans la limite du débit souscrit et pendant les périodes demandées au contrat.
Les collectivités territoriales et établissements publics ou privés désirant être alimentées en « Eaux Urbaines » par la SCP doivent souscrire un contrat, sauf fourniture imprévue.
Les tarifs applicables sont les tarifs « Eaux Urbaines » aux conditions ci-après.
La SCP rappelle à ses Clients la nécessité d'une consommation sobre et respectueuse de la préservation de l'environnement.

### 11 - Assistance au Client

La SCP s'engage à mettre en œuvre un service de qualité garantissant notamment les prestations suivantes :

- une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences concernant l'alimentation en eau,
- la mise à disposition d'un interlocuteur privilégié, susceptible de se déplacer et mettre en relation le Client avec les experts de la SCP dans tous ses domaines de compétence.
- la tenue d'une réunion annuelle, à la demande du Client, pour suivre l'évolution de ses besoins, ses consommations et facturations, et le conseiller sur une adaptation éventuelle de son contrat,
- une fiche contact permettant au Client et à la SCP d'identifier et de joindre les bons interlocuteurs, notamment pour les questions relatives à la continuité du service de l'eau précisées à l'article 20.3 des présentes conditions générales,
- un traitement prioritaire des demandes et une réponse écrite aux courriers dans les 10 jours ouvrés,
- un espace Client au sein du site internet de la SCP permettant au Client de :
  - accéder en permanence à ses :
    - contrat(s) du service de l'eau avec la SCP,
    - factures avec un historique de 2 ans,
    - consommations avec un suivi sur 5 ans,
    - contacts avec les coordonnées détaillées de ses interlocuteurs à la SCP,
    - informations sur la qualité de l'eau et résultats des analyses périodiques effectuées en l'un des points de prélèvement du réseau de surveillance.
  - suivre en temps réel les débits mobilisés au poste de livraison
  - activer des alertes de débit et de consommation,
  - mettre à jour ses coordonnées et ses contacts,
  - géo-localiser son ou ses postes de livraison.

### 12 - Différents types de fourniture

Selon ses besoins, le Client dispose de trois types de fourniture, auxquels s'appliquent les tarifs définis à l'article 32.

#### *12.1 - Fourniture annuelle*

La fourniture annuelle d'eau urbaine est destinée aux Clients dont les besoins en eau s'étalent sur toute l'année ou une grande partie de celle-ci. Les débits souscrits pour une fourniture annuelle sont mis en permanence à la disposition du Client et facturés au tarif normal sauf cas particuliers précisés à l'article 32.1 des présentes conditions générales.

#### *12.2 - Fourniture saisonnière*

La fourniture saisonnière est destinée aux Clients dont les besoins en eau augmentent en période estivale. Les débits souscrits en fourniture saisonnière sont par défaut mis à disposition du Client sur une durée de quatre mois correspondant à la période de pointe. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture saisonnière s'étendra alors de la date de la demande à la fin de la période de pointe.
La fourniture saisonnière est facturée au tarif saisonnier.

#### *12.3 - Fourniture de secours*

La fourniture de secours est destinée aux Clients désirant s'assurer de la disponibilité des débits nécessaires à des besoins ponctuels (défaillance accidentelle de leur alimentation, événement exceptionnel...). Les débits souscrits en fourniture de secours sont par défaut mis en permanence à disposition du Client. A titre exceptionnel ils peuvent être mis à disposition à la demande moyennant un délai de prévenance. La durée de mise à disposition de la fourniture de secours s'étendra alors de la date de la demande au 31 décembre de l'année d'utilisation.
La fourniture de secours est facturée au tarif secours.

### 13 - Qualité des eaux

L'eau acheminée par le Canal de Provence est brute. C'est une eau naturelle qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique. Elle n'est donc pas destinée à la consommation humaine en l'état.
La SCP s'engage à préserver la qualité originelle de l'eau durant son parcours, grâce aux dispositions constructives des ouvrages de transport et à des procédures d'exploitation de ses réseaux, afin de conserver au mieux la qualité de l'eau brute livrée. La qualité de l'eau fait l'objet d'un suivi en continu grâce à un réseau de capteurs répartis sur l'ensemble des ouvrages et à la réalisation d'analyses périodiques systématiques en laboratoire.
Toutefois, s'agissant d'eaux brutes, la responsabilité de la SCP ne pourra pas être engagée en cas de dommages résultant de l'utilisation ou de la distribution de l'eau fournie sans un traitement préalable approprié, tel que défini par les autorités sanitaires et mis en place par le Client.

## 2 - MISE A DISPOSITION DES EAUX

### 20 - Livraison des eaux

#### *20.1 - Point de livraison*

Le point de livraison des eaux se situe à l'aval immédiat du poste de livraison de la SCP. Il matérialise la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client. Le Client est seul responsable de la partie du réseau située à l'aval du point de livraison, ainsi que de tout appareil qu'il pourrait y installer.

#### *20.2.1 - Sujétions foncières*

Le raccordement du Client est subordonné à la constitution préalable des servitudes, ou droits de propriété, nécessaires à l'installation et à l'exploitation des canalisations et des ouvrages annexes destinés à la desserte du Client.

#### *20.2.2 - Accès aux ouvrages et communication des informations*

Le Client s'engage à assurer en permanence aux agents de la SCP le libre accès aux ouvrages de la SCP situés sur sa propriété. Il ne peut en revanche accéder lui-même au poste de livraison, sauf autorisation préalable de la SCP.
Le Client peut demander la retransmission en temps réel des informations disponibles relatives à la fourniture d'eau. La SCP facture dans ce cas au Client le coût d'établissement du dispositif de retransmission et de son fonctionnement. Les renseignements fournis n'ont qu'une valeur indicative et sont transmis sous réserve de la précision et de la fiabilité du matériel de transmission. Ils ne peuvent en aucun cas être utilisés par le Client pour la régulation de son réseau privé.

#### *20.3 - Continuité de la fourniture d'eau*

La SCP s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la continuité de la fourniture d'eau et, en cas d'incident, son rétablissement dans les délais les plus brefs. Pour permettre l'exécution de travaux ou de manœuvres d'exploitation, la SCP peut être dans l'obligation d'interrompre la livraison de l'eau. Les Clients risquant d'être affectés par ces interruptions seront informés de la programmation et de la durée prévisible des arrêts dans les conditions décrites ci-après. Tout autre défaut de livraison d'eau par la SCP est présumé avoir pour cause des circonstances exceptionnelles impératives ou un cas de force majeure. La SCP se réserve le droit, exclusivement en cas d'impérieuse nécessité, d'instituer provisoirement un service réduit pour assurer une desserte équitable de l'ensemble des Clients. L'interruption de la fourniture pour les motifs évoqués ci-dessus ne pourra donner lieu à réclamation.
La SCP s'engage à prendre en compte les contraintes de production du Client dans ses processus d'exploitation, pour que lors d'une coupure, le Client bénéficie d'une information privilégiée. En cas d'interruption programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à :

- examiner avec le Client la date, l'heure et la durée de l'interruption du service,
- informer le Client 10 jours avant l'interruption par courrier et téléphone,
- informer le Client à la remise en eau.

En cas d'interruption non programmée du service de l'eau, la SCP s'engage à avertir le

Client par téléphone dans les premières heures qui suivent le moment où la SCP prend connaissance de l'interruption (conformément aux précisions mentionnées au contrat).
La SCP s'engage également à prendre en compte les contraintes du Client vis-à-vis de la continuité du service de l'eau, lors de la définition des programmes de rénovation (priorisation, voire anticipation des rénovations) et de sécurisation (maillages, réserves...).

### 20.4 - Débits et pression

Le Client est libre de mobiliser le débit au point de livraison dans la limite du débit souscrit.
Les débits délivrés au Client sont garantis compte tenu de la précision des appareillages utilisés.
Le contrat précise la valeur de la pression minimale garantie pour le débit souscrit au point de livraison ainsi que la valeur de la pression maximale de service hors régimes transitoires. La SCP ne peut être tenue pour responsable de l'absence de délivrance du débit souscrit si les installations du Client ne permettent pas de le mobiliser à la pression garantie au poste.
En régime transitoire, la pression peut varier par rapport aux limites de pressions spécifiées au contrat. Le Client doit protéger ses propres installations contre les régimes transitoires susceptibles d'être générés par le réseau SCP, sur la base de surpressions pouvant atteindre 4 bars au-dessus de la pression maximale de service spécifiée au contrat. Il doit également les protéger contre les régimes transitoires générés par le fonctionnement de ses propres ouvrages. La SCP peut apporter un conseil complémentaire adapté aux conditions spécifiques des installations du Client.

### 20.5 - Equipement du poste de livraison et mesure des quantités d'eau fournies

Les volumes consommés sont mesurés par des appareils de comptage, placés par la SCP, dont la précision est conforme aux textes réglementaires en vigueur. Les débits maximums délivrables au Client sont réglés aux valeurs contractuelles par des appareils limiteurs de débit.
Afin de distinguer les volumes fournis par type de fourniture inscrit au contrat (annuelle, saisonnière, secours) les postes de livraison de la SCP sont, chaque fois que possible, équipés de compteurs multitranches ou de plusieurs passes équipées chacune d'un compteur totalisateur.
Lorsque plusieurs types de fourniture sont souscrits sur un même poste de livraison et que tous les volumes consommés sont mesurés par un compteur totalisateur, les volumes comptabilisés sont répartis par type de fourniture, conformément à l'article 40.

### 20.6 - Contrôle des appareils de comptage

La SCP procède à la vérification des appareils de comptage lorsqu'elle le juge utile.
Le Client peut demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de l'appareil de comptage. En cas de contestation, il a la possibilité de demander la dépose de l'appareil en vue de son contrôle.
Si l'écart constaté dépasse le pourcentage de précision fixé par la réglementation en vigueur, les frais sont à la charge de la SCP, ils sont à la charge du Client dans le cas contraire.
Lorsque les appareils de comptage se sont révélés défectueux, la SCP procède à leur remplacement dans les meilleurs délais. Pendant la période qui s'étend du constat de mauvais fonctionnement à la mise en place des nouveaux appareils, les valeurs lues sur les appareils de comptage défectueux sont majorées ou minorées du défaut de précision. La mesure de la consommation pourra ainsi être rectifiée rétroactivement, en remontant au maximum au 1er janvier de l'année de la vérification de l'appareil. En cas d'arrêt de fonctionnement des appareils de comptage, la SCP prend toutes dispositions pour ne pas interrompre le service et pour procéder à la réparation ou au remplacement des appareils de comptage ; la facturation des volumes délivrés pendant cette période s'effectue sur la base des valeurs enregistrées entre les deux précédents relevés.

### 20.7 - Protection du réseau collectif de la SCP

Les installations privatives du Client, en aval du point de livraison, ne doivent pas pouvoir perturber le fonctionnement du réseau collectif de la SCP, en compromettre la pérennité, ou engendrer une pollution de l'eau distribuée, du fait des conditions de leur utilisation.
Le Client doit notamment prendre toute mesure pour interdire les phénomènes de retour d'eau et pour limiter à 4 bars au-dessus de la pression maximale de service et en un point quelconque du réseau de la SCP, les surpressions en régimes transitoires générées par le fonctionnement de ses propres installations.
Le Client doit s'assurer, à la mise en place du raccordement et lors de toute évolution de ses installations, de la maitrise des risques de perturbation du réseau de la SCP et informer celle-ci des dispositions prises.
La SCP peut apporter un conseil en matière de prévention des régimes transitoires et recommande la mise en place d'un dispositif anti-bélier ainsi que d'un dispositif anti-retour (clapet, disconnecteur ou rupture hydraulique). Elle peut dans certains cas les exiger. La mise en place de ces dispositifs, leur vérification et leur entretien à périodicités adaptées, sont dans tous les cas à la charge du Client.

## 21 - Infractions et pénalités

### 21.1 - Infractions

Les relevés de compteur, la surveillance et la sécurité des ouvrages sont assurés par les agents de la SCP. Ils sont habilités à constater tout manquement aux obligations contractuelles ou toute infraction et, le cas échéant, à dresser des procès-verbaux. Fait notamment l'objet de poursuites judiciaires toute manœuvre qui tend à modifier le comptage de l'eau, l'enregistrement ou la limitation du débit, ou encore à dériver l'eau en amont des appareils destinés à réaliser ces opérations, ainsi que le défaut de protection des réseaux collectifs. En aucun cas, l'eau brute ne peut être cédée à un tiers sans l'accord préalable de la SCP. Toute infraction aux présentes conditions générales met la SCP en droit de percevoir les pénalités prévues à l'article 21.2 ci-après indépendamment des poursuites judiciaires qui pourront être engagées.

### 21.2 - Pénalités

Toute infraction dûment constatée, indépendamment des sanctions pénales et de la réparation du dommage éventuel, sera assortie des pénalités suivantes :
- pour toute violation des dispositions du présent texte, notamment usage de l'eau non conforme et cession d'eau à un tiers : deux fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- pour fraude, rupture frauduleuse du plombage des appareillages : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit,
- pour dégradation par malveillance des installations affectées au Client ou défaut de protection des réseaux collectifs SCP : quatre fois la valeur de la redevance annuelle de débit.

En cas de récidive, les pénalités ci-dessus sont doublées. Ces infractions pourront entraîner la résiliation, de plein droit et sans intervention judiciaire, du contrat par la SCP, ou la suppression de la fourniture de l'eau à titre temporaire.

# 3 - CONTRAT ET TARIFS

## 30 - Établissement du contrat

La signature d'un contrat est la condition préalable à toute fourniture d'eau. Il peut inclure plusieurs postes de livraison précisant pour chacun les débits souscrits.

### 30.1 - Durée du contrat

Le contrat prend effet à la date de sa signature par les parties.
Le contrat est conclu pour une période d'une durée minimum de cinq ou dix années. La date d'expiration du contrat est fixée au plus tôt au 31 décembre de la cinquième ou de la dixième année suivant celle de la mise à disposition de l'eau.
Après cette période, le contrat est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes égales à la première sauf conditions particulières ou dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec préavis d'un an avant la date d'expiration du contrat.

### 30.2 - Débit souscrit au contrat

Le contrat précise les débits souscrits par type de fourniture à chaque poste de livraison et par unité entière de débit.
Chaque débit souscrit est attaché à un seul poste de livraison. Pour chaque poste, le Client peut ajuster les débits souscrits à la baisse pendant la durée du contrat. Pour un contrat de dix ans, le cumul des ajustements à la baisse effectués sur la durée du contrat pourra au plus représenter vingt pour cent de la somme des débits souscrits en annuel et saisonnier à la date de prise d'effet du contrat ou de sa reconduction. Pour les contrats d'une durée de cinq ans, le cumul pourra au plus représenter dix pour cent de cette somme.
Le Client peut également transférer en saisonnier ou annuel des débits souscrits en secours, et en annuel des débits souscrits en saisonnier. Les augmentations de débit sont acceptées par la SCP dans la limite de la capacité de transport de ses ouvrages. Le Client doit informer la SCP des ajustements de ses souscriptions avant le 31 décembre de l'année précédente pour les débits qu'il souhaite réduire, et au plus tard le 31 mars de l'année en cours dans tout autre cas. Des modifications en hausse du débit souscrit en saisonnier pourront être acceptées au-delà de cette date dans la limite de dix pour cent des débits précédemment souscrits en annuel et saisonnier. Toute augmentation de débit postérieure au 31 mars, au-delà de la limite des dix pour cent exprimée ci-dessus, relève des conditions pour « fournitures imprévues » définies au Titre 5.
Les modifications du contrat prennent effet au 1er janvier de l'année en cours.

### 30.3 - Conditions applicables au contrat

Des conditions spéciales peuvent compléter les présentes conditions générales, notamment si l'eau desservie fait l'objet d'un traitement préalable. Des clauses particulières peuvent également figurer au contrat. Ces conditions particulières prévalent sur les conditions générales.

### 30.4 - Règlement des litiges

Préalablement à toute saisine éventuelle des juridictions compétentes, les parties s'engagent à se rencontrer, à l'initiative de la partie la plus diligente. Elles peuvent décider de choisir, d'un commun accord, un conciliateur afin de régler leur différend. A défaut, et après constatation du différend par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie la plus diligente saisira le Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence auprès duquel il est fait élection.

### 30.5 - Confidentialité des données personnelles

Conformément à la loi 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles traitées le concernant. Les données personnelles que le Client pourrait communiquer à la SCP sont destinées à son seul usage, la SCP est responsable de leur traitement et de leur conservation. Le Client peut exercer ce droit d'accès et de rectification en justifiant de son identité, en contactant à tout moment la SCP aux coordonnées du responsable des données personnelles figurant sur le site internet de la SCP.

## 31 - Réalisation et modification du raccordement

### 31.1 - Raccordement

Le raccordement du Client à partir des ouvrages de la SCP, jusque et y compris le poste de livraison, est exécuté par la SCP aux frais du Client.
La SCP présente au Client un devis. Ce devis est accepté et réglé par le Client préalablement à l'exécution des travaux. Les installations construites deviennent, jusques et y compris le poste de livraison, la propriété exclusive de la SCP, dans le cadre du patrimoine concédé. Elle en assure l'entretien et l'exploitation. Les conditions de raccordement doivent assurer la protection du réseau collectif de la SCP telle qu'explicitée à l'article 20.7.

### 31.2 - Modifications du raccordement

Le Client s'interdit d'apporter lui-même une quelconque modification aux installations de la SCP. Les modifications du raccordement demandées par le Client et acceptées par la SCP sont exécutées par cette dernière aux frais du demandeur. Elles font l'objet d'un devis qui est présenté au Client pour acceptation. La modification du raccordement ne peut intervenir qu'après acceptation et paiement par le Client.

## 32 - Tarifs

### 32.1 - Tarifs par types de fourniture

A chacun des types de fourniture définis à l'article 12 correspond un tarif :
- le tarif normal,
- le tarif saisonnier,
- le tarif secours.

La fourniture annuelle peut par ailleurs être associée à un tarif adapté lorsqu'une convention est passée avec le Client pour tenir compte de la fourniture d'une ressource en eau et, où d'une adduction ou encore de la mise en place d'une gestion coordonnée de ressources en eau.

### 2.2 - Zones tarifaires

es tarifs du service de l'eau sont définis par zones géographiques, nommées zones rifaires « 1 », « 2 » et « 3 ». La commune d'implantation du poste de livraison du Client étermine la zone tarifaire appliquée (voir la « liste des communes par zone tarifaire »).

### 2.3 - Structure des tarifs

es tarifs des « Eaux Urbaines » comprennent trois ou, s'il y a lieu, quatre termes :
une redevance annuelle de débit proportionnelle au débit souscrit par le Client,
une redevance de consommation hors pointe, proportionnelle au nombre de mètres ubes d'eau consommés en période hors pointe,
une redevance de consommation en pointe, proportionnelle au nombre de mètres ubes d'eau consommés en période de pointe,
une redevance pour pompage lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de elle-ci.

### 2.4 - Redevance annuelle de débit

our chacun des tarifs, la redevance annuelle de débit est le produit du débit souscrit ar le Client par la redevance de débit au litre/seconde de la zone tarifaire dont il relève.
our les tarifs associés à la fourniture annuelle, la redevance annuelle de débit ainsi alculée est pondérée par le Coefficient d'Utilisation des Ouvrages (C.U.O).
e CUO a pour objet d'inciter le Client à lisser sa consommation sur l'année. Il est calculé lon la formule :

$$\frac{75\,000}{\frac{V}{Q}+50\,000}$$

, où Q est le débit souscrit en normal en l/s et V la consommation annuelle du ient associée à ce débit, en m³. Le CUO est compris entre 0,92 pour la consommation nuelle maximum par litre/seconde (soit 31 536 mètres cubes) et 1,5 pour une nsommation nulle.

### 2.5 - Redevances proportionnelles à la consommation

consommation est facturée au mètre cube.

#### 2.5.1 - Périodes hors pointe et de pointe

période hors pointe s'étend du 1er janvier au 14 mai inclus et du 15 septembre au 31 cembre inclus. La période de pointe s'étend du 15 mai au 14 septembre inclus.

#### 2.5.2 - Franchise de consommation et coefficient de prélèvement pour le arif secours

souscription d'un débit de secours est assortie d'une franchise annuelle de nsommation fixée à trois cents mètres cubes par litre/seconde souscrit.
s redevances proportionnelles à la consommation du tarif secours sont modulées fonction des volumes consommés par les coefficients R1, R2 et R3 de prélèvements ivants :
R1 = 1 pour une consommation comprise entre 300 et 3 000 m³ par l/s souscrit,
R2 = 0,5 pour une consommation comprise entre 3 001 et 6 000 m³ par l/s souscrit,
R3 = 0,2 pour une consommation supérieure à 6 001 m³ par l/s souscrit.

### 2.6 - Redevance pour pompage

pour satisfaire à la garantie de débit assurée aux Clients, la SCP est contrainte d'effectuer relèvement des eaux par pompage, le prix du mètre cube est alors majoré d'une devance dite de pompage, calculée suivant la formule :
005 x P x H dans laquelle :
P est le prix du kilowattheure, majoré des taxes et contributions en application, tel qu'il a défini au moment de la révision des barèmes par le tarif de fourniture d'électricité vigueur,
période de pointe, le prix du kilowattheure correspond à celui des heures pleines d'été,
période hors pointe, le prix du kilowattheure correspond aux heures pleines d'hiver,
H est la hauteur de pompage, exprimée en mètres.

## 4 - FACTURATION ET RÈGLEMENT DES REDEVANCES

### ) - Relève des consommations

SCP procède aux relevés de compteurs avec une périodicité adaptée aux types de urniture souscrits, au minimum mensuelle. Lorsque le contrat est souscrit pour plusieurs es de fourniture et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul mpteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de prélèvements ultanés de ces différentes fournitures seront répartis comme suit. Les volumes seront artis par tranches en affectant au tarif normal un volume maximal de 80 m³/j par litre/ conde souscrit en annuel. Le surplus éventuel sera affecté au tarif saisonnier dans la me limite de 80 m³/j par litre/seconde souscrit en saisonnier. Le volume résiduel sera ecté au tarif secours. Le calcul s'effectuera pour chaque période comprise entre deux evés successifs des appareils de comptage.
l'absence de précision sur les périodes de prélèvement, la durée d'utilisation du secours a réputée s'étendre de la date de la demande d'utilisation de cette fourniture au 31 cembre de l'année d'utilisation.

### - Facturation et règlement des redevances

#### 1 - Modalités de facturation des redevances

Client titulaire d'un contrat du service des « Eaux Urbaines » reçoit quatre factures an : trois factures d'acompte en janvier, juin et octobre de l'année n, puis une quatrième ture définitive en janvier de l'année n+1.
barèmes des redevances de débit et des redevances proportionnelles à la nsommation, utilisés pour la facturation, sont révisés chaque année suivant la formule révision des prix précisée à l'article 42. Ces barèmes annuels sont édités au début de née n.
PREMIÈRE FACTURE, émise au cours du mois de janvier de l'année n, correspond au lement d'un acompte représentant la première moitié des redevances annuelles de it dues au titre de l'année n.
DEUXIÈME FACTURE, émise entre le 15 mai et le 15 juin de l'année n, correspond au lement :
le la deuxième moitié des acomptes sur les redevances annuelles de débit dues au de l'année n ;
les redevances proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée entre la date du relevé effectué en décembre de l'année n-1 et le 14 mai de l'année n pour chaque type de fourniture.
LA TROISIÈME FACTURE, émise dans le courant du mois d'octobre de l'année n correspond au règlement des redevances proportionnelles à la consommation en période de pointe constatée du 15 mai de l'année n au 14 septembre de l'année n, pour chaque type de fourniture.
LA QUATRIÈME FACTURE, émise au début de l'année n+1, correspond au règlement :
› pour la fourniture annuelle : du solde de la redevance annuelle de débit de l'année n compte tenu du coefficient d'utilisation des ouvrages et déduction faite des acomptes versés.
› quel que soit le type de fourniture :
  › des montants des redevances annuelles proportionnelles à la consommation en période hors pointe constatée du 15 septembre jusqu'à la date du relevé effectué en décembre de l'année n pour chaque type de fourniture,
  › des montants des redevances de débit supplémentaires souscrits en cours d'année n et n'ayant pas fait l'objet d'une facturation préalable.

#### 41.2 - Modalités particulières de facturation pour les nouveaux postes de livraison

Pour les postes de livraison mis en service en cours d'année n, le montant des acomptes est facturé comme indiqué à l'article 41.1. Le montant des acomptes ainsi que la valeur de la redevance annuelle de débit sont déterminés pour les fournitures annuelles et de secours au prorata du temps restant à courir à partir de la date de mise à disposition des eaux jusqu'au 31 décembre. Pour la fourniture saisonnière, la redevance annuelle de débit est déterminée au prorata de la période de mise à disposition des débits saisonniers, à partir de la date de mise à disposition de l'eau. Pour les fournitures annuelles, les paramètres fixes du coefficient d'utilisation des ouvrages, pris en compte dans la facturation effectuée en janvier de l'année n+1, sont réduits au prorata du temps écoulé du 1er janvier de l'année n jusqu'à la date de mise à disposition de l'eau.

#### 41.3 - Délais de paiement des factures

Le délai maximum de paiement est de 30 jours suivant la date d'émission de la facture.
Le paiement des factures, dans le délai fixé ci-dessus, peut être effectué par prélèvement automatique ou virement bancaire ou postal.
À partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de huit points de pourcentage. En outre, tout retard de paiernent entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

#### 41.4 - Taxes et impôts

Les tarifs définis à l'article 32 s'entendent hors taxes.
Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont majorées, lors de la facturation, de la TVA et des charges fiscales ou redevances éventuellement applicables au service de l'eau. La SCP est notamment chargée de collecter, les redevances de l'Agence de l'Eau sur les prélèvements d'eau. Le montant facturé est proportionnel aux volumes d'eau prélevés, c'est-à-dire aux volumes effectivement livrés et affectés du coefficient de rendement des ouvrages.

#### 41.5 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Les factures sont établies au nom du Client. La SCP peut accepter de les établir à l'adresse d'un tiers désigné comme payeur par le Client. Les factures peuvent être envoyées au Client sous forme dématérialisée, à sa demande expresse et sous réserve que le Client ait transmis à la SCP les informations nécessaires. En cas de défaut de paiement, seul le Client, titulaire du contrat, demeure responsable du paiement des factures.

### 42 - Revision des redevances

Les redevances annuelles de débit et redevances de consommation varient chaque année en fonction des conditions économiques par application de la formule de révision définie ci- dessous. Les barèmes appliqués au 1er janvier de chaque année résulteront du produit des barèmes de référence par le coefficient de révision suivant.

#### 42.1 - Coefficient de révision

Il varie suivant la formule :

$$C = 0{,}15 + 0{,}5\left[0{,}25\frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_0} + 0{,}6\frac{TP10a_n}{TP10a_0}\right] + 0{,}5\left[0{,}25\frac{TP11_n}{TP11_0} + 0{,}6\frac{TP02_n}{TP02_0}\right]$$

dans laquelle :
› $TP02_n$, $TP10a_n$, $TP11_n$ sont les valeurs, au mois d'août de l'année précédant l'année de facturation, des indices nationaux de travaux publics publiés au BOCCRF concernant respectivement : les ouvrages d'art, les canalisations et adductions d'eau, les canalisations à grande distance,
› ICHT-$E_n$ est la valeur, au mois de juin de l'année précédant l'année de facturation, de l'indice du coût horaire du travail des salariés de la production et de la distribution d'eau publié par l'INSEE,
› $TP02_0$, $TP10a_0$, $TP11_0$ et ICHT-$E_0$ sont les valeurs de référence de ces mêmes indices en 2015, soit respectivement 106.2, 105.9, 101.4 et 111.4.
Les calculs sont arrondis au centième pour le prix des redevances et au cent-millième pour le prix des mètres cubes.

*42.2 - Barèmes de référence*

Les barèmes de référence sont les barèmes appliqués pour l'année 2016 :

| | | Valeurs de référence en euros hors taxes | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Zone tarifaire | Unités | Tarif Normal | Tarif Saisonnier | Tarif Secours |
| Redevance de débit | Zone 1 | € par l/s | 3599,91+6119,85/(Q-1) | 1799,96 | 1199,97 |
| | Zone 2 | € par l/s | 2211,40+3759,38/(Q-1) | 1105,70 | 737,13 |
| | Zone 3 | € par l/s | 469,77+798,61/(Q-1) | 234,89 | 156,59 |
| Redevance de consommation hors pointe | Zones 1, 2 et 3 | €/m³ | 0,11225 | 0,28063 | 0,56125 |
| Redevance de consommation en pointe | Zone 1 | €/m³ | 0,35242 | 0,88105 | 1,76210 |
| | Zone 2 | €/m³ | 0,25787 | 0,64468 | 1,28935 |
| | Zone 3 | €/m³ | 0,11869 | 0,29673 | 0,59345 |

Q est la valeur du débit souscrit en unité de litres par seconde.

*42.3 - Remplacement d'indices*

Dans l'hypothèse où ces indices ne seraient plus publiés, la SCP en substituerait de nouveaux en référence aux séries officiellement publiées et en relation directe avec l'objet du contrat. Cette substitution interviendrait sans changement de la structure, ni du niveau des tarifs et serait portée à la connaissance du Client qui, à défaut de manifestation contraire, sera réputé l'accepter.

## 5 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX FOURNITURES IMPRÉVUES

### 50 - Conditions de fourniture

Le Client ou son représentant, dûment mandaté, et plus largement toute collectivité ou établissement public ou privé qui en a besoin, peut demander à la SCP de délivrer pendant des périodes de temps limitées, des débits qui n'ont pas été souscrits contractuellement. Ces fournitures ont un caractère très exceptionnel et ne constituent pas une obligation pour la SCP qui les effectue en fonction des possibilités d'exploitation de ses ouvrages. Ces dessertes particulières devront obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite préalable, précisant l'acceptation des présentes conditions générales. Ce service sera immédiat si le raccordement le permet, ou s'effectuera dès son adaptation ou sa réalisation, dans la mesure toutefois où cette demande peut être techniquement satisfaite, sans perturber la desserte des autres Clients et le fonctionnement des ouvrages de la SCP.

### 51 - Durée d'application

La durée de mise à disposition de l'eau prendra fin au 31 décembre de l'année de la demande, sauf si celle-ci a eu lieu au cours du dernier trimestre, auquel cas la mise à disposition de l'eau sera prorogée au début de l'année suivante avec une durée totale de trois mois à partir de la demande.

### 52 - Mesure des consommations

Les débits et volumes délivrés sont réglés, contrôlés et mesurés à l'aide d'appareils équipant le poste de livraison ainsi qu'il est précisé à l'article 20.5. Toutefois, lorsque le Client est déjà titulaire d'un contrat du service de l'eau et dans le cas où le poste de livraison n'est équipé que d'un seul compteur totalisateur, les volumes délivrés pendant les périodes de fournitures imprévues seront calculés par différence entre le volume total prélevé et les volumes affectés aux autres fournitures, égaux à 86,4 m³ par jour et par litres/seconde souscrits.

### 53 - Tarif

Le service de l'eau, dans le cadre des fournitures imprévues, est facturé suivant un tarif comprenant :

- une redevance proportionnelle au débit délivré,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période hors pointe,
- une redevance proportionnelle au nombre de mètres cubes consommés en période de pointe,
- une redevance pour pompage, lorsque la livraison de l'eau exige un relèvement de celle-ci.

*53.1* - Le montant de la redevance de débit est égal à six fois le produit du débit maximum prélevé, exprimé en litre/seconde, par la valeur de la redevance de débit par litre/seconde applicable au tarif secours, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement du Client.

*53.2* - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période hors pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période hors pointe, sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

*53.3* - Les volumes consommés au titre des fournitures imprévues pendant la période de pointe sont facturés au mètre cube à un prix égal à celui du mètre cube applicable au tarif secours pour la période de pointe, correspondant à la zone tarifaire dont dépend le raccordement sans application du coefficient de prélèvement indiqué à l'article 32.5.2.

*53.4* - La redevance pour pompage est calculée dans les conditions définies à l'article 32.6.

### 54 - Facturation et règlement des redevances

*54.1* - Les clauses figurant au titre 4 « Facturation et règlement des redevances » sous les numéros d'articles 41.3, 41.4, et 42, s'appliquent aux fournitures faites pour les fournitures imprévues.

*54.2* - Ce service fera l'objet de facturations périodiques au tarif « fournitures imprévues » (voir article 53).

La première facture comprend au minimum la redevance de débit en sus des volumes déjà consommés.

## 6 - CONDITIONS D'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

### 6.1 - Prise d'effet

Les présentes conditions générales sont applicables au 1er janvier 2018, les dispositions antérieurement en vigueur, non reprises dans ce document se trouvant purement et simplement annulées. La SCP peut à tout moment modifier les présentes conditions générales, notamment à l'occasion de l'évolution des dispositions réglementaires. Ces modifications ultérieures entreront en vigueur au minimum un mois après avoir été portées à la connaissance du Client. Le Client pourra user de son droit de résiliation dans un délai de trois mois, la résiliation ayant lieu dans ces conditions sans pénalités de part et d'autre. Ces dispositions ne sont pas applicables aux modifications contractuelles imposées par la loi.

### 6.2 - Nullité partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales de vente sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et toute leur portée. Les parties conviennent alors de remplacer la clause nulle ou non valide par une clause qui se rapprochera le plus, dans son contenu, de la clause initialement arrêtée.

## LISTE DES COMMUNES PAR ZONE TARIFAIRE

### Zone 1

Allauch, Aubagne, Bagnols-en-Forêt, Bandol, Bargemon, Berre-l'Etang, Bormes-les-Mimosas, Callas, Callian, Carnoules, Carnoux-en-Provence, Carqueiranne, Carry-le-Rouet, Cassis, Cavalaire-sur-Mer, Ceyreste, Châteaudouble, Châteauneuf-les-Martigues, Claviers, Cogolin, Collobrières, Cornillon-Confoux, Coudoux, Cuers, Draguignan, Ensuès-la-Redonne, Evenos, Figanières, Fos-sur-Mer, Fréjus, Gassin, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, Grimaud, Hyères, Istres, La Cadière-d'Azur, La Ciotat, La Crau, La Croix-Valmer, La Fare-les-Oliviers, La Farlède, La Garde, La Londe-les-Maures, La Mole, La Motte, La Penne-sur-Huveaune, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var, Lançon-de-Provence, Le Beausset, Le Castellet, Le Lavandou, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Le Rove, Les Adrets-de-l'Esterel, Les Pennes-Mirabeau, Marignane, Marseille, Martigues, Miramas, Montauroux, Montferrat, Ollioules, Pierrefeu-du-Var, Plan-de-Cuques, Plan-de-la-Tour, Port-de-Bouc, Puget-sur-Argens, Puget-Ville, Ramatuelle, Rayol-Canadel-sur-Mer, Rognac, Roquebrune-sur-Argens, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Chamas, Saint-Cyr-sur-Mer, Sainte-Maxime, Saint-Mandrier-sur-Mer, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Raphaël, Saint-Victoret, Sanary-sur-Mer, Sausset-les-Pins, Six-Fours-les-Plages, Sollies-Pont, Sollies-Ville, Tourrettes, Velaux, Ventabren, Vitrolles.

### Zone 2

Aix-en-Provence, Auriol, Barjols, Beaurecueil, Belcodène, Belgentier, Besse-sur-Issole, Bouc-Bel-Air, Bras, Brignoles, Brue-Auriac, Cabasse, Cabriès, Cadolive, Camps-la-Source, Châteauneuf-le-Rouge, Charleval, Cuges-les-Pins, Eguilles, Flassans-sur-Issole, Flayosc, Forcalqueiret, Fuveau, Gardanne, Garéoult, Gonfaron, Gréasque, La Barben, La Bouilladisse, La Celle, La Destrousse, La Garde-Freinet, La Roquebrussanne, La Roque-d'Anthéron, Lambesc, Le Cannet-des-Maures, Le Luc, Le Muy, Le Puy-Sainte-Réparade, Le Tholonet, Le Thoronet, Le Val, Les Arcs, Les Mayons, Lorgues, Mazaugues, Méounes-les-Montrieux, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Nans-les-Pins, Néoules, Ollières, Pélissanne, Peynier, Peypin, Pignans, Plan-d'Aups-Sainte-Baume, Pourcieux, Pourrières, Puyloubier, Riboux, Rocbaron, Rognes, Roquevaire, Rougiers, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Sainte-Anastasie-sur-Issole, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, Seillons-Source-d'Argens, Septèmes-les-Vallons, Signes, Simiane-Collongue, Solliès-Toucas, Taradeau, Tourves, Trets, Vauvenargues, Venelles, Vernègues, Vidauban, Vins-sur-Caramy.

### Zone 3

Artigues, Esparron-de-Pallières, Ginasservis, Gréoux-Les-Bains, Jouques, La Verdière, Montmeyan, Peyrolles-en-Provence, Rians, Saint-Julien-le-Montagnier, Régusse, Saint-Martin, Saint-Paul-lez-Durance, Vinon-sur-Verdon.

Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale
Le Tholonet - CS 70064 - 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 - www.canal-de-provence.com
Centre Service Clients - Tél : 0969 390 900 (N° Cristal : appel non surtaxé) - Email : csc@canal-de-provence.com
Société Anonyme d'Économie Mixte au Capital de 3 762 800 € - 057 813 131 R.C.S Aix-en-Provence FR10 057 813 131



Imprimé sur papier certifié FSC. La marque de gestion forestière responsable. CG25 / Octobre 2017 - Enregistré à S.I.E D'Aix-en-Provence NORD le 03 octobre 2017 Bordereau n° 2017/745 case n° 37

**ANNEXE 7**

# DESCRIPTION DE LA PRISE D'EAU

**Situation vue en plan :**




EXTRAIT DES ORTHOPHOTOPLANS NUMERISES AU 1/2 500

Légende

Arrivée d'eau au niveau de la station de Prés-Combaux

Prise d'eau dans le Canal EDF

## Planche photographique des ouvrages :

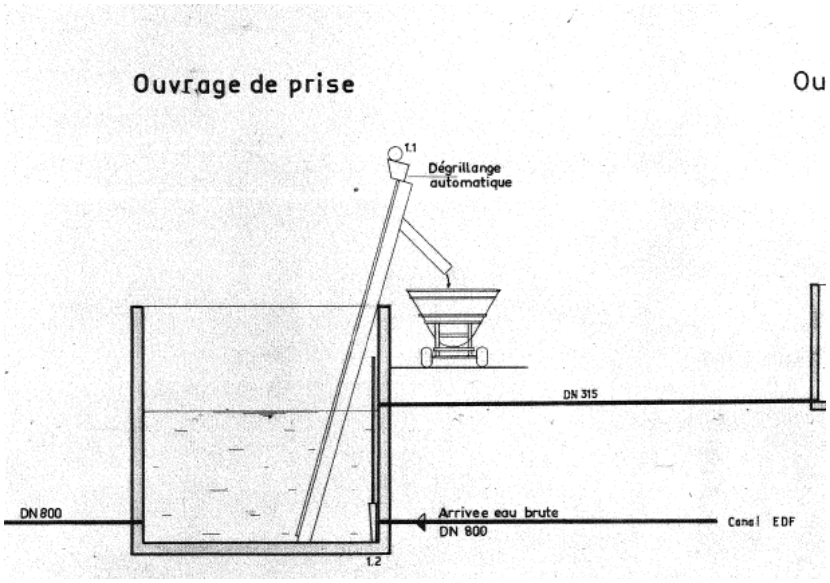









## Extrait plan DOE du 04/10/1979



ANNEXE 8

# DOCUMENT SECURITE TIERS :

| RISQUES A PREVOIR | MESURES ENVISAGEES |
|---|---|
| **Lors du fonctionnement des ouvrages (1) :** | A proximité du canal : risque de noyade (Pas d'intervention sur les berges sans autorisation EDF) |
| **En cas de crue (1) :** | Sans objet |
| **Lors d'un fonctionnement particulier des ouvrages exploités par EDF (déclenchement, chasses...) (1)** | En cas de vidange du canal EDF, la bache ne sera plus alimenté. (Une information préalable du bénéficiaire sera réalisée |
| **Autres risques (hors exploitation)** | Sans objet |
| **Risques liés à l'activité du tiers (2)** | Sans objet |

Date et signature : 10/11/2021

EDF

Loïc MALLEGOL
Resp GUSTAVE Tulle
EDF HYDRO NEO

Le Bénéficiaire

JEAN-PIERRE CARETTE
Directeur Eau Du Viaduc

Nathanaël Rocci
SAUR

(1) : rédigé par l'exploitation

(2) : rédigé par Le Contractant

# X. Annexe 10 : Détail des coûts pour la prise d'eau du canal EDF et le champ captant Mont d'Or – Durance

PROVISOIRE

*Tableau 1 : Détail des coûts pour le champ captant Mont d'Or - Durance*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Evaluation des coûts de la mise en place des périmètres de protection de prélèvements d'eau potable** | | | | |
| Captage du champ captant de Manosque | | | | |
| **Mise en conformité - proposée par hydrogéologue agréé et visée par l'A.R.S.** | | | | |
| | | | | |
| ***1.1- PPI*** | | | | |
| Frais de mise en place de la convention | 1 | forfait | 500,00 € | 500,00 € |
| Mise en place d'une clôture réglementaire (piquets acacia 2,5 mètres de hauteur reliés par grillage soudé rempard lourd et contrefiche aux angles tous les 100 m) | **535** | ml | 110,00 € | 58 850,00 € |
| | | | **SOUS TOTAL 1** | **59 350,00 €** |
| | | | | |
| ***1.2- PPR*** | | | | |
| Réalisation d'un plan de communication pour la prise en compte des mesures auprès des exploitants de carrière et d'ICPE dans le PPR | *1* | forfait | 3 000,00 € | 3 000,00 € |
| Réalisation d'un plan de communication auprès des agriculteurs pour la prise en compte des mesures agricoles | *1* | forfait | 3 000,00 € | 3 000,00 € |
| Accompagnement AMO environnemental : ménagements routiers D907 et autoroute | *1* | forfait | 35 000,00 € | 35 000,00 € |
| Signalisation | *1* | forfait | 2 500,00 € | 2 500,00 € |
| Etude Inventaire des cavités connues avec visites et diagnostic | *0* | forfait | 3 900,00 € | - € |
| | | | **SOUS TOTAL 2** | **43 500,00 €** |
| | | | | |
| | | | **SOUS TOTAL HT** | **102 850,00 €** |
| * Pour les travaux, le coût est compté en HT car dans le cas d'investissement la collectivité peut récupérer la TVA | | | | |
| | | | | |
| **TOTAL MISE EN CONFORMITE** | | | **Prix** | **102 850,00 €** |

*Tableau 2 : Détail des coûts pour la prise d'eau du canal EDF*

| Evaluation des coûts de la mise en place des périmètres de protection de prélèvements d'eau potable | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Prise d'eau du canal EDF | | | | |
| **Mise en conformité - proposée par hydrogéologue agréé et visée par l'A.R.S.** | | | | |
| | | | | |
| ***2.1- PPI*** | | | | |
| Frais de Notaire | 1 | forfait | 500,00 € | 500,00 € |
| Mise en place d'une clôture réglementaire ( piquets acacia 2,5 mètres de hauteur reliés par grillage soudé rempard lourd et contrefiche aux angles tous les 100 m) | **185** | ml | 110,00 € | 20 350,00 € |
| | | | **SOUS TOTAL 1** | **20 850,00 €** |
| | | | | |
| ***2.2- PPR*** | | | | |
| Réalisation d'un plan de communication pour la prise en compte des mesures auprès des exploitants de carrière et d'ICPE dans le PPR | *1* | forfait | 5 000,00 € | 5 000,00 € |
| Réalisation d'un plan de communication auprès des agriculteurs pour la prise en compte des mesures agricoles | *1* | forfait | 3 000,00 € | 3 000,00 € |
| Accompagnement AMO environnemental : ménagements routiers D907 et autoroute | *1* | forfait | 15 000,00 € | 15 000,00 € |
| | | | **SOUS TOTAL 2** | **23 000,00 €** |
| | | | | |
| ***2.3- PPE*** | | | | |
| Réalisation d'un plan de communication pour la prise en compte des mesures auprès des entreprises bordant le canal le long du PPE | *1* | forfait | 3 000,00 € | 3 000,00 € |
| | | | **SOUS TOTAL 3** | **3 000,00 €** |
| | | | | |
| | | | **SOUS TOTAL HT** | **46 850,00 €** |
| * Pour les travaux, le coût est compté en HT car dans le cas d'investissement la collectivité peut récupérer la TVA | | | | |
| | | | | |
| **TOTAL MISE EN CONFORMITE** | | | **Prix** | **46 850,00 €** |

# XI. Annexe 11 : Analyses réglementaires de la qualité des eaux brutes

**RP – DUP-1 du 25/09/2023 (refoulement des puits du champ captant)**

**RP – RPTYP du 04/04/2023 (refoulement des puits du champ captant)**

**RS – DUP-1 du 02/10/2023 (prise canal EDF de Prés Combaux)**

**RS – RSSC du 02/10/2023 (prise canal EDF de Prés Combaux)**

PROVISOIRE

Edité le : 05/10/2023

Rapport d'analyse Page 1 / 4

AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

DELEGATION TERRITORIALE DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
SERVICE SANTE ENVIRONNEMENT - RUE PASTEUR
BP 229
04013 DIGNE LES BAINS CEDEX

**Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 4 pages.**
**La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.**
**L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.**
**Les paramètres sous-traités sont identifiés par (*).**

**Identification dossier :** LSE23-158568
**Identification échantillon :** **LSE2309-56966** **Analyse demandée par : ARS DT DE HAUTE PROVENCE**
**Nature:** Eau de ressource souterraine
**Point de Surveillance :** REFOULEMENT DES PUITS DU CHAMP CAPTANT **Code PSV : 0000000670**
**Localisation exacte :** ROBINET DE PRISE D'ECHANTILLON
**Dept et commune :** **4 MANOSQUE**
**Coordonnées GPS du point (x,y)** **X :** 43,8028713100 **Y :** 5,8228789500
**UGE :** 0114 - MANOSQUE
**Type d'eau :** B - EAU BRUTE SOUTERRAINE
**Type de visite :** RP **Type Analyse :** DUP-1 **Motif du prélèvement :** CS
**Nom de l'exploitant :** S.A.U.R. FRANCE PROVENCE-ALPES
TRAVERSES DES MÉTIERS
Z.I.ST-JOSEPH
04100 MANOSQUE
**Nom de l'installation :** CHAMP CAPTANT DU MONT D'OR - DURANC **Type** : CAP **Code** : 000600
**Prélèvement :** Prélevé le 25/09/2023 à 09h28 Réception au laboratoire le 25/09/2023
Prélevé et mesuré sur le terrain par CARSO LSEHL / OUTRE Killian
Prélèvement accrédité selon FD T 90-520 et NF EN ISO 19458 pour les eaux de consommation humaine
Flaconnage CARSO-LSEHL

**Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire. Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.**
**Le laboratoire n'est pas responsable de la validité des informations transmises par le client qui sont antérieures à l'heure et la date de prélèvement.**

Date de début d'analyse le 25/09/2023

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | COFRAC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Volume d'eau filtré | 04DUP-1* | 100 | Litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | | | | |
| **Mesures sur le terrain** | | | | | | | | | |

.../...

**Edité le** : 05/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2309-56966
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aspect de l'eau | 04DUP-1* | 0 | - | Analyse qualitative | | | | | |
| Couleur de l'eau | 04DUP-1* | 0 | - | Analyse qualitative | | | | | |
| Température de l'eau | 04DUP-1* | 19.2 | °C | Méthode à la sonde | Méthode interne M_EZ008 v3 | 0 | | | # |
| pH sur le terrain | 04DUP-1* | 7.5 | - | Electrochimie | NF EN ISO 10523 | 1.0 | | | # |
| Conductivité brute à 25°C sur le terrain | 04DUP-1* | 568 | µS/cm | Méthode à la sonde | NF EN 27888 | 10 | | | # |
| Chlore libre sur le terrain | 04DUP-1* | <0.03 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| Chlore total sur le terrain | 04DUP-1* | <0.03 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| **Analyses microbiologiques** | | | | | | | | | |
| Microorganismes aérobies à 36°C réalisé à Marseille | 04DUP-1* | < 1 | UFC/ml | Incorporation | NF EN ISO 6222 | 1 | | | # |
| Microorganismes aérobies à 22°C réalisé à Marseille | 04DUP-1* | < 1 | UFC/ml | Incorporation | NF EN ISO 6222 | 1 | | | # |
| Bactéries coliformes réalisé à Marseille | 04DUP-1* | < 1 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | | | # |
| Escherichia coli réalisé à Marseille | 04DUP-1* | < 1 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | 20000 | | # |
| Entérocoques (Streptocoques fécaux) réalisé à Marseille | 04DUP-1* | < 1 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 7899-2 | 1 | 10000 | | # |
| Anaérobies sulfito-réducteurs (spores) réalisé à Marseille | 04DUP-1* | < 1 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN 26461-2 | 1 | | | # |
| ***Analyses parasitologiques*** | | | | | | | | | |
| Oocystes de Cryptosporidium totaux | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| dont Oocystes de Cryptosporidium intègres | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| Kystes de Giardia totaux | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| dont Kystes de Giardia intègres | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| **Caractéristiques organoleptiques** | | | | | | | | | |
| Odeur | 04DUP-1* | Néant | - | Méthode qualitative | | | | | |
| Saveur | 04DUP-1* | Néant | - | Méthode qualitative | | | | | |
| Turbidité | 04DUP-1* | 0.12 | NFU | Néphélométrie | NF EN ISO 7027-1 | 0.10 | | | # |
| **Analyses physicochimiques** | | | | | | | | | |
| ***Analyses physicochimiques de base*** | | | | | | | | | |
| Conductivité électrique brute à 25°C | 04DUP-1* | 557 | µS/cm | Conductimétrie | NF EN 27888 | 50 | | | # |
| Indice phénol | 04DUP-1* | < 0.010 | mg/l | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 14402 | 0.010 | | | # |
| Tensioactifs anioniques (indice SABM) | 04DUP-1* | < 0.05 | mg/l LS | Spectrophotométrie | NF EN 903 | 0.05 | | | # |
| Cyanures totaux (indice cyanure) | 04DUP-1* | < 10 | µg/l CN- | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 14403-2 | 10 | 50 | | # |
| ***Cations*** | | | | | | | | | |
| Potassium dissous | 04DUP-1* | 1.4 | mg/l K+ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.1 | | | # |
| ***Métaux*** | | | | | | | | | |
| Aluminium total | 04DUP-1* | < 10 | µg/l Al | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Chrome total | 04DUP-1* | < 5 | µg/l Cr | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 5 | 50 | | # |

.../...

Edité le : 05/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2309-56966
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fer total | 04DUP-1* | < 10 | µg/l Fe | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Plomb total | 04DUP-1* | < 2 | µg/l Pb | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 50 | | # |
| Baryum total | 04DUP-1* | 0.058 | mg/l Ba | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Cuivre total | 04DUP-1* | < 0.010 | mg/l Cu | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Zinc total | 04DUP-1* | 0.021 | mg/l Zn | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Mercure total | 04DUP-1* | < 0.01 | µg/l Hg | Fluorescence après minéralisation bromure-bromate | Méthode interne M_EM156 | 0.01 | 1.0 | | # |
| **COV : composés organiques volatils** | | | | | | | | | |
| ***BTEX*** | | | | | | | | | |
| Benzène | 04DUP-1* | < 0.5 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 11423-1 | 0.5 | | | # |
| ***Solvants organohalogénés*** | | | | | | | | | |
| 1,2-dichloroéthane | 04DUP-1* | < 0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | # |
| Chlorure de vinyle | 04DUP-1* | < 0.004 | µg/l | Purge and Trap /GC/MS | Méthode interne M_ET105 | 0.004 | | | # |
| **HAP : Hydrocarbures aromatiques polycycliques** | | | | | | | | | |
| ***HAP*** | | | | | | | | | |
| Benzo (b) fluoranthène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Benzo (k) fluoranthène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Benzo (a) pyrène | 04DUP-1* | < 0.0001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0001 | | | # |
| Benzo (ghi) pérylène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Indéno (1,2,3 cd) pyrène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Fluoranthène | 04DUP-1* | < 0.001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.001 | | | # |
| Somme des 4 HAP quantifiés | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | |
| Somme des 6 HAP quantifiés | 04DUP-1* | < 0.0001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0001 | 1 | | |
| **Composés divers** | | | | | | | | | |
| ***Divers*** | | | | | | | | | |
| Acrylamide | 04DUP-1* | < 0.1 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET130 | 0.1 | | | # |
| **Radioactivité : l'activité est comparée à la limite de détection** | | | | | | | | | |
| Radon 222 | 04DUP-1* | 5.4 | Bq/l | Spectrométrie gamma | NF EN ISO 13164-1:2020 et -2:2020 | | | 100 | # |
| Radon 222 : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 1.9 | Bq/l | Spectrométrie gamma | NF EN ISO 13164-1:2020 et -2:2020 | | | | # |
| Activité alpha globale | 04DUP-1* | 0.06 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.03 | | 0.1 | # |
| activité alpha globale : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 0.03 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.03 | | | # |
| Activité béta globale | 04DUP-1* | 0.11 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.05 | | 1 | # |
| Activité béta globale : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 0.04 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.04 | | | # |
| Potassium 40 | 04DUP-1* | 0.044 | Bq/l | Calcul à partir de K | | | | | |
| Potassium 40 : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 0.004 | Bq/l | Calcul à partir de K | | | | | |
| Activité béta globale résiduelle | 04DUP-1* | 0.071 | Bq/l | Calcul | | | | 1 | |

.../...

Edité le : 05/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2309-56966
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Activité béta globale résiduelle : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 0.026 | Bq/l | Calcul | | | | | |
| Tritium | 04DUP-1* | < 10 | Bq/l | Scintillation liquide | NF EN ISO 9698:2019 | 10 | | 100 | # |
| Tritium : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | - | Bq/l | Scintillation liquide | NF EN ISO 9698:2019 | - | | | # |
| Dose indicative | 04DUP-1* | < 0.1 | mSv/an | Interprétation | | | | 0.1 | |

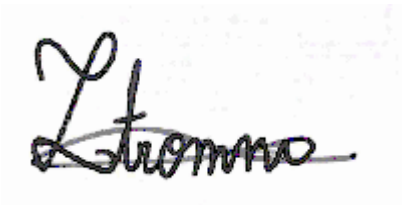
**04DUP-1*** ANALYSE (DUP-1) COMPLEMENT A RPTYP (ARS04-2021)

Rn222 : activité à la date de prélèvement

**Si certains paramètres soumis à des seuils de conformité ne sont pas couverts par l'accréditation alors la déclaration de conformité n'est pas couverte par l'accréditation.**

Les résultats sont rendus en prenant en compte les matières en suspension (MES) sauf quand la filtration est indiquée dans les normes analytiques.
Afin de maintenir l'accréditation, le laboratoire peut s'appuyer de manière exceptionnelle sur une étude de stabilité interne pour certains paramètres physico-chimiques.

Lisa TROMMENSCHLAGER
Ingénieure de Laboratoire



Edité le : 02/05/2023

Rapport d'analyse Page 1 / 9

AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

DELEGATION TERRITORIALE DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
SERVICE SANTE ENVIRONNEMENT - RUE PASTEUR
BP 229
04013 DIGNE LES BAINS CEDEX

**Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 9 pages.**
**La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.**
**L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.**
**Les paramètres sous-traités sont identifiés par (*).**

**Identification dossier :** LSE23-47815
**Identification échantillon :** **LSE2304-16156-1** **Analyse demandée par : ARS DT DE HAUTE PROVENCE**
**Nature:** Eau de ressource souterraine
**Point de Surveillance :** REFOULEMENT DES PUITS DU CHAMP CAPTANT **Code PSV : 0000000670**
**Localisation exacte :** ROBINET DE PRISE D'ECHANTILLON
**Dept et commune :** **4 MANOSQUE**
**Coordonnées GPS du point (x,y)** **X :** 43,8049444600 **Y :** 5,8218647000
**UGE :** 0114 - MANOSQUE
**Type d'eau :** B - EAU BRUTE SOUTERRAINE
**Type de visite :** RP **Type Analyse :** RPTYP **Motif du prélèvement :** CS
**Nom de l'exploitant :** S.A.U.R. FRANCE PROVENCE-ALPES
TRAVERSES DES MÉTIERS
Z.I.ST-JOSEPH
04100 MANOSQUE
**Nom de l'installation :** CHAMP CAPTANT DU MONT D'OR - DURANC **Type** : CAP **Code** : 000600
**Prélèvement :** Prélevé le 04/04/2023 à 11h20 Réception au laboratoire le 04/04/2023
Prélevé et mesuré sur le terrain par CARSO LSEHL / DELVAL Antoine
Prélèvement accrédité selon FD T 90-520 et NF EN ISO 19458 pour les eaux de consommation humaine
Flaconnage CARSO-LSEHL

**Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire. Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.**
**Le laboratoire n'est pas responsable de la validité des informations transmises par le client qui sont antérieures à l'heure et la date de prélèvement.**

Date de début d'analyse le 04/04/2023

| Paramètres analytiques | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | COFRAC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures sur le terrain** | | | | | | | | |

.../...

Edité le : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aspect de l'eau | 04RPTYP> | 0 | - | Analyse qualitative | | | | | |
| Température de l'eau | 04RPTYP> | 13.2 | °C | Méthode à la sonde | Méthode interne M_EZ008 v3 | 0 | | | # |
| pH sur le terrain | 04RPTYP> | 7.7 | - | Electrochimie | NF EN ISO 10523 | 1 | | | # |
| Conductivité brute à 25°C sur le terrain | 04RPTYP> | 625 | µS/cm | Méthode à la sonde | NF EN 27888 | 2 | | | # |
| Oxygène dissous | 04RPTYP> | 7.3 | mg/l O2 | Méthode LDO | Méthode interne M_EZ014 | 0.1 | | | # |
| Taux de saturation en oxygène sur le terrain | 04RPTYP> | 72.2 | % | Méthode LDO | Méthode interne M_EZ014 | 1 | | | |
| Chlore libre sur le terrain | 04RPTYP> | <0.03 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| Chlore total sur le terrain | 04RPTYP> | <0.03 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| **Analyses microbiologiques** | | | | | | | | | |
| Escherichia coli réalisé à Marseille | 04RPTYP> | < 1 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | 20000 | | # |
| Entérocoques (Streptocoques fécaux) réalisé à Marseille | 04RPTYP> | < 1 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 7899-2 | 1 | 10000 | | # |
| **Caractéristiques organoleptiques** | | | | | | | | | |
| Odeur | 04RPTYP> | Néant | - | Méthode qualitative | | | | | |
| Couleur | 04RPTYP> | 0 | - | Qualitative | | | | | |
| Turbidité | 04RPTYP> | < 0.10 | NFU | Néphélométrie | NF EN ISO 7027-1 | 0.10 | | | # |
| **Analyses physicochimiques** | | | | | | | | | |
| ***Analyses physicochimiques de base*** | | | | | | | | | |
| Phosphore total | 04RPTYP> | <0.023 | mg/l P2O5 | Minéralisation et spectrophotométrie (Ganimède) | Méthode interne M_J053 | 0.022 | | | # |
| Indice hydrocarbures (C10-C40) | 04RPTYP> | < 0.1 | mg/l | GC/FID | NF EN ISO 9377-2 | 0.1 | 1 | | # |
| TA (Titre alcalimétrique) | 04RPTYP> | 0.00 | ° f | Potentiométrie | NF EN ISO 9963-1 | | | | # |
| TAC (Titre alcalimétrique complet) | 04RPTYP> | 17.90 | ° f | Potentiométrie | NF EN ISO 9963-1 | | | | # |
| Carbone organique total (COT) | 04RPTYP> | 0.32 | mg/l C | Oxydation par voie humide et IR | NF EN 1484 | 0.2 | 10 | | # |
| Fluorures | 04RPTYP> | 0.12 | mg/l F- | Chromatographie ionique | NF EN ISO 10304-1 | 0.05 | | | # |
| ***Equilibre calcocarbonique*** | | | | | | | | | |
| pH à l'équilibre | 04RPTYP> | 7.60 | - | Calcul | Méthode Legrand et Poirier | | | | |
| Equilibre calcocarbonique (5 classes) | 04RPTYP> | à l équilibre | - | Calcul | Méthode Legrand et Poirier | | | | |
| ***Cations*** | | | | | | | | | |
| Calcium dissous | 04RPTYP> | 85.0 | mg/l Ca++ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.1 | | | # |
| Magnésium dissous | 04RPTYP> | 14.4 | mg/l Mg++ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.05 | | | # |
| Sodium dissous | 04RPTYP> | 18.8 | mg/l Na+ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.2 | 200 | | # |
| Potassium dissous | 04RPTYP> | 1.5 | mg/l K+ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.1 | | | # |
| Ammonium | | < 0.05 | mg/l NH4+ | Spectrophotométrie automatisée | Méthode interne M_J077 | 0.05 | 4 | | # |
| ***Anions*** | | | | | | | | | |
| Chlorures | 04RPTYP> | 28 | mg/l Cl- | Chromatographie ionique | NF EN ISO 10304-1 | 0.1 | 200 | | # |
| Sulfates | 04RPTYP> | 110 | mg/l SO4-- | Chromatographie ionique | NF EN ISO 10304-1 | 0.2 | 250 | | # |
| Nitrates | 04RPTYP> | 3.5 | mg/l NO3- | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 13395 | 0.5 | 100 | | # |
| Nitrites | 04RPTYP> | < 0.02 | mg/l NO2- | Spectrophotométrie | NF EN 26777 | 0.02 | | | # |

.../...

Edité le : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Silicates dissous | 04RPTYP> | 6.1 | mg/l SiO2 | Spectrophotométrie automatisée | Méthode interne M_J069 | 0.05 | | | # |
| Carbonates | 04RPTYP> | 0 | mg/l CO3-- | Potentiométrie | NF EN ISO 9963-1 | 0 | | | # |
| Bicarbonates | 04RPTYP> | 218.0 | mg/l HCO3- | Potentiométrie | NF EN ISO 9963-1 | 6.1 | | | # |
| ***Métaux*** | | | | | | | | | |
| Arsenic total | 04RPTYP> | < 2 | µg/l As | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 100 | | # |
| Fer dissous | 04RPTYP> | < 10 | µg/l Fe | ICP/MS après filtration | ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Manganèse total | 04RPTYP> | < 10 | µg/l Mn | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Nickel total | 04RPTYP> | < 5 | µg/l Ni | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 5 | 20 | | # |
| Cadmium total | 04RPTYP> | < 1 | µg/l Cd | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 1 | 5 | | # |
| Bore total | 04RPTYP> | 0.029 | mg/l B | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | 1.5 | | # |
| Antimoine total | 04RPTYP> | < 1 | µg/l Sb | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 1 | | | # |
| Sélénium total | 04RPTYP> | < 2 | µg/l Se | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 20 | | # |
| **COV : composés organiques volatils** | | | | | | | | | |
| ***Solvants organohalogénés*** | | | | | | | | | |
| Tétrachloroéthylène | 04RPTYP> | < 0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | # |
| Trichloroéthylène | 04RPTYP> | < 0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | # |
| Somme des tri et tétrachloroéthylène | 04RPTYP> | <0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | |
| **Pesticides** | | | | | | | | | |
| ***Total pesticides*** | | | | | | | | | |
| Somme des pesticides identifiés hors méabolites non pertinents | 04RPTYP> | <0.500 | µg/l | Calcul | | 0.500 | 5 | | |
| ***Pesticides azotés*** | | | | | | | | | |
| Atrazine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Atrazine 2-hydroxy | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Atrazine déséthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Hexazinone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Metamitrone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Metribuzine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Prometon | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Propazine | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Secbumeton | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Simazine 2-hydroxy | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbumeton | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbumeton déséthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbuthylazine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbuthylazine déséthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbuthylazine 2-hydroxy (Hydroxyterbuthylazine) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |

.../...

**Edité le** : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Terbutryne | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Propazine 2-hydroxy | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Atrazine déséthyl 2-hydroxy | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Simazine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Atrazine déisopropyl | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Atrazine déisopropyl 2-hydroxy | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Terbuthylazine déséthyl 2-hydroxy | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Sulcotrione | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.050 | 2 | | # |
| Atrazine déséthyl déisopropyl (DEDIA) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | # |
| Somme de la terbutylazine et de ses métabolites | 04RPTYP> | <0.020 | µg/l | Calcul | | 0.020 | | | |
| Somme de l'atrazine et de ses métabolites | 04RPTYP> | <0.020 | µg/l | Calcul | | 0.020 | | | |
| ***Pesticides organochlorés*** | | | | | | | | | |
| Dalapon | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Quintozène | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | # |
| Dicofol | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| HCB (hexachlorobenzène) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| HCH béta | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| HCH delta | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Lindane (HCH gamma) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Somme des isomères de l'HCH (sauf HCH epsilon) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| ***Pesticides organophosphorés*** | | | | | | | | | |
| Azametiphos | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | # |
| Ethoprophos | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Fosthiazate | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Azinphos éthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorpyriphos éthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorpyriphos méthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Demeton O+S | 04RPTYP> | < 0.010 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.010 | 2 | | |
| Diazinon | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Phosalone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pyrimiphos méthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pyrazophos | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Demeton O | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Demeton S | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |

.../...

Edité le : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Carbamates*** | | | | | | | | | |
| Carbendazime | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Carbétamide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Methomyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Pirimicarbe | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Diethofencarbe | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Propamocarbe | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Prosulfocarbe | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Penoxsulam | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorprofam | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Dithiocarbamates*** | | | | | | | | | |
| MITC (méthylisothiocyanate) | 04RPTYP> | < 0.02 | µg/l | Purge and trap et GC/MS | Méthode interne | 0.02 | | | # |
| ***Néonicotinoides*** | | | | | | | | | |
| Acetamipride | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Imidaclopride | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Thiamethoxam | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Clothianidine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Amides et chloroacétamides*** | | | | | | | | | |
| Boscalid | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Metalaxyl (dont metalaxyl-M) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Isoxaben | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Flufenacet (flurthiamide) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorantraniprilole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Fluopicolide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Dimetachlore-deschloro (CGA 42443) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | |
| Alachlore | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Métazachlor | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Napropamide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Oxadixyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Propyzamide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Tebutam | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Metolachlor- ESA (metolachlor ethylsulfonic acid) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Metolachlor- OXA (metolachlor oxalinic acid) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Metazachlor-ESA (metazachlor sulfonic acid) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |

.../...

Edité le : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Metazachlor-OXA (metazachlor oxalic acid) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Alachlore-ESA | 04RPTYP> | < 0.100 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.100 | 2 | | # |
| Flufenacet-ESA | 04RPTYP> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Flufenacet-OXA | 04RPTYP> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Dimetachlore-OXA | 04RPTYP> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Dimethenamide-ESA | 04RPTYP> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | |
| Dimethenamide-OXA | 04RPTYP> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Dimetachlore-ESA (dimetachlore CGA 354742) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | |
| Dimetachlore-CGA 369873 | 04RPTYP> | < 0.030 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.030 | 2 | | |
| S-metolachlore-NOA 413173 | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.050 | 2 | | |
| Dimethenamide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| 2,6-dichlorobenzamide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Oxadiargyl | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | # |
| Dimetachlore | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Ammoniums quaternaires*** | | | | | | | | | |
| Paraquat | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS injection directe | Méthode interne M_ET055 | 0.050 | 2 | | # |
| ***Anilines*** | | | | | | | | | |
| Oryzalin | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Métolachlor (dont S-metolachlor) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pendimethaline | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Azoles*** | | | | | | | | | |
| Aminotriazole | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET130 | 0.050 | 2 | | # |
| Imazalil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Thiabendazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Bitertanol | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Cyproconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Difenoconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Epoxyconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Metconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Myclobutanil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Penconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Prochloraze | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | # |
| Propiconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Tebuconazole | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Benzonitriles*** | | | | | | | | | |

.../...

Edité le : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chloridazon-méthyl-desphényl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Chloridazon-desphényl | 04RPTYP> | < 0.100 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.100 | 2 | | |
| Aclonifen | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chloridazone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Dicarboxymides*** | | | | | | | | | |
| Folpel (Folpet) | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Iprodione | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Procymidone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Phénoxyacides*** | | | | | | | | | |
| 2,4-D | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| 2,4-MCPA | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| MCPP (Mecoprop) total (dont MCPP-P) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Dicamba | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.050 | 2 | | # |
| Triclopyr | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| 2,4-DP (dichlorprop) total (dont dichlorprop-P) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Fluroxypyr | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Fluazifop | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Phénols*** | | | | | | | | | |
| DNOC (dinitrocrésol) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Dinoseb | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Dinoterb | 04RPTYP> | < 0.030 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.030 | 2 | | # |
| Pentachlorophénol | 04RPTYP> | < 0.030 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.030 | 2 | | # |
| ***Pyréthrinoïdes*** | | | | | | | | | |
| Alphaméthrine (alpha cyperméthrine) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| Bifenthrine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Cyperméthrine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Permethrine | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | 1 |
| ***Strobilurines*** | | | | | | | | | |
| Pyraclostrobine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Azoxystrobine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Pesticides divers*** | | | | | | | | | |
| Cymoxanil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | |
| Bentazone | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Fludioxonil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Quinmerac | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |

.../...

**Edité le** : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AMPA | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Glyphosate (incluant le sulfosate) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Fosetyl | 04RPTYP> | < 0.0185 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.0185 | 2 | | # |
| Fosetyl-aluminium (calcul) | 04RPTYP> | <0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Tebufenozide | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Dimethomorphe | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Spiroxamine | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Cycloxydime | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Clethodim | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Imazamox | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Thiophanate-méthyle | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | # |
| Methoxyfenozide | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.050 | 2 | | |
| Bromacile | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | |
| Thiophanate-éthyl (thiophanate) | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | |
| N,N-diméthylsulfamide (NDMS) | 04RPTYP> | < 0.100 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.100 | 2 | | |
| Anthraquinone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Diphénylamine | 04RPTYP> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET256 | 0.050 | 2 | | |
| Pyrimethanil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Clomazone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Cyprodinil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Diflufenican (Diflufenicanil) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Ethofumesate | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Fenpropidine | 04RPTYP> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Fenpropimorphe | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Fipronil | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Flurochloridone | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Lenacile | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Métaldéhyde | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET277 | 0.020 | 2 | | # |
| Norflurazon | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Norflurazon désméthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Oxadiazon | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Piperonil butoxyde | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pyriproxyfen | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| Flonicamid | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Quinoclamine | 04RPTYP> | < 0.05 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.05 | 2 | | # |
| ***Urées substituées*** | | | | | | | | | |

.../...

Edité le : 02/05/2023
**Identification échantillon :** LSE2304-16156-1
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chlortoluron (chlorotoluron) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Diuron | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Fenuron | 04RPTYP> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Isoproturon | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Monuron | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Thifensulfuron méthyl | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Tebuthiuron | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Nicosulfuron | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Ethidimuron | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| DCPMU (1-(3,4-dichlorophényl)-3-méthylurée) (cas 3567-62-2) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| IPPMU (1-4(isopropylphényl)-3-méthyl urée (cas 34123-57-4) | 04RPTYP> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| **Composés divers** | | | | | | | | | |
| ***Divers*** | | | | | | | | | |
| Hydrazide maléique | 04RPTYP> | < 0.5 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.5 | | | |

**04RPTYP>** ANALYSE (RPTYP) RESSOURCE SOUTERRAINE (ARS04-2022)

ABSENCE DU LOGO COFRAC

1 L'absence du logo Cofrac provient d'un délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives.

Méthode interne M_ET172 : Taux d'extraction/ionisation modifié par la présence d'interférents

Alphamethryn rendu avec une gamme en Cypermethryn

**Si certains paramètres soumis à des seuils de conformité ne sont pas couverts par l'accréditation alors la déclaration de conformité n'est pas couverte par l'accréditation.**

Les résultats sont rendus en prenant en compte les matières en suspension (MES) sauf quand la filtration est indiquée dans les normes analytiques.

Isabelle VECCHIOLI
Responsable de Laboratoire



Edité le : 09/10/2023

Rapport d'analyse Page 1 / 4

AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

DELEGATION TERRITORIALE DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
SERVICE SANTE ENVIRONNEMENT - RUE PASTEUR
BP 229
04013 DIGNE LES BAINS CEDEX

**Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 4 pages.**
**La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.**
**L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.**
**Les paramètres sous-traités sont identifiés par (*).**

**Identification dossier :** LSE23-162902
**Identification échantillon :** **LSE2310-15683** **Analyse demandée par : ARS DT DE HAUTE PROVENCE**
**Nature:** Eau de ressource superficielle
**Point de Surveillance :** PRISE CANAL E.D.F. DE PRES COMBAUX **Code PSV : 0000000669**
**Localisation exacte :** CANAL E.D.F
**Dept et commune :** **4 MANOSQUE**
**Coordonnées GPS du point (x,y)** **X :** 43,8168845100 **Y :** 5,7993566100
**UGE :** 0114 - MANOSQUE
**Type d'eau :** A3 - EAU SUPERFICIELLE CATEGORIE A3
**Type de visite :** RS **Type Analyse :** DUP-1 **Motif du prélèvement :** CS
**Nom de l'exploitant :** S.A.U.R. FRANCE PROVENCE-ALPES
TRAVERSES DES MÉTIERS
Z.I.ST-JOSEPH
04100 MANOSQUE
**Nom de l'installation :** PRISE CANAL EDF PRES COMBAUX **Type** : CAP **Code** : 000599
**Prélèvement :** Prélevé le 02/10/2023 à 12h19 Réception au laboratoire le 02/10/2023
Prélevé et mesuré sur le terrain par CARSO LSEHL / OUTRE Killian
Prélèvement accrédité selon FD T 90-520 et NF EN ISO 19458 pour les eaux de consommation humaine
Flaconnage CARSO-LSEHL
Eau légèrement colorée

**Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire. Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.**
**Le laboratoire n'est pas responsable de la validité des informations transmises par le client qui sont antérieures à l'heure et la date de prélèvement.**

Date de début d'analyse le 02/10/2023

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | COFRAC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Volume d'eau filtré | 04DUP-1* | 100 | Litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | | | | |
| **Mesures sur le terrain** | | | | | | | | | |

.../...

**Edité le** : 09/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2310-15683
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aspect de l'eau | 04DUP-1* | 1 | - | Analyse qualitative | | | | | |
| Couleur de l'eau | 04DUP-1* | 1 | - | Analyse qualitative | | | | | |
| Température de l'eau | 04DUP-1* | 17.5 | °C | Méthode à la sonde | Méthode interne M_EZ008 v3 | 0 | | | # |
| pH sur le terrain | 04DUP-1* | 8.2 | - | Electrochimie | NF EN ISO 10523 | 1.0 | | | # |
| Conductivité brute à 25°C sur le terrain | 04DUP-1* | 451 | µS/cm | Méthode à la sonde | NF EN 27888 | 10 | | | # |
| Chlore libre sur le terrain | 04DUP-1* | <0.03 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| Chlore total sur le terrain | 04DUP-1* | 0.05 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| **Analyses microbiologiques** | | | | | | | | | |
| Microorganismes aérobies à 36°C réalisé à Marseille | 04DUP-1* | 79 | UFC/ml | Incorporation | NF EN ISO 6222 | 1 | | | # |
| Microorganismes aérobies à 22°C réalisé à Marseille | 04DUP-1* | 220 | UFC/ml | Incorporation | NF EN ISO 6222 | 1 | | | # |
| Bactéries coliformes réalisé à Marseille | 04DUP-1* | 94 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | | | # |
| Escherichia coli réalisé à Marseille | 04DUP-1* | 85 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | 20000 | | # |
| Entérocoques (Streptocoques fécaux) réalisé à Marseille | 04DUP-1* | 81 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 7899-2 | 1 | 10000 | | # |
| Anaérobies sulfito-réducteurs (spores) réalisé à Marseille | 04DUP-1* | 6 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN 26461-2 | 1 | | | # |
| ***Analyses parasitologiques*** | | | | | | | | | |
| Oocystes de Cryptosporidium totaux | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| dont Oocystes de Cryptosporidium intègres | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| Kystes de Giardia totaux | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| dont Kystes de Giardia intègres | 04DUP-1* | < 1 | /100 litres | Concentration et IMC | NF T90-455 | 1 | | | # |
| **Caractéristiques organoleptiques** | | | | | | | | | |
| Odeur | 04DUP-1* | Néant | - | Méthode qualitative | | | | | |
| Saveur | 04DUP-1* | Néant | - | Méthode qualitative | | | | | |
| Turbidité | 04DUP-1* | 16 | NFU | Néphélométrie | NF EN ISO 7027-1 | 0.10 | | | # |
| **Analyses physicochimiques** | | | | | | | | | |
| ***Analyses physicochimiques de base*** | | | | | | | | | |
| Conductivité électrique brute à 25°C | 04DUP-1* | 439 | µS/cm | Conductimétrie | NF EN 27888 | 50 | | | # |
| Indice phénol | 04DUP-1* | < 0.010 | mg/l | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 14402 | 0.010 | | | # |
| Tensioactifs anioniques (indice SABM) | 04DUP-1* | < 0.05 | mg/l LS | Spectrophotométrie | NF EN 903 | 0.05 | | | 1 |
| Cyanures totaux (indice cyanure) | 04DUP-1* | < 10 | µg/l CN- | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 14403-2 | 10 | 50 | | # |
| ***Cations*** | | | | | | | | | |
| Potassium dissous | 04DUP-1* | 0.9 | mg/l K+ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.1 | | | # |
| ***Métaux*** | | | | | | | | | |
| Aluminium total | 04DUP-1* | 147 | µg/l Al | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Chrome total | 04DUP-1* | < 5 | µg/l Cr | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 5 | 50 | | # |

.../...

Edité le : 09/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2310-15683
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fer total | 04DUP-1* | 101 | µg/l Fe | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Plomb total | 04DUP-1* | < 2 | µg/l Pb | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 50 | | # |
| Baryum total | 04DUP-1* | 0.033 | mg/l Ba | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Cuivre total | 04DUP-1* | < 0.010 | mg/l Cu | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Zinc total | 04DUP-1* | < 0.010 | mg/l Zn | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Mercure total | 04DUP-1* | < 0.01 | µg/l Hg | Fluorescence après minéralisation bromure-bromate | Méthode interne M_EM156 | 0.01 | 1.0 | | # |
| **COV : composés organiques volatils** | | | | | | | | | |
| ***BTEX*** | | | | | | | | | |
| Benzène | 04DUP-1* | < 0.5 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 11423-1 | 0.5 | | | # |
| ***Solvants organohalogénés*** | | | | | | | | | |
| 1,2-dichloroéthane | 04DUP-1* | < 0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | # |
| Chlorure de vinyle | 04DUP-1* | < 0.004 | µg/l | Purge and Trap /GC/MS | Méthode interne M_ET105 | 0.004 | | | # |
| **HAP : Hydrocarbures aromatiques polycycliques** | | | | | | | | | |
| ***HAP*** | | | | | | | | | |
| Benzo (b) fluoranthène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Benzo (k) fluoranthène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Benzo (a) pyrène | 04DUP-1* | < 0.0001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0001 | | | # |
| Benzo (ghi) pérylène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Indéno (1,2,3 cd) pyrène | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Fluoranthène | 04DUP-1* | < 0.001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.001 | | | # |
| Somme des 4 HAP quantifiés | 04DUP-1* | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | |
| Somme des 6 HAP quantifiés | 04DUP-1* | < 0.0001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0001 | 1 | | |
| **Composés divers** | | | | | | | | | |
| ***Divers*** | | | | | | | | | |
| Acrylamide | 04DUP-1* | < 0.1 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET130 | 0.1 | | | # |
| **Radioactivité : l'activité est comparée à la limite de détection** | | | | | | | | | |
| Radon 222 | 04DUP-1* | < 1.5 | Bq/l | Spectrométrie gamma | NF EN ISO 13164-1:2020 et -2:2020 | | | 100 | # |
| Radon 222 : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | - | Bq/l | Spectrométrie gamma | NF EN ISO 13164-1:2020 et -2:2020 | | | | # |
| Activité alpha globale | 04DUP-1* | < 0.03 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.03 | | 0.1 | # |
| activité alpha globale : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | - | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | - | | | # |
| Activité béta globale | 04DUP-1* | 0.05 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.04 | | 1 | # |
| Activité béta globale : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 0.02 | Bq/l | Compteur à gaz proportionnel | NF EN ISO 10704:2019 | 0.02 | | | # |
| Potassium 40 | 04DUP-1* | 0.028 | Bq/l | Calcul à partir de K | | | | | |
| Potassium 40 : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | 0.002 | Bq/l | Calcul à partir de K | | | | | |
| Activité béta globale résiduelle | 04DUP-1* | < 0.04 | Bq/l | Calcul | | | | 1 | |

.../...

Edité le : 09/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2310-15683
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Activité béta globale résiduelle : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | - | Bq/l | Calcul | | | | | |
| Tritium | 04DUP-1* | < 10 | Bq/l | Scintillation liquide | NF EN ISO 9698:2019 | 10 | | 100 | # |
| Tritium : incertitude (k=2) | 04DUP-1* | - | Bq/l | Scintillation liquide | NF EN ISO 9698:2019 | - | | | # |
| Dose indicative | 04DUP-1* | < 0.1 | mSv/an | Interprétation | | | | 0.1 | |

**04DUP-1*** ANALYSE (DUP-1) COMPLEMENT A RPTYP (ARS04-2021)

ABSENCE DU LOGO COFRAC

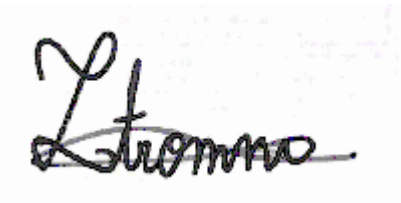
1 L'absence du logo Cofrac provient d'un délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives.

Rn222 : activité à la date de prélèvement

**Si certains paramètres soumis à des seuils de conformité ne sont pas couverts par l'accréditation alors la déclaration de conformité n'est pas couverte par l'accréditation.**

Les résultats sont rendus en prenant en compte les matières en suspension (MES) sauf quand la filtration est indiquée dans les normes analytiques.
Afin de maintenir l'accréditation, le laboratoire peut s'appuyer de manière exceptionnelle sur une étude de stabilité interne pour certains paramètres physico-chimiques.

Lisa TROMMENSCHLAGER
Ingénieure de Laboratoire



Edité le : 21/10/2023

Rapport d'analyse Page 1 / 10

AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

DELEGATION TERRITORIALE DES ALPES DE HAUTE PROVENCE
SERVICE SANTE ENVIRONNEMENT - RUE PASTEUR
BP 229
04013 DIGNE LES BAINS CEDEX

**Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 10 pages.**
**La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.**
**L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.**
**Les paramètres sous-traités sont identifiés par (*).**

**Identification dossier :** LSE23-162902
**Identification échantillon :** **LSE2310-15682-2** **Analyse demandée par : ARS DT DE HAUTE PROVENCE**
**Nature:** Eau de ressource superficielle
**Point de Surveillance :** PRISE CANAL E.D.F. DE PRES COMBAUX **Code PSV : 0000000669**
**Localisation exacte :** CANAL E.D.F
**Dept et commune :** **4 MANOSQUE**
**UGE :** 0114 - MANOSQUE
**Type d'eau :** A3 - EAU SUPERFICIELLE CATEGORIE A3
**Type de visite :** RS **Type Analyse :** RSSC **Motif du prélèvement :** CS
**Nom de l'exploitant :** S.A.U.R. FRANCE PROVENCE-ALPES
TRAVERSES DES MÉTIERS
Z.I.ST-JOSEPH
04100 MANOSQUE
**Nom de l'installation :** PRISE CANAL EDF PRES COMBAUX **Type** : CAP **Code** : 000599
**Prélèvement :** Prélevé le 02/10/2023 à 10h59 Réception au laboratoire le 02/10/2023
Prélevé et mesuré sur le terrain par CARSO LSEHL / OUTRE Killian
Prélèvement accrédité selon FD T 90-520 et NF EN ISO 19458 pour les eaux de consommation humaine
Flaconnage CARSO-LSEHL
Eau légèrement colorée

**Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire. Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.**
**Le laboratoire n'est pas responsable de la validité des informations transmises par le client qui sont antérieures à l'heure et la date de prélèvement.**

Date de début d'analyse le 02/10/2023

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | COFRAC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures sur le terrain** | | | | | | | | | |
| Aspect de l'eau | 04RSSC> | 1 | - | Analyse qualitative | | | | | |
| Couleur de l'eau | 04RSSC> | 1 | - | Analyse qualitative | | | | | |

.../...

Edité le : 21/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Température de l'eau | 04RSSC> | 17.5 | °C | Méthode à la sonde | Méthode interne M_EZ008 v3 | 0 | | | # |
| pH sur le terrain | 04RSSC> | 8.2 | - | Electrochimie | NF EN ISO 10523 | 1.0 | | | # |
| Conductivité brute à 25°C sur le terrain | 04RSSC> | 451 | µS/cm | Méthode à la sonde | NF EN 27888 | 10 | | | # |
| Taux de saturation en oxygène sur le terrain | 04RSSC> | 102.3 | % | Méthode LDO | Méthode interne M_EZ014 | 1 | 30 | | |
| Chlore libre sur le terrain | 04RSSC> | <0.03 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| Chlore total sur le terrain | 04RSSC> | 0.05 | mg/l Cl2 | Spectrophotométrie à la DPD | NF EN ISO 7393-2 | 0.03 | | | # |
| **Analyses microbiologiques** | | | | | | | | | |
| Bactéries coliformes réalisé à Marseille | 04RSSC> | 220 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | | | 11 |
| Escherichia coli réalisé à Marseille | 04RSSC> | 132 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 9308-1 - septembre 2000 | 1 | | 20000 | 11 |
| Entérocoques (Streptocoques fécaux) réalisé à Marseille | 04RSSC> | 73 | UFC/100 ml | Filtration | NF EN ISO 7899-2 | 1 | | 10000 | # |
| Salmonelles | 04RSSC> | Absence | /5 litres | Filtration | NF EN ISO 19250 | | | | # |
| **Caractéristiques organoleptiques** | | | | | | | | | |
| Odeur | 04RSSC> | Néant | - | Méthode qualitative | | | | | |
| Turbidité | 04RSSC> | 9.9 | NFU | Néphélométrie | NF EN ISO 7027-1 | 0.10 | | | # |
| **Analyses physicochimiques** | | | | | | | | | |
| ***Analyses physicochimiques de base*** | | | | | | | | | |
| Phosphore total | 04RSSC> | 0.183 | mg/l P2O5 | Minéralisation et spectrophotométrie (Ganimède) | Méthode interne M_J053 | 0.022 | | | # |
| Indice hydrocarbures (C10-C40) | 04RSSC> | < 0.1 | mg/l | GC/FID | NF EN ISO 9377-2 | 0.1 | | 1 | # |
| Matières en suspension totales | 04RSSC> | 13 | mg/l | Gravimétrie (filtre Whatman ou Breguer-Krugger) | NF EN 872 | 2.0 | | | # |
| Carbone organique total (COT) | 04RSSC> | 0.43 | mg/l C | Oxydation par voie humide et IR | NF EN 1484 | 0.2 | | 10 | # |
| Indice phénol | 04RSSC> | < 0.010 | mg/l | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 14402 | 0.010 | | | # |
| Tensioactifs anioniques (indice SABM) | 04RSSC> | < 0.05 | mg/l LS | Spectrophotométrie | NF EN 903 | 0.05 | | | # |
| Demande Biochimique en Oxygène (DBO5) | 04RSSC> | 0.6 | mg/l O2 | Sans dilution | NF EN 1899-2 | 0.5 | | | # |
| Demande Chimique en Oxygène (indice ST-DCO) | 04RSSC> | < 5 | mg/l O2 | Spectrophotométrie | ISO 15705 | 5 | | | # |
| Fluorures | 04RSSC> | 0.070 | mg/l F- | Chromatographie ionique | NF EN ISO 10304-1 | 0.05 | | | # |
| Cyanures totaux (indice cyanure) | 04RSSC> | < 10 | µg/l CN- | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 14403-2 | 10 | | 50 | # |
| Azote Kjeldahl | 04RSSC> | < 0.5 | mg/l N | Distillation | NF EN 25663 | 0.5 | | | # |
| ***Equilibre calcocarbonique*** | | | | | | | | | |
| pH à l'équilibre | 04RSSC> | 7.75 | - | Calcul | Méthode Legrand et Poirier | | | | |
| Equilibre calcocarbonique (5 classes) | 04RSSC> | incrustante | - | Calcul | Méthode Legrand et Poirier | | | | |
| ***Cations*** | | | | | | | | | |
| Calcium dissous | 04RSSC> | 64.6 | mg/l Ca++ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.1 | | | # |
| Magnésium dissous | 04RSSC> | 11.7 | mg/l Mg++ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.05 | | | # |
| Sodium dissous | 04RSSC> | 8.6 | mg/l Na+ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.2 | | 200 | # |
| Potassium dissous | 04RSSC> | 1.1 | mg/l K+ | ICP/AES après filtration | NF EN ISO 11885 | 0.1 | | | # |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2

Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ammonium | | < 0.05 | mg/l NH4+ | Spectrophotométrie automatisée | Méthode interne M_J077 | 0.05 | 4 | | # |
| ***Anions*** | | | | | | | | | |
| Chlorures | 04RSSC> | 10 | mg/l Cl- | Chromatographie ionique | NF EN ISO 10304-1 | 0.1 | 200 | | # |
| Sulfates | 04RSSC> | 89 | mg/l SO4-- | Chromatographie ionique | NF EN ISO 10304-1 | 0.2 | 250 | | # |
| Nitrates | 04RSSC> | 1.4 | mg/l NO3- | Flux continu (CFA) | NF EN ISO 13395 | 0.5 | 50 | | # |
| Nitrites | 04RSSC> | < 0.02 | mg/l NO2- | Spectrophotométrie | NF EN 26777 | 0.02 | | | # |
| Silicates dissous | 04RSSC> | 3.9 | mg/l SiO2 | Spectrophotométrie automatisée | Méthode interne M_J069 | 0.05 | | | # |
| Carbonates | 04RSSC> | 0 | mg/l CO3-- | Potentiométrie | NF EN ISO 9963-1 | 0 | | | # |
| Bicarbonates | 04RSSC> | 151.0 | mg/l HCO3- | Potentiométrie | NF EN ISO 9963-1 | 6.1 | | | # |
| ***Métaux*** | | | | | | | | | |
| Aluminium total | 04RSSC> | 164 | µg/l Al | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Arsenic total | 04RSSC> | < 2 | µg/l As | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 100 | | # |
| Chrome total | 04RSSC> | < 5 | µg/l Cr | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 5 | 50 | | # |
| Fer dissous | 04RSSC> | < 10 | µg/l Fe | ICP/MS après filtration | ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Manganèse total | 04RSSC> | 22 | µg/l Mn | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Nickel total | 04RSSC> | < 5 | µg/l Ni | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 5 | 20 | | # |
| Plomb total | 04RSSC> | < 2 | µg/l Pb | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 50 | | # |
| Baryum total | 04RSSC> | 0.034 | mg/l Ba | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Bore total | 04RSSC> | 0.025 | mg/l B | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | 1.5 | | # |
| Cadmium total | 04RSSC> | < 1 | µg/l Cd | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 1 | 5 | | # |
| Sélénium total | 04RSSC> | < 2 | µg/l Se | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 2 | 20 | | # |
| Zinc total | 04RSSC> | < 0.010 | mg/l Zn | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 0.010 | | | # |
| Cuivre total | 04RSSC> | < 10 | µg/l Cu | ICP/MS après acidification et décantation | NF EN ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 | 10 | | | # |
| Mercure total | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l Hg | Fluorescence après minéralisation bromure-bromate | Méthode interne M_EM156 | 0.01 | 1.0 | | # |
| **COV : composés organiques volatils** | | | | | | | | | |
| ***Solvants organohalogénés*** | | | | | | | | | |
| Tétrachloroéthylène | 04RSSC> | < 0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | # |
| Trichloroéthylène | 04RSSC> | < 0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | # |
| Somme des tri et tétrachloroéthylène | 04RSSC> | <0.50 | µg/l | HS/GC/MS | NF EN ISO 10301 | 0.50 | | | |
| **HAP : Hydrocarbures aromatiques polycycliques** | | | | | | | | | |
| ***HAP*** | | | | | | | | | |
| Benzo (b) fluoranthène | 04RSSC> | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Benzo (k) fluoranthène | 04RSSC> | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Benzo (a) pyrène | 04RSSC> | < 0.0001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0001 | | | # |
| Benzo (ghi) pérylène | 04RSSC> | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Indéno (1,2,3 cd) pyrène | 04RSSC> | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | # |
| Fluoranthène | 04RSSC> | < 0.001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.001 | | | # |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Somme des 4 HAP quantifiés | 04RSSC> | < 0.0005 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0005 | | | |
| Somme des 6 HAP quantifiés | 04RSSC> | < 0.0001 | µg/l | HPLC/UV FLD après extr. SPE | Méthode interne M_ET278 | 0.0001 | 1 | | |
| **Pesticides** | | | | | | | | | |
| ***Total pesticides*** | | | | | | | | | |
| Somme des pesticides identifiés hors méabolites non pertinents | 04RSSC> | <0.500 | µg/l | Calcul | | 0.500 | 5 | | |
| ***Pesticides azotés*** | | | | | | | | | |
| Atrazine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Atrazine 2-hydroxy | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Atrazine déséthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Hexazinone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Metamitrone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Metribuzine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Prometon | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Propazine | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Secbumeton | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Simazine 2-hydroxy | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbumeton | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbumeton déséthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbuthylazine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbuthylazine déséthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Terbuthylazine 2-hydroxy (Hydroxyterbuthylazine) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Terbutryne | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Propazine 2-hydroxy | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Atrazine déséthyl 2-hydroxy | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Simazine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Atrazine déisopropyl | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Atrazine déisopropyl 2-hydroxy | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Terbuthylazine déséthyl 2-hydroxy | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Sulcotrione | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.050 | 2 | | # |
| Atrazine déséthyl déisopropyl (DEDIA) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | # |
| Somme de la terbutylazine et de ses métabolites | 04RSSC> | <0.020 | µg/l | Calcul | | 0.020 | | | |
| Somme de l'atrazine et de ses métabolites | 04RSSC> | <0.020 | µg/l | Calcul | | 0.020 | | | |
| ***Pesticides organochlorés*** | | | | | | | | | |
| Dalapon | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Quintozène | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | # |
| Dicofol | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| HCB (hexachlorobenzène) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | 1 |
| HCH alpha | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| HCH béta | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| HCH delta | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Lindane (HCH gamma) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Somme des isomères de l'HCH (sauf HCH epsilon) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| ***Pesticides organophosphorés*** | | | | | | | | | |
| Azametiphos | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | # |
| Ethoprophos | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Fosthiazate | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Azinphos éthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorpyriphos éthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorpyriphos méthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Demeton O+S | 04RSSC> | < 0.010 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.010 | 2 | | |
| Diazinon | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Phosalone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pyrimiphos méthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pyrazophos | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Demeton O | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Demeton S | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| ***Carbamates*** | | | | | | | | | |
| Carbendazime | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Carbétamide | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Methomyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Pirimicarbe | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Diethofencarbe | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Propamocarbe | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Prosulfocarbe | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Penoxsulam | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorprofam | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Dithiocarbamates*** | | | | | | | | | |
| MITC (méthylisothiocyanate) | 04RSSC> | < 0.02 | µg/l | Purge and trap et GC/MS | Méthode interne | 0.02 | | | # |
| ***Néonicotinoides*** | | | | | | | | | |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Acetamipride | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Imidaclopride | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Thiamethoxam | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Clothianidine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Amides et chloroacétamides*** | | | | | | | | | |
| Boscalid | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Metalaxyl (dont metalaxyl-M) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Isoxaben | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Flufenacet (flurthiamide) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorantraniprilole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Fluopicolide | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Dimetachlore-deschloro (CGA 42443) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | |
| Alachlore | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | 1 |
| Métazachlor | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Napropamide | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Oxadixyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Propyzamide | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Tebutam | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Metolachlor- ESA (metolachlor ethylsulfonic acid) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Metolachlor- OXA (metolachlor oxalinic acid) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Metazachlor-ESA (metazachlor sulfonic acid) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Metazachlor-OXA (metazachlor oxalic acid) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | # |
| Alachlore-ESA | 04RSSC> | < 0.100 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.100 | 2 | | # |
| Flufenacet-ESA | 04RSSC> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Flufenacet-OXA | 04RSSC> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Dimetachlore-OXA | 04RSSC> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Dimethenamide-ESA | 04RSSC> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | |
| Dimethenamide-OXA | 04RSSC> | < 0.010 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.010 | 2 | | # |
| Dimetachlore-ESA (dimetachlore CGA 354742) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.020 | 2 | | |
| Dimetachlore-CGA 369873 | 04RSSC> | < 0.030 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.030 | 2 | | |
| S-metolachlore-NOA 413173 | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET249 | 0.050 | 2 | | |
| Dimethenamide (dont dimethenamide-P) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| 2,6-dichlorobenzamide | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Oxadiargyl | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | # |
| Dimetachlore | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Ammoniums quaternaires*** | | | | | | | | | |
| Paraquat | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS injection directe | Méthode interne M_ET055 | 0.050 | 2 | | # |
| ***Anilines*** | | | | | | | | | |
| Oryzalin | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Métolachlor (dont S-metolachlor) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pendimethaline | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Azoles*** | | | | | | | | | |
| Aminotriazole | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET130 | 0.050 | 2 | | # |
| Imazalil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Thiabendazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Bitertanol | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Cyproconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Difenoconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Epoxyconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Metconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Myclobutanil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Penconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Prochloraze | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | # |
| Propiconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Tebuconazole | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Benzonitriles*** | | | | | | | | | |
| Chloridazon-méthyl-desphényl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Chloridazon-desphényl | 04RSSC> | < 0.100 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.100 | 2 | | |
| Aclonifen | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chloridazone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Dicarboxymides*** | | | | | | | | | |
| Folpel (Folpet) | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Iprodione | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Procymidone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | 1 |
| ***Phénoxyacides*** | | | | | | | | | |
| 2,4-D | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| 2,4-MCPA | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| MCPP (Mecoprop) total (dont MCPP-P) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dicamba | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.050 | 2 | | # |
| Triclopyr | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| 2,4-DP (dichlorprop total) (dont dichlorprop-P) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Fluroxypyr | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Fluazifop | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Phénols*** | | | | | | | | | |
| DNOC (dinitrocrésol) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Dinoseb | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Dinoterb | 04RSSC> | < 0.030 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.030 | 2 | | # |
| Pentachlorophénol | 04RSSC> | < 0.030 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.030 | 2 | | # |
| ***Pyréthrinoïdes*** | | | | | | | | | |
| Alphaméthrine (alpha cyperméthrine) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| Bifenthrine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Cyperméthrine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | 1 |
| Permethrine | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | 1 |
| ***Strobilurines*** | | | | | | | | | |
| Pyraclostrobine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Azoxystrobine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| ***Pesticides divers*** | | | | | | | | | |
| Cymoxanil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | |
| Bentazone | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Fludioxonil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Quinmerac | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| AMPA | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Glyphosate (incluant le sulfosate) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Fosetyl | 04RSSC> | < 0.0185 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.0185 | 2 | | # |
| Fosetyl-aluminium (calcul) | 04RSSC> | <0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Chlorothalonil R 471811 | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.020 | 2 | | # |
| Tebufenozide | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Dimethomorphe | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Spiroxamine | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Cycloxydime | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Clethodim | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Imazamox | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | # |
| Thiophanate-méthyle | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | # |
| Methoxyfenozide | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.050 | 2 | | |

.../...

**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bromacile | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.005 | 2 | | |
| Thiophanate-éthyl (thiophanate) | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.020 | 2 | | |
| N,N-diméthylsulfamide (NDMS) | 04RSSC> | < 0.100 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET108 | 0.100 | 2 | | |
| Anthraquinone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Diphénylamine | 04RSSC> | < 0.050 | µg/l | HPLC/MS/MS après extr. SPE | Méthode interne M_ET256 | 0.050 | 2 | | |
| Pyrimethanil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Chlorothalonil | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Clomazone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Cyprodinil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Diflufenican (Diflufenicanil) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Ethofumesate | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Fenpropidine | 04RSSC> | < 0.01 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.01 | 2 | | |
| Fenpropimorphe | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Fipronil | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Flurochloridone | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Lenacile | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Métaldéhyde | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET277 | 0.020 | 2 | | # |
| Norflurazon | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Norflurazon désméthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Oxadiazon | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Piperonil butoxyde | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Pyriproxyfen | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | |
| Flonicamid | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.005 | 2 | | # |
| Quinoclamine | 04RSSC> | < 0.05 | µg/l | GC/MS/MS après extraction SPE | Méthode interne M_ET172 | 0.05 | 2 | | # |
| ***Urées substituées*** | | | | | | | | | |
| Chlortoluron (chlorotoluron) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Diuron | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Fenuron | 04RSSC> | < 0.020 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.020 | 2 | | # |
| Isoproturon | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Monuron | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Thifensulfuron méthyl | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Tebuthiuron | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Nicosulfuron | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| Ethidimuron | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| DCPMU (1-(3,4-dichlorophényl)-3-méthylurée) (cas 3567-62-2) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |

.../...

Edité le : 21/10/2023
**Identification échantillon :** LSE2310-15682-2
Destinataire : AGENCE REGIONALE DE SANTE PACA

| Paramètres analytiques | | Résultats | Unités | Méthodes | Normes | LQ | Limites de qualité | Références de qualité | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| IPPMU (1-4(isopropylphényl)-3-méthyl urée (cas 34123-57-4) | 04RSSC> | < 0.005 | µg/l | HPLC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET109 | 0.005 | 2 | | # |
| **Composés divers** | | | | | | | | | |
| ***Divers*** | | | | | | | | | |
| Hydrazide maléique | 04RSSC> | < 0.5 | µg/l | HPIC/MS/MS après injection directe | Méthode interne M_ET116 | 0.5 | | | |

**04RSSC>** ANALYSE (RSSC=RSTYP+SALM+COLI) RESSOURCE SUPERFICIELLE (ARS04-2022)

ABSENCE DU LOGO COFRAC

1 L'absence du logo Cofrac provient d'un délai de mise en analyse par rapport au prélèvement supérieur aux exigences normatives.

11 Résultat obtenu après dilution de l'échantillon.

Silicates : stabilisation réalisée au laboratoire dans les 36 heures.

Les étapes d'éliminations d'interférents (peroxydes, algues…) ne sont pas réalisées par le laboratoire (option de la norme).
Conformément à l'annexe A des normes NF 5815-1 ou 1899-2,utilisation d'une période d'incubation alternative (DBO2+5).

**Si certains paramètres soumis à des seuils de conformité ne sont pas couverts par l'accréditation alors la déclaration de conformité n'est pas couverte par l'accréditation.**

Les résultats sont rendus en prenant en compte les matières en suspension (MES) sauf quand la filtration est indiquée dans les normes analytiques.
Afin de maintenir l'accréditation, le laboratoire peut s'appuyer de manière exceptionnelle sur une étude de stabilité interne pour certains paramètres physico-chimiques.

Delphine LARUE
Valideur technique

